هكذا من الاصل

THE UNIVERSITY OF JORDAN

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE ★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE – N° 14411 – 6 F

MARDI 28 MAI 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Espagne : la sortie de M. Suarez

LES électeurs espagnols ne sont décidément pas tendres avec leurs leaders, et plus particulièrement avec *ceux qui réalisèrent la « transicion »*, comme on appelle ici la passionnante période politique qui va de la mort de Franco au rétablissement de la démocratie.

Après le communiste Santiago Carrillo et le conservateur Manuel Fraga, voilà qu'un autre des ténors de cette période se voit à son tour contraint de jeter l'éponge, boudé par l'électorat : Adolfo Suarez. Il a présenté dans la nuit de dimanche sa démission de la présidence du Centre démocratique et social (CDS) après la déconfiture de cette formation aux *élections municipales*.

Seul subsiste désormais, parmi les hommes dont l'entente rendit possible il y a quinze ans l'*extraordinaire passage sans heurt d'une dictature de quatre décennies à une pleine démocratie*, le socialiste Felipe Gonzalez. Les autres n'ont pas été à même de convaincre l'électorat qu'ils avaient toujours un rôle politique à jouer dans cette Espagne démocratique qu'ils ont tant aidé à s'affirmer.

MM. Fraga et Carrillo ne purent surmonter un obstacle rédhibitoire : celui de trop symboliser, à leur corps défendant, les affrontements de *la funeste époque des « deux Espagne »*. M. Suarez, de son côté, a tardé à comprendre que le prestige acquis à l'époque de la « transicion » *ne suffisait plus à séduire les électeurs*, et qu'il fallait aussi leur présenter une vision convaincante de l'Espagne de demain.

Pour les jeunes, en effet (plus d'un quart des électeurs espagnols ont moins de trente ans), cette transition appartient déjà au passé. Et leur insertion dans l'Europe les préoccupe aujourd'hui bien davantage que l'histoire de l'avènement d'une démocratie qui, à leurs yeux, allait tout simplement de soi.

M. Suarez semble ainsi sortir par la petite porte, même si ses adversaires politiques lui ont rendu un hommage unanime. Se souvient-on encore que sa nomination par le roi Juan Carlos, en juillet 1976, sept mois après la mort de Franco, avait suscité le scepticisme général ? Directeur de la radio-télévision franquiste, secrétaire général du « Movimiento », le parti unique du Caudillo, il apparaissait plutôt à ce moment comme le typique apparatchik de la dictature.

Et pourtant ! Ce fut lui qui, avec une indéniable habileté, démonta l'un après l'autre les rouages d'un appareil qu'il avait connu de l'intérieur, réalisant la gageure de restaurer la démocratie sans jamais rompre formellement avec la légalité antérieure. Et si la vie politique espagnole a maintenant un tel tonus, on le doit largement au perdant d'aujourd'hui.

Lire page 3 l'article de THIERRY MALINIAK

Les cent ans de Roland-Garros

Les Internationaux de France de tennis se sont ouverts lundi 27 mai sans véritable favori.

Lire page 13

M 0147 - 0528 0 - 6,00 F

Après les accusations sur le financement de l'Airbus

L'Aérospatiale critique Washington pour ses dons d'armes à l'étranger

La visite de M. Cheney à Paris – le secrétaire américain à la défense sera mardi 28 mai au siège de l'OTAN, à Bruxelles – coïncide avec la révélation par le groupe français Aérospatiale de documents statistiques qui illustrent la politique américaine de livraisons quasiment gratuites d'armes à des clients étrangers au Proche-Orient, en Europe ou en Asie. Le constructeur français entend ainsi répliquer aux accusations de Washington sur le financement de l'Airbus.

par Jacques Isnard

Dans un document public, le groupe français Aérospatiale part en guerre contre les Etats-Unis qu'il accuse de livrer des armes gratuitement – sous la forme de dons ou de prêts à des taux si bas qu'ils ressemblent à une subvention – à la clientèle étrangère. En 1991, selon une estimation de M. François David, le directeur général adjoint du groupe, chargé des affaires internationales, ces cessions d'armements par les Etats-Unis s'élèvent à quelque 5 153 millions de dollars (environ 28 milliards de francs). Cela représente *grosso modo* 36 % du total annuel des exportations de matériels militaires américains tel qu'il est calculé depuis 1987, année-record de la décennie.

Ce document fait apparaître un montant relativement stable (autour de 5,2 milliards de dollars par an) des diverses opérations (dons et prêts) sur trois ans. Il s'agit du programme FMF (Foreign Military Financing), qui a remplacé l'ancien FMS (Foreign Military Sales) et qui dresse un inventaire des aides financières que Washington consent à l'exportation de ses armes.

Le FMF concerne une cinquantaine de pays. Mais la quasi-totalité de ces opérations est faite avec deux pays du Proche-Orient (Israël et l'Egypte) ou avec trois pays membres de l'OTAN (Turquie, Grèce et Portugal). Il s'agit majoritairement de dons purs et simples de matériels (quelque 4,7 milliards de dollars en 1991) et accessoirement de prêts (453 millions de dollars en 1991).

Lire la suite page 20 et page 7 l'article de CLAIRE TRÉAN

Deux cent vingt-trois personnes tuées au-dessus de la Thaïlande

L'explosion en vol du Boeing autrichien pourrait être d'origine criminelle

Un Boeing-767 de la compagnie autrichienne Lauda Air a explosé en vol, dans la nuit du 26 au 27 mai, une vingtaine de minutes après avoir décollé de Bangkok. Il n'y a aucun survivant parmi les deux cent vingt-trois passagers et membres d'équipage. Un correspondant anonyme a téléphoné à l'aéroport de Vienne (Autriche) pour affirmer qu'une bombe était à l'origine de la catastrophe, mais qu'elle était destinée à un appareil américain de la compagnie américaine United Airlines. Il faudra cependant attendre la récupération des « boîtes noires » de l'appareil et l'analyse des débris de l'appareil pour savoir avec certitude si l'avion autrichien a été victime d'un attentat.

La catastrophe qui a frappé la compagnie autrichienne Lauda Air rappelle les drames de 1988 et de 1989 vécus par les compagnies PanAm, à Lockerbie (Ecosse), et UTA, au-dessus du désert du Ténéré, au Niger. Dans tous ces cas, l'avion a explosé en vol sans que l'équipage ait pu prévenir le contrôle d'une quelconque anomalie technique. Chaque fois, l'explosion est survenue après un temps de montée qui amenait l'appareil à son altitude de croisière, aux alentours de dix mille mètres. La jeunesse de l'appareil de Lauda Air (18 mois) et la qualité du Boeing 767 semblent exclure une défaillance structurelle.

Les avions de PanAm et d'UTA avaient été détruits en vol par l'explosion d'une bombe programmée pour fonctionner à ce moment précis. A cette altitude et à une vitesse de 900 km/h, la déchirure du fuselage qui résulte de la déflagration provoque une décompression explosive de l'appareil. Celui-ci se fragmente instantanément. Il semble qu'on retrouve dans la catastrophe thaïlandaise un dispersement extrême des débris qui plaide pour une telle explication.

La thèse de l'erreur de destinataire paraît, elle aussi, plausible. L'Autriche est en effet un pays neutre et Lauda Air, propriété de l'ancien champion de formule 1, Nicky Lauda, représente une cible médiocre, bien qu'elle ait décidé de compléter son activité de charter en obtenant le droit d'effectuer des vols réguliers, notamment à destination de Bangkok trois fois par semaine.

Lire page 38 l'article de Jean-Claude Pomonti

Les intégristes en échec en Algérie

Le mot d'ordre de grève générale « illimitée » lancé, samedi 25 mai, par le Front islamique du salut (FIS) n'a, pour le moment, guère été suivi. Des intégristes ont défilé, notamment à Alger, où ils ont tenté de s'approcher de la présidence de la République, pour exiger du gouvernement une modification de la loi électorale et l'organisation d'une élection présidentielle anticipée.

Lire page 6 l'article d'YVES HELLER

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Les nouvelles cartes de la Californie

Septième puissance économique occidentale, la Californie traverse une grave crise. Le premier Etat agricole américain souffre d'une longue sécheresse. La réduction des dépenses militaires affecte ses industries de l'armement. « En état d'urgence » budgétaire, elle continue pourtant à attirer les populations hispaniques et asiatiques ainsi que les capitaux japonais. Elle s'ouvre aussi davantage à l'Europe et au « marché commun américain ». *Le Monde* consacre ses suppléments de cette semaine « Champs économiques » et « le Monde Affaires » à cet Etat, à son économie et à ses entreprises.

pages 21 à 23

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 38

L'Afrique, puzzle fragile

Les changements de régime, hier en Somalie, sans doute demain en Ethiopie, remettent en cause plusieurs frontières

Alors que les forces hostiles au régime éthiopien encerclent la capitale, Addis-Abeba, des négociations devaient s'ouvrir lundi 27 mai à Londres, sous l'égide des Etats-Unis, entre le gouvernement et les mouvements rebelles.

par Jean-Pierre Langellier

L'Afrique assiste, impuissante, à l'agonie de son dernier dogme : le *statu quo* frontalier. Le récent changement de régime en Somalie et celui qui s'annonce en Ethiopie relancent un vieux débat : les Africains peuvent-ils, sans risque fatal, redessiner la carte de leur continent ?

Le 24 mai, les anciens rebelles du Mouvement national somalien (MNS), qui contrôlent désormais le nord du pays, ont proclamé la « République du Somaliland » (*le Monde* daté 26-27 mai). Passé presque inaperçu, l'événement est considérable dans l'histoire de l'Afrique indépendante. Pour la première fois une frontière est brutalement remise en cause, un pays éclate dans l'indifférence générale. Où sont l'émoi et la fièvre qu'avaient suscités en leur temps les « séparatistes » du Katanga, du Biafra ou de l'Ogaden ?

En Ethiopie, un autre bouleversement se prépare. La coalition d'insurgés animée par le Front populaire de libération du Tigré (FPLT) est aux portes d'Addis-Abeba. De leur côté, les maquisards du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE), qui se battent depuis bientôt trente ans pour l'indépendance de leur province, ont enlevé son chef-lieu, Asmara, et le port d'Assab.

Sous la houlette des Etats-Unis, des négociations se sont ouvertes lundi à Londres entre les représentants de la junte et des mouvements rebelles.

Lire la suite page 4

□ Plusieurs cités HLM situées à la périphérie de grandes villes ont connu une poussée de fièvre pendant le week-end. C'est notamment le cas à Mantes-la-Jolie (Yvelines) où des jeunes ont brisé des vitrines et pillé des magasins.

Lire page 11 l'article de PHILIPPE BERNARD

□ Le prochain congrès du PS devrait être avancé au mois de décembre prochain, comme le demandait M. Mauroy.

Lire page 9 l'article de PATRICK JARREAU

Les secrets de saint Paul, l'homme et l'apôtre : une nouvelle interprétation des sources anciennes.

Gerald Messadié

L'incendiaire

Vie de Saül, apôtre

Le troisième volet de « L'homme qui devint Dieu » (200 000 ex.)

ROBERT LAFFONT

Le « front » chaud des transports

Grandes manœuvres syndicales à la RATP, à la SNCF et à Air France. Les usagers vont souffrir

par Alain Faujas

Les voyageurs au long cours comme au quotidien souffriront dans les prochains jours. Une volée de préavis de grève leur promet des moments difficiles sur les quais des stations de métro et des gares ainsi que dans les salles d'embarquement des aéroports.

Les syndicats ont véritablement fait le maximum : les conducteurs autonomes de la FGAAC ont lancé à la SNCF, par précaution, un mot d'ordre d'arrêt de travail qui couvre la période du 1er au 15 juin et qui succède à un autre mot d'ordre s'achevant le 31 mai. La CGT et la CFDT, ravies de la forte mobilisation des cheminots le vendredi 24 mai, s'apprêtent à remettre ça, au début du mois prochain, pour maintenir ce rapport de forces.

A la RATP, autonomes, CGT, CFDT, veulent faire une démonstration de leur mobilisation le vendredi 31 mai. Dans l'aérien, la pagaille n'est pas moins prévisible, puisque les deux syndicats de pilotes d'Air Inter veulent faire grève, le 29 et le 30 juin, alors qu'une majorité de syndicats des personnels des compagnies Air France, Air Inter et UTA appellent à cesser le travail, le jeudi 6 juin.

Lire la suite page 20

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

DÉBATS

URSS

Triste complot contre la Géorgie

par Othar Zourabichvili

PENDANT longtemps, la Géorgie, écrasée sous le joug soviétique, fut tenue à l'écart de la scène internationale. Petits pays éloigné de Moscou et donc des journalistes qui y étaient cantonnés, elle a subi une répression d'autant plus terrible qu'elle était ignorée de l'opinion publique internationale.

Insurrections réprimées dans le sang, terreur, arrestations furent le lot de ce peuple qui lutta sans cesse contre la soviétisation mais dont l'image reflétée en Occident était celle d'un pays certes frondeur, mais sympathique et chaleureux, et au niveau de vie somme toute supérieur au reste de l'URSS.

Des samizdats circulaient, des dissidents faisaient entendre leur voix (Mérab Kostava, Zviad Gamsakhourdia, déjà !) mais dans l'ombre toujours des dissidents russes plus proches évidemment des journalistes occidentaux.

La terreur et la chape de silence qui l'entouraient réduisaient alors à néant les espoirs du peuple géorgien.

Les choses ont changé

Les choses ont certes changé ! Glasnost, perestroïka et délabrement du système ont permis à l'information de circuler, aux espoirs de renaître, aux aspirations d'un peuple de s'exprimer.

Des élections, démocratiques pour la première fois, ont porté massivement au pouvoir en Géorgie une coalition de partis en faveur de l'indépendance. Le référendum du 31 mars dernier, avec plus de 90 % de votes pour le rétablissement de l'indépendance a, de façon incontestable, réaffirmé la volonté du peuple géorgien. Tirant les conséquences de ce plébiscite, le gouvernement de la République a, le 9 avril dernier, proclamé la restauration de l'indépendance géorgienne.

Comme Walesa en Pologne, comme Havel en Tchécoslovaquie, Zviad Gamsakhourdia, le dissident de la première heure, qui croupissait il y a quelques années encore dans les geôles et les asiles psychiatriques soviétiques, est maintenant président de la République de Géorgie.

Mais la Géorgie n'est pas au bout du chemin, et les ennemis qu'elle doit combattre aujourd'hui sont plus sournois, voire plus dangereux : ils ont pour noms désinformation et manipulation.

« Fascisme, presse asservie, dérive mafieuse, banditisme, pègre au service du pouvoir et de ses complices, guerre d'extermination en Ossétie, commandos de droits communs, discours déroulédo-mussoliniens, droits de l'homme bafoués, agressions racistes contre les minorités, assassinats, spoliations... » Voilà, par exemple, et ne retenant que quelques-uns des termes employés, le tableau que dresse de la Géorgie actuelle un certain T. Naskidachvili (*le Monde* du 25 avril).

Une précision sur le personnage remettra les choses à leur place : dans les années 60, alors que les visas pour se rendre en URSS étaient généralement refusés, T. Naskidachvili se rendait en Géorgie sur l'invitation et aux frais d'un «Comité pour le retour dans la patrie» patronné par le KGB. A l'époque, il ne tarissait pas d'éloges sur les bienfaits du système soviétique en Géorgie. Le pouvoir aujourd'hui a basculé, l'opinion de M. Naskidachvili aussi... Cela ne serait qu'anecdotique si cela ne participait d'un véritable complot visant à discréditer la Géorgie et ses dirigeants.

Ne pouvant directement s'opposer à l'idée de l'indépendance de la Géorgie, trop viscéralement ancrée dans le cœur des Géorgiens, le pouvoir soviétique et ses complices diffament et salissent, pour l'affaiblir, le gouvernement géorgien.

Non ! Il n'y a ni génocide ni guerre d'extermination en Ossétie. Il y a certes des combats, meurtriers des deux côtés. Ceux-ci sont le fait d'une poignée d'extrémistes armés par Moscou (les armes saisies le prouvent sans conteste) qui demandent (pur hasard !) leur rattachement au pouvoir central. Ce même pouvoir qui nie pourtant l'identité des Ossètes dans leur territoire traditionnel en Ossétie du Nord en les soumettant à une russification massive, alors que sur le territoire géorgien leur culture et leurs traditions ont été préservées.

Zviad Gamsakhourdia tente par tous les moyens de ramener le calme. Il appelle au désarmement. Il essaie de mettre sur pied une commission comprenant des Géorgiens et des Ossètes, chargée de trouver une solution au conflit.

Mais qui a intérêt à déstabiliser la Géorgie en ce moment ? Est-ce vraiment Zviad Gamsakhourdia, dont on guette le moindre faux pas pour regretter le bon vieux temps de l'hégémonie soviétique, ou ceux qui espèrent s'ériger en garants de l'ordre et... de la démocratie ?

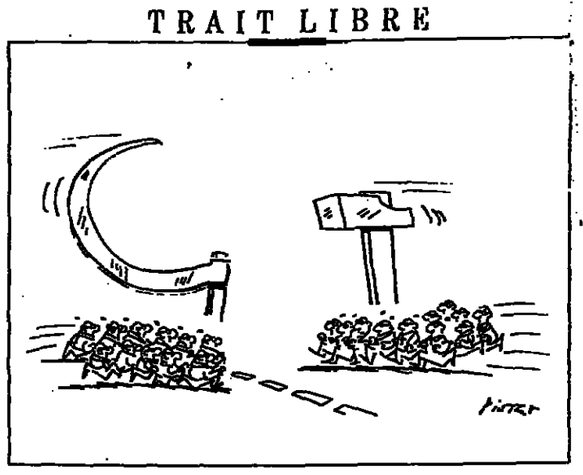
Une tradition de tolérance

Non ! Il n'y a pas d'agression raciste envers les autres minorités vivant en Géorgie. Mais, bien au contraire, une longue tradition de tolérance et d'hospitalité dont témoignent les chiffres du référendum par lequel les minorités, aussi, se sont prononcées pour l'indépendance de la Géorgie (la population n'est géorgienne qu'à 70 % !). Non ! Il n'y a pas de dérive fasciste. Pas de Mussolini ni de Hitler en herbe. Il y a une démocratie, certes naissante, mais à qui deux consultations (élection et référendum) en cinq mois ont donné une légitimité incontestable. Un président, élu par le Parlement, qui a d'ores et déjà déclaré que des élections au suffrage universel direct auraient lieu prochainement, vraisemblablement le 26 mai. Ceux qui crient à la dictature et à l'opposition muselée sont les mêmes qui ironisaient sur la multiplicité des partis : *« Autant de partis que de Géorgiens. »* Non ! Il n'y a pas de commandos de «droits communs» ni de milices parallèles. Il y a une garde nationale, la toute jeune armée géorgienne et une milice (police nationale). Les autorités ont en revanche arrêté un certain Djaba Iosséliani, bandit qui rackettait les gens à la tête d'une bande armée, mais, comme c'est curieux, au grand dam de quelques «intellectuels» qui ont estimé que c'était un acte arbitraire et fasciste ! Peut-on à la fois, sans sourciller, dénoncer les bandes armées et crier à la dictature quand on les démantèle ?

On le voit, les accusations résistent mal à l'examen des faits. Reste la diffamation. Le procédé est bien connu qui consiste à salir les hommes pour discréditer les idées. Mais les idées sont fortes, et les hommes ont surmonté d'autres obstacles.

► **Othar Zourabichvili est représentant en France de la République de Géorgie.**

TRAIT LIBRE



YOUGOSLAVIE

Pour la réconciliation

par Komnen Becirovic

LA rencontre qui s'est déroulée le 7 mai dernier à Sremski-Karlovci, entre le patriache serbe Paul et le cardinal Kuharic, primat de Croatie, représente une tentative de la part du pouvoir spirituel d'aider à la solution du problème serbo-croate, que le pouvoir temporel semble bien dans l'incapacité, sinon dans l'impossibilité, de résoudre. Aussi le pape Jean-Paul II s'est-il exprimé dernièrement à deux reprises sur la trop grave crise yougoslave, invitant à la paix les frères divisés de l'autre côté de l'Adriatique. Mais la venue du pape en Yougoslavie, dont on parle et que l'on attend depuis des années, contribuerait sans nul doute à surmonter l'état actuel de choses au seuil d'un nouveau déchirement.

Il est certain que les Croates, en fils dévoués de Rome, obéiront au souverain pontife et que les Serbes, en bons chrétiens, l'entendront. En tout cas, on se plaît à imaginer une rencontre rédemptrice entre les deux chefs spirituels, le pape et le patriarche, priant et officiant ensemble dans l'un des lieux du martyre du peuple serbe sous la terreur oustachie croate pendant la deuxième guerre mondiale. Par exemple, à Jasenovac, le terrible camp de la mort où périrent des centaines de milliers de Serbes innocents. Ou bien au bord de l'un de ces mille treize gouffres, disséminés à travers la Krajina, la Dalmatie et l'Herzégovine, où d'autres multitudes d'hommes, de femmes et d'enfants serbes furent précipités. Ou encore, près des ruines de l'un de ces très nombreux temples orthodoxes détruits ou incendiés, parfois avec les fidèles enfermés à l'intérieur. Et puisque ces horreurs, hélas ! furent l'œuvre des siens, le Saint-Père pourrait également y poser la première pierrre d'un grand temple du repentir.

Seul le pape...

Alors que les corps des victimes serbes commencent seulement d'être remontés du fond des gouffres pour recevoir enfin une sépulture décente, leurs âmes attendent toujours qu'on leur demande de pardonner. La nation allemande, faisant preuve de grandeur d'âme, a même réitéré, encore récemment par la bouche du chancelier Kohl, ce geste envers les juifs et les autres peuples d'Europe victimes de la barbarie nazie. La nation et, surtout, l'Eglise de Croatie, elles, n'ont rien fait de tel envers les Serbes, les juifs et les tziganes, victimes de la variante croate de la même barbarie. Bien au contraire, les Croates, dans leur majorité, gardèrent le silence sur les crimes oustachis quand ils n'eurent pas recours à la dénégation ou même à la justification de ces méfaits. C'est, en somme, en se considérant comme l'héritier du sinistre Pavelic, dont il déclara qu'il avait *« incarné certaines aspirations historiques du peuple croate »*, que M. Franjo Tudjman gagna les élections dans un raz de marée l'an dernier en Croatie et en devint le président. Comment dès lors s'étonner que les Serbes de Croatie s'insurgent et que ceux de Serbie, de Bosnie, d'Herzégovine et du Monténégro veuillent les secourir ?

Seul le pape, de par son autorité de chef de l'Eglise catholique tout entière, pourrait y remédier en enjoignant à l'Eglise de Croatie de procéder, dans l'esprit du concile Vatican II, d'ailleurs, à un examen de conscience quant à son comportement peu chrétien envers les Serbes sous le régime oustachi. En effet, le primat de Croatie, le cardinal Stepinac, vit un temps dans le criminel Pavelic l'homme providentiel venu réaliser le rêve millénaire croate d'un Etat dans le cadre du rêve d'Hitler d'un Reich millénaire. Il fit saluer par un *Te Deum* dans la cathédrale de Zagreb et dans toutes les églises de la Croatie l'instauration de cet Etat, qui eut lieu le 10 avril 1941, le jour même de l'entrée des troupes allemandes dans une capitale croate en liesse, alors que Belgrade fumait sous les bombardiers de la Luftwaffe et comptait ses milliers de morts. Et bien que, plus tard, le prélat se soit démarqué du « Poglavnik » et même l'ait critiqué, il laissa le clergé croate tremper dans des massacres d'orthodoxes, considérés comme schismatiques, ou procéder à leur conversion forcée.

Le fardeau de Caïn

Le plus incroyable, c'est que Rome, jamais à ce jour, pas plus que les autorités ecclésiastiques croates, ne condamna ces hommes et ces actes répréhensibles. Le seul qui le fit, et les Serbes lui en savent gré, fut le cardinal Eugène Tisserant, préfet de la Congrégation orientale au Vatican, qui, lors de deux rencontres avec l'ambassadeur oustachi à Rome, Rusinovic, venu plaider la cause croate auprès du prélat, s'éleva contre les persécutions des Serbes. Au point que le diplomate, dans le rapport qu'il adressa à Zagreb, s'exclama au sujet du prélat : *« Attention, ennemi du peuple croate ! »*

Voici pour l'actuel pape une occasion excellente et même pressante de lever une terrible hypothèque ! Car il serait inconcevable que la conscience de la nation croate demeurât à jamais accablée par le monstrueux fardeau de Caïn que représentent un million de martyrs serbes ! D'aucuns trouveraient ce chiffre exagéré, mais laissons de côté les sources serbes, pouvant être suspectées d'impartialité, pour ne considérer que les sources étrangères. Le même cardinal Tisserant, en 1943, lorsqu'il tança et littéralement chassa le diplomate croate, parla de 350 000 Serbes exterminés, tandis que, un an plus tard, le général SS Ernst Fick, dans une lettre à Heinrich Himmler, estima ce nombre à 700 000. Il faut se rappeler qu'au cours d'une seule nuit l'Oustachi Petar Brzica égorgea 1 100 Serbes ! Et, pendant les quatre années que dura la terreur oustachie, il y eut près de 1 500 nuits assassines, et autant de jours !

Seules des paroles de vérité et de justice de la part du pape condamnant le mal commis et incitant les Croates à tendre la main aux Serbes, dont la main est toujours ouverte, pourraient jeter des ponts durables de réconciliation, voire de nouvelle fraternité, entre les deux peuples. Si, par bonheur, on y parvenait, ce qui équivaudrait à un vrai miracle, le pape et le patriarche, toujours dans l'hypothèse de leur rencontre, pourraient alors poser une autre première pierre commune, celle d'un temple de la réconciliation.

► **Komnen Becirovic est journaliste.**

COURRIER

Déjà Guy Mollet

Pourquoi chercher au Japon la nouvelle formule du ministère de l'économie, des finances et du budget ? Les Japonais n'auraient-ils pas, plutôt, copié l'expérience du cabinet Guy Mollet de février 1956 ?

Le ministère des affaires économiques et financières de l'époque avait dans sa mouvance les mêmes départements ministériels qu'aujourd'hui – sauf les PTT, – mais, en plus, l'agriculture et l'équipement. M. Robert Lacoste pendant une semaine, puis – après une vacance sans intérim d'une dizaine de jours – M. Paul Ramadier en furent successivement responsables.

On revint au classicisme dès le ministère suivant.

ANDRÉ NEURRISSE
ancien chef de cabinet de Guy Mollet

Centrales taguées

L'auteur du monstre qui grimace sur la paroi du barrage de Tignes va récidiver, annonce-t-on, sur une des tours de refroidissement de la centrale de Cruas, au bord du Rhône, en Ardèche.

Cruas, site merveilleux, village étonnant, carrière de pierre plus étonnante encore, centrale pirannésienne, panaches formidables, Cruas sera-t-il tagué comme une rame de métro ? Décidément, ces toiles d'araignées envahissent tout, comme dans les mauvais films américains. Les Parisiens pourront débouler dans la vaste station « Vallée du Rhône-Drôme-Ardèche » sans trop de dépaysement.

Mais quel péché ont donc commis les ingénieurs auteurs de ces chefs-d'œuvre « dépouillés de toute inutilité » que sont les barrages et les ouvrages d'art, pour qu'on se permette de disposer de telles pièces du patrimoine contemporain ? On imaginait que leur perfection formelle suffisait à inspirer le respect, même aux écologistes les plus intransigeants. Quelle obsession frénétique pousse l'urbain à s'approprier toute surface lisse, plane ou courbe ? Quelle maladie a fait peindre en jaune caca d'oie la centrale de Malville, dont le béton s'insérait à peu près dans son cirque de calcaire ? A quand une caricature géante à accrocher dans l'Arche de la Défense ou des décalcomanies sur la Pyramide du Louvre ?

Déguisées en impertinences narquoises, ces tentatives d'appropriation sont graves, révélatrices d'une attitude d'agression vis-à-vis de l'architecture. Barrages, tours de refroidissement et viaducs d'autoroutes, nous voulons bien épouser notre époque et le béton nu qui en est le signe, mais qu'on nous épargne au moins la vulgarité et les grimaces.

MICHEL DUCAROY
artiste peintre à Lhuis (Ain)

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société :
cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, *gérant*.

Le Monde PUBLICITE SA

Jacques Lesourne, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1)45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F
Télécopie 45-55-04-70 - Société filiale du journal *le Monde* et Regie Presse SA

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 347
ISSN 0395-2037

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE - BELGIQUE LUXEMB. - PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

_____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

111 MON 03

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guiu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi, Philippe Herreman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

هكذا من الأصل

هكذا من الاصل

ÉTRANGER

URSS : la préparation du traité de l'Union

Climat d'entente cordiale entre M. Gorbatchev et M. Eltsine

Le Congrès des députés de Russie a achevé ses travaux samedi 25 mai dans une atmosphère de grande conciliation, tandis que, en marge du Congrès, une nouvelle réunion de neuf Républiques soviétiques décidait d'accélérer la préparation du traité de l'Union. Celui-ci devrait, selon MM. Gorbatchev et Eltsine, être prêt pour la signature en juin.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

C'est décidément la lune de miel entre M. Gorbatchev et M. Eltsine. La preuve : en l'espace de plus de huit heures de discussion, vendredi 24 mai dans la datcha présidentielle de Novo-Ogarevo, à l'occasion d'une nouvelle réunion des « 9 + 1 » (le président de l'URSS, plus les dirigeants de neuf Républiques fédérées, dont M. Boris Eltsine pour la Russie), *« pas un mot désagréable n'a été prononcé, ce qui n'était jamais arrivé auparavant »*, s'est félicité samedi le président du Parlement russe.

Rendant compte au cours d'une conférence de presse de cette réunion, ainsi que des travaux du Congrès des députés de Russie qui se sont achevés samedi, M. Eltsine a aussi souligné le *« rapprochement personnel »* qui s'est opéré entre lui et son grand rival ces dernières semaines. *« Nos relations sont maintenant de bonnes relations de travail »*, a-t-il observé. Ces *« relations de travail »* semblent d'ailleurs comporter une clause de non-agression, puisque M. Eltsine a pratiquement disculpé M. Gorbatchev dans l'affaire de la destruction brutale de nombreux postes-frontières des Républiques baltes la semaine dernière : M. Eltsine a bien demandé des explications au chef de l'Etat soviétique à ce sujet, mais ce dernier, a-t-il dit, *« ne disposait pas d'assez d'informations »* sur ces incidents.

Conflit sur le pétrole

MM. Gorbatchev et Eltsine semblent aussi pressés l'un que l'autre d'en finir avec le traité de l'Union, qui doit fixer les nouveaux rapports des républiques fédérées avec le centre. Pour M. Gorbatchev la réunion des *« 9 + 1 »* de vendredi a constitué *« l'amorce de la phase finale »* de la préparation du traité : un accord s'est dégagé *« sur de nombreux points »*, et le nouveau projet définitif, sur lequel un comité planche à présent de manière permanente, sera prêt *« en juin »*. Pour M. Eltsine, il s'agit de *« réunir toutes les propositions dans une nouvelle variante du traité de l'Union, qui sera discutée lors d'une prochaine réunion avant d'être soumise aux Parlements des diverses Républiques. Le tout sera achevé vers la fin juin »*.

Un obstacle de taille à la signature du traité a été levé avec la promesse arrachée aux petites Républiques autonomes de signer le texte au sein de la République fédérée dont elles dépendent (la Russie, par exemple, abrite seize Républiques autonomes) et non pas en tant qu'entités indépendantes. Seul le Tatarstan continue de se rebeller pour l'instant.

Tout paraît donc pour le mieux dans le meilleur des mondes. Pourtant, interrogé samedi par les journalistes, M. Eltsine a donné l'impression que les divergences sur le contenu du traité restaient encore importantes. Il a notamment cité, parmi les points de désaccord, le problème de la fiscalité à deux étages – républicaine et fédérale, – sur lequel l'Ukraine et la Russie s'opposent au centre, – et la question de la répartition de la propriété d'Etat : M. Gorbatchev souhaite que les industries de la défense, du pétrole et du gaz continuent à dépendre de l'Etat fédéral, alors que *« nous, nous ne sommes pas d'accord »*, a dit M. Eltsine.

Enfin un certain flou subsiste sur la forme juridique du lien fédéral, puisque, si la déclaration commune des *« 9 + 1 »* du 23 avril parlait d'*« Etats souverains »*, les participants à la réunion de vendredi ont décidé *« à l'unanimité »* et par souci de continuité, selon M. Eltsine, que le nouveau nom de l'URSS serait « Union des Républiques soviétiques souveraines ». *« Tous les soviets suprêmes* [Parlements] *ne sont pas d'accord »*, a reconnu le dirigeant russe.

Mais M. Eltsine a, à présent, une autre échéance en tête, celle de l'élection présidentielle de Russie le 12 juin, pour laquelle il paraît à ce point sûr de lui qu'il refuse de qualifier de *« tournée électorale »* les voyages qu'il s'apprête à faire dans plusieurs villes de Russie ; *« ce sont des voyages de travail »*, a-t-il assuré... Le Congrès des députés du peuple a adopté toutes les réformes constitutionnelles nécessaires à l'instauration de la fonction de président élu au suffrage universel pour cinq ans, mais il a buté sur la création d'une Cour constitutionnelle, organe de contrôle réclamé par le mouvement Russie démocratique. La question a été renvoyée à un congrès ultérieur. Pour le reste, les députés étaient ravis de cette nouvelle atmosphère d'entente cordiale, dont même M. Ivan Polozkov, le très conservateur chef du PC de Russie, s'est félicité : ce fut une session *« fructueuse, exceptionnellement calme et sans tensions »*, a-t-il dit.

SYLVIE KAUFFMANN

Consécration d'un président « musclé » en Géorgie

Le « président en exercice », Zviad Gamsakhourdia, a obtenu 87 % des voix à l'élection présidentielle au suffrage universel qui s'est déroulée dimanche en Géorgie, selon des résultats préliminaires annoncés lundi 27 mai. Son principal rival, l'économiste Valerian Advadzé, n'a obtenu que 6 % des suffrages.

M. Gamsakhourdia, cinquante-deux ans, a tenu dimanche une conférence de presse au Parlement de Tbilissi, dont il a expulsé un journaliste géorgien : *« L'ennemi est ici, il diffuse des informations selon lesquelles la police force les gens à voter pour Gamsakhourdia. Je vous demande de vérifier dans toute la ville »*, a-t-il déclaré en préambule. Le correspondant de la radio américaine Radio Liberté, Guia Popkhadzé, désigné alors dans l'assistance, a quitté la salle, et M. Gamsakhourdia a précisé qu'il n'avait pas l'intention d'arrêter le *« provocateur »* car cela *« serait utilisé contre la Géorgie »*.

De fait, dans la capitale tout au moins, les électeurs ne semblaient guère avoir besoin d'intimidation pour voter et déclarer leur soutien à celui qui concrétise à leurs yeux la lutte pour l'indépendance. Les minorités ethniques en revanche – quelque 30 % de la population – craignaient que les bulletins de vote ne servent au dirigeant géorgien lors de la privatisation annoncée des terres. M. Gamsakhourdia a dû ainsi préciser dimanche que l'attribution se ferait en fonction de l'importance de la famille et non de l'ethnie.

Quant aux opposants géorgiens, M. Advadzé, a prédit que *« dès lundi matin, la répression s'accentuera contre tous ceux qui ont combattu »* M. Gamsakhourdia. – *(AFP, Reuter.)*

□ **Visite de Mme Margaret Thatcher à Moscou.** – L'ex-premier ministre Margaret Thatcher est arrivée dimanche 26 mai à Moscou pour une visite privée de quatre jours. Elle doit être reçue par M. Gorbatchev, par le premier ministre Valentin Pavlov et par le ministre de la défense, le maréchal Dmitri Iazov, indique Tass. – *(AFP.)*

□ **IRLANDE DU NORD : vague d'attentats.** – L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué dimanche 26 mai un attentat à la bombe commis la veille dans une caserne de Belfast-Ouest, dans lequel un soldat a été tué et un autre grièvement blessé. Au cours de la nuit, deux policiers avaient été légèrement blessés à Cookstown, dans un autre attentat, non revendiqué mais portant, selon la police, les marques de l'IRA.

Samedi, un groupe paramilitaire protestant, les Combattants pour la liberté de l'Ulster, avait assassiné un conseiller municipal du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, pour venger la mort d'un jeune protestant tué par l'armée républicaine. L'Irlande du Nord est en proie depuis deux semaines à une nouvelle vague d'attentats terroristes, alors que les partis locaux tentent d'entamer des discussions intercommunautaires sur l'avenir de la province. – *(AFP.)*

ESPAGNE : les élections locales

Maintien des socialistes écroulement du centre

MADRID

de notre correspondant

Maintien des socialistes, poussée de l'opposition conservatrice, écroulement du centre : telles sont en substance les principales caractéristiques des élections municipales et régionales qui ont eu lieu dimanche 26 mai en Espagne.

Par rapport aux dernières élections municipales, de juin 1987, le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) passe de 37,2 % à 38,5 % des voix, améliorant ses positions dans les milieux ruraux mais reculant dans les grandes villes, notamment à Madrid, où le Parti populaire (PP) obtient la majorité absolue. Pour la première fois depuis le retour à la démocratie, la capitale aura donc un maire appartenant à l'opposition conservatrice, M. José Maria Alvarez del Manzano.

Le tassement des socialistes parmi les classes moyennes urbaines profite au Parti populaire, qui obtient 25 % des suffrages contre 20,3 % aux municipales de 1987 et retrouve ainsi son score des dernières législatives. Le principal perdant de cette consultation est le Centre démocratique et social (CDS) de l'ancien président, M. Adolfo Suarez, qui passe de 9,8 % à 3,8 % des voix et disparaît virtuellement de la scène politique.

Quant à la coalition Gauche unie (communiste), elle passe de 7 % à 8,5 % des voix et se retrouve dans de nombreuses villes dans une position clef, l'écroulement du CDS faisant d'elle le seul partenaire possible pour les socialistes dans des municipalités comme Barcelone. Le Parti populaire, de son côté, tentera de faire alliance avec les régionalistes, ce qui pourrait lui permettre de ravir au PSOE les importantes mairies de Valence et de Séville.

THIERRY MALINIAK

ITALIE : première publicité contre le banditisme organisé

« Mafia, qui ne dit mot consent... »

ROME

de notre correspondant

D'impeccables messieurs qui évoluent dans la pénombre d'un luxueux salon, avec des mines de conspirateurs ; un jeune et beau seigneur moderne, smoking et chevelure gominée, qui écrase lentement du pied, sur un verre brisé, la main d'un serviteur maladroit ; un vieux juge, un homme d'affaires, un militaire en grand uniforme, des personnages typés qui, tous, traversent l'écran sur un magnifique opéra de Puccini. Pas de dialogue, mais des voix « off » qui chuchotent, qui affirment n'avoir rien vu, rien entendu, et ne rien vouloir apprendre. Climat pesant, mystérieux. Soixante secondes de cinéma, de clichés sans doute, mais d'une redoutable efficacité et qui se concluent sur ce message, ô combien explicite : *« Mafia : qui ne dit mot consent... Pensez-y »*. Suit un numéro de téléphone gratuit, celui du haut commissariat à la lutte contre la Mafia.

Le premier clip télévisé contre le banditisme organisé a été diffusé vendredi soir 24 mai sur une chaîne privée, la *« Cinque »* de Sylvio Berlusconi. La campagne, qui vise non seulement à faire prendre conscience aux Italiens de la gravité du phénomène mafieux mais aussi à inciter ceux qui savent à contacter les autorités, devrait de poursuivre sur plusieurs semaines. L'idée était simple, il suffisait de vouloir la concrétiser. En 1990, les guérillas mafieuses ont fait deux mille morts dans le sud du pays.

Un numéro vert contre l'« omerta »

Depuis deux ans environ, le cancer a peu à peu gagné le centre et le nord de la Péninsule et même débordé ses frontières pour aller prendre pied, non seulement dans le sud de la France, mais jusque dans les anciens pays communistes du centre de l'Europe. Bref la maladie s'étend et l'Etat italien ne donne guère l'impression de pouvoir le vaincre.

Le gouvernement estimant sans doute que pareille campagne publicitaire valait aveu d'échec dans la lutte institutionnelle contre le crime organisé, c'est Maurizio Costanzo, journaliste célèbre, homme de spectacle et brillant « causeur » télévisé, qui a pris le relais et lancé cette première campagne de pub anti-mafia. La *« New Time »* et la BRW, les deux agences qui l'ont gracieusement produite et réalisée, ont annoncé que leur clip serait gratuitement fourni à toutes les écoles et institutions qui en feront la demande, ainsi qu'aux chaînes concurrentes qui souhaiteraient le diffuser, service public compris. Passionné des grandes causes sociales, M. Costanzo qui officie tous les soirs sur la chaîne vedette de M. Silvio Berlusconi, avait déjà lancé, en son temps, le premier clip anti-drogue du pays.

Il sera difficile d'en mesurer l'impact sur les jeunes consommateurs italiens de drogue qui, avec près de mille deux cents décès par surdose en 1990, paient chaque année le plus lourd tribut d'Europe à l'héroïne. Une chose est sûre, le fameux *« numéro vert »* que les téléspectateurs sont invités à appeler, a été mis en service il y a quelques mois, par M. Domenico Sica, le haut-commissaire anti-mafia, et il a déjà permis de résoudre certaines affaires. L'anonymat total des correspondants est garanti, plusieurs milliers d'appels ont d'ailleurs été reçus mais, à en croire ses initiateurs, la méthode n'aurait pas donné lieu à cette épidémie de délation tous azimuts que l'on pouvait craindre. Ou bien les Italiens sont plus civiques que certains le pensaient, ou l'*omerta*, la fameuse loi sicilienne du silence que M. Costanzo cherche à briser, est décidément bien ancrée dans leur tempérament.

Le journaliste a d'ailleurs révélé que plusieurs propriétaires immobiliers, qui avaient initialement accepté le principe du tournage *« d'une pub »* dans leur locaux, se sont décommandés quand ils ont su de quoi il retournait. *« Ils craignaient peut-être de voir leurs propriétés reconnues et leurs personnes mises en danger »* a expliqué M. Costanzo. De fait, la quête d'un lieu de tournage a été si difficile qu'il fut un moment question d'aller mettre en scène à l'étranger. Finalement, la compagnie nationale des chemins de fer a accepté de prêter un grand salon. *« Je suppose,* a amèrement ironisé le journaliste, *que les parrains de Cosa Nostra auraient eu moins de difficultés que nous pour être reçus »*.

PATRICE CLAUDE

AMÉRIQUES

SURINAM

Victoire du Front nouveau pour la démocratie aux élections législatives

Les résultats des élections législatives organisées, samedi 25 mai, au Surinam faisaient apparaître dimanche, après dépouillement de la presque totalité des bulletins, une victoire du Front nouveau pour la démocratie, coalition multiethnique hostile aux militaires. Pourtant, dans le même temps, non seulement les partisans de l'armée se maintenaient, mais ils semblaient même opérer une percée inattendue.

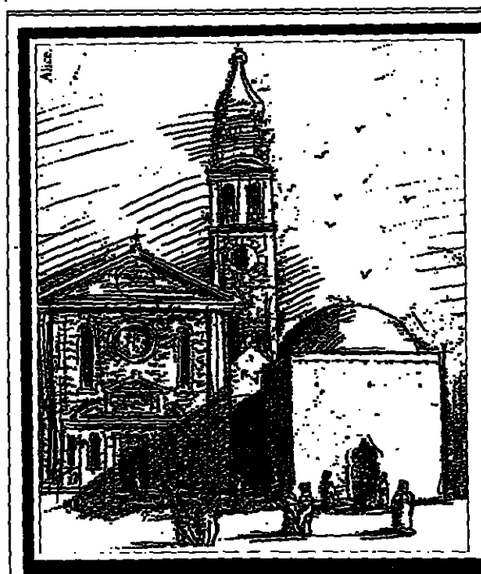
Le Front paraît assuré d'emporter entre 28 et 30 des 51 sièges de l'Assemblée du pays. Il semble cependant avoir échoué dans sa volonté d'obtenir la majorité des deux tiers (34 sièges) qu'il souhaitait au Parlement pour pouvoir désigner un chef de l'Etat sans l'appui d'autres partis. Le Front entend limiter le pouvoir des militaires et amorcer un rapprochement avec les Pays-Bas, ancienne puissance coloniale jusqu'à l'indépendance de 1975.

Les résultats font également apparaître une progression surprise du Parti national démocratique, favorable à l'armée et dirigé par Jules Wijdenbosch, vice-président par intérim. Le PND obtiendrait au moins douze sièges, ce qui représenterait un gain de dix sièges par rapport au Parlement sortant.

L'Alternative démocratique, jeune parti de centre-gauche qui prône également un rapprochement avec La Haye, devrait faire son entrée au Parlement avec huit ou neuf élus.

Le Front et l'Alternative démocratique pourraient former une coalition mais, selon des observateurs, la percée du PND pourrait dissuader le nouveau gouvernement de se risquer à une épreuve de force avec les militaires.

Les élections de samedi ont fait suite au coup de force du colonel Desi Bouterse, ancien chef de l'armée, qui a déposé en décembre le président civil Ramsewak Shankar et contraint le Parlement à désigner un gouvernement par intérim. Dans les prochains jours, le nouveau Parlement devra élire un président et un vice-président. – *(Reuter, AFP.)*



JACQUES FRÉMEAUX

LA FRANCE ET L'ISLAM

DEPUIS 1789

Cet essai s'efforce de présenter les grands traits de la présence de la France dans le monde musulman méditerranéen depuis la révolution française. Il répond avant tout à un besoin : replacer l'actualité dans la durée et substituer à l'idée d'un affrontement sur fond d'ignorance réciproque les souvenirs d'une longue expérience de vie commune, riche de potentialités.

Collection "Politique d'aujourd'hui" 296 pages - 148 F. puf

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

AFRIQUE

ÉTHIOPIE : alors que s'ouvrent des négociations à Londres

Les rebelles encerclent la capitale

Des négociations de la dernière chance devaient s'ouvrir, lundi 27 mai, à Londres, sous l'égide des Etats-Unis, entre les autorités d'Addis-Abeba et les différents mouvements rebelles. Alors que le premier ministre s'est fixé comme priorité la signature d'un cessez-le-feu, les maquisards, en position de force, exigent la démission du gouvernement. Tandis que Jean-Paul II a invité, dimanche, les parties en conflit à continuer le dialogue *« avec un haut sens des responsabilités »*, le secrétaire général de l'ONU a *« exhorté toutes les parties à observer un cessez-le-feu immédiat afin d'assurer les chances de succès d'un règlement négocié »*.

ADDIS-ABEBA

de notre envoyé spécial

Près d'une semaine après la fuite du président Menguistu Hailé Mariam, l'armée éthiopienne, affaiblie et démoralisée depuis de longs mois, a définitivement jeté l'éponge. En trois jours, elle vient de perdre Asmara, Keren et Assab, les dernières villes érythréennes qu'elle contrôlait, ainsi que la base aérienne de Debre-Zeit, à quarante kilomètres au sud d'Addis-Abeba. Les rebelles indépendantistes du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE) sont, aujourd'hui, maîtres de leur province et, dans le Sud, les maquisards tigréens tiennent toutes les voies d'accès à la capitale et s'en rapprochent chaque jour davantage.

Sur la route du Gojjam, à quelques kilomètres au nord-est d'Addis-Abeba, on a vu arriver, en camion ou à pied, aux postes de police, des dizaines de soldats. Ils refluaient, assuraient-ils, de Goyastsion, à 200 kilomètres de là, où l'armée gouvernementale défendait encore le pont sur le Nil, il y a une semaine. A Barayou, à 15 kilomètres à l'ouest de la capitale, la police interdisait aux automobilistes de s'aventurer plus loin, précisant que les rebelles tigréens *« n'étaient qu'à 10 kilomètres de là »*.

Risques d'anarchie

A Asmara, le commandant de la deuxième armée, le général Hussein Mohammed, s'est enfui à Djibouti avant la reddition de ses soldats, dès vendredi. *« Il avait trop de sang sur les mains pour prendre le risque de rester »*, commente un diplomate africain. Au total, ce sont déjà près de 4 000 militaires et de 3 000 civils qui ont cherché refuge à Djibouti où un Antonov-12 de l'armée de l'air avait été détourné, samedi soir, par trois officiers. Quant aux bâtiments des forces navales éthiopiennes, beaucoup ont trouvé asile dans le port yéménite de Mukha ainsi que dans les eaux territoriales djiboutiennes.

A Addis-Abeba, les centaines de soldats que l'on voyait errer dans les rues, ces derniers jours, leur Kalachnikov sur l'épaule, ont progressivement disparu, manifestement pris en charge par l'armée qui les a installés dans les camps militaires de la ville. Abandonnés par leurs officiers qui doivent leurs galons au colonel Menguistu, ils n'ont pas cherché à contrer l'avancée des rebelles et se sont repliés.

Addis-Abeba ne s'est pas encore départie de son calme devant l'avancée inexorable des rebelles bien que des chars soient apparus dans certaines artères et que des échanges de coups de feu aient été entendus dans la capitale, dans la nuit de dimanche à lundi, en particulier dans la zone de l'aéroport international de Bolé. Des rumeurs, confirmées par certaines sources diplomatiques, laissaient croire, dimanche soir, à une fermeture de l'aéroport, encerclé par les rebelles. Ce que démentait, par la suite, un responsable de service aux guichets d'embarquement, précisant, toutefois, que la compagnie Ethiopian Airlines avait décidé de transférer, à partir de ce lundi, son centre d'opérations et ses appareils, à Nairobi au Kenya.

Alertée par ces informations, l'ambassade de France, suivie par d'autres missions diplomatiques (italienne, allemande, égyptienne notamment), décidait d'évacuer ses ressortissants, ne laissant sur place que l'ambassadeur, entouré de ses proches collaborateurs et de quelques gendarmes. Ainsi, 238 Français sont-ils arrivés, dimanche après-midi, à l'aéroport de Roissy, à bord d'un Boeing-747 spécial d'Air France, en provenance de Djibouti. De leur côté, les Nations unies procédaient à l'évacuation des familles de leurs fonctionnaires et de leur personnel non essentiel.

Addis-Abeba vit, depuis quatre jours, sous la menace permanente des rebelles qui peuvent y faire irruption d'un moment à l'autre. Mais cette tension, attisée par des coups de feu de plus en plus nombreux le soir, ne semble affecter ni les habitudes des citadins ni le fonctionnement des services publics. Dimanche, quelque 2 000 personnes, essentiellement des jeunes et des intellectuels, ont manifesté pour la paix dans les rues de la capitale. Pendant ce temps, sur le terre-plein de l'avenue d'Adoua, des jardiniers municipaux arrosaient soigneusement les parterres de fleurs. Il y avait foule devant la pâtisserie Enrico, une des plus fameuses de la ville...

Personne ne semble redouter l'arrivée des *« weyene »* (rebelles tigréens) mais c'est plutôt l'anarchie qui s'ensuivrait qui fait peur. Tout le monde s'en remet à l'armée qui *« saura défendre la capitale »*. C'est ce qu'affirmait aussi, samedi, le premier ministre, M. Tesfaye Dinka, ajoutant qu'il ferait l'impossible pour éviter un affrontement armé dans Addis-Abeba. Avant de prendre l'avion pour Londres, il avait insisté, lors d'une conférence de presse, sur l'importance d'un cessez-le-feu *« qui doit être la base de départ de la mise en place d'un gouvernement de transition »*.

« Ce sera (à ce gouvernement) *de réfléchir à un système démocratique grâce auquel nous pourrons régler nos problèmes par les urnes et non par les fusils »*. Mais les rebelles tigréens exigent des négociations politiques avant un cessez-le-feu : la tâche du médiateur américain, M. Herman Cohen, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines, n'en sera que plus délicate. Quant au référendum, exigé par les indépendantistes érythréens, M. Ashagré Ygletu, l'homme qui a mené jusqu'à présent l'ensemble des négociations avec les rebelles, a affirmé qu'il s'agissait d'*« une question que le peuple éthiopien tout entier devrait résoudre et non pas les habitants d'une seule région »*.

JEAN HÉLÈNE

14 400 juifs éthiopiens ont été acheminés en Israël en trente-quatre heures

JERUSALEM

de notre correspondant

Samedi 25 mai, 16 h 30 : le dernier avion en provenance d'Addis-Abeba vient d'atterrir à Tel-Aviv, marquant le succès de l'opération « Salomon », ce gigantesque pont aérien qui a permis le transport en Israël en moins de trente-quatre heures de 14 400 juifs éthiopiens (et non 18 000, comme l'avait indiqué samedi sur la foi des dépêches d'agence).

Une quarantaine de vols aller-retour ont été effectués par des avions d'El'Al et une quinzaine d'Hercules de l'armée de l'air. A en croire le *Jerusalem Post*, au moins un avion de ligne éthiopien aurait également participé à l'opération. Des militaires israéliens (en civil) se trouvaient depuis quelque quarante-huit heures à l'aéroport d'Addis-Abeba, sous la supervision du chef d'état-major adjoint, le général Amnon Sharak.

L'Agence juive avait envoyé six émissaires spéciaux, tous parlant l'amharique et aidés par soixante-cinq employés d'origine éthiopienne. Dans la soirée de jeudi, les candidats au départ ont reçu l'ordre de se rendre dans l'enceinte de la représentation diplomatique israélienne, sans aucun bagage, et seulement munis des papiers attestant leur appartenance à la communauté juive. Un record mondial de capacité fut battu : un jumbo a accueilli à son bord 1 080 passagers.

M. Moshe Arens, le ministre israélien de la défense, a précisé que l'opération « Salomon » n'avait pas été improvisée. Selon la presse israélienne, les préparatifs ont commencé il y a plusieurs mois. A l'époque, le président Menguistu Hailé Mariam, lâché par ses anciens alliés soviétiques, tentait de se servir des juifs éthiopiens comme d'une monnaie d'échange. Pour les laisser partir, il exigeait d'Israël des livraisons d'armes. Il avait même effectué une visite secrète à Jérusalem fin 1990.

M. Shamir, le premier ministre israélien, a refusé, et n'a proposé qu'une aide humanitaire et économique. A l'automne dernier, le dossier fut confié à M. Uri Lubrani, spécialiste des négociations secrètes (dans les années 60, il avait représenté Israël à Addis-Abeba) : *« Nous étions*, dit-il, *sur le point d'aboutir quand le président Menguistu s'est enfui. Son successeur a compris qu'il devait laisser partir les juifs pour se gagner les bonnes grâces des Etats-Unis, dans la perspective de la conférence de Londres avec les rebelles. »*

35 millions de dollars ?

C'est seulement jeudi à 15 heures que M. Lubrani obtint le feu vert du président Kidane, qui venait de recevoir une lettre personnelle du président Bush. Dans une communication téléphonique avec le chef de l'exécutif américain, dès vendredi soir 24 mai, Itzhak Shamir a longuement remercié l'administration américaine pour ses efforts. Washington avait également obtenu l'accord des rebelles éthiopiens.

Israël a-t-il offert une contrepartie à l'Ethiopie ? Selon la presse, Jérusalem a bel et bien versé au gouvernement d'Addis-Abeba 35 millions de dollars pour éviter de faire capoter l'opération à la dernière minute. Une information que les responsables politiques ou militaires se sont toutefois refusés à commenter. Les Américains, affirme-t-on ici, n'ont en tout cas rien demandé à Israël en échange de leur aide.

A ce sujet, M. Shamir a seulement espéré que Washington n'utiliserait pas l'aide promise pour l'intégration des nouveaux immigrants comme une arme dans le processus diplomatique au Proche-Orient. Le département d'Etat américain avait affirmé avoir demandé à Israël de ne pas installer les nouveaux venus dans les territoires occupés.

Autre question : qu'adviendra-t-il des quelque 2 000 juifs qui n'ont pu quitter l'Ethiopie parce qu'ils se trouvaient dans des secteurs contrôlés par les rebelles ? A Jérusalem, on ne paraît pas trop inquiet de leur sort, dans la mesure où l'on semblerait avoir reçu, par l'intermédiaire des Etats-Unis, des assurances de la part des rebelles. – *(Interim.)*

AFRIQUE DU SUD : après le « sommet sur la violence »

Le roi des Zoulous invite ses sujets à déposer les armes

Le « sommet sur la violence et l'intimidation », convoqué à l'initiative du président De Klerk, s'est achevé, samedi 25 mai, un peu plus tôt que prévu. Plusieurs ministres avaient auparavant expliqué que le problème de la violence ne pourrait pas être résolu, comme par magie, en l'espace d'une réunion. Le refus du Congrès national africain (ANC), de ses alliés, du Conseil sud-africain des Eglises (SACC) et de plusieurs chefs de homelands de participer à cette rencontre avait hypothéqué d'avance toute chance de succès d'une telle entreprise.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Les débats ont été dominés par de vigoureuses critiques à l'encontre de ceux qui avaient boudé l'invitation présidentielle, au désespoir de quelques participants dont le président de l'association Avocats pour les droits de l'Homme, Me Brian Currin, pour qui il ne fait *« pas de doute »* qu'*« une prochaine réunion doit être organisée par une instance impartiale »*.

Les participants, qui représentaient principalement le gouvernement et l'Inkatha, le parti à dominante zouloue de M. Mangosuthu Buthelezi, ont décidé de créer un *« comité de suivi »*. Mais la montagne a accouché d'une souris, car ce comité sera évidemment composé... de membres du gouvernement et de l'Inkatha. M. De Klerk a indiqué qu'il était fermement opposé à la cooptation de ceux qui avaient décliné son invitation. Il a cependant précisé que la principale tâche du comité serait de négocier l'organisation d'*« un nouveau forum incluant ceux qui étaient absents au sommet »*. Il a appelé ces derniers à se rendre disponibles pour le dialogue et la négociation : *« Nous avons besoin les uns des autres pour parvenir à la paix et mettre fin à la violence. »*

Les diverses commissions de travail ont proposé qu'*« un code de conduite »* soit imposé à *« une police restructurée »*, qu'*« un médiateur ou un bureau spécial »* veille sur l'impartialité des forces de l'ordre.

Etre invincible en politique

M. Buthelezi et le roi des Zoulous, M. Goodwill Zwelithini, tous deux présents au « sommet », avaient appelé les leurs à se rassembler, dimanche, en tenue traditionnelle, à Soccer City, un immense stade de football près de Soweto. C'est par *impis* (régiments) disciplinés que les Zoulous ont convergé vers ce lieu de rassemblement, le crâne ceint d'un turban en peau de panthère, bouclier et lance à la main, sans incidents.

Ovationné par cinquante mille Zoulous, le roi Zwelethini a, dans une longue harangue, ordonné à ses sujets de *« mettre de côté leurs armes meurtrières »* et de ne plus *« se laisser entraîner dans les violences »*. *« J'ordonne au peuple de mon père de préserver sa dignité »*, et *« je lui dis d'être invincible en politique car les jours anciens d'invincibilité dans la guerre sont aujourd'hui révolus »*, a-t-il lancé à la foule, après avoir, de manière virulente, attaqué l'ANC.

Ce n'est pas de gaieté de cœur que le roi a exigé des Zoulous qu'ils renoncent à leur panoplie guerrière. Mais, dans sa volonté de ne pas interrompre le processus de négociations engagé avec l'ANC, le gouvernement a été contraint de céder sur la question des armes traditionnelles. La bonne volonté dont a fait preuve la direction de l'Inkatha lui garantira une place à la table des négociations sur la nouvelle Constitution. Ce que précisément souhaitait obtenir M. Buthelezi, dont les hommes affrontaient sur le terrain les militants de l'ANC, qui entendait bien tout faire pour demeurer le seul représentant de la communauté noire dans les pourparlers à venir avec le gouvernement.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

L'Afrique, puzzle fragile

Suite de la première page

Au-delà de l'ordre du jour immédiat des discussions – le transfert en douceur du pouvoir, s'il est encore temps – se profile un enjeu majeur : l'intégrité territoriale de l'Ethiopie, l'un des pays les plus peuplés d'Afrique – 52 millions d'habitants – et le plus pauvre de la planète.

Le dogme du *statu quo* frontalier pourrait donc bien – par une cruelle ironie – recevoir le coup de grâce dans le pays-même où il triompha, il y a tout juste vingt-huit ans. C'est en effet à Addis-Abeba, en mai 1963, que l'Organisation de l'unité africaine (OUA) naissante se dota d'une charte proclamant, parmi ses cinq principes fondamentaux, l'*« intangibilité des frontières héritées de la colonisation »*. Ce fut une sage décision.

Le grand dépeçage de l'Afrique accompli quatre-vingts ans plus tôt par les puissances coloniales à la conférence de Berlin (1885) relevait du pur arbitraire. *« Nous nous sommes distribué des montagnes, des rivières et des lacs sans savoir où ils se trouvaient »*, avouera Lord Salisbury, premier ministre britannique et l'un des « partageurs » du continent. Ce découpage aveugle enfanta des aberrations géographiques et culturelles, des ensembles politiques sans véritables racines ni cohésion.

Regroupant des populations d'histoire et de tradition différentes, écartelant ethnies et cultures, ces nouveaux Etats, nés des hasards de la découverte, ne correspondaient souvent à aucune réalité collective antérieure. Et pourtant, loin de répudier cette part de l'héritage colonial – ou du moins de ne l'accepter que sous bénéfice d'inventaire, – l'OUA s'empressa de l'assumer en bloc.

Le débat mettait en jeu deux exigences légitimes mais contradictoires : d'une part, éviter la multiplication des litiges frontaliers, facteurs de balkanisation du continent ; de l'autre, faire droit aux aspirations des nations envers lesquelles l'histoire coloniale avait été ingrate. Ici, la sauvegarde d'un ordre et d'une paix relatives, la crainte viscérale de sécessions en chaîne ; là le droit à l'autodétermination des peuples.

Consciente que la remise en cause du *statu quo* introduirait le germe du chaos, l'Afrique nouvellement indépendante refusa d'emblée la périlleuse aventure d'une seconde décolonisation. Ce choix fit des mécontents, et d'abord la Somalie. Soucieux de réunir la nation somalie toute entière, symbolisée par l'étoile à cinq branches qui figure sur son drapeau, Mogadiscio continua de revendiquer les terres perdues à l'époque coloniale, le nord-est du Kenya, Djibouti et surtout la province éthiopienne de l'Ogaden, conquise par l'empire à la fin du siècle dernier et que le régime de Syaad Barre tenta en vain de récupérer par les armes en 1977.

Loin d'avoir accompli son rêve réunificateur, la Somalie se retrouve aujourd'hui scindée en deux régions qui épousent en gros les tracés coloniaux. Et ce n'est pas un hasard si les rebelles du MNS ont redonné à leur territoire le nom de « Somaliland » qu'il portait sous l'ancien protectorat britannique avant de donner naissance à la Somalie moderne en s'unissant le 1er juillet 1960 à la colonie italienne de Somalia, au sud. C'est un retour symbolique au passé, comme pour nier trente ans d'histoire – celle de l'indépendance – au cours de laquelle le Nord accumula sa rancœur contre les clans sudistes qui gouvernaient à Mogadiscio.

L'Ethiopie est, elle aussi, menacée de démembrement. Mais, hormis les rebelles érythréens, personne ne souhaite qu'elle soit amputée, notamment d'une partie de son littoral. Né en 1970, le FPLE s'en tient depuis onze ans à la même exigence : l'organisation en Erythrée d'un référendum sous supervision internationale offrant aux trois millions et demi d'habitants le choix entre le maintien de l'unité éthiopienne, l'autonomie et l'indépendance. Le FPLE aurait accepté récemment que cette consultation soit reportée de deux ans après l'instauration d'un nouveau régime à Addis-Abeba.

Le sort de l'Erythrée

Les Erythréens ne se sont jamais sentis tenus au respect du *statu quo* frontalier. Ils observent que leur territoire, conquis par l'Italie en 1890, puis passé sous administration britannique en 1941, avait vocation, comme la Somalie et la Libye, à devenir souverain. Mais en 1950 l'Assemblée générale des Nations unies en décida autrement.

Sous la pression de Washington, désireux de renforcer l'empereur Haïlé Selassié, elle confia l'Erythrée à l'Ethiopie. L'autonomie de l'Erythrée, mise en œuvre en 1952 dans un cadre fédéral, dura à peine dix ans. En juin 1962, après une parodie de référendum, le roi des rois en fit la quatorzième province de l'Empire. Cette annexion pure et simple déclencha la plus longue guerre d'Afrique.

L'avenir de l'Ethiopie dépendra beaucoup de la nature des relations entre rebelles érythréens et tigréens. Fondé en 1975, le FPLT est le véritable noyau armé du FDRPE, le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien, qu'il créa en 1989 pour se donner une image moins régionaliste. S'il n'a jamais nourri de desseins séparatistes au profit du Tigré, le FPLT a toujours reconnu le droit à l'autodétermination de l'Erythrée. Maintiendra-t-il cette position une fois qu'il aura hérité du pouvoir central ?

Le pacte militaire conclu entre le FPLE et le FPLT – et qui a largement hâté la défaite du régime de Menguistu – résistera-t-il à la contradiction fondamentale qui oppose un mouvement indépendantiste à son allié partisan du maintien de l'unité nationale ? Comment éviter un effet de contagion parmi les autres minorités, Afars, Oromos ou Somalis ? Comment partager le pouvoir avec les amharas, groupe ethnique dominant à Addis-Abeba ?

Erythréens et Tigréens ne semblent plus sur la même longueur d'onde idéologique. Alors que les premiers disent avoir délaissé leur marxisme fondateur, les seconds se réclamaient, il y a peu encore, du stalinisme, citant comme modèle l'Albanie d'Enver Hoxha. Récemment, le FPLT s'est donné une image plus présentable, mais sa sincérité démocratique reste à démontrer. Faute de quoi, les Ethiopiens risqueraient, d'un régime à l'autre, de ne rien gagner au change.

Les Etats-Unis, qui parrainent la réunion de Londres, vont jouer un rôle-clé dans l'évolution en cours. Ayant la confiance des parties en conflit et l'appui de l'Union soviétique – laquelle scella le sort de Menguistu en le privant en mars dernier de son aide militaire, – l'Amérique a les moyens politiques et financiers d'imposer à tous un compromis. Dans un premier temps, un régime provisoire préparerait la tenue d'élections démocratiques sous contrôle international.

Parallèlement, seule la recherche d'une formule confédérale souple accordant une large autonomie à toutes les minorités pourrait – peut-être – amener les Erythréens à changer d'avis. Dans le cas contraire, l'éclatement de l'Ethiopie ne manquerait pas de fragiliser un peu plus le puzzle africain.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

هكذا من الأصل

هكذا من الاصل

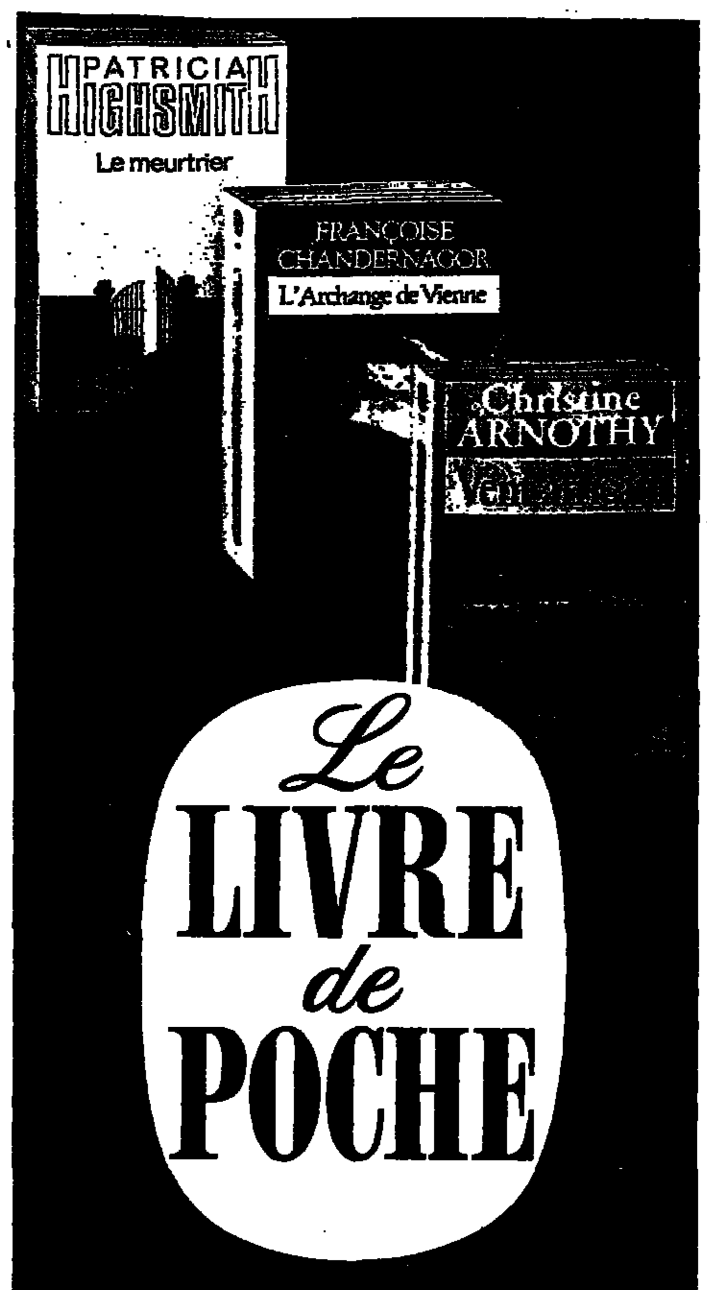
COMPAGNIE CORPORATE

-Et vous avez le toupet de dire que si j'ai pu faire la cour à Louise, c'est à la lumière tamisée et au nucléaire que je le dois ?

Pourtant, le nucléaire est là.
Là, sous la lumière qu'on tamise.
Là, entre chaque note de musique.
Dans le ronronnement familier
de la machine à laver. Derrière la T.V.
Même là, dans nos petits plats.
Dans chacun de nos gestes quotidiens,
le nucléaire est là. Car, aujourd'hui,
c'est le nucléaire qui couvre
plus des 3/4 de nos besoins en électricité.
C'est le nucléaire qui nous met à l'abri
des caprices et des marchés et
de l'actualité. C'est le nucléaire enfin,
qui nous permet de ne pas manquer
de cette électricité dont on ne saurait plus
se passer. Et ce bien-être,
cette autonomie et cette sérénité-là
c'est à EDF qu'on les doit.

Aujourd'hui, 75% de l'électricité est nucléaire.

EDF
Electricité de France



CHRISTINE ARNOTHY — Vent africain
FRANÇOISE CHANDERNAGOR — L'Archange de Vienne (La Sans Pareille 2)
IRÈNE FRAIN — Secret de famille
JACQUELINE MASSABKI FRANÇOIS POREL — La Mémoire des cèdres
GUY SORMAN — Les Vrais Penseurs de notre temps
CHRISTINE DE RIVOYRE — Crépuscule, taille unique
HENRI COULONGES — La Lettre à Kirilenko
MOULOUDJI — Le Petit Invité
DORIS LESSING — Descente aux enfers
FÉLICIEN MARCEAU — En de secrètes noces
PATRICIA HIGHSMITH — Le Meurtrier
CLAUDE MAURIAC — Bergère, ô tour Eiffel (Le Temps immobile 8)
PIERRE MOUSSA — La Roue de la fortune. Souvenirs d'un financier
YVES GIBEAU — Allons z'enfants
AGATHA CHRISTIE — La Dernière Énigme
BERNARD LENTERIC — Voyante
CONSTANTIN MELNIK — Des services "très" secrets
HERMANN HESSE — Rosshalde
LEONARDO SCIASCIA — La Sorcière et le capitaine
RAYMOND ARON — Leçons sur l'histoire
LA ROCHEFOUCAULD — Maximes
BALZAC — La Femme de trente ans
NIETZSCHE — La Volonté de puissance
LIRE EN ...
RAINER MARIA RILKE — Briefe an einen jungen Dichter. Lettres à un jeune poète
GUY DE MAUPASSANT — Madame Baptiste
BILINGUE
ARTHUR SCHNITZLER — La Nouvelle rêvée / Traumnovelle

AFRIQUE

ALGÉRIE : un mois avant les élections législatives

L'appel à la grève générale illimitée lancé par les islamistes est peu suivi

Le Front islamique de salut (FIS) a appelé, dès samedi 25 mai, à une grève générale *« illimitée »* dans toute l'Algérie. Le parti de M. Abassi Madani exige la tenue d'une élection présidentielle anticipée, ainsi que l'abrogation de la loi électorale qui institue un mode de scrutin et un découpage en circonscriptions qu'il juge défavorables. Jusqu'ici, le mot d'ordre de grève n'a été que peu suivi.

ALGER

de notre envoyé spécial

En appelant à la grève générale, le FIS, qui influence sans doute plus de laissés-pour-compte au chômage que de travailleurs détenteurs d'un emploi, n'a pas choisi la voie de la facilité. Il en avait fait déjà l'expérience il y a quelques semaines lorsque, avec un succès très relatif, il avait appelé ses troupes à boycotter un mouvement de grève lancé par l'UGTA, centrale syndicale que les islamistes dénoncent comme une courroie de transmission du FLN au pouvoir.

C'est dire qu'en s'adressant encore aux travailleurs pour, cette fois, les inciter à la grève, le FIS n'était pas *a priori* assuré du succès. Or, c'est bien d'un échec qu'il faut parler après deux jours d'un mouvement qui se veut, selon ses initiateurs, *« illimité »*, mais qui apparaît déjà à court de souffle.

Samedi, au premier jour du mouvement, Alger a connu les mêmes embouteillages que durant un jour sans grève. Les magasins où, dit-on, les islamistes comptent quelques partisans ont, dans l'ensemble, ouvert leurs portes, tout comme les entreprises privées ou publiques. Hormis les poubelles délaissées par les éboueurs, employés municipaux soumis à l'autorité des élus communaux du FIS, et mis à part quelques affiches qui appelaient au mouvement, rien n'indiquait qu'une grève générale avait lieu.

Dans l'après midi, le FIS a péniblement rassemblé quelques milliers de partisans sur la place des Martyrs, où, il y a encore quelques mois, il avait réuni des foules autrement plus nombreuses. Quelques cortèges ont traversé les artères de la capitale ainsi que celles de plusieurs villes de province, qui sont demeurées, dans l'ensemble, calmes. Aucun défilé n'a réuni les nombreux partisans que drainaient, il y a encore quelques mois, les manifestations islamistes.

Erreur politique

Le lendemain dimanche (jour ouvrable en Algérie), la grève n'a pas connu plus de succès. Les cortèges ont été, en revanche, nettement plus fournis. A l'évidence l'état-major islamiste, douché par son insuccès de la veille, a rameuté ses troupes. Jusqu'où est-il capable de faire monter la tension tout en évitant l'irréparable qui donnerait à l'adversaire prétexte à intervention musclée? Sans répondre à la question, la presse exprime sa divine surprise devant l'échec d'un mouvement dont, au départ, on pouvait craindre le pire. Le 23 mai, veille de l'annonce de la grève, l'armée, apparemment bien renseignée, n'avait-elle pas fait défiler ses chars dans plusieurs quartiers d'Alger?

Agités encore de frissons rétrospectifs, les journaux demeurent incapables d'expliquer la décision d'un parti d'ordinaire plus habile dans ses choix tactiques. Pour le quotidien *Alger républicain*, de sensibilité communiste, le FIS a déclenché un *« mouvement pré-insurrectionnel »*, tandis que le bureau politique du FLN, par la voie de son journal *El Moudjahid*, adresse une lettre ouverte à la direction du FIS pour l'inviter *« fraternellement, au nom de Dieu clément (et) miséricordieux, à revenir sur la grève et les exigences irréalisables et extrémistes qui l'ont accompagnée, à œuvrer en vue d'installer la sérénité chez les citoyens »* afin qu'ils puissent *« participer en toute liberté aux prochaines élections législatives »*. La plupart des autres journaux comme les porte-parole de nombreux partis dénoncent les dangers que fait courir au pays une *« grève politique »* au moment où l'Algérie tente une mutation pacifique vers la démocratie. Avec son appel à la grève générale, le FIS vient sans doute de commettre sa première grande erreur politique depuis sa victoire aux élections municipales de juin 1990. Personne, en réalité, ne comprend quelle mouche l'a piqué de lancer un mouvement qui, d'évidence, ne correspond plus à l'attente de la société ni même à celle de ses partisans. En juin 1990, le FIS, qui avait alors les moyens d'une démarche révolutionnaire, avait accepté de suivre le chemin tracé par le président Chadli Bendjedid d'une transition en douceur. Un an plus tard, alors que la déception post-électorale d'une partie de ses troupes lui ôte les moyens d'une politique de force, le voilà qui change brusquement de fusil d'épaule, comme s'il se rendait compte qu'il avait, jusque-là, fait fausse route.

Ce revirement n'est, cependant, pas totalement inattendu. Ces derniers mois, plusieurs signaux avaient d'ailleurs laissé deviner que le FIS traversait une grave crise politique. Récemment, initiative inhabituelle entre toutes, le Majlis Echoura, conseil des sages qui constitue l'authentique et discrète direction du FIS, avait publiquement tancé M. Madani en rappelant que c'était lui et non le célèbre porte-parole qui fixait la ligne de l'organisation. Apparemment, et le motif de la grève d'aujourd'hui le confirme, de sérieuses divergences agitaient la direction du FIS quant à l'opportunité de présenter des candidats aux élections législatives du 27 juin.

Dérive sectaire

Bousculé par la guerre du Golfe, au cours de laquelle il a été contraint de soutenir l'Irak dénoncé la veille comme Etat impie, soumis à la pression du pouvoir, qui, après avoir longtemps laissé faire, poursuit désormais chacune des nombreuses illégalités de ses élus, en butte enfin à la concurrence d'un autre parti, Hamas, qui joue la carte d'un islam tolérant, national et moderne, le FIS semble avoir perdu sa boussole, développant une mentalité d'assiégé, propice à toutes les dérives sectaires.

Sans doute est-il encore trop tôt pour percevoir toutes les conséquences de cette affaire sur les électeurs du FIS. Mais on peut légitimement supposer que nombre d'entre eux sauront retenir la leçon que leur donne un parti affaibli et incohérent, c'est-à-dire inapte à satisfaire les espoirs qu'ils y avaient investis. Pour les adversaires des intégristes, l'échec de la grève est de toute façon une excellente nouvelle. Ils espéraient les islamistes en perte de vitesse, englués dans la presque impossible gestion des communes gagnées en 1990, mais aucun signe décisif n'était venu illustrer ce qui relevait plus de la foi que de la certitude. Cette fois, il n'y a pas de doute : le revers du FIS est un signe tangible qu'à un mois des élections la situation politique est en train d'évoluer.

La direction du FLN et le gouvernement de M. Mouloud Hamrouche qui ont réussi à contenir la pression islamiste, ne peuvent, eux aussi, que s'en réjouir. Ce sont pourtant eux qui risquent de faire les frais de la nouvelle donne. Toute la stratégie électorale du pouvoir consistait, en effet, à favoriser la bipolarisation entre le FIS et le FLN afin de faire bénéficier ce dernier des voix de la peur.

La « mayonnaise » du « vote utile » dès le premier tour était en train de prendre, et voilà que l'épouvantail du FLN apparaît subitement moins menaçant. Si cela devait durer, les électeurs démocrates pourraient manifester moins de scrupules à disperser leurs suffrages entre les candidats de leur cœur plutôt qu'à les concentrer sur ceux de la raison.

YVES HELLER

Une loi électorale taillée sur mesure

ALGER

de notre envoyé spécial

Alors que les élections municipales de juin 1990 avaient brillé par le dilettantisme d'une administration trop habituée à traiter la chose électorale comme une formalité, la bataille qui s'annonce a été organisée comme le combat de la dernière chance par un gouvernement bien décidé à gagner. Rien n'a été laissé au hasard, ni les ordinateurs du ministère de l'intérieur, ni l'organisation des 44 400 bureaux de vote, ni les nouvelles cartes d'électeur en cours de distribution, ni les placards diffusés dans tous les journaux invitant les citoyens à s'inscrire sur les listes électorales et à se faire délivrer les papiers d'identité obligatoires pour voter. Autant d'initiatives qui avaient fait défaut il y a un an et qui devraient, cette fois, éviter les nombreuses irrégularités d'alors.

Une nouvelle loi électorale instituant le suffrage uninominal majoritaire à deux tours a été votée par l'Assemblée. Ce type de scrutin, espèrent ses initiateurs, devrait être moins favorable au FIS que le système proportionnel avec prime à la majorité, utilisé il y a un an. La même loi organise le vote par procuration.

Un travail de dentellière

Une seule procuration est désormais permise, ce qui devrait théoriquement interdire au chef de famille de voter pour toute sa maisonnée. Seule concession au poids des traditions, l'un des conjoints pourra voter pour l'autre – en fait, le mari pourra voter pour son épouse – sur simple présentation du livret de famille. La limitation des procurations est réputée nuire d'abord aux familles les plus traditionnelles, elles-mêmes, supposées plus enclines à voter pour le FIS que pour un autre parti.

Enfin, la loi a retaillé la carte électorale, créant 542 circonscriptions là où il n'y en avait jusqu'alors que 296. Ce travail de dentellière a pris en compte les résultats de la consultation municipale de juin 1990 dont le détail, circonscription par circonscription, n'a d'ailleurs jamais été rendu public (seuls ont été communiqués les résultats globaux recueillis par chaque parti). Il faudra, par exemple, 7 000 suffrages aux électeurs de la willaya saharienne d'Illizi, région où le FLN est traditionnellement bien implanté, pour élire un député tandis qu'à Alger, là où le FIS a ses meilleures troupes, il en faudra 75 000.

Telle est l'origine de la grève du FIS. Le parti islamiste est en fait partagé entre la tentation de boycotter et l'envie de participer. Après avoir vainement demandé que l'on en revienne au mode de scrutin antérieur, qui lui avait si bien réussi – proportionnelle avec prime à la majorité, – le FIS s'est lancé dans la surenchère demandant, sous la menace d'une grève générale initialement prévue le jour du vote, que les élections soient reportées, puis que l'élection présidentielle ait lieu en même temps que les élections législatives. On ne sait d'ailleurs toujours pas si le FIS, qui a pourtant officiellement fait acte de candidature, ira finalement à *la bataille*.

Y.H.

□ **Le président du FIS relaxé.** – Le président du Front islamique du salut (FIS), M. Abassi Madani, a été reconnu non coupable, dimanche 26 mai, par le tribunal d'Alger à l'issue d'un procès en diffamation intenté contre lui par le Croissant-Rouge algérien. Celui-ci reprochait à M. Madani d'avoir affirmé, sans preuve, à la télévision, que du sang collecté en Algérie au profit de l'Irak pendant la guerre du Golfe avait été transféré en France. – *(AFP.)*

□ **BURKINA-FASO : amnistie générale.** – Le congrès extraordinaire du Front populaire, qui s'est achevé samedi 25 mai, a proclamé une amnistie générale en faveur des exilés politiques. Le Front a décidé d'autre part de rétablir dans ses droits civiques et politiques l'ancien président Maurice Yameogo, renversé en 1966.

□ **CONGO : première élection présidentielle libre en mai 1992.** – La première élection présidentielle libre au Congo aura lieu en mai 1992, a décidé vendredi 24 mai la conférence nationale réunie depuis le mois de mars pour introduire des réformes démocratiques. Ce scrutin sera précédé en mars par des législatives. La conférence a d'autre part décidé la création d'un Conseil supérieur de la République de 153 membres, chargé de contrôler l'application de ses décisions. – *(Reuter.)*

□ **LESOTHO : dix-neuf morts dans des émeutes anti-asiatiques.** – La police du Lesotho a révélé, samedi 25 mai, que les émeutes qui ont éclaté le lundi précédent à la suite d'un incident entre une femme noire et un commerçant chinois ont fait dix-neuf morts et soixante-dix blessés au cours de la semaine. Cinquante-six commerces ont été pillés, et des batailles rangées ont opposé les forces de l'ordre à des émeutiers qui s'attaquaient à des commerçants indiens et chinois de Taïwan. Un couvre-feu a été instauré. – *(AFP.)*

□ **Précision.** – La mortalité liée à la grossesse et à l'accouchement en Afrique est encore plus élevée que le taux que nous avions indiqué par erreur dans *le Monde* du 15 mai : elle peut dépasser un décès pour 100 naissances vivantes, et non un pour 1 000.

TOUT POUR REUSSIR en MEDECINE ou PHARMACIE
Classes préparatoire d'un an après le bac D ou C. Renforcement scientifique approfondi et étude du programme de 1ere année "à blanc".
70% à 80% de reçus au 1er concours!
CIPES 57, rue Charles Laffitte 92200 Neuilly 47 45 09 19

■ DESS CAAE : Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises. DESS de généraliste à la gestion.
☎ (1) 45 54 40 10 Inscription possible par minitel 3616 code IAE.
■ DESS DEVELOPPEMENT DE LA FONCTION PERSONNEL* :
☎ (1) 45 58 00 21
■ DESS CONTROLE DE GESTION ET AUDIT :
☎ (1) 45 57 28 41 - (1) 45 58 02 28
■ DESS FINANCE* :
☎ (1) 45 58 00 21
■ DESS SYSTEMES D'INFORMATION* :
☎ (1) 45 58 00 21
INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15
Minitel 3616 code IAE
IAE DE PARIS
UNIVERSITE PARIS I PANTHEON-SORBONNE
* Exclusivement réservés aux cadres confirmés

هكذا من الأصل

DIPLOMATIE

La visite de M. Roland Dumas en Algérie

Le premier ministre, M. Hamrouche, souhaite éviter « toute dérive politique » dans les relations avec la France

***« La France et l'Algérie ont des relations de couple »*, a commenté, devant M. Dumas, le président Chadli pour expliquer les récriminations et les malentendus qui obscurcissent souvent le dialogue entre Paris et Alger. *« Des relations de vieux couple qui, avec le temps, ont, l'un vis-à-vis de l'autre, des exigences de plus en plus fortes »*, a complété le ministre français, qui achevait, ici, samedi 25 mai, son périple maghrébin.**

ALGER

de notre envoyé spécial

M. Dumas appréhendait cette étape algérienne dans la mesure où les responsables locaux avaient fait connaître, haut et clair, tous les griefs qu'ils entretenaient à l'encontre de l'ancienne métropole. Au lendemain de la guerre du Golfe, M. Sid Ahmed Ghozali, le chef de la diplomatie, avait exprimé le sentiment que, dans le choix de la France, *« les Maghrébins ont compté pour moins que rien »*. De son côté, dans un entretien accordé au *Monde*, à la mi-mai, M. Mouloud Hamrouche, le premier ministre, avait assuré qu'entre les deux rives de la Méditerranée *« les choses n'allaient pas bien depuis 1988 »* et avait précisément dénoncé *« la position négative des milieux financiers français »*.

Les milieux officiels algériens, du moins ceux qui, autour de M. Hamrouche, tentent d'engager le pays sur la voie démocratique, reprochent à la France de pratiquer le *wait and see*, de se tenir sur la réserve à l'égard d'une politique de réformes qui mériterait, pourtant, de sa part, une attitude moins frileuse, à l'exemple de celle de l'Italie qui vient de s'engager à doubler ses importations de gaz. *« Vous donnez l'impression*, confie un observateur local, *de ne pas être forcément très hostiles à l'arrivée au pouvoir du Front islamique du salut (FIS) qui professe, en matière économique, des vues ultra-libérales. »*

Ces doléances n'ont pas empêché des échanges de vues jugés, du côté français, *« détendus et cordiaux »*, même si, sur la guerre du Golfe, chacun est resté sur ses positions. *« Vous dites que ce fut un triomphe du droit*, a répété M. Ghozali. *Nous, nous disons que ce fut un triomphe de la force. »* Le chef de la diplomatie algérienne n'en est pas moins convenu qu'on ne pouvait occulter, en cette affaire, la part de responsabilité du président irakien. Il a souhaité le succès de l'initiative de paix américaine dans le différend israélo-palestinien *« à condition qu'il ne s'agisse pas de louvoyer et que ces démarches aboutissent à une solution conforme au droit »*. M. Dumas a, quant à lui, souligné que le *« traumatisme profond »*, né du récent conflit, *« avait pour cause la division du monde arabe »*.

M. Dumas a pris note aussi des doléances algériennes en matière économique. Celles-ci portent notamment sur le remboursement d'un crédit commercial de 3 milliards de francs, sur la suspension par les banques françaises de prêts pour l'achat de biens courants et surtout sur le refinancement d'une dette privée de 2 milliards de dollars, auquel est associé, du côté français, en tant que chef de file, le Crédit lyonnais. Les responsables locaux font valoir que les graves difficultés de trésorerie dont ils souffrent aujourd'hui sont passagères et que la situation économique et financière du pays est fondamentalement saine. Ils en veulent pour preuve la récente signature d'un accord pour la construction d'un gazoduc qui, *via* le Maroc, alimentera l'Espagne et le Portugal et, ultérieurement, la France et ses voisins.

« Très admiratif »

Du côté français, on laisse entendre qu'il y a une petite part de mauvais procès fait à l'ancienne métropole qui, comme l'a souligné M. Dumas, a quand même pris des engagements financiers qui s'élèvent, pour les deux dernières années, à 9 milliards de francs. Tout en affirmant à ses interlocuteurs que *« les banques, même nationalisées, agissent comme des banques »*, le ministre a promis d'intervenir auprès de celles-ci pour *« activer la solution »* des problèmes en suspens, les inviter, en quelque sorte, à ne pas surestimer le risque algérien.

Quoi qu'il en soit, les dirigeants algériens ont exprimé leur volonté d'assainir le climat entre les deux pays. *« Il faut sortir d'une vision ringarde de nos rapports, qui exclurait toute divergence d'opinion »*, a souhaité M. Ghozali. M. Hamrouche, dont le sang-froid et la clarté de vue ont impressionné la délégation française, a, pour sa part, dit son souci *« d'éviter systématiquement toute dérive politique »* que pourrait susciter un quelconque différend technique. Le président Chadli a, quant à lui, promis à M. Dumas qu'aussi longtemps qu'il serait aux commandes les relations avec la France ne dégénéreraient pas.

Du coup, M. Dumas a fini par dire, au cours d'une conférence de presse, ce que ses interlocuteurs attendaient un peu de lui. Ainsi a-t-il manifesté *« beaucoup d'intérêt pour la mise en place d'un régime démocratique en Algérie »* et s'est-il même montré *« très admiratif »* devant les projets des responsables locaux. Concluant sa visite sur une *« note très optimiste »*, le ministre s'est engagé à *« revenir très souvent à Alger... »*

JACQUES DE BARRIN

L'organisation d'un référendum au Sahara occidental

Le secrétaire général de l'ONU veut « en finir avant la fin de l'année »

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, a émis l'espoir, dimanche 26 mai, de voir s'instaurer, dès le mois de juin, un cessez-le-feu entre le Maroc et le Front Polisario. Dans une déclaration faite à l'agence marocaine de presse, il a précisé qu'il avait écrit en ce sens aux deux parties.

A propos de l'organisation du référendum d'autodétermination, le secrétaire général a déclaré que son objectif était *« d'en finir avant la fin de l'année, avant la fin de novembre »*, soit un délai plus court que celui précédemment annoncé. Il a qualifié *« d'extrêmement utiles »* les entretiens qu'il avait eus, la veille à Marrakech, avec le roi Hassan II. M. Perez de Cuellar s'est ensuite rendu à Oran, où il a été reçu, dimanche après-midi, par le président Chadli Bendjedid. Il compte aussi rencontrer M. Mohamed Abdelaziz, le président de la République sahraouie, lors du sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui aura lieu en juin à Abuja, au Nigéria.

Le dossier du Sahara occidental sera aussi à l'ordre du jour des entretiens que devaient avoir, à partir de ce lundi 27 mai à Oran, le président Chadli avec le roi du Maroc, dont c'est la quatrième visite en Algérie depuis la reprise, en 1988, des relations diplomatiques entre les deux pays. – *(AFP.)*

Avant les réunions ministérielles de l'OTAN

Le secrétaire américain à la défense s'entretient à Paris de la réforme de l'Alliance atlantique

Le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, arrivé dimanche 26 mai à Paris, devait s'entretenir avec M. François Mitterrand, Mme Edith Cresson, MM. Roland Dumas et Pierre Joxe, avant de gagner Bruxelles mardi pour la réunion des ministres de la défense de l'OTAN. Au programme de cette réunion ministérielle à laquelle la France, non membre des structures militaires intégrées de l'Alliance, ne participe pas figure l'adaptation de l'OTAN au nouveau contexte international. Les ministres des affaires étrangères de l'Alliance, dont M. Roland Dumas, se pencheront à leur tour sur cette question les 6 et 7 juin à Copenhague.

C'est une longue étape qu'a décidé de faire à Paris le secrétaire américain à la défense avant d'aller rejoindre à Bruxelles ses homologues de l'OTAN. En effet même si la France, en vertu de son statut particulier, n'est pas représentée au Comité des Plans de défense ni au groupe des plans nucléaires, instances qui se réunissent mardi et mercredi à Bruxelles, elle est, au moment où s'engage une vaste réforme de l'organisation atlantique, un interlocuteur majeur des Américains.

C'est elle en particulier qui mène l'offensive pour doter l'Europe des Douze d'une politique de sécurité et de défense commune, projet très controversé par Washington qui devrait faire l'objet des explications de lundi entre M. Cheney et ses interlocuteurs parisiens. Il est vraisemblable que, tout en réitérant le refus de la France de rejoindre les structures militaires – même rénovées – de l'OTAN, le président de la République donnera des assurances au ministre américain sur les implications à court terme qu'est susceptible d'avoir son initiative européenne.

Avant même son arrivée à Paris, M. Cheney a fait comprendre que les Etats-Unis restaient intraitables sur la question de la défense européenne : *« nous voulons participer à ces débats, mais il faut savoir que nous ne soutiendrons rien qui sape l'autorité de l'OTAN »*, a-t-il déclaré aux journalistes qui l'accompagnaient dans l'avion. L'ambassadeur américain auprès de l'OTAN, M. William Taft, avait de son côté affirmé il y a quelques jours qu'une éventuelle *« force européenne intégrée »* devrait pouvoir opérer *« si nécessaire au côté des forces américaines »* et que l'OTAN devrait conserver sa structure intégrée, contrairement à ce que pensent *« certains milieux »*. C'était prendre clairement le contrepied de certaines des idées défendues par la France dans le débat en cours à la fois au sein de l'OTAN et dans la communauté européenne.

L'OTAN avait décidé lors du sommet de Londres en juillet 1990 de lancer la réflexion sur la révision de sa doctrine, de sa stratégie et de son dispositif militaire pour tenir compte de la désintégration du Pacte de Varsovie. Entretemps la guerre du Golfe et l'instabilité en Europe centrale l'ont amenée à s'interroger aussi sur son rôle face aux menaces nouvelles qui pourraient surgir non seulement d'Europe mais d'autres régions du monde.

Concernant le futur dispositif de l'Alliance, la réflexion des chefs militaires est assez avancée : l'idée est d'une part de substituer à la massive concentration de troupes le long de l'ancien rideau de fer un dispositif reposant sur des forces plus mobiles, organisées en unités multinationales et beaucoup moins nombreuses (ce qui permettrait aux Etats-Unis de laisser à terme moins de 100 000 hommes en Europe). D'autre part, une *« Force de réaction rapide »* (FRR) composée d'environ 70 000 hommes et commandée par un Britannique serait créée. Elle pourrait intervenir sous la bannière européenne de l'UEO (Union de l'Europe occidentale) en cas de crise hors du champ couvert par le Traité de l'Atlantique nord.

Décisions à l'automne

A ce stade la France n'entend s'intégrer à aucun des éléments de ce dispositif. Hostile à l'extension sous quelque forme que ce soit des compétences de l'OTAN hors de son champ actuel, elle oppose à l'idée de cette force d'intervention rapide contrôlée par l'Alliance celle d'un corps expéditionnaire de même nature, mais dépendant exclusivement des Européens : cette FAR européenne relèverait de la Communauté des Douze, *via* l'UEO. La France conteste d'autre part le maintien en temps de paix du commandement intégré de l'OTAN, qui n'a selon elle pour utilité que d'être l'instrument du pouvoir des Américains. Elle a enfin fait savoir dès juillet 1990 qu'elle n'entendait pas s'associer à une révision stratégique reposant sur l'idée d'une utilisation de l'arme nucléaire *« en dernier recours »*.

Le débat sur le rôle de l'Alliance et sa dimension européenne ne devrait être tranché ni cette semaine à Bruxelles, ni même la semaine prochaine à Copenhague. On s'attend généraement que des décisionsne soient adoptées que lors d'un prochain sommet de l'OTAN, vraisemblablement à l'automne prochain.

M. Cheney qui, après son séjour en Europe, se rendra en Israel et en Egypte, pourrait également s'entretenir à Paris des questions de sécurité au Moyen-Orient.

C. T.

ASIE

INDE

La guerre de succession affaiblit le parti de Rajiv Gandhi

NEW-DELHI

de notre correspondant

C'est en principe mercredi 29 mai que sera nommé le successeur de Rajiv Gandhi à la tête du parti du Congrès-I. Si la candidature de l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Narasimha Rao, l'un des hommes les plus expérimentés du vieux parti de Nehru, paraît devoir l'emporter, il est probable qu'il s'agira d'une décision intérimaire, destinée à remobiliser le parti pendant la période électorale.

A l'issue de la deuxième phase du scrutin, qui doit avoir lieu les 12 et 15 juin, de nouvelles élections devront sans doute être organisées, et il n'est pas certain que M. Rao, dont la santé est fragile, soit encore candidat. La mort de l'ancien premier ministre devrait avoir pour conséquence de provoquer une évolution de la fonction de président du parti qui, dans l'avenir, ne devrait plus être cumulée avec celle de premier ministre, comme c'était le cas jusqu'ici.

Dans cette perspective, les caciques du Congrès se livrent à une guerre d'influence pour la nomination de quatre vice-présidents, fonction qui conférera à ses titulaires un avantage essentiel pour briguer la direction du parti. Outre M. Narasimha Rao, les principaux postulants sont MM. N.D. Tiwari, Arjun Singh et Sharad Pawar.

Une autre bataille interne se déroule entre la «vieille garde» et ceux que l'on a coutume d'appeler la *«coterie»*, c'est-à-dire les proches conseillers de «Rajiv», dont beaucoup n'ont pas de fonction élective. C'est ce dernier groupe, où des hommes comme MM. L. Fotedar et R.K. Dhawan exercent une grande influence, qui est à l'origine de la tentative d'imposer la candidature de Mme Sonia Gandhi à la présidence du parti. Celle-ci persiste à refuser, en dépit des pressions continues dont elle est l'objet. Le Congrès-I devra rapidement faire taire ses querelles internes s'il veut remporter les élections. Sa stratégie, ces derniers mois, était d'apparaître comme le seul garant d'un retour à la stabilité politique. Une bataille de succession publique ruinerait ces efforts.

Sourdine à la croisade hindouiste

Une «vague» de sympathie envers le couple «Gandhi-Congrès», qui était jusque-là indissociable, peut se produire mais, *a contrario*, le parti va pâtir du fait qu'aucun de ses chefs ne dispose d'une notoriété nationale. A cet égard, les autres partis disposent d'un net avantage : MM. Chandra Shekhar et V.P. Singh, pour les deux Janata Dal, et L.K. Advani, pour le Bharatiya Janata Party (BJP, hindouiste de droite), sont maintenant connus dans toute l'Inde. Le BJP a immédiatement saisi la chance qu'offrait la mort de Rajiv Gandhi pour modifier sa stratégie. Mettant une sourdine à sa croisade hindouiste, il va se présenter devant les électeurs comme le parti de la stabilité et de la discipline.

Cette effervescence politique se déroule alors que les cérémonies funèbres suivant la mort de l'ancien premier ministre se poursuivent. Ses cendres vont être dispersées, mardi 26 mai, près d'Ilahabad, à l'endroit où le Gange et la rivière Yamuna se rejoignent. C'est dans ce lieu sacré de l'hindouisme qu'avaient été immergées, le 12 février 1948, les cendres du Mahatma Gandhi. Une partie des urnes funéraires seront envoyées dans plusieurs villes, où les cendres seront dispersées au cours de cérémonies solennelles.

LAURENT ZECCHINI

BIRMANIE : un an après avoir perdu les élections

L'armée n'a toujours pas l'intention de rendre le pouvoir aux civils

BANGKOK

de notre correspondant

A l'occasion de l'anniversaire des élections du 27 mai 1990, le chef de la junte militaire birmane, le général Saw Maung, n'a pas trouvé mieux que de menacer de rétablir une loi martiale qui n'est d'ailleurs que partiellement levée. L'avertissement a eu beau s'adresser à des commerçants, accusés d'être à l'origine d'une forte hausse des prix, il donne la mesure de l'échec de la dernière tentative d'établir un régime démocratique en Birmanie.

Les quelque quarante millions de Birmans n'ont, en effet, rien à fêter. La junte militaire, qui a repris le pouvoir en septembre 1988 en écrasant dans le sang des manifestations prodémocratiques, est plus que jamais en place. La Ligue nationale pour la démocratie (LND) – qui avait remporté 392 sièges sur 485 en mai dernier – a été décapitée. Des centaines de ses militants sont en prison. Son chef, Mme Aung San Suu Kyi, est en résidence surveillée à Rangoun depuis près de deux ans, et les militaires exercent de fortes pressions pour la contraindre à s'exiler. Une trentaine d'élus sont morts, emprisonnés ou en fuite.

Il est moins que jamais question de réunir l'Assemblée élue. Monopolisant le pouvoir depuis une trentaine d'années, à l'exception du bref et sanglant intermède de 1988, les militaires ne donnent aucun signe de vouloir le partager. S'ils ont amorcé une libéralisation de l'économie, une étude récente relève cependant *«l'absence de toute politique économique cohérente»*.

Soulignant la gravité de la crise énergétique, le même rapport poursuit : *«Le risque d'une crise économique majeure qui affecterait le reste de la production industrielle et les transports pointe à l'horizon.»* Au ban des nations en raison des violations des droits de l'homme, le régime compte peu de partenaires hors de ses frontières, et les investissements étrangers en Birmanie sont très limités.

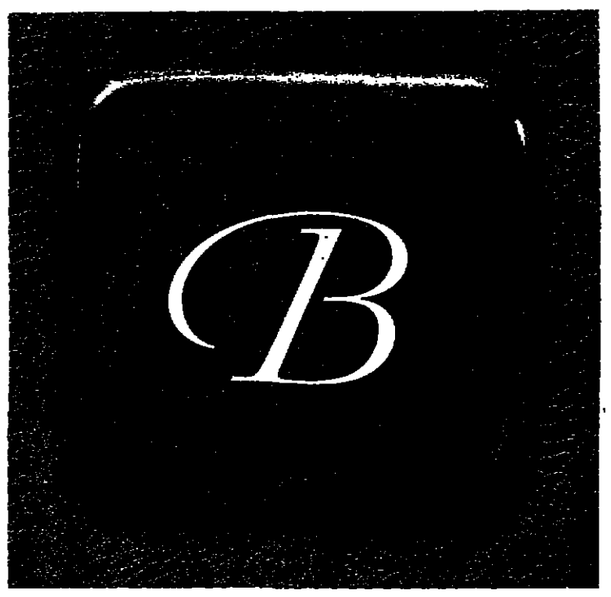
Les généraux contrôlent, cependant, suffisamment la situation pour avoir autorisé, voilà deux semaines, la réouverture des universités, fermées depuis près de trois ans. Ils ont récemment obtenu plusieurs succès dans la lutte contre les insurrections ethniques à la périphérie de l'Union. Le PCB insurgé s'est effondré et, dans la foulée, une politique d'accommodements avec d'autres groupes rebelles a porté quelques fruits. Entre-temps, l'armée birmane, qui passe pour disciplinée, a renforcé ses effectifs, qui sont passés de 230 000 à 280 000 hommes, en partie équipés par la Chine.

Les pressions exercées sur le régime pour qu'il s'amende sont restées sans effet. Certains pays occidentaux envisagent désormais de provoquer un débat aux Nations unies sur sa légitimité. Des sanctions économiques pourraient même être envisagées. Déjà, depuis 1988, la suppression d'aides bilatérales ou multilatérales représente un manque à gagner de 300 à 400 millions de dollars par an pour Rangoun.

Pour obtenir des devises qui leur font cruellement défaut, les militaires birmans ont accordé d'importantes concessions forestières aux Thaïlandais. Ces derniers ont, de leur côté, lancé ces derniers jours de vastes opérations de police contre les quelque vingt mille Birmans séjournant en Thaïlande sans autorisation. Des voix se sont élevées contre ces rapatriements forcés compte tenu des pratiques – emprisonnement arbitraire, assassinat et torture – du régime de Rangoun.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Du 23 au 29 Mai 1991



Une gamme d'exception au Château de Vincennes
"Centre d'essais"

Sur l'esplanade du Château de Vincennes, vous pourrez essayer les modèles de la gamme Renault 25 et les dernières nouveautés : les Clio Baccara, les Clio 16 Soupapes et les nouvelles Renault Espace.

Gagnez une Clio Baccara

Pour tout essai, Renault est heureux de vous offrir la possibilité de gagner une Clio Baccara.

Si vous souhaitez prendre un rendez-vous d'essai, téléphonez au NUMÉRO VERT 05 25 19 91

RENAULT LES VOITURES A VIVRE

PUBLICIS CONSEIL Paris-Ile-de-France

REPÈRES

ALBANIE

Grève de la faim dans une mine de charbon

Des mineurs des houillères de Valias, au nord de Tirana, observent, depuis samedi 25 mai, une grève de la faim au fond d'un puits pour manifester leur soutien au mouvement de grèves qui paralyse l'Albanie. Plus de 300 000 des quelque 700 000 travailleurs albanais ont cessé le travail depuis la mi-mai pour réclamer une augmentation de 50 % de leurs salaires et de meilleures conditions de vie.

Le gouvernement, qui a annoncé que de nombreux travailleurs avaient repris leurs activités, a souligné sa *«profonde inquiétude»* pour la sécurité des grévistes de la faim en raison de l'état précaire des installations. *«La vie des mineurs est directement menacée par de possibles explosions de gaz, qui se sont accumulés, par les mauvaises conditions sanitaires, le manque d'eau et d'oxygène et l'impossibilité technique de contrôler le taux de concentration des gaz»*, a ajouté le gouvernement. – *(AFP.)*

CORÉE DU SUD

Remaniement ministériel sur fond de manifestations étudiantes

Après avoir nommé la semaine dernière un nouveau chef de gouvernement, le président sud-coréen Roh Tae-woo a procédé dimanche 26 mai à un remaniement ministériel. Quatre nouveaux ministres font leur apparition dans le cabinet, MM. Lee Yong-man aux finances, Kim Ki-choon à la justice, Jin Nyum à l'énergie et aux ressources, et Anh Pil-joon à la santé et aux affaires sociales.

Le chef de l'État a demandé au premier ministre, M. Chung Won-shik, d'étudier les moyens de mettre un terme à la vague d'agitation antigouvernementale qui secoue le pays.

D'autre part, tandis que le chef de l'opposition, M. Kim Dae-jung, demandait au président de revenir sur sa décision de nommer M. Chung, les manifestations se sont poursuivies à Séoul et dans plusieurs villes. Dans la capitale, une étudiante est morte samedi, piétinée par des manifestants fuyant une charge policière.

Dimanche, à Kwangju, de violents affrontements entre étudiants radicaux et policiers ont éclaté après les obsèques d'un étudiant qui s'était immolé par le feu. Auparavant, cinquante mille personnes avaient défilé dans les rues, scandant des slogans antigouvernementaux. – *(AFP, Reuter.)*

KOWEÏT

Nouveau renvoi d'un procès de «collaborateurs»

Un tribunal d'exception a décidé, dimanche 26 mai, de renvoyer au 9 juin le procès de vingt personnes accusées de *«collaboration»* lors de l'occupation du Koweït par les troupes irakiennes. De source officielle on a indiqué que cette mesure a été prise à la demande des avocats de la défense et en raison de l'absence – inexpliquée – de la plupart des accusés. Les avocats ont déclaré que les quelque six cents personnes arrêtées après la libération avaient subi des tortures. Samedi, quatre accusés, trois Jordaniens et un Irakien, comparaissant devant le tribunal, ont affirmé avoir subi des sévices durant leur détention.

A la suite des critiques internationales sur la brièveté des débats du premier procès des «collaborateurs», au cours duquel six personnes ont été condamnées en une heure, les dernières audiences ont été plus longues.

Soixante-trois personnes ont déjà été jugées : sept d'entre elles ont été condamnées à des peines allant de sept mois à quinze ans de prison, cinq acquittées, et l'examen des autres cas a été reporté. Au total, deux cents personnes accusées de «collaboration» doivent comparaître. – *(AFP.)*

YOUGOSLAVIE

La Serbie accuse les Etats-Unis d'ingérence «grossière»

Commentant samedi 25 mai le rétablissement de l'aide américaine à la Yougoslavie, à l'exception de la Serbie, la télévision de Belgrade, véritable porte-parole du pouvoir serbe, a accusé les Etats-Unis de s'ingérer de *«la manière la plus grossière»* dans les affaires intérieures yougoslaves.

Le secrétaire d'Etat américain James Baker avait annoncé vendredi la reprise *«sélective»* de l'aide des Etats-Unis à la Yougoslavie, suspendue depuis le 5 mai, tout en dénonçant la répression exercée par la Serbie contre la minorité albanaise du Kosovo. Ce geste *«anticonstitutionnel sans précédent»* et *«malveillant»* est, selon la télévision, *«une offense grave au peuple serbe»*.

D'autre part, le président de la république yougoslave de Croatie, M. Franjo Tudjman, a affirmé samedi à Rome qu'un accord devait être trouvé pour la constitution d'une *«association d'Etats souverains»* en Yougoslavie avant la fin du mois de juin, faute de quoi la Croatie se déclarerait totalement indépendante. – *(AFP.)*

GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ÉCRIT

Christiane Tricoit

COFORMA et les Éditions François-Robert
18, rue Théodore-Deck, 75015 PARIS
Tél. : 40-60-05-01 Fax : 45-57-29-41

EN BREF

□ **ETATS-UNIS : 39 blessés au cours d'une révolte dans une prison du Maryland.** – Trente prisonniers et neuf gardiens ont été blessés, samedi 25 mai, dans la prison d'Hagerstown (Maryland) au cours d'une échauffourée qui a duré deux heures et demie. Les incidents ont commencé par une bagarre – véritable ou simulée – entre détenus alors que 350 d'entre eux déjeunaient au réfectoire. Une quarantaine d'hommes en tenue anti-émeute ont alors fait évacuer le réfectoire en utilisant des gaz lacrymogènes. La tension était montée ces derniers jours et des mouvements de rébellion larvés s'étaient produits dans cette prison prévue pour 1 100 détenus mais qui en abrite 1 600.

□ **TCHÉCOSLOVAQUIE : M. Vaclav Havel s'oppose à la publication des noms des agents de l'ancienne police politique.** – Le président tchécoslovaque, M. Vaclav Havel, s'est ouvertement opposé, dimanche 26 mai, à l'idée d'une publication des noms des membres et collaborateurs de la Statni Bezpecnost (StB), ancienne police politique du régime communiste. Un vote sur ce sujet doit avoir lieu mardi au parlement. – *(AFP.)*

□ **VIETNAM : fin de la visite de Mme Mitterrand.** – Mme Danielle Mitterrand, présidente de France-Libertés, est arrivée dimanche 26 mai au Cambodge, venant du Vietnam. Avant de quitter Hanoï, Mme Mitterrand a exprimé son regret de n'avoir pu s'entretenir avec Mme Duong Thu Huong, écrivain dissident actuellement emprisonnée et qui lui *«a appris à connaître le Vietnam»*. Elle n'a pas non plus pu rencontrer deux personnalités *«non conformistes»*, l'écrivain Pham Thi Hoai et le cinéaste Tran Van Thuy. – *(AFP.)*

هكذا من الأصل

هكذا من الاصل

POLITIQUE

La réorganisation du PS

M. Mauroy semble assuré de pouvoir organiser un congrès anticipé sur le nouveau « projet socialiste »

Les rocardiens souhaitaient depuis longtemps passer au sein du PS d'une *« guerre de positions »* à une *« guerre de mouvement »*. La décision ne dépendait pas d'eux, puisqu'il leur fallait des alliés pour engager une offensive. Les conditions dans lesquelles a été formé le gouvernement de Mme Cresson pourraient bien avoir pour effet de décider M. Lionel Jospin et ses amis à choisir, eux aussi, le *« mouvement »*.

« Il y a encore des vérifications à faire », précisait M. Claude Evin, ancien ministre des affaires sociales, lorsqu'il évoquait, dimanche 26 mai, en marge de la réunion des rocardiens, la possible constitution d'une *« alliance majoritaire »* à la direction du PS. Si, en effet, lors de l'assemblée des responsables du courant 1 le 24 mai au soir, l'accord semble s'être fait pour soutenir la proposition de M. Mauroy d'avancer à la fin de l'année le prochain congrès du PS, les rocardiens ne peuvent pas en conclure que ce congrès leur permettra nécessairement de concrétiser l' « axe » qu'ils n'avaient pu construire il y a un an à Rennes avec M. Jospin et ses amis.

Les premiers secrétaires fédéraux du PS réunis samedi à Paris ont entendu M. Mauroy évoquer de nouveau la perspective d'un congrès anticipé. Ils ont pu constater, comme l'a rapporté M. Daniel Vaillant, jospiniste, responsable des fédérations au secrétariat national, que cette proposition n'avait soulevé aucune objection. En fin de journée, la réunion du bureau exécutif chargée de pourvoir au remplacement des dirigeants du parti entrés au gouvernement a été l'occasion d'une réconciliation publique entre M. Mauroy et les fabiusiens, le premier secrétaire et le principal lieutenant de M. Fabius, M. Claude Bartolone, ayant une conversation souriante devant les journalistes.

Lorsque M. Mauroy avait formulé la proposition d'un congrès anticipé, en avril dernier, M. Fabius l'avait fort mal accueillie. Il avait compris en effet que, pour le maire de Lille, l'organisation d'un congrès à la fin de l'année destiné à adopter le nouveau « projet » du parti devait lui permettre de se faire confirmer par les militants le mandat qu'à Rennes il n'avait dû qu'à la neutralisation mutuelle des courants. Autrement dit, aux yeux de M. Fabius, il était clair qu'un congrès anticipé n'aurait pas pour objet de permettre une transition « en douceur » de M. Mauroy à lui-même, mais, au contraire, de l'empêcher.

Les jospinistes déçus

A ce moment-là, M. Jospin et ses amis, espérant un renforcement de leurs positions au gouvernement, avaient refusé d'emboîter le pas à M. Mauroy. Un congrès anticipé, pourquoi pas? disaient-ils en substance, mais à condition que tout le monde soit d'accord. Leur souci était alors de ménager M. Fabius et surtout, à travers lui, de donner des preuves de bonne volonté à M. François Mitterrand. Ces efforts n'ayant pas été récompensés, leur état d'esprit est aujourd'hui tout différent. Quant à M. Mauroy, qui, au congrès de Rennes, s'était opposé à la mise en minorité de M. Fabius, il est aujourd'hui convaincu que ce dernier se préoccupe peu de l'unité du PS et n'a en vue que ses propres intérêts. *« J'ai compris où il veut en venir, mais nous ne nous laisserons pas faire »*, a déclaré le premier secrétaire, vendredi soir, devant les responsables du courant 1.

Bilan négatif pour M. Fabius

Comme l'observent certains fabiusiens eux-mêmes, le bilan de l'opération « remaniement » est plutôt lourd pour le président de l'Assemblée nationale. Celui-ci est tenu pour responsable de la composition du gouvernement de Mme Cresson – c'est-à-dire de l'éviction des rocardiens et des mauvaises manières faites aux jospinistes, – de la rumeur qui avait annoncé le départ de M. Mauroy de la direction du PS, de la querelle, la semaine dernière, entre le premier secrétaire et M. Bartolone, et enfin, potentiellement, des mauvais résultats que les socialistes pourraient enregistrer aux élections régionales de l'an prochain, faute d'avoir pu modifier le mode de scrutin. Les conditions paraissent donc réunies pour que les adversaires de M. Fabius fassent cause commune.

L'avancement du congrès au mois de décembre prochain serait un signe indiscutable du progrès fait par cette alliance. En effet, même si le nouveau « projet » socialiste préparé par M. Michel Charzat fait l'unanimité dans la préparation du congrès, il n'en restera pas moins que la formule elle-même consistant à soumettre ce projet aux militants et à y associer le renouvellement des instances dirigeantes du parti aura été imposée par M. Mauroy grâce à l'accord des jospinistes et des rocardieus et contre le vœu initial des fabiusiens. Dans cette hypothèse, la « synthèse » générale qui pourrait sortir du congrès serait l'habillage d'un vrai rapport de forces entre une majorité jospino-rocardienne et une minorité fabiusienne.

Un tel scénario peut cependant être déjoué par M. Fabius. En premier lieu, comme l'observent les rocardiens eux-mêmes, la détermination de leurs alliés potentiels n'est pas encore garantie. En deuxième lieu, au sein du courant 1, M. Louis Mermaz, dont la position se trouve renforcée par la composition du gouvernement – Mme Cresson est, comme lui, une « conventionnelle » des années 60, – peut une fois encore contribuer à empêcher l'alliance jospino-rocardienne de se nouer. Enfin, la fracture du courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement peut aboutir au ralliement d'une partie de ses membres à M. Fabius. En sens inverse, l'insistance mise tant par M. Mauroy que par les rocardiens sur les propositions de réforme interne de M. Jean Poperen pourrait leur valoir l'appui du ministre des relations avec le Parlement et ses amis.

Le comité directeur, qui se réunit les 6 et 7 juillet, sera une préfiguration des alliances du futur congrès.

PATRICK JARREAU

Au « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Jean-Pierre Soisson : « L'ouverture continue »

M. Jean-Pierre Soisson, nouveau ministre d'Etat chargé de la fonction publique et de la modernisation de l'administration, invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* », dimanche 26 mai, a notamment déclaré : *« L'ouverture, je ne vais pas la peser en kilos! Avec Michel Rocard j'ai vécu dans le gouvernement près de trois ans de bonheur. Je souhaitais continuer à incarner le courant de l'ouverture. Le président de la République a bien voulu me confier cette mission. A l'heure actuelle il y a dans le pays, dans les milieux politiques et dans la presse, comme une sorte de psychose de la fermeture. Lors du dernier conseil des ministres M. Mitterrand a évoqué l'absence de majorité à l'Assemblée nationale. La marge, c'est l'ouverture. »* M. Soisson, chef de file de France unie, a rappelé qu'il a toujours été favorable au scrutin proportionnel.

Devant le CRIF

Mme Cresson exprime son « attachement » pour Israël

Mme Edith Cresson s'est rendue, dimanche 26 mai, à l'invitation du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), pour le dîner auquel celui-ci invite chaque année le premier ministre, mais, en raison d'un emploi du temps chargé, elle s'est bornée à écouter le discours du président, M. Jean Kahn, et à y répondre, avant de prendre congé de ses hôtes sans participer au repas.

Mme Cresson a déclaré que l'existence du CRIF, né dans la clandestinité des années de l'Occupation pour faire face aux persécutions nazies et vichyssoises et dont la légitimité est parfois mise en cause par d'autres instances communautaires, *« s'avère non seulement précieuse, mais indispensable, car elle autorise un dialogue constant entre les pouvoirs publics et les représentants de la communauté juive »*. Le premier ministre a rapppelé que 1791 est l'année du bicentenaire de l'émancipation des juifs par la Révolution, mais que c'est, aussi, celle du cinquantenaire des premières rafles, à Paris, en 1941, *« à la suite desquelles des milliers de juifs furent internés dans les « camps de la honte » de Pithiviers et Beaune-la-Rolande, Drancy et Compiègne »*.

« Sachez, monsieur le président, que toute manifestation d'antisémitisme m'est insupportable, comme sont insoutenables les propos de ceux qui nient l'existence des chambres à gaz », a déclaré le premier ministre à l'intention de M. Kahn, sans répondre précisément à la demande de celui-ci *« qu'au moins symboliquement justice soit faite »* sur les responsabilités des fonctionnaires de Vichy – nommément René Bousquet – dans la déportation et l'assassinat de quatre-vingt mille juifs français ou immigrés en France. *« La justice est saisie de certains cas,* a rappelé Mme Cresson. *Laissons-la faire son travail. »* Elle a exprimé, d'autre part, son *« attachement »* pour Israël.

Réunis à Paris

Les rocardiens se veulent des « rassembleurs »

M. Gérard Lindeperg, coordinateur du courant rocardien, a déclaré, dimanche 26 mai, que les amis de M. Michel Rocard, réunis ce même jour à Paris, veulent être *« des rassembleurs dans le pays et au PS »*. Il a indiqué que les rocardiens, *« comme l'ensemble des socialistes, apportent un soutien sans réserve au gouvernement de Mme Edith Cresson »* et il a souligné leur *« loyauté »* envers le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy. Les rocardiens, a affirmé M. Lindeperg, ne sont animés par *« aucune amertume, ni aucune aigreur, mais, plutôt, par une certaine sérénité »*, même s'ils ne perdent pas de vue que leur chef de file a été amené à quitter l'hôtel Matignon *« dans des conditions originales »* par rapport aux précédents départs d'un premier ministre sous la Ve République.

M. Lindeperg a indiqué, d'autre part, que M. Rocard et ses amis sont prêts à examiner *« sans aucun a priori »* toutes les propositions sur le fonctionnement du parti, notamment celle de M. Mauroy d'avancer le congrès et celles de M. Jean Poperen sur le fonctionnement interne. M. Claude Evin, ancien ministre, a expliqué que celui-ci doit être amélioré et que, pour y parvenir, il faut *« un axe majoritaire à l'intérieur du PS »*. *« Il faut,* a-t-il dit, *s'atteler à avoir un parti qui fonctionne. Le PS a fonctionné efficacement quand il y avait une alliance majoritaire pour le diriger. »* Pour y parvenir, il faut, selon M. Evin, procéder à *« un certain nombre de vérifications »*, sous-entendu : avec les partenaires possibles des rocardiens, qui sont les jospinistes.

Laïcité et intégration

M. Poperen dans son laboratoire

Le Centre Georges-Pompidou et le Centre Galilée ont organisé, samedi 25 mai, sous la présidence de Mme Hélène Ahrweiler, un colloque sur le thème « Religions, laïcité, intégration », qui a été l'occasion, pour M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, de montrer que les préoccupations caractéristiques de son courant, au sein du PS, sont plus largement partagées à l'extérieur.

Le Centre de recherche et d'information Galilée (1), que préside M. René Passet, professeur de sciences économiques à Paris-I, est ce laboratoire d'idées que M. Poperen avait jugé nécessaire à la gauche, après le congrès de Rennes du PS en mars 1990, de la même façon qu'à la fin des années 70, autour du Club de l'Horloge notamment, de jeunes intellectuels avaient entrepris de revigorer à leur manière l'idéologie de la droite. Le colloque organisé samedi au Centre Pompidou, en association avec ce dernier et avec sa présidente, Mme Ahrweiler, était une illustration parfaite des préoccupations communes aux universitaires, chercheurs, écrivains et politiques que réunit Galilée : défendre contre le « retour du religieux » et contre les empiètements « communautaires » l'espace laïc et républicain de l'instruction publique et du débat rationnel que doit offrir l'école.

Gilles Kepel, auteur de *la Revanche de Dieu*, a évoqué la résurgence de ces *« mouvements religieux vers le bas »*, que le philosophe Alain Finfielkraut a définis ensuite comme le fléau *« technotribal »* de demain. *« La laïcité,* a rappelé Mme Catherine Kintzler, *consiste, certes, à organiser la coexistence des libertés et des communautés dans la logique du droit commun, en laissant une grande partie de cette liberté au silence de la loi, mais la loi consiste, aussi, à pouvoir protéger le droit d'un seul contre toutes les communautés, y compris la communauté politique. »* Mme Dominique Schnapper, en réponse à l'idée de M. Jean Baubérot de proposer la laïcité de France comme modèle européen, a mis en avant le caractère primordial du lien national au sein de tous les liens sociaux. M. Poperen, après la troisième table ronde, qui a pris tournure de concert de doléances sur le thème de l'intégration, a annoncé, en écho à toutes ces réflexions, une seconde rencontre, en septembre prochain, où cette fois les intellectuels partageront davantage la parole avec les politiques.

J. E.

(1) 29, place du Marché-Saint-Honoré, 75001 Paris ; tél. : 40-15-92-69.

Un colloque de la Fédération nationale des élus socialistes

Les DOM ont peur de l'Europe

La Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNSER) organisait, samedi 25 mai, à Basse-Terre (Guadeloupe), un colloque consacré à l'avenir des départements d'outre-mer dans la perspective du marché unique européen de 1993, qui suscite beaucoup d'inquiétudes dans les quatre régions monodépartementales concernées (Guadeloupe, Martinique, Guyane, la Réunion). Le ministre des DOM-TOM y a invité les élus et les professionnels locaux à *« ne pas se dérober »* à la dynamique de l'ouverture des frontières. *« Il n'y a pas de solution par la fuite,* a-t-il souligné, *il n'y a de solution que par le succès. »* M. Louis Le Pensec fera à ce sujet, en juin, une communication au conseil des ministres.

BASSE-TERRE

de notre envoyé spécial

Le colloque est parfois à l'homme politique ce qu'est l'aspirine au médecin de campagne : il tient lieu de panacée quand le cas à traiter présente tous les symptômes d'une affection psychosomatique mal identifiée. Il en a été ainsi du colloque organisé, samedi 25 mai, au palais du conseil général de la Guadeloupe, par la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNSER), sous la présidence de son délégué aux DOM-TOM, M. Jean-Marie Cambacérès, député du Gard.

Les soins prodigués aux électeurs à l'occasion des visites de M. Pierre Mauroy aux Antilles, en juin 1989, et de M. Michel Rocard en Guyane, en avril 1990, n'ayant pas réussi à extirper la peur qui hante les populations des départements d'outre-mer à l'approche du rendez-vous communautaire du 1er janvier 1993 – annoncé ici par certains prophètes de malheur comme le début de *« l'invasion des hordes européennes »* – il s'agissait, cette fois, de mettre les élus et les représentants des organisations professionnelles locales en présence de spécialistes des affaires européennes pour créer les conditions d'une psychothérapie de groupe. L'idée était bonne et bien accueillie puisqu'une centaine de notables divers avaient répondu à l'invitation œcuménique de la FNSER.

Il fut donc question, toute la journée... de la chasse au « loup » ! Il se trouve, en effet, que la hantise de l'échéance de 1993 est aujourd'hui véhiculée, aux Antilles, sous la forme d'une chanson populaire qui assimile l'Europe au croque-mitaine mythique affamé de petits chaperons rouges.

La chasse au loup

Le délégué de M. Jacques Delors, un expert italien, M. Giuseppe Ciavarini-Azzi, chargé des DOM à la Commission des Communautés européennes, déploya des trésors de pédagogie pour expliquer à l'auditoire l'art d'apprivoiser ce prétendu « loup ». Il souligna que le programme POSEIDOM (Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité des départements français d'outre-mer) adopté le 22 décembre 1989 par le conseil des Communautés avait été conçu, justement, pour fournir aux anciennes colonies françaises un cadre juridique d'une extrême souplesse adapté à leur fragilité et à leurs besoins particuliers et qu'il fallait y voir un instrument de travail au service du développement des DOM et non un carcan.

Il précisa, au passage, que la Commission européenne avait adopté, le 13 mai, une proposition de règlement visant à la mise en œuvre de ce programme dans le domaine agricole afin de soutenir notamment les productions locales les plus sensibles (canne à sucre, rhum, banane, etc.)

Partisan de l'électrochoc, M. Henri Saby, député européen, se fit l'avocat véhément d'une Europe des Douze généreuse et humaniste en essayant de convaincre les « Domiens » que le véritable danger, pour eux, ne vient pas de Bruxelles ou de Strasbourg mais de l'hégémonie américaine symbolisée par *« Coca Cola, McDonald's ou Dallas... »*. *« Moi, je veux lui tordre le cou à votre loup,* s'écria-t-il. *Ce sont ceux qui crient au loup qui sont en train de laisser dévorer notre troupeau derrière nous! »* M. Cambacérès tenta d'enfoncer le clou : *« Ceux qui crient au loup se font les alliés objectifs des Américains... »*

Chargé d'insuffler aux DOM le *« nouvel élan »* souhaité par le président de la République, M. Louis Le Pensec, philosophe, s'employa longuement à raisonner : *« L'échéance de 1993 est à notre porte. Rien ne sert de nous dérober à cette dynamique. (...) Le rôle des représentants d'une nation comme la nôtre, au sein de la mécanique européenne, n'est d'être ni des ventriloques de la Communauté ni des contestataires de la Communauté mais en permanence des négociateurs ardents. (...) Le dialogue avec la Communauté n'est pas un dialogue métaphysique, c'est un dialogue d'affaires où il faut être armé en arguments comme en compétitivité. (...) Si nos départements et régions d'outre-mer ne se trouvaient pas au sein de l'ensemble communautaire leur situation serait beaucoup plus difficile à gérer. (...) Vis-à-vis de la Communauté européenne, il n'y a pas de solution par la fuite; il n'y a de solution que par le succès. »*

« ROM » contre « DOM »

Rien n'y fit. A la fin du colloque, le « loup » était toujours vivant. Car il apparut très vite que les élus et les sympathisants socialistes présents doutaient eux-mêmes de la portée de cette thérapeutique. C'est un modeste militant de Basse-Terre, M. Amélius Régent, qui résuma le mieux le scepticisme ambiant en disant en substance : nous, nous comprenons parfaitement tout cela, mais qu'est-ce que nous pouvons répondre aux jeunes chômeurs qui nous demandent comment l'Europe de 1993 leur donnera du travail alors qu'aujourd'hui la France n'est pas capable de leur en fournir?

Non seulement le délégué de la FNSER aux affaires européennes, M. Louis Eyraud, qui avait espéré voir émerger *« des idées novatrices »*, est resté sur sa faim, mais la suite guadeloupéenne de cette chasse au « loup » paraît promise à certaines surenchères à l'intérieur même des rangs socialistes si l'on en juge par la tonalité des interventions faites par des amis du président du conseil régional, M. Félix Proto, toutes marquées par une évidente volonté de se démarquer à la fois du ministère des DOM-TOM et du président du conseil général, M. Dominique Larifla.

Premier secrétaire de la fédération socialiste, M. Proto – qui ne veut plus entendre parler de « DOM » parce qu'il se pose en champion des « ROM » (les « régions d'outre-mer »), ces *« douces agnelles sur le point d'être dévorées sur l'autel de l'Acte unique »* – est en effet à couteaux tirés avec M. Larifla pour le contrôle du département. Il se murmure même que cette dispute entre « fabiusiens » pourrait engendrer deux listes socialistes rivales aux élections régionales... Dans un tel contexte, que restera-t-il de ce colloque en Guadeloupe?

Et si d'aventure le nouveau premier ministre espérait être personnellement tenu à l'écart de ce débat miné, c'est raté. Il s'est trouvé un militant zélé, aussitôt suspecté de rocardisme, pour rappeler aux autres socialistes de Basse-Terre, en coulisses, que Mme Edith Cresson a déjà pris, à l'égard de l'outre-mer, un engagement qui reste d'actualité le jour où elle a présenté au conseil des ministres une communication dans laquelle elle se promettait de réduire de moitié, en cinq ans, le déficit du commerce extérieur des départements d'outre-mer. C'était fin mai 1984...

ALAIN ROLLAT

Laurent et Annie CHABRY

Politique et minorités au Proche-Orient

(Les raisons d'une explosion)

Un volume 16x24, 360 pages, 9 cartes, 2e édition — 165 francs

En vente chez tous les bons libraires et chez l'éditeur

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin, 75005 Paris - Tél. : 43.54.32.70

POLITIQUE

A Saint-Franc (Savoie)

Le Front national ironise sur le secrétaire d'Etat à l'intégration

SAINT-FRANC (SAVOIE)

de notre bureau de Lyon

Il y a un an, quelques jours après la profanation de Carpentras, le préfet de Savoie avait interdit un rassemblement du Front national à Saint-Franc, minuscule village savoyard. M. Jean-Marie Le Pen, *« bravant »* les forces de police, avait alors emprunté des chemins de traverse pour rejoindre *« la fête champêtre »*, organisée dans une propriété privée. Il y est revenu, samedi 25 mai, pour faire un *« pèlerinage, à la manière de Soltré »*.

Un peu moins d'une heure avant son arrivée, une contre-manifestation d'une trentaine de militants, organisée par le PCF, la CGT et la LCR (trotskiste), s'est approchée de l'église où étaient rassemblés les sympathisants du parti d'extrême droite. Le service d'ordre du FN, muni de matraques et de battes de base-ball, a chargé les contre-manifestants. Selon la CGT, trois de ceux-ci ont été blessés.

Devant les quelques centaines de militants, venus de la région Rhône-Alpes et de Paris, M. Le Pen a prononcé un discours centré sur l'immigration et dans lequel il a pris pour cible le secrétariat d'Etat à l'intégration, appelant, à plusieurs reprises, son titulaire, *« M. Miam-Miam »*. Dès sa nomination, M. Kofi Yamgnane s'était dit prêt à dialoguer avec M. Le Pen.

BRUNO CAUSSÉ

A Marseille

M. Mégret affirme que le gouvernement est « traître à la Nation »

MARSEILLE

de notre correspondant régional

M. Bruno Mégret, délégué général du Front national, a lancé, samedi 25 mai à Marseille, sa campagne pour les élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur par un défilé *« patriotique et familial »* sur la Canebière auquel ont participé quatre mille personnes. Seize contre-manifestants avaient été interpellés, préventivement, par la police.

Avec, à leur tête, la plupart des élus lepénistes de la région, les manifestants ont défilé aux cris de *« France, Le Pen, Liberté! »* alternant avec des *« Carpentras, coup monté, nous voulons la vérité! »*. M. Mégret, qui dirigera la liste de son parti dans les Bouches-du-Rhône, a dénoncé, dans un bref discours, les *« politiciens qui, à Paris, organisent l'invasion de notre pays. Nous avons, là bas, un gouvernement, traître à la Nation, qui favorise la colonisation de la France! »*.

« L'insécurité, a-t-il ajouté, *règne partout et les bandes ethniques font leur loi : vols, viols, pillages, incendies, agressions! »* Le député européen a ironisé sur l'entrée dans le gouvernement de M. Kofi Yamgnane et il s'est étonné qu'il n'ait été nommé que *« secrétaire d'Etat »* alors qu'il avait devant lui *« une magnifique carrière de premier ministre. Au Togo »*.

Une virulente attaque contre M. Tapie

M. Mégret s'en est pris, en termes virulents, à M. Bernard Tapie, qui pourrait être son adversaire aux régionales comme chef de file de la majorité présidentielle. *« Ce n'est pas lui qui nous fait peur! C'est du bidon, c'est de l'esbroufe! » « Tapie, c'est Tapinocchio! Comme Pinocchio, dont le nez s'allongeait lorsqu'il mentait, Tapinocchio, c'est sa tête qui enfle à chaque fois qu'il ment et c'est pour cela qu'il l'a aussi grosse! »*

GUY PORTE

Invité de « L'heure de vérité » d'Antenne 2

M. Philippe de Villiers ou la croisade contre les « affaires »

M. le Vicomte est un garnement. Si en 1981, refusant de flotter sur la vague rose, il n'avait pas démissionné spectaculairement de son poste de sous-préfet de Vendôme, Philippe Le Jolis de Villiers de Saintignon serait aujourd'hui un préfet tranquille de la République. *S'il avait eu, aussi, le sens des* convenances, il pourrait, à quarante-deux ans, gérer noblement sa seigneurie de Vendée en espérant d'autres adoubements. Au lieu de cela, le voilà qui joue déjà dans la cour des grands *pour leur plus grand déplaisir*, semant la panique à gauche comme à droite en voulant faire des affaires une croisade, et contraint à Paris, comme dans les mauvais romans noirs, de se balader avec une garde rapprochée en espérant qu'*« il ne lui arrivera rien »*. C'est que Philippe de Villiers, par vice ou par vertu, *n'a jamais prétendu rien faire ni* rien dire comme les autres.

Homme de droite et fier de l'être, incapable de se plier à une discipline de groupe et encore moins de parti, *« contre tout ce qui est devant lui*, affirme l'un de ses intimes, *et pour tout ce qui peut le servir »*, capable aussi, pour le plaisir d'un bon mot, de *blesser son meilleur ami, plus* langue de vipère que langue de bois, il ne laisse personne tranquille. On l'aime ou on l'abomine. On dénonce son cynisme ou on respecte sa franchise. On le trouve génial ou on le prend pour un fou.

« Tel un Huron au palais royal », il est l'invité, lundi 27 mai, d'une « Heure de vérité » qui, pour peu que le trac ne lui chasse point le naturel, pourrait mériter son nom. La Vendée en est émue ; on tremble à Paris. Valéry Giscard d'Estaing l'a convoqué la semaine dernière, afin d'inculquer, si faire se peut, à ce vicomte culotté les règles élémentaires de la bienséance politique...

Le chemin de ce fils de famille n'est pavé que d'emportements *et de paris, de coups de cœur et* de coups de gueule. Jeune énarque, il fait le pari de réveiller son bocage natal en lançant l'aventure du Puy-du-Fou. Un par un, il convainc chaque maire des alentours d'oser planter le décor de ce grand spectacle inédit. Quatorze ans après, l'aventure dure encore. Deux mille figurants *bénévoles, trois cent mille* spectateurs chaque été, la Vendée saura se souvenir du metteur en scène de son histoire. Mai 1981, la gauche le fait fuir. Il abandonne son premier poste de sous-préfet de Vendôme, où il avait été spécialement dépêché pour s'occuper des intérêts particuliers du conseiller général d'alors, Henry Giscard d'Estaing.

Il lance l'une des premières radios libres, France Alouette FM, avant de créer à Nantes une Fondation pour les arts et les *sciences de la communication.*

« Ouistiti »

Froid et chaud en 1986 : il échoue aux élections législatives de mars, mais François Léotard l'appelle à ses côtés au ministère de la culture, comme secrétaire d'Etat. Les *deux hommes se* connaissent peu. Alain Madelin servit de chaperon. Mais ils n'apprendront qu'à se détester, et encore aujourd'hui ils ne savent ensemble rien faire d'autre. *« Ce ministère, c'était le bordel ! J'étais un goal volant qui ne pouvait jamais toucher le ballon »*, se souvient Philippe de Villiers. C'est aussi l'époque où il rode ses formules assassines : *« J'ai prêté à Léo un livre, il n'a pas fini de le colorier. »* Dans l'entourage de Francois Léotard, on le traite à présent de *« ouistiti »*.

Fort heureusement pour les deux, cette cohabitation, rue de Valois, ne durera pas plus d'un an. En juin 1987, il quitte le gouvernement, bouscule le RPR local et se fait élire député en remplacement de feu Vincent Ansquer, avant de reprendre aussi, deux mois plus tard, son siège de conseiller général. Avec 57 % au premier tour, le seigneur de Villiers prend possession de ses terres. Avec son frère Bertrand, ancien saint-cyrien, transformé en Sancho Pança de ce Don Quichotte catholique, il va récolter gaillardement ce qu'il a semé en Vendée depuis dix ans. Juin 1988 : il est réélu député avec un score de châtelain (74,56 %). A l'automne, il hérite du sénateur Michel Crucis, à la tête du département depuis dix-huit ans, de la présidence du conseil général.

Qui pourrait lui résister ? Jamais à court d'idées, Philippe de Villiers gère la Vendée comme un bien de famille. Jadis homme fort de la contrée, espérant encore l'an prochain s'engager dans les élections régionales, l'autre député de la Vendée, Philippe Mestre, ancien capitaine barriste, a dû à son tour faire acte d'allégeance. Leurs liens d'inimitié sont devenus solides. Tous deux vécurent pourtant l'épopée de la campagne présidentielle de Raymond Barre.

Ex-giscardien, mais farouche démineur de la « bande à Léo », Philippe de Villiers s'est engagé, *en effet*, dès 1987, *dans la croisade* barriste. Ses compagnons d'infortune n'ont pas gardé de lui de bons souvenirs. *« Mestre nous avait introduit le loup dans la bergerie*, se souvient un membre du cabinet de l'ancien candidat. *Cet homme a la trahison chevillée au corps. A peine entré dans l'équipe, il n'a eu de cesse que de nous tirer dessus. »* Les « rénovateurs » de droite du printemps 1989, dont il était, n'ont pas d'autre avis. *« Dès qu'il fut question de confier la liste européenne à Simone Veil, il a tout fait pour nous faire trébucher. »* A l'époque, le Vendéen s'apprête à guillotiner le bicentenaire de la Révolution francaise. Il écrit *« aux coupeurs de tête »* (1), sonne la charge contre tous ceux qui *« veulent faire sniffer la Révolution à toute heure du jour ou de la nuit »*.

Alternance et probité

Fatigué d'une opposition trop *molle et hypocrite, frileuse face* à l'épouvantail Le Pen, il se sent naître une âme de Robespierre en robe de bure. Après avoir reçu dans les années 70 *« une formation doctrinale »* chez les jeunes monarchistes de la Restauration nationale, ayant beaucoup lu Maurras, Philippe de Villiers ne rêve plus que de réveiller une droite républicaine certes, mais *« chaleureuse, enracinée et patriote »*, une droite *« propre », « morale »* : *« L'alternance*, plaide-t-il, *se fera sur la probité. Si nous continuons d'accréditer Le Pen comme gardien exclusif de la moralité, on se prépare des lendemains qui chantent. »* Les lecteurs du *Figaro-Magazine* applaudissent. Mais d'autres y voient seulement *« une tentative de retour à une hystérisation bipolaire entre la gauche et la droite »*.

Car, depuis qu'il s'est emparé en octobre dernier du livre de *l'inspecteur Gaudino sur le financement* des campagnes électorales socialistes, Philippe de Villiers *dérange encore* un peu plus. A gauche bien sûr. *« Je vous briserai »*, lui lancera Michel Charasse qui, vainement, lui a cherché des poux dans la tête. Mais aussi du côté de la droite, apeurée à l'idée que les attaques répétées du héros du feuilleton du mercredi à l'Assemblée – la séance des questions d'actualité – lui reviennent comme un boomerang. On a voulu le faire taire, rien à faire. *« La corruption est telle dans ce monde politique*, explique-t-il, *que pour un peu le vrai coupable serait celui qui la traque. Je ne suis pas Eliott Ness. J'aurai préféré que l'on soit dix sur ces bancs de l'Assemblée à mener ce combat. Mais aujourd'hui, je n'ai pas l'intention d'être le larbin de qui que ce soit. »*

Conforté par la cinquantaine de lettres d'encouragement qu'il dit recevoir chaque jour, par les dizaines d'invitations qui remontent de la province, il est finalement l'homme à qui auront le plus profité les affaires. Il veut être *« l'homme qui remue l'opposition »*. Il a lancé en avril son association Combat pour les valeurs, appuyée par une lettre diffusée à vingt mille exemplaires. Après l'été, il compte commencer un tour de France. Le dispositif est prêt. Face *« à tous les mecs dont la tête monte comme des choux-fleurs dans une serre bretonne »*, son objectif non déclaré est de devenir petit à petit, patiemment, *« in-con-tour-nable. »* L'ambition lui manque moins que les amis. Mais le fonds de commerce de l'indignation n'a jamais fait un programme politique. La course *de fond exige un autre souffle.*

DANIEL CARTON

(1) *Lettre ouverte aux coupeurs de tête et aux menteurs du Bicentenaire*, de Philippe de Villiers. Albin Michel, 144 pages, 65 F.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par jugement du 19 mars 1986 rendu par la 17e Chambre correctionnelle de Paris entre :

– M. Antoine CHAVANT, fonctionnaire de Police, partie civile, assisté de Me GARAUD, avocat à la Cour, d'une part.

– contre M. Alain HAMON, M. Alain MOREAU, M. Jean-Charles MARCHAND, et la société éditions ALAIN MOREAU civilement responsable, d'autre part.

M. Alain MOREAU auteur principal, M. Alain HAMON et M. Jean-Claude MARCHAND complices, ont été déclarés coupables, du délit de diffamation publique envers un fonctionnaire public à raison d'un passage paru dans l'ouvrage « Dossier P... COMME POLICE... ».

Chacun des prévenus a été condamné à la peine de DIX MILLE FRANCS d'amende et tous à payer solidairement à M. CHAVANT 50 000 F de dommages intérêts, la société ÉDITIONS Alain MOREAU étant déclarée civilement responsable.

La 11e Chambre des appels correctionnels de Paris a confirmé ce jugement par arrêt du 23 octobre 1986.

La création c'est en Seine Saint-Denis
Festival de Saint-Denis
31 mai - 3 juillet
Renseignements locations 42 43 30 97
Une production de la ville et du Conseil général
17 concerts
3 créations
Seine Saint-Denis Conseil Général

M. Marchais répond aux critiques de la jeunesse

A l'occasion du « Festival de la contestation » organisé par le Mouvement de la jeunesse communiste samedi 25 et dimanche 26 mai à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), M. Georges Marchais a répondu aux critiques formulées, selon lui, par les jeunes à l'encontre des communistes. Pour le secrétaire général du PCF, les communistes apparaissent souvent comme *« des gens bien mais intolérants »*, qui ont tendance à *« prendre la tête »* des jeunes, c'est-à-dire à les indisposer. Le secrétaire général du Parti communiste a souligné que ces critiques avaient assurément été justifiées, mais que, d'après lui, maintenant, elles commençaient à ne plus être d'actualité.

Avec vigueur, M. Marchais a réaffirmé que le parti avait changé : *« Nous n'avons jamais dévié de notre combat au service du peuple, mais nous nous sommes aperçus que dans ce combat nous avions cru en des certitudes qui se sont révélées être des illusions. Nous avons dû nous remettre en cause. Et nous l'avons fait. »*

SCIENCES-PO
ADMISSION EN A.P.
- stage intensif d'été
- stage de pré-rentrée
- classes préparatoires annuelles
- classes préparatoires semi-annuelles
- cours du soir
IPESUP
enseignement privé supérieur
16-18 rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris
☎ (1) 43 25 63 30

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde SCIENCES et MÉDECINE

EN BREF

□ **M. Nallet : ouverture « des deux côtés ».** – M. Henri Nallet, garde des Sceaux, a estimé sur RMC, dimanche 26 mai, à propos des élections législatives de 1993, que *« la ligne à suivre pourrait être celle affirmée à plusieurs reprises par la président de la République (...), qui propose à d'autres de venir s'ajouter des deux côtés ». « Les communistes pourquoi pas? Mais aussi il y a un certain nombre de centristes ou d'hommes de bonnes volonté »*, a-t-il ajouté.

□ **M. Pasqua est favorable à des élections anticipées.** – M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, interrogé dimanche 26 mai par le « Forum Radio J » s'est dit favorable à des élections législatives anticipées car *« l'intérêt de la France serait que les Français soient appelés à se prononcer le plus vite possible »*. Il a ajouté : *« Il faut dire aux électeurs du Front national que, sur la plupart des problèmes, les solutions proposées par leur parti sont totalement inopérantes. »*

□ **M. Madelin contre « le lepénisme industriel. »** – *« Mme Cresson échouera, elle sera le premier ministre du chômage »* a prédit, dimanche 26 mai au Club de la presse Europe 1-*Libération*, M. Alain Madelin. Le vice-président du PR estime que le choix du nouveau premier ministre annonce *« une rechute dans une sorte de national-socialisme industriel », « un lepénisme industriel (...) permettant de trouver un bouc émissaire : le Japon. »* Ne croyant pas à des élections législatives anticipées, M. Madelin n'imagine pas non plus que *« M. Mitterrand puisse se maintenir dans une cohabitation bis »*.

□ **Les harkis s'impatientent.** – Réunis samedi 25 mai à Bias (Lot-et-Garonne), des associations de harkis venues de cinq régions ont manifesté leur impatience face à la lenteur avec laquelle, selon eux, les pouvoirs publics prennent en compte leurs revendications. Elles envisagent d'organiser *« une action d'envergure nationale dans le prochains jours »*, relayée par des manifestations départementales. – *(Corresp.)*

□ **Mme Neiertz défendra ses projets de loi préparés avant le changement de gouvernement.** – Mme Véronique Neiertz, ancien secrétaire d'Etat à la consommation devenue, selon un décret paru au *Journal officiel* du 26 mai, secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la vie quotidienne, défendra elle-même les projets de loi préparés avant le remaniement ministériel, et en particulier celui relatif à la publicité comparative, déjà adopté par l'Assemblée nationale. Le poste de secrétaire d'Etat à la consommation ne figure plus dans l'organigramme du gouvernement de Mme Edith Cresson. M. François Doubin, ancien ministre délégué du commerce et de l'artisanat, est désormais ministre délégué du commerce, de l'artisanat et de la consommation.

□ **Le cabinet du premier ministre.** – M. Gérard Le Gall, membre adjoint du secrétariat national du PS, chargé des études politiques et des élections, sera chargé, au cabinet du premier ministre, des études électorales et d'opinion.

□ **Cent pour cent d'abstentions pour une élection municipale en Corse.** – Aucun des électeurs de la commune de Casalabriva (Corse-du-Sud) n'a participé, dimanche 26 mai, à une élection municipale partielle destinée à remplacer cinq élus démissionnaires. Le second tour du scrutin aura lieu dimanche 2 juin. Les électeurs de cette commune de 151 habitants étaient convoqués aux urnes pour la sixième fois depuis mars 1989. Les cinq élections précédentes étaient également motivées par la démission de cinq conseillers municipaux opposés au maire de Casalabriva, M. Jean-Pierre Cesari. Ces élus déposent systématiquement leur démission, depuis janvier 1990, dans l'espoir de provoquer un renouvellement complet du conseil municipal qui compte onze conseillers.

« VOUS AIMEZ LA POÉSIE
LA POÉSIE VOUS AIME »
Vous écrivez des poèmes ou vous aimez en écouter
Si vous partagez la même passion
Venez nous rejoindre, nous vous attendons
CLUB DES POÈTES DE CHAMPS-SUR-MARNE/MARNE-LA-VALLÉE
7, rue Weczerka, 77420 CHAMPS-SUR-MARNE

MÉDECINE PHARMACIE
stages de pré-rentrée
encadrement scientifique annuel
IPESUP
enseignement privé supérieur
16-18 rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris
☎ (1) 43 25 63 30

هكذا من الاصل

هكذا من الاصل

SOCIÉTÉ

De nouveaux incidents à la périphérie de plusieurs villes

Poussées de fièvre dans les banlieues

Plusieurs cités HLM situées dans les banlieues de grandes villes ont connu, samedi 25 et dimanche 26 mai, une poussée de fièvre. Les incidents les plus graves ont eu lieu dans la nuit de samedi à dimanche au Val Fourré, la ZUP de Mantes-la-Jolie (Yvelines), où des jeunes ont brisé onze vitrines et pillé trois magasins d'un centre commercial. A Toulouse, dans le quartier de la Faourette, un groupe de jeunes a invectivé des passants avant de molester une jeune femme dans une cabine téléphonique et de jeter des projectiles sur des voitures. A Saint-Etienne, une école maternelle a été incendiée pour la deuxième fois en un mois et partiellement détruite dans le quartier de Montreynaud. A Carpentras, c'est en pleine ville et dans les faubourgs que des inconnus ont incendié huit véhicules, provoquant une course-poursuite avec les policiers.

Ces événements ont entraîné des réactions, comme à la Villeneuve de Grenoble, dont une école maternelle avait été partiellement incendiée la semaine dernière et où les graffitis racistes et antisémites se multiplient : près de sept cents personnes, enseignants, élus et parents d'élèves, ont manifesté, samedi, pour exiger le renforcement de la sécurité.

Le premier ministre a attribué, dimanche, ces *« coups de colère des banlieues »* aux 20 % de jeunes exclus du système scolaire qui laissent *« exploser leur sentiment de frustration »* dans une *« société tournée vers l'argent »*.

Le Val-Fourré, cité explosive

Des jeunes d'une cité-ghetto, des policiers, un centre commercial, puis quelques journalistes : les ingrédients du mélange qui a explosé samedi 25 mai au soir à Mantes-la-Jolie (Yvelines) sont désormais classiques. Mais le plus inquiétant est que cette fois, le feu a pris sans même qu'une allumette ait été craquée. Pas de meurtre comme à Sartrouville ni de bavure policière comme à Vaulx-en-Velin. La réalité du Val-Fourré, cette ZUP de 28 000 habitants, véritable concentré de misère sociale et de difficultés ethniques, a suffi. Avec en surimpression des jeunes désœuvrés lancés dans la délinquance, cassant des vitrines et pillant des magasins pour conjurer leur rage et s'assurer les honneurs des journaux télévisés.

Selon la police, une quarantaine de jeunes ont commencé à jeter des cailloux vers 22 heures sur un véhicule de police qui surveillait la patinoire où avait lieu, samedi soir, le gala de fin d'année du club de patinage artistique. Assiégés, les policiers ont appelé des renforts, qui se sont trouvés aux prises avec un groupe grandissant de garçons brisant les vitrines du centre commercial Mantes 2. La version livrée par certains jeunes est encore plus explicite. Tout aurait commencé par le rodéo d'un jeune motard non casqué chevauchant un engin non réglementaire. *« Il s'amusait à provoquer, mais les flics ne voulaient pas intervenir. Alors certains jeunes ont commencé à leur jeter des pierre. Comme la police ne réagissait pas, ils ont décidé de se faire le magasin de sports »*. Près de trois quarts d'heures après le début des incidents, une cinquantaine de policiers et de CRS entraient en action, répondant sans ménagement à la provocation, attisant ainsi la colère de jeunes restés jusque-là spectateurs. Engrenage infernal : lorsque les fumées des derniers cocktails Molotov et des gaz lacrymogènes se sont enfin dispersées, vers 2 heures du matin, dimanche, onze magasins étaient éventrés, deux voitures de France-Télécom, garées à proximité, incendiées et six jeunes de dix-sept à vingt-cinq ans, dont un mineur, tous de Mantes ou des environs, placés en garde à vue. Les casseurs s'étaient particulièrement acharnés sur un magasin de sport totalement délesté de son stock de chaussures de tennis et de foot, *celles qui coûtent cher*, et sur une bijouterie, en partie dévalisée. Le centre commercial venait de franchir une nouvelle étape de sa dégradation.

Construit à la fin des années 60 au centre de cette ZUP immense conçue pour loger les travailleurs de Renault et de Simca et les immigrés des bidonvilles, ce centre a progressivement été déserté par ses trois «grandes surfaces». Aujourd'hui, les tags fleurissent sur les vitrines de l'une, désaffectée. La deuxième va être transformée en salle municipale. Quant au Centre Leclerc, successeur d'un Monoprix, il n'a pas tenu deux ans, fermant ses portes l'hiver dernier après des échaufourrés entre ses vigiles et les jeunes du quartier. Restent une trentaine de petits commerçants alignés autour d'une dalle lépreuse et dont le chiffre d'affaires a baissé vertigineusement depuis le départ des «grands».

Le désarroi des élus

Dimanche, les victimes des pillards réunies dans la bijouterie dévastée avaient bien du mal à croire les bonnes paroles du maire, du député et du préfet, venus les supplier de *« ne pas baisser les bras »* et les assurer de leur prochaine indemnisation par l'Etat et du renforcement des forces de police. Certains se rassuraient en répétant que *« Mantes n'est pas Sartrouville »*, parce que la municipalité est très présente au Val-Fourré. D'autres menaçaient de fermer boutique ou de s'organiser en milice de défense.

Très présents sur les lieux, dialoguant avec les nombreux badauds et avec les jeunes, parfois pris à parti, les élus masquaient avec peine leur désarroi. Ils répétaient que les douze mille jeunes de la ZUP ne devaient pas être assimilés aux cent cinquante casseurs, ils évoquaient *« une autre conception de l'animation dans les quartiers »* ... M. Bernard Schreiner, député (PS), accusait le chômage de ces jeunes *« qui ne veulent pas des emplois de leurs pères »*, et même *« l'influence de la mosquée »*. M. Paul Picard, maire (PS) de Mantes et conseiller technique au cabinet de M. Michel Delebarre, ministre de la ville, rappelait que sa municipalité s'apprêtait justement à organiser des discussions entre parents, jeunes, commerçants et employeurs. *« Certaines familles ne réagissent plus quand un gamin rentre avec une paire d'Adidas neuves que personne ne lui a achetée »*, a-t-il constaté.

Dans les allées du centre commercial quadrillées par les CRS et les vigiles tirés par des molosses, des grappes de jeunes maugréent. *« Tout ce que le gouvernement a fait depuis 1981, on l'a eu. Pour quel résultat? La cité reste pauvre et sale »*, commente un animateur. Dans cette cité où tous les «dispositifs» de réhabilitaion des HLM, d'insertion des jeunes, de «développement social» ont été mis en œuvre, le courant entre les édiles et la jeunesse ne passe plus comme autrefois. *« Les élus font semblant de nous écouter*, se plaint un lycéen. *Ils nous nous donnent une salle, une subvention, et puis nous oublient. »* La vie associative décline, l' Agoretta, un lieu de rencontre populaire installé dans le centre commercial par la municipalité, a dû fermer pour cause de drogue. Témoin de cette crise générale, l'adjoint au maire chargé de la jeunesse a démissionné récemment. La veille du pillage, la municipalité venait d'informer les associations des résultats d'un «audit jeunesse» effectué à grands frais parmi la population. Les spécialistes ont classé une majorité des jeunes dans la catégorie des «révoltés», et souligné la nécessité de combattre la violence à cause du risque d'explosion au Val-Fourré.

PHILIPPE BERNARD

□ **M. Raoult (RPR) propose *« un plan d'urgence pour la sécurité dans les banlieues »*.** – M. Eric Raoult, député RPR de Seine-Saint-Denis, a proposé, dimanche 26 mai, *« la mise en place d'un plan d'urgence pour la sécurité dans les banlieues »*. M. Raoult réitérera cette proposition au cours du débat sur le projet de loi d'orientation sur la ville qui commence mardi 28 mai à l'Assemblée nationale. M. Raoult, qui estime que les incidents de Mantes-la-Jolie représentent *« la preuve symbolique de l'échec de la politique de la ville menée par les socialistes »*, a réclamé également *« la création d'un corps d'agents assermentés pour assurer la sécurité dans les centres commerciaux »*.

□ **M. Giscard d'Estaing : échec scolaire et immigration.** – M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, a estimé dimanche 26 mai, sur FR 3, que l'inadaptation des grands ensembles *« déshumanisés »*, l'échec scolaire et l'immigration non maîtrisée constituent les trois principaux facteurs de la violence dans les banlieues. M. Giscard d'Estaing a estimé que *« la France doit pratiquer une politique de quota zéro à l'immigration dans la période à venir »*.

Organisé par SOS-Racisme

Le tournoi de football des «potes» tourne court

L'affiche était prometteuse : plusieurs quartiers sensibles de la banlieue nord de Paris devaient, de Montfermeil à La Courneuve, d'Argenteuil à Saint-Denis, envoyer leurs équipes. Des clubs de sapeurs-pompiers, de policiers ou d'agents des hôpitaux de Seine-Saint-Denis avaient été invités. Une trentaine d'équipes étaient donc attendues, samedi 25 et dimanche 26 mai, sur les pelouses du parc départemental des sports à Saint-Denis-La-Courneuve.

Faute de footballeurs, le challenge de SOS-Racisme tourna court. Seulement la moitié des équipes avaient fait le déplacement. Dès samedi soir, la fête du sport et des banlieues était terminée. Sur la ligne de touche, MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, et Harlem Désir, président de SOS-Racisme purent méditer sur la difficulté de mobiliser les jeunes des cités.

Dimanche matin, nul «pote» n'était plus en vue sur les pelouses de La Courneuve. Du moins l'intégration continuait-elle d'aller son train : comme chaque week-end, des équipes d'amateurs de toutes les couleurs y taquinaient le ballon rond.

Après la manifestation nationale de soutien

Les «déboutés du droit d'asile» poursuivent leur grève de la faim

La majorité des quelque 200 étrangers *« déboutés du droit d'asile »*, en grève de la faim depuis plusieurs semaines, ont décidé de poursuivre leur mouvement en dépit de la décision gouvernementale de leur attribuer une autorisation de séjour de trois mois afin de réexaminer leur situation (*le Monde* daté 26-27 mai). Alors que les 25 Turcs en grève de la faim à Bordeaux depuis cinquante jours et ceux de Val-de-Reuil (Eure) ont décidé samedi et dimanche d'arrêter leur jeûne, leurs camarades de Paris, Strasbourg, Mulhouse et Fameck (Moselle) ont choisi de continuer et de refuser les titres de séjour provisoires délivrés par les préfectures.

« Non à une Europe verrouillée »

Ces papiers ne correspondent pas, selon eux, aux promesses faites par M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, lors de la rencontre de vendredi puisqu'ils ne mentionnent pas le droit au travail. Cette déception semble avoir fait basculer l'optimisme qui prévalait après le succès de la médiation de M. Bernard Brunhes et la décision de M. Bianco. Certains demandeurs d'asile et militants d'association qui les soutiennent évoquaient lundi matin la *« duperie »* dont ils auraient été victimes.

La manifestation nationale de soutien aux grévistes, samedi 25 mai à Paris, avait témoigné d'un fort niveau de mobilisation. Près de 10 000 personnes, Kurdes de nationalité turque, Turcs, Maliens, Guinéens et Guinéens-Bissau, soutenus par des militants français, avaient défilé sur les Grands Boulevards aux cris de *« Des papiers pour les réfugiés »* et *« Non à une Europe verrouillée !»*. Dans ce cortège déterminé et agité, les responsables du MRAP, de la CIMADE, des associations d'aide aux travailleurs immigrés, et de SOS-Racisme se montraient satisfaits de leur dialogue avec le nouveau ministre des affaires sociales et de l'ouverture d'une concertation sur l'amélioration des procédures d'instruction des demandes d'asile. Une délégation a été reçue à l'Elysée.

La décision des grévistes de poursuivre leur mouvement fait s'éloigner la perspective d'un règlement de ce conflit particulièrement complexe. Même l'annonce par M. Brunhes lundi matin, de l'attribution d'une autorisation de travail à tous les grévistes, ne semblait pas faire fléchir leur détermination.

Ph. Be.

□ **M. Briant (CNI) s'oppose aux demandeurs du droit d'asile.** – Répondant à une question de *Libération* du 27 mai sur les déboutés du droit d'asile, M. Yvon Briant, président du CNI, affirme : *« Si nous acceptons aujourd'hui que les Turcs concernés restent en France, ce sont les cent mille immigrés « recalés » prévisibles du droit d'asile, en 1991, qui entameront une grève de la faim. » « Sans compter*, ajoute-t-il, *les millions de candidats à l'immigration qui auront compris la méthode infaillible pour s'installer chez nous sans risque de renvoi. »*

SCIENCES

□ **Retour de la mission spatiale soviéto-britannique** – Le vaisseau soviétique Soyouz TM-12 a atterri, dimanche 26 mai à 12 h 05 (heure française), au Kazakhstan. Outre les cosmonautes soviétiques Viktor Afanassiev et Moussa Manarov, Soyouz ramenait à terre une chercheuse britannique de vingt-sept ans, Helen Sherman, membre de la première mission soviéto-britannique à bord de la station orbitale Mir. Partie le 18 mai en compagnie de deux Soviétiques, Anatoli Artsebarski et Serguei Krikalev, la première cosmonaute britannique de l'histoire a bien supporté le vol. – (*AFP.*)

□ **JAPON : 3 500 personnes évacuées des abords du volcan Unzen.** – Le réveil du volcan Unzen, situé dans l'île japonaise de Kyushu à une quarantaine de kilomètres à l'est de Nagasaki, a obligé à évacuer, pour la journée du 26 mai, 3 500 des 45 000 voisins immédiats. Pour le moment, l'éruption se signale par une agitation sismique, des projections de cendres et surtout par des coulées de lave. La dernière éruption du volcan Unzen s'était produite en 1792 : elle aurait tué une quinzaine de milliers de personnes. – (*AFP.*)

□ **Découverte de trois squelettes décapités à Lyon.** – Trois squelettes décapités ont été découverts, samedi 25 mai, sous le parvis de l'hôtel de ville de Lyon, à l'endroit où la guillotine était installée en 1793. On peut donc penser que ces restes sont ceux des victimes de la Terreur. Cette découverte macabre a été faite à l'occasion des premiers travaux de construction d'un parking souterrain, place des Terreaux.

La création c'est en Seine Saint-Denis
Festival de Saint-Denis
31 mai - 3 juillet
Renseignements locations 42 43 30 97
Moïse de Rossini
Orchestre National de France dirigé par
Alberto Zedda
Seine Saint-Denis Conseil Général

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities
A.C.B.S.P.
1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109
MBA Master of Business Administration
UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel : programme américain unique dans son concept, habilitée à délivrer le :
Master of Business Administration
with an emphasis in international management.
Filière d'admission : 3e CYCLE
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Écoles - Titulaires de magistère, maîtrise.
Programme de 12 mois à San Francisco, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au : M.B.A.
Informations et sélections : European University of America
17/25, rue de Chaillot (métro Iéna) - 75116 Paris. (1) 40.70.11.71
Communiqué par European University of America Membre de CASACU, ACBSP... • 1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109
Programmes associés en Europe et en Asie : Tak Ming, Hong Kong et aux USA : PhD

HITLER
de l'enfance au bunker
Une biographie-événement et monument...
Pour la première fois voici un travail de référence sur le Führer directement écrit en français.
Lire
HITLER
Marlis Steinert
710 p. 180 F
Fayard
L'histoire d'un dictateur mégalomane qui, écrasé par les forces gigantesques d'une coalition universelle, crut jusqu'au dernier moment, contre toute réalité, qu'il allait gagner la guerre.
L'Événement du Jeudi
Au-delà du chef de guerre, de l'ordonnateur de terribles tragédies, Marlis Steinert, l'une des très grandes spécialistes des fascismes, de l'Allemagne nazie... pose les raisons de son antisémitisme furieux. Et surtout de ce sentiment d'élection qui l'habite.
Françoise Ducout, Elle
FAYARD

La création c'est en Seine Saint-Denis
Festival de Saint-Denis
31 mai - 3 juillet
Renseignements locations 42 43 30 97
Chœur du festival
Académie d'été
Actions musicales
Seine Saint-Denis Conseil Général

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

Un colloque du PS

Le débat sur l'apprentissage aiguise les divisions entre socialistes

Le Parti socialiste a tenu, dimanche 26 mai à Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise), une rencontre nationale destinée à préparer le projet socialiste pour l'éducation et la formation. Ce débat aura notamment permis à Mme Edith Cresson, premier ministre, de préciser sa volonté de faire évoluer rapidement, avant les prochaines échéances électorales, le système éducatif français.

Les militants n'auront sûrement pas été déçus du voyage. Invités à réfléchir, une journée durant, à la place de l'éducation dans la société de demain, ils auront pu mesurer, selon la formule de M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, combien *« l'éducation est au cœur du projet socialiste »*. Au point de devenir un véritable enjeu de pouvoir entre les ténors socialistes, et le miroir grossissant des discordes et des rivalités, ravivées par la nomination de Mme Cresson à la tête du gouvernement.

Certes, Mme Sylvie François, secrétaire nationale à l'éducation et organisatrice de la journée, avait mis un point d'honneur à s'assurer la présence de toutes les sensibilités socialistes. Du coup, chacun a pu faire entendre sa différence. Sur la méthode, tout d'abord. Sans surprise, M. Jospin a plaidé pour la *« continuité souhaitable »* de la politique éducative. Signe des temps, le ministre de l'éducation devait recevoir de vigoureux encouragements de M. Mauroy, qui voit, dans l'actuelle politique de *« réformes graduelles et négociées l'exemple de ce que devrait être le social-démocrate d'aujourd'hui »*.

Déjà plus nuancée, Mme Sylvie François, qui était, il y a quelques jours encore, membre du cabinet de M. Rocard, appelait de ses vœux un *« nouvel élan »* pour l'éducation. *« Les socialistes peuvent-ils accepter que sur dix ans encore le chômage frappe tant de jeunes de moins de vingt-cinq ans? Les socialistes passeraient à côté de l'attente des jeunes s'ils ne savaient leur ouvrir de nouvelles perspectives »*, devait-elle lancer. Quant aux proches de M. Fabius, ils n'étaient pas en reste. Ainsi M. Yvon Robert, maire-adjoint du Grand-Quevilly, estimait, en atelier, que le saupoudrage des moyens n'est pas la meilleure façon de lutter contre les dérives actuelles du système, en particulier l'écart grandissant entre les établissements sans problèmes et les établissements à problèmes.

Priorité à la lutte contre le chômage

Mme Edith Cresson enfin – en l'absence de M. Jospin, envolé vers le Sud-Ouest, où l'attendaient d'autres obligations – n'y alla pas par quatre chemins. *« Au moment des échéances électorales, nous serons jugés dans une large mesure sur ce que nous avons fait dans l'éducation nationale. Rien ne serait pire que de ne pas oser examiner franchement la façon de répondre à la première attente des Français c'est-à-dire la lutte contre le chômage et en particulier le chômage des jeunes. Il y a une demande du pays à laquelle nous devons répondre. L'essentiel, pour moi, est d'écarter les tabous. Je suis preneuse de toute solution. Mais il faut réfléchir vite. Nous n'avons pas un avenir éternel devant nous »*, a-t-elle lancé, en rappelant, à trois reprises, que l'échéance des élections législatives est désormais très proche.

Ces différences de démarche ne sont pas sans conséquence sur le choix des priorités. Fidèle à l'action qu'il a engagée, le ministre de l'éducation avait ainsi précisé le matin les deux gros dossiers auxquels il entend s'attaquer désormais : l'avenir du collège et la *« rénovation »* des programmes et du baccalauréat.

A l'évidence, ce n'est pas sur ces terrains-là que le premier ministre entend se situer. Décidée à foncer et à aiguillonner son ministre de l'éducation, elle a surtout pointé les domaines concrets où *« ça ne marche pas »* et où *« il faut que ça marche »*. Ainsi est-elle revenue sans ménagement sur la controverse du troisième trimestre tronqué par les examens et les conseils de classe (*le Monde* du 25 mai). Citant intégralement le discours de son prédécesseur, en décembre 1988, lorsqu'il demandait à M. Jospin de trouver des solutions à ce problème, elle a souligné que la situation n'avait pas changé depuis. Elle a donc fermement réitéré sa demande de *« solutions applicables pour l'année 1991-1992. »*

De même, la décentralisation de la politique d'éducation a été l'occasion d'ouvrir un nouveau front. Certes, M. Jospin a *« redoublé d'efforts »* sur ce terrain. Mais ne subsiste-t-il pas *« un problème dans l'administration elle-même ? »*, a lancé Mme Cresson, avant de se livrer à une analyse sans pitié des blocages et des *« rigidités tout à fait anormales »* de l'administration de l'éducation nationale. Il ne s'agit pas de *« décentraliser pour décentraliser »*, a souligné le premier ministre, mais de donner le maximum de responsabilités aux établissements et aux recteurs et de *« ne pas administrer en direct »* depuis Paris, même si cela entraîne une *« réduction du nombre des bureaux »* du ministère.

Ecole ou apprentissage ?

C'est sur le thème de l'apprentissage que les divisions des socialistes sont apparues le plus brutalement. Revenant sur ses déclarations de ces derniers jours, Mme Cresson ne veut pas s'encombrer de querelles théoriques. Si le mot même d'apprentissage gêne les uns ou les autres, *« on peut ne pas l'employer »*, a-t-elle concédé. Mais il faut trouver une solution au problème du chômage des jeunes, a-t-elle martelé ajoutant : *« L'éducation nationale et les entreprises ne se reconnaissent pas toujours suffisamment comme partenaires de l'éducation. En disant cela, il paraît que je sortirais du cadre idéologique de la gauche. Je suis prête à courir ce risque. Car un cadre idéologique, ça évolue »*.

A entendre les autres ténors socialistes, le propos frise manifestement la provocation. M. Jospin avait, le matin même, largement esquivé le débat : *« L'apprentissage est aujourd'hui, et pour l'essentiel, de la compétence des régions et relève de la tutelle du ministère du travail. L'éducation nationale n'a la responsabilité que de 7 % des centres de formation d'apprentis. »* Et sans écarter l'idée de répondre aux préoccupations du premier ministre, il précisait qu'il le ferait *« dans le respect de notre tradition scolaire et de nos acquis sociaux »*.

M. Mauroy fut beaucoup plus clair. Nous ne voulons pas, devait-il lancer en substance, d'un système éducatif qui serait complètement dominé par les objectifs du court terme et de l'emploi. Enfin Mme François se livrait devant le premier ministre à une critique en règle du système de l'apprentissage allemand, dans lequel *« l'alternance école-entreprise risque d'être le voile idéologique qui masque la mise en place par certaines entreprises de la précarité, de l'exploitation des jeunes travailleurs et de la division sociale »*. On le voit, Mme Cresson n'a pas hésité à mettre le feu aux poudres.

GÉRARD COURTOIS.

JUSTICE

Dans un entretien au « Figaro »

Le juge Jean-Pierre se dit prêt à attaquer MM. Nallet et Kiejman en justice

Dans un entretien accordé au *Figaro* du 27 mai, le juge Jean-Pierre se dit prêt à attaquer le garde des sceaux et son ancien ministre délégué en justice pour *« outrage à magistrat »*. Evoquant les déclarations de MM. Nallet et Kiejman sur la perquisition des locaux d'Urbatechnic qualifiée alors de *« cambriolage judiciaire »* et *« d'équipée sauvage »*, le juge d'instruction du Mans affirme que *« l'ensemble des juges d'instruction ...*

Le juge Jean-Pierre, qui n'a encore entamé aucune démarche, a décidé de prendre comme avocat Me Jacques Vergès, qui a fréquenté le même lycée que son père à la Réunion . *« Ce dossier présente manifestement un caractère politique*, explique le juge manceau. *Je veux donc répondre sur le même registre avec un défenseur qui connaît parfaitement les us et coutumes de ce milieu. »*

Contestant le droit de visite accordé à son père divorcé

Une fillette est autorisée à être représentée par un avocat

Un juge de Lille a accepté qu'une fillette de dix ans ne désirant plus voir son père auquel il avait été accordé un droit de visite lors du divorce soit représentée par un avocat. Il s'agit d'une première, car si la loi française demande au juge de rencontrer les enfants de plus de treize ans lors du divorce de ses parents, rien n'est formellement prévu pour les plus jeunes. Plutôt que rencontrer lui-même l'enfant, le juge a estimé préférable de l'autoriser à plaider sa cause par l'intermédiaire d'un avocat.

Il n'est pas étonnant que cette initiative émane du barreau de Lille, qui mène une opération pilote depuis trois ans. Une trentaine d'avocats ont suivi une formation initiale pour les rendre plus aptes à l'écoute des enfants et tiennent, à tour de rôle, une permanence juridique au siège de l'association Point-jeunes à Lille. Ils disposeront d'un numéro vert à la rentrée scolaire, en septembre.

Dans le cas présent, le juge a invoqué la Convention internationale des droits de l'enfant pour autoriser la fillette à contester le droit de visite accordé à son père. Il a dû estimer que *« l'intérêt supérieur de l'enfant »*, prévu dans l'article 9 de La convention, était en cause. Le recours à un avocat pour l'enfant n'est cependant aucunement obligatoire en matière de droit de garde ou de visite à la suite d'un divorce.

Ch. Ch

MÉDECINE

Sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé

Des firmes pharmaceutiques vont coopérer pour lutter contre le sida

Pour la première fois depuis le début de l'épidémie de sida, en 1981, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a réuni, les 23 et 24 mai à Genève, les représentants de dix-huit des principales firmes pharmaceutiques mondiales afin que soit engagée, dans les plus brefs délais, une stratégie commune visant à développer des médicaments et des vaccins sûrs et efficaces contre cette maladie.

GENÈVE

de notre envoyé spécial

« Par son ampleur et ses conséquences sanitaires, sociales et économiques, la pandémie de sida est si extraordinaire qu'il faut s'y attaquer avec des mesures extraordinaires. » Ouvrant cette réunion à huis-clos, le docteur Hiroshi Nakajima, le directeur général de l'OMS, n'a pas caché son inquiétude pour les prochaines années. Début 1991, l'organisation internationale estime en effet que huit à dix millions d'adultes et un million d'enfants ont déjà été infectés par le virus du sida, le VIH. Au moins un million et demi d'entre eux ont développé la maladie.

Pour les prévisions à court terme, l'optimisme n'est guère de mise. Du fait en particulier du développement plus rapide qu'initialement prévu de l'épidémie en Asie, les spécialistes de l'OMS ont dû revoir les chiffres à la hausse, prévoyant que d'ici à l'an 2000, trente millions de personnes seront à leur tour contaminées. Cela portera à quarante millions le total cumulatif d'hommes, de femmes et d'enfants séropositifs en l'an 2000.

Au cours de la réunion de Genève, il est apparu qu'actuellement cent soixante-cinq molécules différentes sont à l'étude dans le traitement du sida. En outre, onze candidats vaccins sont eux aussi en cours d'expérimentation, mais aucun, semble-t-il, n'a jusqu'à présent fait la preuve d'une immunogénicité suffisante pour pouvoir permettre d'espérer la mise en route à très court terme d'essais vaccinaux sur une large échelle. Au total, les représentants des grands groupes pharmaceutiques ont évalué à 5 milliards de dollars les investissements réalisés jusqu'à présent dans le domaine du sida, ce qui place – de ce point de vue – cette maladie d'apparition récente au neuvième rang de toutes les pathologies.

Bien qu'aucune date n'ait été avancée pour la mise en œuvre d'essais vaccinaux sur une large échelle (essais de phase III), l'OMS a décidé dès maintenant de rechercher dans les pays en voie de développement cinq ou six sites d'expérimentation, l'objectif étant que les candidats vaccins puissent être expérimentés simultanément dans les pays industrialisés et dans les pays en voie de développement. Cette stratégie vise en particulier à résoudre le redoutable problème de l'extrême variabilité génétique du HIV et le risque qu'il y aurait à mettre au point un vaccin qui, en définitive, ne serait efficace que dans une région très localisée du globe.

Règles éthiques communes

Trois types de vaccins sont actuellement à l'étude : des vaccins prophylactiques, tout d'abord, qui visent à prévenir l'infection par le VIH ; des vaccins thérapeutiques, ensuite, qui devraient servir à prévenir l'aggravation du déficit immunitaire chez des personnes déjà contaminées ; des vaccins périnataux enfin, dont l'objet serait de protéger le fœtus contre une infection transplacentaire. C'est actuellement dans ce troisième type de vaccin que les chercheurs placent le plus d'espoir, d'autant qu'il semble envisageable de les associer à un traitement antiviral comme l'AZT.

Les premiers essais de phase I (qui servent, sur un petit nombre de volontaires, à établir l'innocuité et l'immunogénicité du vaccin) ont débuté en 1986. A ce jour aucun essai de phase III, destiné à démontrer sur de larges populations l'efficacité du vaccin, n'a commencé et on peut espérer – mais cela reste hypothétique – que le premier d'entre eux démarre dans deux ou trois ans.

L'OMS aimerait être tenu au courant, au cas par cas, de chaque protocole, thérapeutique ou vaccinal, de manière à en vérifier la méthodologie scientifique et l'aspect éthique. Mais pour le moment, plusieurs chercheurs ou firmes pharmaceutiques n'ont pas toujours jugé bon d'informer l'OMS du détail de leurs expérimentations.

Le problème du respect de règles éthiques qui seraient communes à l'ensemble des expérimentateurs a été, à Genève, au centre des débats. Le docteur Nakajima avait d'ailleurs été formel, affirmant d'emblée qu'il est *« vital »* dans le domaine du sida que les règles éthiques les plus strictes soient respectées. L'OMS a d'ailleurs demandé à la Council International Organisation for Medical Science (CIOMS) de rédiger un ensemble de recommandations d'ordre éthique, qui devraient être la règle commune pour quiconque souhaite entreprendre des expérimentations sur un être humain. Ces directives éthiques devraient être rendues publiques fin 1991. Dans l'immédiat, les responsables de l'OMS ont décidé, en accord avec la Fédération internationale de l'industrie du médicament (FIIM), de créer des groupes de travail conjoints OMS-FIIM sur la mise au point, l'utilisation et la distribution des vaccins et des médicaments contre le sida. Rendez-vous a été pris l'an prochain, à Genève, pour évaluer les premiers effets de cette mobilisation internationale des firmes pharmaceutiques contre le sida.

FRANCK NOUCHI

Les frontières des Etats-Unis resteraient fermées aux séropositifs

Selon le *New York Times* du dimanche 26 mai, les autorités américaines auraient renoncé à lever les mesures contraignantes imposées aux personnes contaminées par le virus du sida souhaitant se rendre aux Etats-Unis. Cédant à la requête des groupes de pression les plus conservateurs du pays – plus de 40 000 lettres opposées à l'abrogation de ces mesures discriminatoires ont été envoyées à différents membres du Congrès et du gouvernement – l'administration Bush, contre l'avis du secrétaire à la santé, le docteur Louis Sullivan, a donc préféré maintenir cette quasi-interdiction d'entrée aux Etats-Unis pour les séropositifs.

Le 23 janvier dernier, le secrétariat à la santé avait pourtant proposé que, à compter du 1er juin, la liste des maladies infectieuses limitant l'entrée sur le territoire américain soit réduite à la seule tuberculose (*le Monde* du 5 janvier et daté 27-28 janvier) .

Outre que cette décision risque une nouvelle fois de susciter de très nombreuses protestations de la part d'organisations comme l'OMS, la Ligue des sociétés de Croix-Rouge et l'International AIDS Society, elle aura pour première conséquence, si elle est confirmée, d'empêcher la tenue l'an prochain à Boston de la 8e conférence internationale sur le sida.

F. N.

EN BREF

□ **Mort d'un patient porteur d'une pompe cardiaque.** – Le patient à qui des chirurgiens du Texas Heart Institute avaient implanté, jeudi 9 mai, une pompe cardiaque entièrement autonome, afin de permettre à son cœur défaillant d'attendre un donneur compatible, est décédé jeudi 23 mai à l'hôpital Saint-Luke de Houston. – *(AFP.)*

□ **Manifestation en Corse contre le passage des pétroliers.** – Plus d'un millier de personnes se sont rassemblées, dimanche 26 mai à Bonifacio, pour protester contre le passage des pétroliers dans le détroit qui sépare la Corse de la Sardaigne. Réunis sur l'esplanade Saint-François, à l'ultime pointe de la Corse-du-Sud, les manifestants – auxquels s'étaient joints des délégués de partis sardes – ont réclamé le retour à la situation d'avant 1986, qui obligeait les pétroliers à contourner les îles. En 1990, quelque 1 300 navires ont emprunté le détroit de Bonifacio, large de 12 kilomètres.

□ **Vingt prêtres de l'Opus Dei ordonnés par le pape .** – Jean-Paul II a ordonné, dimanche 26 mai à la basilique Saint-Pierre de Rome, soixante prêtres originaires de vingt-sept pays, dont le plus âgé a soixante-sept ans . Parmi eux, vingt appartiennent à l'Opus Dei, venant de douze pays, dont un Français du Mans, Paul Rambert, trente ans. L'Eglise catholique compte 403 000 prêtres.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
SCIENCES et MÉDECINE

LE PRIX, LE DÉLAI !
Plus vite, moins cher
Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite.
3615 NEUBAUER
PEUGEOT
NEUBAUER
• 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34 • 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52
• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68 • 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

L'ANGLAIS A OXFORD
OISE
21 rue Théophraste Renaudot
75015 PARIS
Stages linguistiques en Angleterre et Allemagne pour adultes - étudiants - lycéens - collégiens - enfants
■ Une pédagogie adaptée à chacun
■ Des professeurs britanniques
■ Un enseignement dans nos propres écoles
■ Des stages à toute époque de l'année et pour tous niveaux
■ Hébergement en familles sélectionnées
■ Voyages accompagnés
OISE
OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH

هكذا من الأصل

هكذا من الاصل

SPORTS

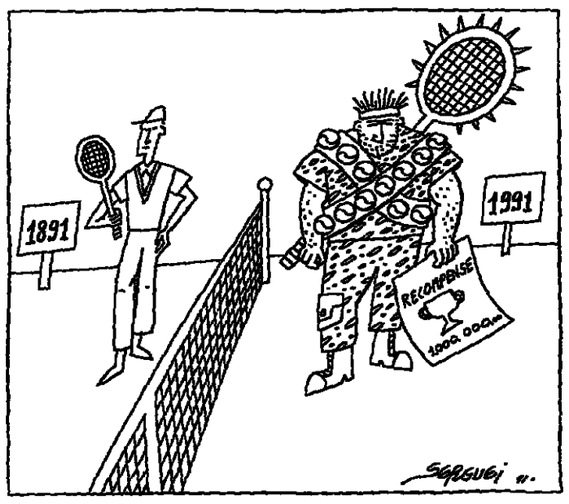
TENNIS : les Internationaux de France à Roland-Garros

Les inconnus du centenaire

Les Championnats internationaux de France, qui fêtent cette année leur centenaire, débutent lundi 27 mai, à Roland-Garros, sous le signe de l'incertitude. Le tennis mondial est, en effet, à la recherche d'un leader. Les trente-deux tournois disputés depuis le début de saison ont couronné vingt-six vainqueurs différents et la situation est tout aussi confuse sur terre battue, où neuf joueurs se sont imposés dans les onze premiers tournois.

Le rendez-vous du centenaire pourrait permettre à l'un des « grands » de rétablir sa suprématie, mais Stefan Edberg (blessé à la hanche) et Boris Becker (victime d'une contracture des muscles dorsaux) abordent Roland-Garros handicapés et à court de compétition tandis que Ivan Lendl (opéré à la main droite) a dû déclarer forfait. En revanche, ceux qui se sont distingués sur terre battue, les Espagnols Sergi Bruguera (vainqueur à Estoril et à Monte-Carlo, finaliste à Barcelone) et Emilio Sanchez (vainqueur à Barcelone et à Rome), risquent de manquer de fraîcheur pour un tournoi de deux semaines avec des matches au meilleur des cinq sets.

La hiérarchie féminine est mieux établie puisque Gabriela Sabatini (trois victoires) et Steffi Graf (deux victoires) font, semble-t-il, la loi sur terre battue tandis que Monica Seles, la numéro un mondiale, a dû se contenter de deux places en finale. Quels que soient les finalistes, le grand vainqueur de Roland-Garros devrait être le tournoi lui-même dont le prestige s'est accru avec le temps. Jean Borotra évoque pour nous les origines de Roland-Garros et la domination des Mousquetaires du tennis français qui y sont restés invaincus en Coupe Davis et en simple messieurs des Internationaux de France, de 1928 à 1932.



Jean Borotra, mémoire d'un « mousquetaire »

« La Fédération française de tennis fête cette année le centenaire de ses championnats, créés en 1891 et devenus internationaux en 1925. Quelle importance attachez-vous à ces célébrations ?

– Cela reflète l'importance jouée par la France et la Fédération française dans l'histoire et dans le développement du tennis. C'est la Fédération française qui a organisé les premiers Championnats du monde (1912). Les Internationaux de France sont la continuation de ces Championnats du monde sur terre battue.

– Le stade de Roland-Garros a été construit en 1928 pour permettre aux Mousquetaires de défendre la Coupe Davis gagnée l'année précédente. Quelle a été l'influence de cette construction pour le tennis français ?

– La construction de ce stade a permis d'accueillir le public, qui commençait à s'intéresser au tennis en grand nombre. C'était vraiment indispensable. L'aventure était risquée du fait de son coût. Nous aurions pu perdre la Coupe Davis dès l'année suivante et ne plus la gagner. On doit rendre hommage aux présidents du Racing (Pierre Gillou) et du Stade français (Emile Lesieur) qui ont alors donné leur caution à cette construction. Le premier central pouvait accueillir près de dix mille spectateurs et il était déjà plein pour les grandes occasions.

– Quelle était alors la notoriété des Internationaux de France par rapport à la Coupe Davis ?

– La coupe Davis avait une grande notoriété. En particulier en France depuis que nous y participions. L'histoire de René (Lacoste) est exemplaire. Il préparait Polytechnique et ses parents l'avaient fait jouer au tennis pour améliorer sa santé et le rendre plus résistant. Il y a tellement pris goût qu'un jour il a rêvé qu'il pouvait essayer d'aider la France à remporter la Coupe Davis. Pour lui, ça valait tous les sacrifices. Il était prêt à abandonner ses études. Ce n'était pas, bien sûr, l'avis de son père, (administrateur d'Hispano-Suiza. René était tellement abattu par ce refus que son père a pourtant fini par céder en lui donnant trois ans pour se consacrer au tennis avec la promesse de faire ensuite Centrale. Vous connaissez la suite...

– Soixante ans après, on idéalise toujours l'épopée des Mousquetaires. N'y a-t-il donc jamais eu de rivalités, voire de tensions entre vous ?

– Nous étions de grands rivaux dans les tournois. Mais dès notre premier déplacement pour la Coupe Davis, en Irlande en 1923, nous avons su former une équipe merveilleusement unie. Cette union ne s'est jamais démentie et elle était tellement visible qu'un journaliste (Paul Champ, vice-président du Racing et chroniqueur de tennis au *Figaro*) a eu l'idée de nous comparer aux Mousquetaires. Cette profonde amitié nous a sans doute beaucoup aidés à conquérir la Coupe à notre troisième challenge-round aux Etats-Unis en 1927. Cette amitié ne s'est d'ailleurs jamais altérée avec le temps.

– Quel match disputé à Roland-Garros vous a laissé le plus grand souvenir ?

– Sans doute le double, lorsque nous avons défendu pour la première fois la Coupe Davis à Roland-Garros. L'année précédente, à Philadelphie, nous avions perdu le double. Tilden et Hunter avaient multiplié les lobs en sachant que le smash n'était pas le point fort de Toto (Jacques Brugnon) et je n'avais pas très bien joué moi non plus. Dès son arrivée à Paris, Tilden ne manquait pas de saluer Toto en lui demandant chaque fois : *« How is your smash ? »* (Comment va votre smash ?) Toto était tellement déstabilisé qu'il avait demandé à ne pas jouer. Il avait été remplacé au dernier moment par Henri (Cochet). Nous avons gagné en cinq sets et ce point du double donnait alors l'avantage à la France (2-1) avant les deux derniers simples que René et Henri ont également remportés.

– Auriez-vous aimé pouvoir vous consacrer à 100 % au tennis comme les professionnels d'aujourd'hui ?

– Certainement pas. J'aurais peut-être été plus fort, mais le tennis ne m'aurait pas amusé comme il l'a fait. Ce que j'aimais, c'était ce côté exceptionnel que le tennis occupait dans mon activité. Je jouais essentiellement le samedi et le dimanche ou alors pour les tournois. Même pour Wimbledon, j'arrivais souvent au dernier moment par avion. D'ailleurs, un journal anglais m'avait représenté en première page arrivant sur le central de Wimbledon en parachute.

– Aujourd'hui, à quatre-vingt-treize ans, quelle place le tennis tient-il encore dans votre vie ?

– Depuis deux ans, je ne peux pratiquement plus jouer à cause d'une arthrose à la main droite. Je ne peux plus effectuer que des revers, mais je suis en train de voir si je ne peux pas faire mon coup droit en m'aidant avec la main gauche. Deux fois par an, je suis toujours fidèle à notre rendez-vous avec nos amis de l'International Lawn-Tennis Club of Great-Britain. Dimanche, j'ai joué mon cent-treizième match avec eux, associé en double avec Henri Pelizza qui a, heureusement, de meilleures jambes que moi et couvre presque tout le court. Mais l'essentiel pour moi est de participer.

– Depuis quelques années, Philippe Chatrier a pris l'habitude de confier aux Mousquetaires le soin de remettre la coupe au vainqueur du simple messieurs. Le 9 juin, vous serez probablement seul pour la première fois puisque René Lacoste ne pourra sans doute pas se déplacer. A qui pensez-vous remettre le trophée ?

– Je ne peux pas vous donner de réponse. Je ne les ai pas tous vu, jouer et, en tout cas pas suffisamment pour faire le moindre pronostic. »

Propos recueillis par
GÉRARD ALBOUY

FOOTBALL : la finale de la Coupe d'Europe de football

L'Olympique de Marseille et la « méthode Tapie »

L'Olympique de Marseille doit *affronter l'Etoile rouge de Belgrade* en finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, mercredi 29 mai, à Bari (Italie). A la tête de l'OM, Bernard Tapie. Ses *méthodes déplaisent parfois*, mais nul n'ose le lui dire, ni les autres dirigeants de clubs ni ses propres joueurs. *Le député* (non-inscrit) des Bouches-du-Rhône se sait tout-puissant et il aime ça.

Il aurait pu naître entraîneur de football, mener les joueurs à la voix et au sifflet, inventer des tactiques, choisir des stratégies. Ou bien venir au monde simple supporteur, chef de bande dans un virage du stade-vélodrome. Il avait également le profil idéal d'un « fils de pub », virtuose du bluff prémédité. Assurément, Bernard Tapie avait la tête de tous les emplois. Longtemps, il s'est pourtant contenté d'autres tâches : joueur de handball, chanteur de charme, homme d'affaires, directeur d'une équipe cycliste... Puis, avec la bénédiction de Gaston Defferre, il fut intronisé président de l'Olympique de Marseille au printemps 1986. Le stade-vélodrome découvrait son nouveau maître et les Bouches-du-Rhône leur futur député.

On s'aperçut alors que, de toutes les casaques endossées par l'infatigable bateleur, le maillot de l'OM était celui qui lui convenait le mieux. Sans jamais l'avouer, il serait tout à la fois président, entraîneur, supporteur et même publicitaire.

Le Tapie du football – plus que celui de la politique ou celui des affaires – est un cumulard. Il règne sans partage sur le club et, à travers lui, mène le football français à sa guise. Rien ne lui est interdit. Du moins tant que les résultats sportifs étouffent les nombreuses critiques et font oublier les multiples écarts.

La « méthode Tapie » appliquée au ballon rond est simple : être le seul maître à bord. Les autres dirigeants du club, quels qu'ils soient, sont de simples exécutants. Dans le domaine de la gestion, ni Jean-Pierre Bernès, directeur général du club, ni Alain Laroche, directeur financier, ne prennent la moindre décision sans en référer au « patron ».

Certains dirigeants ont conscience de jouer parfois un jeu dangereux, surtout lorsque les pratiques prônées par leur président sont susceptibles – selon ses propres termes – de *« sanctions fiscales »*. Ce pourrait ainsi être le cas des prêts fictifs qui auraient été accordés à certains joueurs (Vercruysse, Tigana, Forster) et dont les responsables du club, à commencer par Bernard Tapie lui-même, ont eu à répondre devant la police marseillaise (*le Monde* du 24 avril). Pourtant, aucun subalterne n'a jamais osé s'y opposer. Tous paraissent nourrir à l'égard de l'homme d'affaires une fascination craintive.

Il en est de même dans le secteur technique. S'il semble que l'entraîneur belge Raymond Goethals jouisse d'une relative indépendance, ses prédécesseurs n'ont pas toujours eu pareille liberté. Du temps de Gérard Gili, Bernard Tapie ne manquait jamais une occasion de « suggérer » une composition d'équipe, d'imposer un joueur plutôt qu'un autre.

Avec l'arrivée de Franz Beckenbauer, au début de l'actuelle saison, il s'est tenu davantage en retrait. Le prestige du nouveau venu lui imposait une telle réserve. Au moins dans un premier temps. Par la suite il a exigé devant témoins du technicien allemand qu'il aligne Bernard Pardo dans son équipe. Beckenbauer s'est exécuté. *« Il y a trop de gens qui veulent avoir leur mot à dire »*, regrettera celui-ci quelques semaines plus tard lorsqu'il menacera de quitter le club avant d'être nommé « responsable du staff technique ».

Plus la crainte que le respect

Avant 1986, Bernard Tapie n'avait du football de haut niveau qu'une connaissance approximative, celle d'un spectateur occasionnel du stade Geoffroy-Guichard à Saint-Etienne et d'un joueur amateur friant des matches entre copains. Au fil des ans, il s'est forgé des certitudes de technicien. Au point de douter de certaines vedettes réputées, comme Franck Sauzée (aujourd'hui à Monaco), ou d'accorder une confiance totale à des joueurs contestés à leurs débuts, tels que le Ghanéen Abedi Pelé ou le Britannique Chris Waddle. Si l'on en juge par son palmarès (trois titres de champion de France, une finale de Coupe d'Europe, une Coupe de France), il faut croire qu'il aurait fait un entraîneur de talent...

En début de saison, il s'est également posé en chef de famille impitoyable. Des clans s'étaient formés. Il y avait des tensions entre les « Toulonnais », anciens du club de Toulon, comme Pascal Olmeta, Bernard Pardo ou Bernard Casoni, les « blacks », autrement dit les joueurs de couleur, tels que Abédi Pelé, Basile Boli ou Eric Lada, et les « anciens » comme Jean-Pierre Papin ou Gaëtan Huard. Bernard Tapie convoqua tout son monde et s'adressa à chaque joueur devant ses coéquipiers. Il tonna, menaça, humilia. Le chef avait parlé. Le problème était réglé.

En apparence. En privé, les vedettes ne manquent jamais une occasion de critiquer ce président auquel ils reprochent ses promesses sans lendemain. Ainsi, avant d'affronter le Milan AC de Silvio Berlusconi en quarts de finale de la Coupe d'Europe, Bernard Tapie promet une prime individuelle de 1 million de francs en cas de qualification. Toujours sensibles à ce type d'attentions, les joueurs se réjouissent. Sans explication aucune, ils apprendront par la suite que le montant est abaissé à 600 000 francs. Puis à 400 000 francs, toujours sans commentaire. Au final, après avoir éliminé l'équipe italienne, chaque joueur a reçu 300 000 francs, soit moins d'un tiers de la somme escomptée à l'origine. Dans tous les autres clubs, l'affaire aurait donné lieu à d'âpres négociations, peut-être même à une grève du zèle. A l'OM, nul ne s'est élevé contre le « boss ».

Sans doute Bernard Tapie impose-t-il bien plus la crainte que le respect. Ainsi, lorsqu'il pénètre dans leur vestiaire avant un match contre Bordeaux, le 29 août 1990, pour crier sa haine de Claude Bez (président des Girondins à l'époque), certains sont choqués par la méchanceté de ses propos, mais aucun ne les condamne. Au contraire, ils s'empresseront comme toujours de courir au-devant de lui, sourire aux lèvres, ainsi qu'ils le font parfois en pleine séance d'entraînement.

Le milieu du football n'aime guère Bernard Tapie. Mais les critiques sont aussi incisives que sournoises. Toujours à l'affût des reproches, sensible à la moindre attaque, il ne les ignore pas. S'en soucie-t-il vraiment ? Cette adversité le sert plus qu'elle ne le pénalise. Car son champ d'action va désormais bien au-delà du stade-vélodrome. C'est l'ensemble du football français qui, indirectement, se retrouve sous son influence. Il le sait. Il en joue. Les résultats de l'OM, la popularité de cette équipe, plaident en sa faveur. Sa « méthode » a du bon puisqu'il gagne. Et puis, après tout, à force d'enrôler des joueurs à prix d'or et de remplir les stades avec ses vedettes, n'est-il pas devenu le principal bailleur de fond de la première division ?

Trois années d'apprentissage (1986-1989) lui ont suffi pour analyser les rouages du système et cerner les limites des hommes qui en assurent le fonctionnement : joueurs, « agents » des joueurs, dirigeants, journalistes. En 1989, quand il débourse plusieurs dizaines de millions de francs pour bâtir l'ossature de la formation actuelle, il estime avoir maîtrisé l'ensemble de ces données.

Des joueurs, en particulier les Français, il a compris qu'ils étaient pour la plupart immatures et influençables. Il les séduira donc sans difficulté. De leurs « agents », il a mesuré le sens des affaires et des ruses fiscales. Il les battra souvent sur leur propre terrain. Des autres dirigeants, il a pu constater le manque d'envergure. Il leur imposera sa loi sur le marché des transferts. Quant aux journalistes, il saura parfois les manipuler, maniant avec une pareille aisance l'insulte et la flatterie. Son pire ennemi étant l'indifférence, il s'arrangera toujours pour que l'OM soit à la pointe de l'actualité.

La grande force de Bernard Tapie est assurément là, dans cette faculté d'adaptation qui lui a permis de s'imprégner du football de haut niveau en un temps record. Bien sûr, cela n'est pas allé sans anicroches : l'élimination par Benfica l'an dernier en demi-finale, l'échec de Franz Beckenbauer au poste d'entraîneur, la condamnation par la commission nationale de discipline pour *« manquements graves à la morale sportive »* (*le Monde* du 30 janvier 1991), les enquêtes de police sur les comptes du club, qui l'embêtent au plus au point...

En pareil cas, il négocie toujours l'obstacle en transformant les revers en succès. Le dit-on coupable ? Il se fait victime. Attend-on son départ ? Il décide finalement de rester. Perd-il sur le terrain ? Il l'emporte en coulisse. Le milieu du football, peu habitué à être chahuté de la sorte, se laisse manœuvrer. Il ne s'offusque même plus de ses frasques. Tout juste démasque-t-il un nouveau coup de bluff lorsque le président de l'OM assure que le football représente 10 % de ses activités et 90 % de ses ennuis. La proportion est peut-être inverse, tant ce maillot d'homme à tout faire du club marseillais semble lui plaire.

PHILIPPE BROUSSARD.

L'Etoile serbe

BELGRADE

de notre correspondante

L'Etoile rouge n'est pas une équipe de football que l'on vient juste encourager pendant les matches, c'est un club que l'on vénère. Créée le 4 avril 1945 dans le cadre du club omnisports du même nom, l'Etoile rouge de Belgrade s'est forgé une réputation en recrutant au fil des années les meilleurs joueurs yougoslaves.

Classée parmi les dix meilleurs clubs d'Europe, elle a remporté dix-huit championnats yougoslaves et douze coupes nationales. Mais son prestige n'est pas fondé seulement sur ses victoires. L'Etoile rouge représente beaucoup plus que le football, elle est le symbole de l'identité serbe sous le régime communiste.

Fondée par la jeunesse belgradoise, elle avait rallié, dès le début, les intellectuels, la bourgeoise belgradoise et les étudiants. L'Etoile Rouge, en dépit de son nom, dont l'épithète avait été imposée par un membre du bureau politique, était ainsi devenue le club de la dissidence.

Pas de conflits inter-ethniques

Lorsqu'elle remportait un match contre le Partizan de Belgrade, cela était ressenti comme une victoire de la démocratie sur l'autoritarisme.

Cette rivalité entre les deux plus grands clubs de Belgrade provient du fait que le Partizan appartenait à l'armée fédérale et était soutenu par l'establishment yougoslave et la classe ouvrière. *« Il n'a jamais pu prétendre représenter Belgrade »*, explique un supporter de l'Etoile rouge, rappelant non sans ironie que l'actuel président de Croatie, M. Franjo Tudjman, avait dirigé le Partizan.

L'Etoile Rouge est une véritable institution en Serbie, *« la seule qui rassemble tous les Serbes »*, écrivait un intellectuel belgradois, à l'époque où tout mouvement national était réprimé par les autorités.

Aujourd'hui, cette remarque est encore valable, puisque les tribunes du stade de l'Etoile rouge sont le seul endroit où le parti au pouvoir et l'opposition serbe célèbrent ensemble la même victoire.

Mais l'Etoile rouge, considérée comme l'équipe nationale serbe, n'a rien de nationaliste. Elle est actuellement composée de Serbes, mais aussi de deux Macédoniens, de deux musulmans, de trois Monténégrins et d'un Croate. Elle ne connaît pas les conflits inter-ethniques et se garde bien de mêler le sport à la politique, recommandant à ses supporters d'en faire autant.

Bonne gestion

Si ces derniers ne brandissent pas les couleurs de leur parti politique favori comme ceux du Dinamo de Zagreb, ils chantent cependant d'anciens refrains serbes à connotation nationaliste, qui leur auraient valu la prison il y a quelques années.

Les « gaillards » des tribunes nord, comme on les appelle à Belgrade, seront plus de 18 000 à se rendre à Bari pour scander « Zvezda ! » – l'étoile, – l'amputant d'une épithète qu'ils n'ont jamais aimée.

Mais si l'Etoile rouge ne fait pas de politique, elle fait des affaires. Grâce à une bonne gestion et à la création d'un service de marketing, elle a échappé à la crise et est l'entreprise la plus performante de Serbie.

Avec un budget annuel de 10 millions de dollars, elle s'autofinance et affirme que, pour la Yougoslavie, elle paie bien ses joueurs.

FLORENCE HARTMANN

CULTURE

MUSIQUES

Faust géant

Toujours debout tel le veau d'or, *Faust* reprend du service et s'apprête à recevoir, jusqu'au 7 juin, quelque 150 000 «accros» du mythe goethéen revisité français. Cela, par fournées de 12 000, puisque après *Aïda, Turandot, Nabucco* et *Carmen*, on a introduit Gounod dans la chaleur de Bercy et qu'il s'en porte bien, merci.

Pour en avoir tâté dimanche après-midi en compagnie d'un cobaye de douze ans, on vous le dit : allez-y. C'est du travail d'artiste. Parfaitement conçu, absolument ciblé pour l'usage et le public qui lui sont destinés : consommation de masse ; auditoire sans snobismes, mais non sans souvenirs ni sans nostalgies. Si l'on était en Italie, ces connaisseurs-là chanteraient en chœur *Gloire imortelle de nos aïeux*. Notre cobaye n'en brûlait-il pas d'envie, lui qui découvrait ce grand moment de patriotisme et qui s'était à peine assoupi pendant l'air des bijoux et la ballade du roi de Thulé?

L'opéra à Bercy, c'est, dit-on, de la folie, du gigantisme, l'indigestion de carton-pâte garantie. Ce n'est rien d'autre que du spectacle, découvre-t-on quand c'est réussi. L'art de projeter des personnages grandeur nature dans des décors cyclopéens, faits pour être identifiés de loin. La manière de rendre plausibles, et même humains, des chanteurs microscopiques, contraints à des gestes emphatiques et parcourant à toutes jambes un plateau géant, souvent couvert de figurants. Cet art-là tient moins du théâtre que du cirque ou d'un certain cinéma, évidemment. Mais l'on sent bien tout ce qu'il doit à l'opéra des origines, proche du péplum et du muet, destiné à être vu de loin et joué à grands traits, toutes conventions acceptées.

Nicolas Joël a monté *Faust* cet été au Théâtre antique d'Orange. Le jeune directeur du Capitole revenait donc tout armé dans l'arène de Bercy. Avec toute une ville gothique reconstituée, des acrobates, des jongleurs, des échassiers, quelques objets aux dimensions disproportionnées, des tuyaux d'orgue poussés à la vitesse des épis de maïs dans les films staliniens, beaucoup de projecteurs, beaucoup de fumée, les chœurs irremplaçables de l'Armée française, une nuit de Walpurgis torride, et Marguerite ressuscitée dans une orgie de bouquets.

On s'en voudrait – ça ferait des jaloux – de trop parler du Faust encore preste de Francisco Araiza, de la Marguerite divine de Gabriella Benackova, du Méphisto solide de Robert Hale, du Valentin idéal de Marc Vanaud. Mexicain, tchèque, américain ou belge, ces grandes pointures, pas plus que le Siebel délicieux de Colette Alliot-Lugaz, ne seront sans doute pas remplacées à niveau égal au gré des quatre distributions qui se succéderont. Mais le clou du spectacle, prouesse technique inespérée d'une équipe de mixeurs en direct, ce sont les micros baladeurs, c'est la sonorisation. Qui respecte les déplacements des chanteurs, en profondeur ou latéraux. Et qui ne déforme leur timbre que poussée à fond, pour les grandes douleurs finales.

ANNE REY

► **Palais omnisports de Bercy, 20 heures, matinées le dimanche à 15 heures, relâche lundi. Location par téléphone : 43-46-12-21. Rens. : 40-02-60-20. De 110 F. à 380 F.**

La légende abîmée

La nouvelle production de l'Opéra-Bastille accueillie dans l'indifférence

SAMSON ET DALILA
à l'Opéra-Bastille

L'opéra de Camille Saint-Saëns n'est pas une œuvre majeure. C'est un grand opéra patriotique composé par un juif ému à la gloire d'une des pages les plus édifiantes de l'histoire du peuple martyr. La musique y évolue entre kitsch arabisant et quelques airs ou ensembles splendides, bien dans la manière savante de ce compositeur.

Le peuple juif y est asservi par les Philistins. Est-ce la raison pour laquelle Pier Luigi Pizzi, à qui l'on a confié cette nouvelle production, s'est cru obligé de montrer, pendant le prélude, deux colonnes de juifs nus, encadrés par des murs de barbelés, marchant d'un pas lent vers les chambres à gaz sous un ciel rougeoyant et enfumé ? Est-ce pour bien nous faire comprendre que le printemps suivait l'hiver qu'il accomplit le miracle de faire fleurir l'arbre fruitier sous lequel Dalila entonne le célèbre *«Salut, printemps qui commence»* dans une région et une époque qui n'évoquent plus l'Holocauste? Est-ce la raison pour laquelle il s'est cru obligé de retransposer la bacchanale du troisième acte dans un palais qui ressemble étrangement au foyer de Garnier, de passer une camisole de force à Samson (fait prisonnier à l'acte précédent par des soldats très palestiniens), de faire surgir deux infirmiers en psychiatrie poussant leur sinistre chariot, de montrer un défilé de mode avec photographes obligés, une vente aux enchères, de faire surgir l'antéchrist sur un saint-siège porté par des cardinaux, de lui faire jeter sa mitre avant qu'il se jette au cou de Dalila au milieu des danseurs mondains, des odalisques, des barmans épongeant un bar sur lequel un eunuque saute pour danser d'un ventre gélatineux? Est-ce pour donner quelques voluptueux frissons aux membres de l'Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris que Pizzi les a utilisés comme figurants? A-t-il, enfin, voulu rendre hommage à *Hystérie*, de Zuletta et Romano, en s'inspirant (pour ne pas dire en plagiant) ce spectacle donné à la Salpêtrière il y a une dizaine d'années?

Les chanteurs retenus ne sont pas non plus ce qu'ils devraient être. Leur choix témoigne à la fois de la précipitation qui entoure la programmation de l'Opéra et d'une certaine méconnaissance des possibilités des chanteurs. Voix usée, vibrato mal maîtrisé, Carlo Cossuta fait ce qu'il peut, avec une certaine musicalité, et finit par convaincre, à mesure que l'œuvre avance. Il a dû être un magnifique Samson.

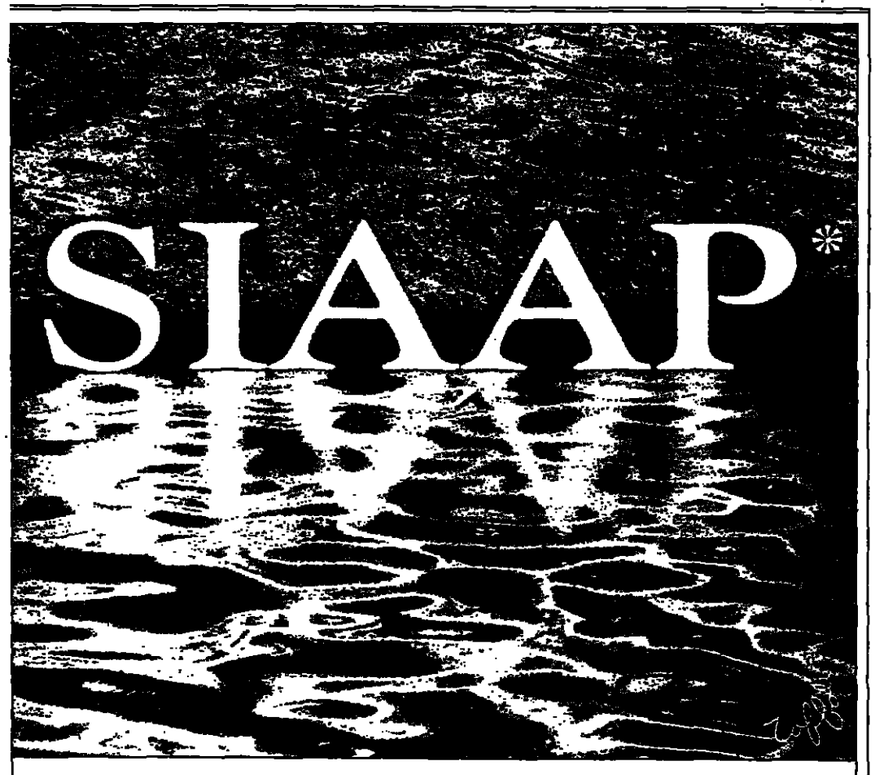
Marjana Lipovsek n'a guère de souffle ni de graves. Sa voix est cassée : elle change de timbre sur chaque note (ce qui brise les longues phrases de Saint-Saëns). La mezzo yougoslave compose, en outre, une Dalila dont la vulgarité effraierait un marin de retour de trois mois en mer, avec sa façon d'appuyer les voyelles muettes! Seul à sauver les meubles, Alain Fondary, dont la prestation en Grand Prêtre de Dagon peut être qualifiée d'historique (exception faite du moment où Pizzi le fait chanter à cheval : le pauvre en hoquette au rythme du canasson). Il a le mordant, la diction nette, la voix parfaitement placée de Paul Cabanel (1).

Sans oublier bien sûr Myung-Whun Chung, qui dirige les Chœurs et l'Orchestre de l'Opéra – formation aujourd'hui capable de rivaliser avec les meilleures, – avec une maîtrise, une flamme qui, pour ne pas être toujours d'essence théâtrale, témoignent d'une conscience artistique rare dans cette maison. Chung, Fondary et les artistes de la fosse sont d'ailleurs les seuls à bénéficier des francs applaudissements d'une salle indifférente. Ni scandale ni rappels : l'opéra n'est plus ce qu'il était.

ALAIN LOMPECH

(1) Dans un enregistrement légendaire publié par EMI en 1946 et hélas! non réédité sur CD. Une note du programme annonce que Myung-Whun Chung enregistre en exclusivité pour Deutsche Grammophon. Il va pourtant enregistrer *Samson et Dalila*, du 1er au 11 juillet, pour EMI-France, avec une distribution sensiblement différente : Marjana Lipovsek (Dalila), Placido Domingo (Samson), José Van Dam (le Grand Prêtre de Dagon), Jean-Philippe Courtis (Abimelech), Samuel Ramey (le Vieillard hébreu).

► **Prochaines représentations : les 27 et 29 mai, les 1er, 3, 5, 7, 10, 13 et 15 juin, à 19 h 30, à l'Opéra-Bastille. Tél. : 40-01-16-16.**



Rendre l'eau à la vie, c'est notre devoir faire

La qualité de l'eau est l'affaire de tous et celle du SIAAP en particulier ■ Son objectif : redonner à l'eau de la Seine sa qualité naturelle ■ Le SIAAP, qui réunit les quatre départements du cœur de l'agglomération parisienne, est le principal artisan du programme «Seine Propre» ■ Les eaux usées de 8 millions d'habitants convergent vers les stations d'épuration du SIAAP. Aujourd'hui, 70 % de ces eaux sont traitées et des résultats spectaculaires ont d'ores et déjà été obtenus. Demain, 100 % le seront, grâce à des ouvrages poussant très loin l'élimination de toutes les pollutions ■ C'est à cet ambitieux programme que les hommes et les femmes du SIAAP, résolument tournés vers l'avenir, consacrent leur savoir faire et leur haute technicité ■ Leur volonté au service de l'environnement constitue pour le SIAAP le fer de lance de son action dans les années à venir pour rendre l'eau à la vie ■ Rendre l'eau à la vie, c'est le devoir faire du SIAAP.

siaap

* SYNDICAT INTERDÉPARTEMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMÉRATION PARISIENNE

□ **Mort de Jose Caballero.** – Le peintre espagnol Jose Caballero est mort le dimanche 26 mai à Madrid. Il était âgé de soixante-seize ans. Élève de Vasquez Diaz, Jose Caballero, tout d'abord apparenté au surréalisme, évoluait depuis la guerre vers l'abstraction. Ami de Garcia Lorca, il avait illustré son *Chant funèbre pour Ignacio Sanchez Mejias*.

□ **Décès de l'historien italien Armando Saitta.** – L'historien italien Armando Saitta, auteur de nombreux ouvrages sur l'Italie, la France et l'Europe, est décédé, dimanche 26 mai à Rome, à l'âge de soixante-douze ans. Né en 1919 à Sant'Angelo di Brolo, en Sicile, il avait enseigné l'histoire moderne à l'université La Sapienza de Rome et fondé l'Association des historiens européens et la revue *Critique historique*. Auteur de nombreux manuels destinés à l'enseignement de l'histoire en Italie, il avait également consacré plusieurs ouvrages à la France du dix-neuvième siècle et à l'Italie du Risorgimento, qu'il envisageait dans une optique européenne. – *(AFP.)*

PHOTO

La force de l'ombre

Transparence et opacité animent l'univers de Keïichi Tahara

KEIICHI TAHARA
à l'Espace photographique de Paris

Lorsqu'il arrive en France en 1972, à l'âge de vingt-deux ans, Keïichi Tahara s'installe boulevard Saint-Michel dans une chambre de bonne. Formé au cinéma, il n'a pas pour intention de se lancer dans la photo. Il y vient par désœuvrement, *«pour regarder par la fenêtre»*.

Sans connaître Sudek, qu'il découvrira plus tard, il se met à photographier la ville. Moins pour elle-même que pour vérifier ce qu'il regarde. La fenêtre est une échappée vers un monde extérieur auquel il est étranger. Sans perspective, il cadre l'étagement des cheminées, les façades aveugles ou érodées des immeubles au loin. *« La lumière d'Europe est différente de celle, si douce, d'Asie »*, remarque Tahara. Ces instantanés reflètent une vision intérieure. Le cadre de la lucarne réfléchit le visage de la cité.

Voilée de buée, perlée de pluie, la surface luisante ou piquetée du verre est un révélateur qui fixe l'insaisissable vibration de la lumière. Le renversement du dedans et du dehors, la transparence et l'ombre sont les seuls sujets de cette série que Tahara, en déclinant les subtiles tonalités du gris, poursuit pendant huit ans. En 1979, il rencontre Min Tanaka, danseur buto. Lors de séances improvisées à New-York, au Japon, ou en Islande, il en fait une sculpture vivante. Ce face-à-face expressif se prolonge par des nus féminins plus formels et assez esthétisants, qui se ressentent de ses incursions dans la publicité.

L'affrontement de l'ombre et de la lumière s'épanouit dans les portraits réalisés à la demande des magazines japonais. Dans ses effigies doubles, le créateur est aussi acteur dans son propre monde. Tahara a entamé ses portraits parce qu'il voulait voir *« tous ces paysages que les hommes ont chacun au fond des yeux »*. Arman, Beuys ou Klossowski, oiseaux de proie nichés sur un esquif, offrent à l'opérateur un faciès aux contours indécis. Par la seule force révélatrice de la lumière, Tahara piège les apparences .

Dans ses *« transparences »*, il renoue avec les rayogrammes et solarisations de Moholy-Nagy et Man Ray. *« Frustré de tirer sur papier »*, Tahara impressionne directement le film noir et blanc sur plaques de verre. Cette mise à nu des matériaux (fleurs, fils, aluminium) dévoile la complexité des textures. Le support utilisé, tel un écran translucide, devient un espace plastique original. Tahara abandonne les thèmes figuratifs, pour revenir à la quasi- abstraction de ses débuts.

Pour sa rétrospective, il a expressément exclu les travaux de commande, souvent fort ambitieux : l'inventaire de l'architecture fin de siècle en Europe de l'Est et en Italie (six volumes au Japon), les catalogues pour le couturier Yohji Yamamoto ou l'archivage des costumes du palais Garnier. Les tirages récents exécutés par lui sont impeccablement servis par un sobre accrochage.

PATRICK ROEGIERS

► **Nouveau Forum des Halles, grande galerie. Jusqu'au 13 juillet. Catalogue, texte de Félix Guattari. Editions Paris audiovisuel. 210 F.**

Le peintre allemand Joseph Beuys

Un drame à rebondissements

Derrière le rideau de fer : une histoire en 250 photos

L'agence Magnum est née au lendemain de la guerre, en 1945, quand la fin du nazisme faisait espérer la fin du cauchemar. A l'Est, il allait pourtant continuer encore pendant quarante-cinq ans, au milieu du mensonge, de la révolte, parfois de l'insouciance, jusqu'à cette année 1989 où tout a basculé de Prague à Budapest, de Varsovie à Berlin.

C'est cette histoire en noir et blanc que retrace l'album *A l'Est de Magnum, 1945-1990*, dans lequel l'agence a regroupé deux cent cinquante photos prises par quarante-quatre photographes derrière le rideau de fer. Dans la première phase de la détente, au début des années 70, le mot n'était plus employé, comme si la conférence d'Helsinki avait suffi à effacer la séparation qui courait au cœur de l'Europe. Quand, à l'automne 1989, il fallut démolir le mur de Berlin, on s'aperçut qu'il n'en était rien. Comme l'écrit le Polonais Adam Michnik – les auteurs ont eu la bonne idée de demander à des collaborateurs des nouveaux journaux libres d'Europe de l'Est de présenter les diverses périodes, – *« le mur posait à nous tous, Européens, la question de savoir si, dans ce conflit entre l'homme et le fil barbelé, on doit se placer du côté du fil ou plutôt de celui de l'homme. Il s'est avéré que, bien qu'il soit plus facile d'être du côté du fil, il était plus beau d'être du côté de l'homme »*.

Le livre n'échappe pas à une certaine hagiographie; on y voit les clichés traditionnels des pays socialistes – kolkhoziennes victorieuses et héros du travail, – quelques photos plus inattendues, comme ces élégantes prenant, en 1947, le soleil au parc Gorki, à Moscou, sous de pimpants parasols, – mais elles ne peuvent effacer l'idée que depuis 1945 c'est un drame à rebondissements qui s'est joué chez nos voisins. Les images de la révolte de Budapest et son écrasement en 1956 répondent à celles du printemps de Prague, étouffé en 1968 par les chars soviétiques, tandis que la tribune du 40e anniversaire de la RDA en 1989 a l'air d'être un deuxième tirage de celle du 10e anniversaire.

Toute cette histoire est la chronique interrompue d'une libération qui a commencé avec l'ouverture des camps nazis et s'est achevée par la chute des régimes communistes, encadrant le visage serein d'un sage, Andreï Sakharov, en 1977, quand, dans la brume du brejnévisme, une parcelle de liberté était réfugiée dans la simple cuisine moscovite de l'académicien.

DANIEL VERNET

► ***A l'Est de Magnum, 1945-1990*, quarante-cinq ans de reportage derrière le rideau de fer, Arthaud éd., 256 pages, 440 F broché, 530 F relié.**

هكذا من الأصل

هكذا من الاصل

CULTURE

THÉATRE

Odessa-Macédoine

Certains soirs, on a besoin de théâtre anonyme

LE SUJET DISPARU
au Lucernaire

ANDROMAQUE
au Théâtre 13

21 heures 30, un théâtre près de Montparnasse : *le Sujet disparu* de Léonide Zorine. Nous voici à Odessa, quelques semaines après l'exploit des marins du *Potemkine*. Un écrivain, ni génie ni foudre de guerre, voit débarquer chez lui, en pleine nuit, une jeune fille. Timide, petit format, bon genre. Après dix minutes de banalités, elle colle, sous le nez du monsieur, un browning. C'est une révolutionnaire. La vue du gros calibre provoque chez l'écrivain un déboulis de discours : vie, révolution, Russie éternelle... Terroriste et grand dadais dormiront ensemble, malgré tout, et, au point du jour, la jeune fille s'envole vers des matins chantants, point final.

La mise en scène (Nicolas Cheiko), l'interprétation (Myriam Lothammer et Jean-Claude Bouillon), ne sont ni terribles ni inexistantes. La pièce la même chose. Léonide Zorine, inconnu en France, est l'un des auteurs soviétiques les plus joués, au cinéma comme au théâtre, dans les milliers de salles de toutes les Républiques de l'Union. Mais il n'est pas célèbre pour autant, là-bas. Les Soviétiques vont au cinéma, au théâtre, spontanément, machinalement, comme ils dévorent les revues, les livres. Assis dans les salles, ils rêvent ou méditent, en croquant des myriades de graines de tournesol.

Qui est l'auteur? Ils ne savent pas. Peu leur importe. Ils ressemblent beaucoup à une folle française de théâtre, Mademoiselle de Montpensier, la petite-fille de Henri IV, qui faisait les quatre cents coups (du toit de la Bastille, elle tirait au canon sur les troupes du roi, son cousin), et dont les *Mémoires* sont le seul très grand livre du dix-septième siècle qui n'est pas édité ni lu, comme le sont le cardinal de Retz ou Madame de Sévigné.

Mademoiselle de Montpensier, très souvent, raconte qu'une pièce de théâtre a été jouée chez elle, la veille, dans l'un de ses châteaux ou au palais du Luxembourg, à Paris. Quelle pièce, quels acteurs, elle ne le précise pas. *« Des comédiens sont venus ce soir »*, écrit-elle, ou, surtout : *« J'eus des comédiens à mon ordinaire »*, comme elle dirait : *« J'eus de la carne à dîner. »*

Léonide Zorine, homme raffiné, bon connaisseur des lettres françaises, écrit des comédies charmantes, un peu acides, d'habitude meilleures que *le Sujet disparu*. Quand le président de la Moldavie ou le secrétaire général du Kirghizistan assistent à l'une de ses pièces, il reste aussi fantomatique que Molière, Racine, Corneille, chez Mademoiselle de Montpensier. Après tout, pourquoi pas ? C'est cela l'amour du théâtre, en toute liberté, sans ces éternelles transversales de personnes.

Racine souverain

20 heures 45, tout près du parc Montsouris, *Andromaque* de Racine. Surprenant décor qui vous saute à la figure : d'agressifs grands paquets de «cuir doré», *« sorte de tapisserie en cuir sur laquelle sont représentés en relief divers dessins relevés d'or, d'argent ou d'autres couleurs »*, dit le dictionnaire Bescherelle, toujours précis. C'est laid, lourd, gros loup, tout à fait l'horreur que certains décorateurs du quartier de la Bastille fabriquent à l'intention des émirs. Mais *Andromaque* n'est pas exactement le Koweït. Racine dit que *« la scène est à Buthrote »*. Il ne sait pas ce qu'est cette ville, il copie seulement le nom sur Virgile. Peut-être un gros bourg de Macédoine, ce pourrait être de nos jours un village de l'Albanie. Mais qu'y faisait Pyrrhus?

Un spectateur de l'époque (Racine fait jouer sa pièce en 1667), Charles de Saint-Evremond, juges la mise en scène et l'interprétation d'*Andromaque* un peu faibles. Il déclara : *« Cette pièce a besoin de grands comédiens qui remplissent par l'action ce qui lui manque. »* Que manque-t-il donc à *Andromaque* ? Aujourd'hui, plus précisément en ces jours du printemps 1991, ce qui se passe dans cette pièce nous touche peu, nous regarde peu. Troie, Hector, c'est vraiment très loin. La tragédie, c'est le fils Gandhi, par exemple, c'est les Kurdes. Quant aux amours contrariées d'Hermione...

Mais voilà : dès les premières secondes, s'élèvent, présents d'une vie immédiate, souverains, proches, les vers de Racine. Les propos les plus simples se métamorphosent en merveilles, alors que tout cela nous ne le connaissons que trop : *« Je sentis que ma haine allait finir son cours... Cet enfant dont la vie alarme tant d'États... Me rendra-t-il, Pylade, un bien qu'il m'a ravi? »*

Et *« l'action de grands comédiens »*, que réclamait Saint-Evremond? Il y a, dans cette présentation, deux acteurs qui, par leur présence personnelle, leur art, le timbre de leur voix, se montrent « conducteurs » émérites, harmonieux et purs, de la poésie de Racine : Emmanuelle Meyssignac, qui joue Andromaque, et Christian Cloarec, qui joue Oreste. D'où la réaction bêbête d'un spectateur (c'est moi) : quel dommage que ces deux acteurs, ces deux rôles, ne soient pas sur scène ensemble ! Bon, oui, une scène Andromaque-Oreste n'aurait aucune raison d'être, ne s'insérerait pas dans l'enchaînement des circonstances. Mais justement : que se seraient-ils dit ? Sous quel jour auraient-ils évoqué les *« embarras incertains »* (comme dirait Racine) de leurs compagnons?

Deux beaux acteurs. Une représentation d'*Andromaque*, à part cela, pour pas grand-chose. La cousine du roi, après tout, avait le mot juste : *« J'eus des comédiens à mon ordinaire... »*

MICHEL COURNOT

▶ ***Le Sujet disparu***, **du lundi au samedi à 21 h 30, Théâtre Noir. Tél. : 45-44-57-34.**

▶ ***Andromaque***, **du mardi au samedi à 20 h 45, dimanche à 15h. Jusqu'au 23 juin. Tél. : 45-88-62-22.**

THEATRE
NANTERRE AMANDIERS
Artistes d'Algérie
Fatma
de M'Hamed Benguettaf
Mise en scène de Ziani Cherif Ayad
29 mai - 2 juin
Tél. (1) 47 21 18 81 - 5 Fnac - Billetel

CINÉMA

Polanski se fâche

Le président du jury du 44e Festival de Cannes justifie son palmarès contesté

Les trois prix principaux, Palme d'or, Prix de la mise en scène, Prix d'interprétation masculine, au *Barton Fink* des frères Coen, une aumône au Spike Lee, beaucoup d'oubliés, dont le *Van Gogh* de Pialat, le palmarès du 44e Festival de Cannes a paru déséquilibré (*le Monde* du 22 mai). Roman Polanski réfute vigoureusement les critiques et justifie les choix du jury qu'il présidait.

« Qu'on ait pu m'accuser d'avoir mis le jury au pas, c'est bien mal me connaître et faire peu de cas de la personnalité des professionnels qui le composaient. De Whoopi Goldberg à Vangelis, de Natalia Negoda à Alan Parker ou Jean-Paul Rappeneau, ce sont des individus très forts, parfois « opinionâtres » (1). *Il y a eu de grandes divergences entre nous, mais le palmarès reflète très exactement un accord sincère et complet.*

» Dès le départ, l'unanimité s'est faite sur un seul point, sur un seul film : Barton Fink. *Les trois prix? Ils couronnent des fonctions, des qualités différentes. Pourquoi aurions-nous dû priver John Turturro de sa récompense, sous prétexte que son talent s'exerce dans un film déjà primé ? L'idée de décerner les prix pour satisfaire le plus de monde possible, je suis contre, totalement. Le Festival de Cannes n'est pas une organisation charitable qui distribue des chaussures. Alors, si on en a déjà donné une paire à celui-là, il faudrait aussi en donner aux autres, même si elles ne sont pas à leur taille?*

« Accablés d'ennui »

» Vous considérez que la préférence marquée du jury pour Barton Fink *induit l'idée que nous avons trouvé tous les autres films très inférieurs. A l'exception de* la Belle Noiseuse *de Jacques Rivette, qui a eu ses partisans fervents (et remporté un prix), ma réponse est que tel est très exactement le cas. Je sais que le délégué général Gilles Jacob a fait le meilleur choix possible compte tenu de ce qui était disponible, mais je peux vous dire que les membres du jury et moi-même avons souvent été accablés d'ennui à la vision de films réalisés pour impressionner la critique, visant à donner des leçons de mise en scène et dont le dénominateur commun est une incommensurable prétention.*

» Vous évoquez la possibilité de « sanctions » visant à interdire désormais le cumul des prix principaux à Cannes. Ça, c'est de l'impérialisme, et non pas le fait qu'un film américain reçoive la Palme d'or trois années de suite! Sous le prétexte que le palmarès ne convient pas, on censurerait les personnes responsables chargées de l'établir? Tout verdict démocratique peut être contesté. Le jury du Festival de Cannes est composé de professionnels du cinéma, comme un jury de cour d'assises est composé de représentants du peuple. Dans les deux cas, un jugement, même discutable, même discuté, ne remet pas en cause les fondements de la justice. »

Propos recueillis par
DANIÈLE HEYMANN

(1) Néologisme épatant fabriqué par Roman Polanski, polonais d'origine, polyglotte de formation et français d'adoption.

Mauvais souvenirs d'Argentine

Polémique autour de Fernando Solanas

BUENOS-AIRES
de notre correspondante

« L'Argentine n'est pas à genoux et je ne vais pas me taire », a déclaré le cinéaste Fernando Solanas (*Tangos, l'Exil de Gardel ; Sud*) dans l'ambulance qui le conduisait à l'hôpital après l'attentat dont il a été victime le 22 mai. Attentat qualifié, le lendemain, de *« manœuvre grossière et grotesque contre le gouvernement et la démocratie »* par le président Carlos Menem – qui avait intenté un procès au cinéaste, au début du mois de mai, pour *« injures graves contre le président de la nation »*.

Les jours de Solanas, blessé aux jambes (cinq balles ont été extraites), ne sont pas en danger. Une polémique agite à présent Buenos-Aires : le réalisateur déclare avoir été victime d'un *« attentat politique »* ; la police affirme de son côté qu'il s'agit d'une simple tentative de vol à main armée. Mais la victime indique que, avant d'ouvrir le feu, ses deux assaillants l'ont injurié et lui ont conseillé de *« fermer sa g... »*. Selon des témoins, ils étaient déguisés en clowns, et un musicien qui accompagnait le cinéaste au moment de l'attentat – commis à la sortie d'un laboratoire de cinéma dans les faubourgs de la capitale – a précisé que les agresseurs étaient repartis en voiture sans avoir volé quoi que ce soit.

Péroniste de longue date

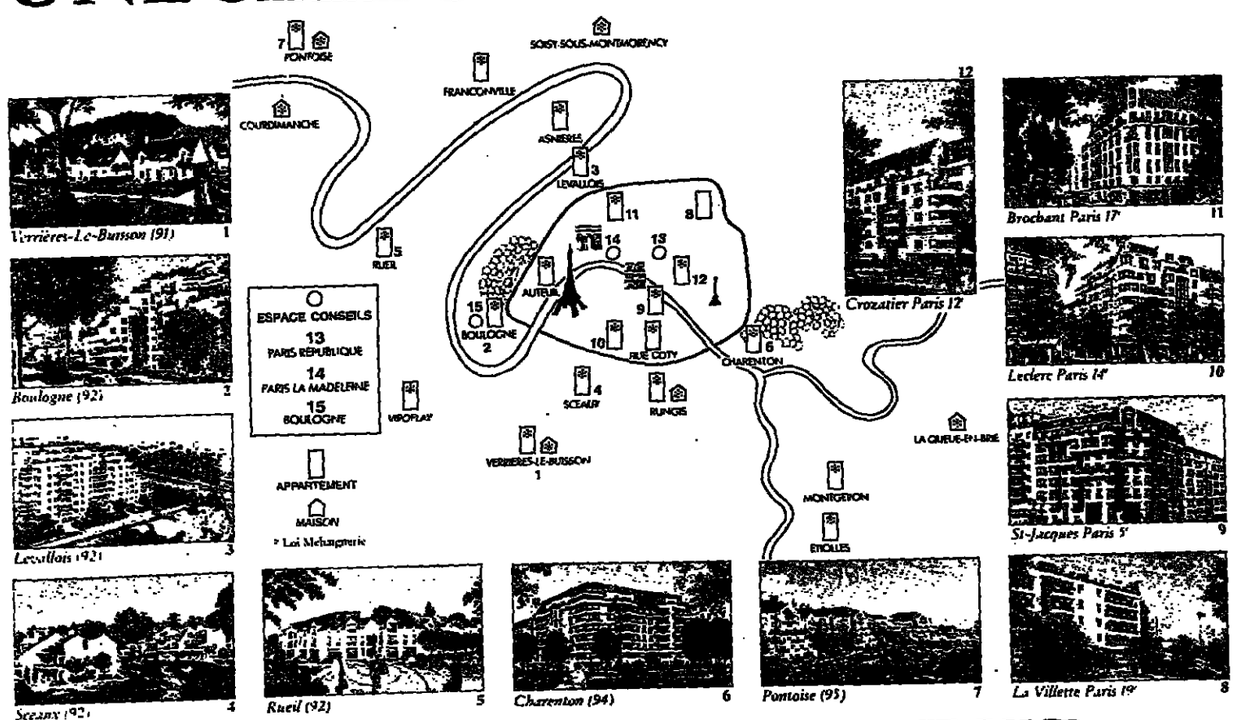
L'émotion est grande en Argentine. La gauche et le coprésident de l'Assemblée des droits de l'homme, M. Alfredo Bravo, évoquent les persécutions exercées contre les intellectuels dans les années 70 par la Triple A, organisation paramilitaire née pendant le dernier gouvernement du général Peron. L'Association Argentine anticommuniste, créée par José Lopez Rega, surnommé « le sorcier », et qui fut ministre et conseiller du caudillo, avait perpétré de nombreux attentats en Argentine pendant la lutte sanglante menée contre la guérilla d'extrême gauche. Militant péroniste de longue date, le cinéaste a accusé à plusieurs reprises M. Menem d'avoir *« trahi »* ses électeurs et a dénoncé *« la corruption généralisée »* au sein du gouvernement, la politique de privatisation de l'actuelle administration péroniste ainsi que la dépendance de plus en plus grande à l'égard des États-Unis.

Solanas a toujours mis sa caméra au service de ses opinions politiques : son premier film, *l'Heure des brasiers (la Hora de los hornos*, 1968), est un documentaire sur le général Peron et le deuxième, *les Fils de Fierro (los Hijos de Fierro)*, est consacré aux guérilleros monteneros. Devant la vague de violence qui a sévi pendant la dictature militaire entre 1976 et 1983, Solanas s'est exilé en France. Revenu en Argentine à la restauration de la démocratie, il a refusé, au lendemain de l'élection présidentielle de 1989, le poste de directeur de l'Institut national cinématographique que le président Menem lui offrait. La veille de l'attentat, le cinéaste avait renouvelé, devant les tribunaux, les accusations portées contre le chef de l'Etat. Celui-ci a envoyé son médecin personnel au chevet du blessé et demandé une enquête *« rapide et exhaustive »*.

Une personnalité argentine contre laquelle le président Menem a également intenté un procès pour diffamation, Mme Hébé de Bonafini, présidente de l'association des Mères de la Place-de-Mai, a indiqué avoir été victime de menaces le jour même de l'attentat contre Fernando Solanas. *« A toi ce ne sera pas dans les jambes mais à la tête »*, lui a dit une voix anonyme au téléphone. Il y a quelques semaines, Mme Hébé de Bonafini avait, devant les caméras de la télévision espagnole, violemment critiqué la grâce présidentielle accordée en décembre dernier aux chefs militaires de la dictature et qualifié Carlos Menem de *« poubelle »*.

CHRISTIANE LEGRAND

UNE SÉLECTION D'ADRESSES



32/36 RUE DE BELLEVUE - 92100 BOULOGNE
RENSEIGNEMENTS TOUS LES JOURS DE 9 H A 19 H
AU 46.03.22.00
GROUPE BOUYGUES IMMOBILIER
FRANCE CONSTRUCTION
UN NOUVEL HORIZON

DANSE A 20H30
THÉATRE DE LA VILLE PARIS
28, 29, 31 MAI, 1ER JUIN
JEAN GAUDIN
LA DAME AUX CAMÉLIAS
4, 5, 7 ET 8 JUIN
CATHERINE DIVERRES
CONCERTINO
LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4e

SPECTACLES

CINÉMAS

LUNDI 27 MAI

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Les Cinémas d'Asie centrale soviétique : le Descendant du léopard des neiges (1984, v.o. s.t.f.), de Tolomouch Okeev, 14 h 30 ; *Coquelicots vermeils* d'Issyk Koule (v.f.), de Bolot Chamchiev, 17 h 30 ; Triptyque (1978, v.o. s.t.f.), d'Ali Khamraev, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (**) (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
AKIRA (Jap., v.o.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40).
ALICE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Action Ecoles, 5e (43-25-72-07) ; Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).
ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.f.) : George V, 8e (45-62-41-46).
AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
L'ANNÉE DE L'ÉVEIL (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).
ARACHNOPHOBIE (A., v.o.) George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).
ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio Galande, 5e (43-54-72-71).
AUJOURD'HUI PEUT-ÊTRE... (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).
AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55).
BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (iranien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
BONS BAISERS D'HOLLYWOOD (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).
BUSINESS OBLIGE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).
LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
CLASSACTION (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).
DARKSIDE (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).
DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
LA DISCRÈTE (Fr.) : Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
LES DOORS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).
EATING (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
LA FIÈVRE D'AIMER (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).
FORTUNE EXPRESS (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).
LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
GHOST (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
GRAND CANYON (A.) : La Géode, 19e (40-05-80-00).
GREEN CARD (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50).
HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
HENRY V (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).
HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (**) (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
L'HOMME IMAGINÉ (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
HORS LA VIE (Fr.-It.-Bel.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
HOT SPOT (*) (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
HOUSE PARTY (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).
IN BED WITH MADONNA (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette Bis, 13e (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).
L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
LA LISTE NOIRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (47-07-55-88) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
MADAME BOVARY (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
MERCI LA VIE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).
MILLER'S CROSSING (*) (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).
MISERY (*) (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93).
MONEY (Fr.-It.-Can., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).
LE MYSTÈRE VON BULOW (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
NIKITA (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).
LES NUITS AVEC MON ENNEMI (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).
LE PETIT CRIMINEL (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
PLAISIR D'AMOUR (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
LE PORTEUR DE SERVIETTE (It.-Fr., v.o.) : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16).
POUR SACHA (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).
POUSSIÈRES DANS LE VENT (Chin., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
PREDATOR 2 (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).
PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97).
PUMMARO (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Utopia, 5e (43-26-84-65).
LA REINE BLANCHE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).
RHAPSODIE EN AOUT (Jap., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).
SAILOR ET LULA (*) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
SAISONS (A.) : La Géode, 19e (40-05-80-00).
LES SECRETS PROFESSIONNELS DU DOCTEUR APFELGLUCK (Fr.) : Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).
LE SILENCE DES AGNEAUX (**) (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).
SOGNI D'ORO (It., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
SOUVENIRS DE LA MAISON JAUNE (Por., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55).
LE TRÉSOR DES ILES CHIENNES (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Escurial, 13e (47-07-28-04).
LE TRIOMPHE DE BABAR (Fr.-Can.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
URANUS (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).
LE VOYAGE DU CAPITAINE FRACASSE (Fr.-It.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LES FILMS NOUVEAUX

BIX. Film italien de Pupi Avati, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).
LES DEUX SIRÈNES. Film américain de Richard Benjamin, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).
DIX ANS APRÈS ! Film français de Serge Moati, v.o. : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
LUNE FROIDE. (**) Film français de Patrick Bouchitey : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES GRANDES REPRISES

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
AGENT X 27 (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71).
CAMILLE CLAUDEL (Fr.) : Ciné-Planète magique, 3e (42-76-00-18).
LE CAPITAINE FRACASSE (Fr.) : Les Nation, 12e (43-43-04-67).
CENDRILLON (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).
LA CHATTE SUR UN TOIT BRULANT (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (43-29-44-40).
CHUT... CHUT... CHÈRE CHARLOTTE (A., v.o.) : Le Champo - Espace Jacques-Tati, 5e (43-54-51-60).
LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.) : Le Champo - Espace Jacques-Tati, 5e (43-54-51-60).
LA DAME DE SHANGHAI (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
DON GIOVANNI (Fr.-It., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).
EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
FANTASIA (A.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34).
HUIT ET DEMI (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).
LÉON MORIN, PRÊTRE (Fr.-It.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).
SATYRICON (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).
LE SOUPIRANT (Fr.) : Le Champo - Espace Jacques-Tati, 5e (43-54-51-60).
LA STRADA (It., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
LE TROU (Fr.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).
TUEURS DE DAMES (Brit., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).
LA VENGEANCE AUX DEUX VISAGES (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (43-29-44-40).

LES FESTIVALS

ANDRÉ BRETON ET LE CINÉMA, Musée national d'Art moderne, Centre G. Pompidou, 4e (42-77-12-33). La Grève, sam. 14 h 30 ; l'Age d'or, sam. 17 h 30 ; Juve contre Fantômas, sam. 20 h 30 ; Un chien andalou, L'Etoile de mer, Vormittagspuk, dim. 14 h 30 ; Violon d'Ingres, Ombres blanches, dim. 17 h 30 ; le Cuirassé Potemkine, dim. 20 h 30 ; Haxan, lun. 14 h 30 ; l'Année dernière à Marienbad, lun. 20 h 30.
BUSTER KEATON, Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89). Sherlock Junior, The Play House, The Love Nest, (versions sonorisées, copies teintées) ven., sam., dim., lun. à 14 h.
CINÉ-CLUB (v.o.), Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40). Nocturne indien, mar. 20 h, 22 h.
CINÉ-CLUB CLAUDE-JEAN PHILIPPE, Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34). Domani, Domani, dim. 10 h 45 T.U. : 28 F.
EAST SIDE STORY : TCHÉCOSLOVAQUIE, HONGRIE (v.o.), L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63). Mon Cher Petit Village, mer., jeu., lun., mar. 18 h, ven., sam. 14 h, dim. 22 h ; Sindbad, mer. 14 h, jeu., sam. 20 h ; Une blonde émoustillante, mer. 16 h, jeu., sam. 22 h ; Ces hommes merveilleux à la manivelle, mer., mar. 20 h ; Un amour du dimanche, mer., mar. 22 h ; l'Age des illusions, jeu., mar. 14 h, lun. 20 h ; Festivités des perce-neige, jeu., mar. 16 h, lun. 22 h ; Images du vieux monde, ven. 16 h, dim. 14 h ; Cati, ven. 18 h, dim. 16 h ; J'aime, tu aimes, sam. 16 h, lun. 14 h ; Un certain regard, sam. 18 h, lun. 16 h ; l'Abeille millénaire, ven. 20 h, dim. 18 h ; les Dix Mille Soleils, ven. 22 h, dim. 20 h.
ERIC ROHMER, Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33). Perceval le Gallois, sam. 17 h 20 ; Ma nuit chez Maud, jeu. 19 h 50 ; le Rayon vert, lun. 16 h ; le Genou de Claire, sam. 19 h 40 ; les Nuits de la pleine lune, ven. 19 h 50 ; l'Amour l'après-midi, lun. 19 h 30 ; la Collectionneuse, jeu. 22 h.
ERIC ROHMER, Denfert, 14e (43-21-41-01). Pauline à la plage, dim. 11 h 50 ; la Collectionneuse, mar. 19 h 50 ; Ma nuit chez Maud, dim. 17 h 40 ; l'Amour l'après-midi, mer. 19 h 40 ; le Genou de Claire, ven. 19 h 40 ; les Nuits de la pleine lune, sam. 19 h 30 ; la Marquise d'O, lun. 19 h 30 ; l'Ami de mon amie, lun. 16 h 20 ; Perceval le Gallois, lun. 13 h 50.
ERIC ROHMER, Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68). L'Ami de mon amie, jeu., mar. 19 h ; les Nuits de la pleine lune, ven., lun. 17 h ; le Rayon vert, ven. 21 h, lun. 15 h.
FESTIVAL PHILIPPIN (v.o.), Ranelagh, 16e (42-88-64-44). Immortal, (non sous-titrée) sam. 18 h, dim. 14 h.
FILMS SUR L'ART AU LOUVRE, Auditorium du Louvre, 1er (40-20-52-29). Promenades imaginaires dans Venise, sam. 14 h ; Delacroix par Baudelaire, sam. 15 h ; les Métamorphoses de Jurgis Baltrusaitis, sam. 16 h ; le Château enterré, sam. 17 h ; Goya, dim. 14 h ; Pierre Brueghel, dim. 15 h ; Richard Krautheimer, dim. 16 h ; Portrait de I.-M. Pei, dim. 17 h.
GÉRARD PHILIPE : L'ÉTERNELLE JEUNESSE, Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34). Till l'espiègle, mer. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; les Belles de nuit, jeu. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; l'Idiot, ven., sam. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; la Ronde, dim., lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; Pot-Bouille, mar. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 5 mn après.
HOMMAGE A ALEXEI GUERMAN (v.o.), Cosmos, 6e (45-44-28-80). Mon ami Ivan Lapchine, mer., sam., lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; 20 jours sans guerre, jeu., dim. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; la Vérification, ven., mar. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après.
HOMMAGE A DOUREID LAHHAM (v.o.), Institut du monde arabe, 5e (40-51-38-38). Les Frontières, sam. 16 h ; Kafroun, sam. 18 h ; l'Homme qui convient, dim. 16 h ; le Rapport, dim. 18 h.
LA NUIT DES VAMPIRES (v.o.), Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34). Nosferatu fantôme de la nuit, Le Bal des vampires, Du sang pour Dracula, sam. 0 h T.U. : 85 F.
LA SAGA DES PARRAINS (v.o.), Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60). Le Parrain, mer., sam., mar. à 13 h 45, 17 h, 20 h 30 film 15 mn après ; le Parrain, 2e partie, jeu., dim. à 13 h 45, 17 h 15, 20 h 45 film 15 mn après ; le Parrain, 3e partie, ven., lun. à 13 h 45, 17 h, 20 h 15 film 15 mn après.
LES MIDIS DU LOUVRE, *Auditorium* du Louvre, 1er (40-20-52-29). Raphaël, (traduction simultanée) lun. 12 h 30 Pl. : 20 F.
MARDIS JEAN VIGO, Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33). Voyage surprise, mar. 20 h 30.
MARIA KOLEVA, Cinoche Vidéo, 5e (47-00-61-31). Paroles tues ou aimer à Paris en étrangère, mer., ven., sam., lun. 20 h, dim. 15 h ; John, le dernier ouvrier sur terre, jeu., dim., mar. 20 h, sam. 17 h.
PANORAMA DU COURT, Escurial, 13e (47-07-28-04). Le coq est mort, Possibilités de dialogue, Le Balayeur, Varemka, Haut Pays des neiges, Freez the sida, La saga des glaises, L'homme qui plantait des arbres, jeu. 22 h 30 Pl. : 40 F.
PARIS-CROISETTE, Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97). La Planète sauvage, mer. 13 h ; Fanfan la Tulipe, mer. 16 h ; Trop belle pour toi, jeu. 13 h.
SAGA INGMAR BERGMAN (v.o.), Action Ecoles, 5e (43-25-72-07). Toutes ses femmes, mer. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; l'Œuf du serpent, jeu. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; le Silence, ven. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; les Fraises sauvages, sam. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; le Septième Sceau, dim. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; le Songe d'une nuit d'été, lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; l'Œil du Diable, mar. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
SEMAINE AFRICAINE (v.o.), Utopia, 5e (43-26-84-65). Ta Dona, mer. 20 h 30, jeu., lun., mar. 22 h, sam. 20 h 10, dim. 14 h 10 ; Laada, jeu., mar. 20 h 10, ven., sam. 22 h, lun. 14 h, sam. séance de 22 h précédée du court métrage le Jeu de A. Sissako en sa présence ; Wend Kuuni, le don de Dieu, mer., sam. 14 h 10, lun. 20 h 10 ; le Médecin de Gafiré, jeu., mar. 14 h 10, ven. 20 h 10 ; Louss, ven. 14 h 10, dim. 20 h 10.
SOUS LES FEUX DE CANNES (v.o.), L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63). Jane B. par Agnès V., mer. 18 h 15, 20 h 15 jeu. 14 h 15, 18 h 15, ven., lun. 14 h 15, 20 h 15, sam. 16 h 15, 22 h 15, dim. 14 h 15, 22 h 15, mar. 16 h 15 ; Kung Fu Master, mer., ven., lun. 22 h 15, jeu. 20 h 15, sam., mar. 18 h 15, dim. 16 h 15 ; Regards et Sourires, mer. 14 h 15, jeu. 22 h 15, ven. 16 h 15, sam. 20 h 15, dim., lun. 18 h 15, mar. 14 h 15, 22 h 15 ; Fatherland, mer., jeu., lun. 16 h 15, ven. 18 h 15, sam. 14 h 15, dim., mar. 20 h 15 ; l'Enfance nue, mer. 19 h 45, jeu., ven., mar. 18 h, sam. 15 h 45, dim. 20 h 45, lun. 13 h 45 ; la Gueule ouverte, mer., sam., mar. 13 h 45, jeu., ven. 22 h 30, lun. 18 h ; le Couteau dans l'eau, mer. 18 h, jeu., ven. 13 h 45, sam. 20 h 30, dim. 22 h 30, mar. 20 h ; Macbeth, mer. 21 h 45, jeu. 19 h 45, ven., lun. 15 h 30, sam. 17 h 45 ; la Religieuse, mer., jeu., mar. 15 h 30, ven. 19 h 45, sam. 22 h 30, dim. 18 h 15.

LES SÉANCES SPÉCIALES

AMADEUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 21 h.
ANNE TRISTER (Can.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 19 h.
BLADE RUNNER (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 20 h.
BLUE VELVET (*) (A., v.o.) : Ciné-Planète magique, 3e (42-76-00-18) 21 h.
LE BUCHER DES VANITÉS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 19 h.
LA CITÉ DES FEMMES (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 16 h.
LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'AUTRUI (Pol., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.
LA DÉSENCHANTÉE (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 18 h 10.
DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 16 h.
EN QUATRIÈME VITESSE (A., v.o.) : Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89) 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44) 20 h.
LA FEMME FLAMBÉE (**) (All., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 18 h 20.
LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 18 h.
LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 14 h.
L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (**) (Fr.-It.-All.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.
L'INCINÉRATEUR DE CADAVRES (tchèque, v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 17 h 40.
INDIA SONG (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86) 16 h 30.
LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 15 h 30.
LE MAITRE DE MUSIQUE (Bel.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 18 h 15.
1984 (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 22 h 15.
LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h.
MONSIEUR ARKADIN (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 19 h.
MORT A VENISE (It., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 21 h 30.
MUSIC LOVERS (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 21 h 50.
MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 14 h.
NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 22 h.
L'OPÉRATION CORNED-BEEF (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 17 h 10.
LES PETITES MARGUERITES (tchèque, v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 16 h 20.
QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 17 h 15.
QUERELLE (**) (Fr.-All., v.f.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 22 h 30.
LA RÈGLE DU JEU (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 15 h 15.
ROUTE ONE-USA (A., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) 19 h 45.
SA MAJESTÉ DES MOUCHES (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 14 h.
THELONIOUS MONK (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 22 h.
TOMBÉS DU CIEL (Esp.-péruvien, v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) 14 h.
LA TRAVIATA (It., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 14 h.
UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.) : Ciné-Planète magique, 3e (42-76-00-18) 19 h.
LE VENTRE DE L'ARCHITECTE (Brit., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 21 h 40.

PARIS EN VISITES

MARDI 28 MAI

« Tombes célèbres du Père-Lachaise », 10 h 30 et 14 h 45, porte principale, boulevard Ménilmontant (V. de Langlade).

« L'opéra de la Bastille ; la salle, la scène et les coulisses » (places limitées), 11 h, à l'extérieur, au pied de l'escalier (Connaissance de Paris).

« Le Palais de Justice en activité », 14 h 30, métro Cité, sortie Marché aux Fleurs (C. Merle).

« Hôtels, jardins et ruelles du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul, Le Marais (Lutèce-Visites).

« Hôtel du Grand-Veneur, Montrésor, Vigny, Croisilles et Marle », 14 h 30, 60, rue de Turenne (Paris historique).

« Hôtels et jardins du Marais sud. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Jardin et folie de Bagatelle », 14 h 45, terminus du bus 43, place de Bagatelle à Neuilly (M.-G. Leblanc).

« Crypte et souterrains de l'église Saint-Sulpice », 15 h, parvis de Saint-Sulpice (J.-Y. Jaslet).

« Exposition : Camille Claudel au musée Rodin », 15 h, 77, rue de Varenne (Tourisme culturel).

« La place des Victoires », 15 h, devant l'église Notre-Dame-des-Victoires, place des Petits-Pères.

« Jardins secrets du quartier de Saint-Germain-des-Prés », 15 h, porche principal de l'église Saint-Germain-des-Prés (Paris et son histoire).

« Ateliers d'artistes, jardins et curiosités de Montparnasse », 15 h, métro Vavin (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Développement artistique et artisanal du faubourg Saint-Antoine autour de la célèbre abbaye », 14 h 30, 184, rue du Faubourg-Saint-Antoine.

« Balzac dans sa maison de Passy » (limité à trente personnes), 14 h 30, 47, rue Raynouard (Monuments historiques).

CONFÉRENCES

11, avenue du Président-Wilson, 14 h 30 : « The Lightening Field » de Walter de Maria. 1974-1977 », par M. Deschamps (Musée d'art moderne).

Sorbonne (salle Louis-Liard), 17, rue de la Sorbonne, 18 h : « Le mécénat narcissique et le rayonnement de l'Etat Louis-XIV », par A. Viala et H. Merlin. Confirmation conseillée au : 44-06-01-87 ou 44-06-01-79 (Amis de la bibliothèque de France.

14, rue Bonaparte (amphi. 4), 17 h : Conférence de Jean Hucleux (Ecole nationale supérieure des beaux-arts).

35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « Un portrait de Mozart », par le prince Paul Mourousy, avec le concours de Magda Monti, au piano, H. Ter Stege (Maison de l'Europe).

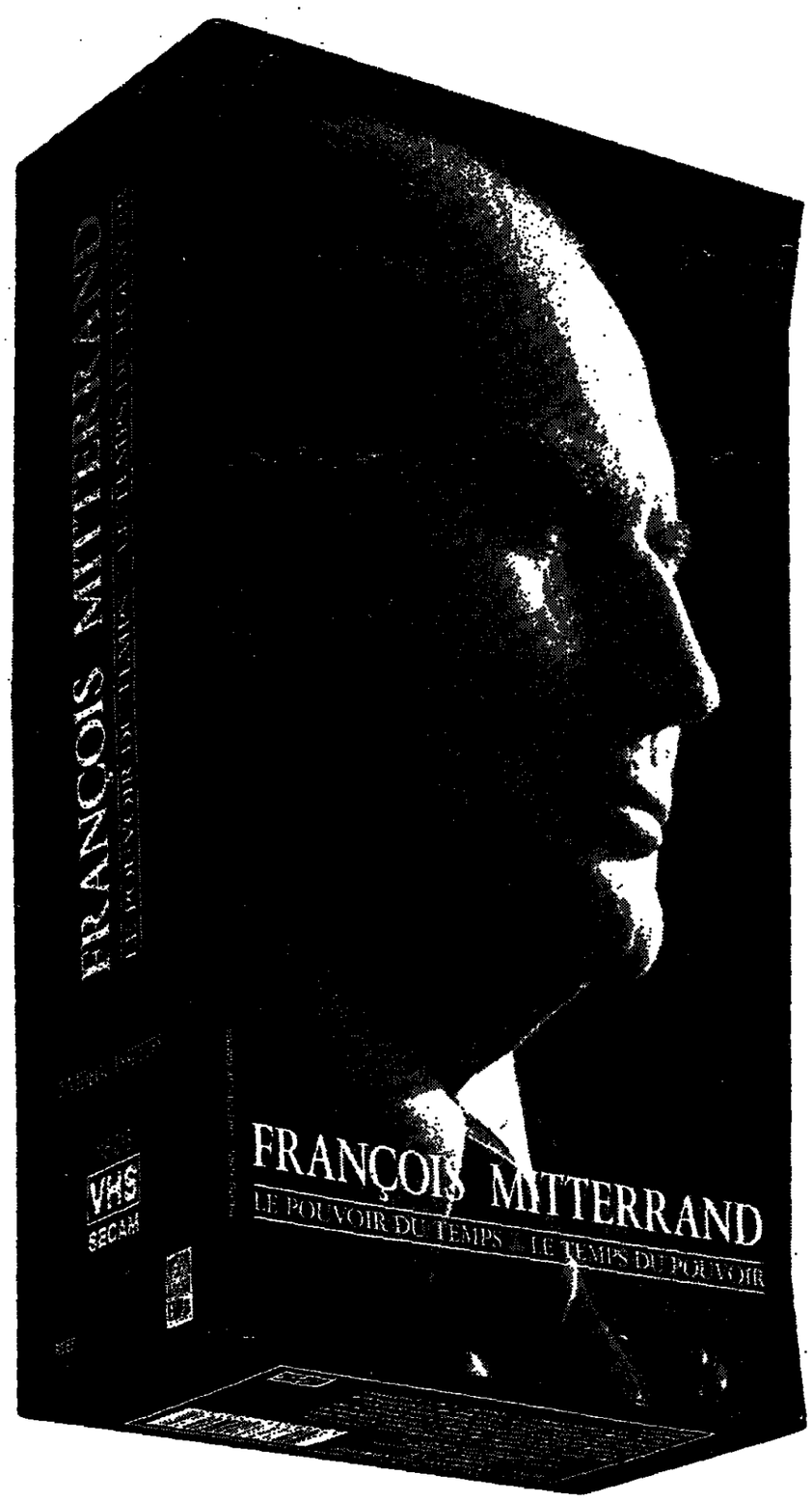
Auditorium de la galerie Colbert, 2, rue Vivienne, 19 h : « Les évidences étranges : Magritte » (hors cadre).

Sorbonne (amphi. Turgot), 20 : « Le magasin des enfants » (les progrès des techniques médicales de procréation assistée), par J. Testard (Université européenne de Paris).

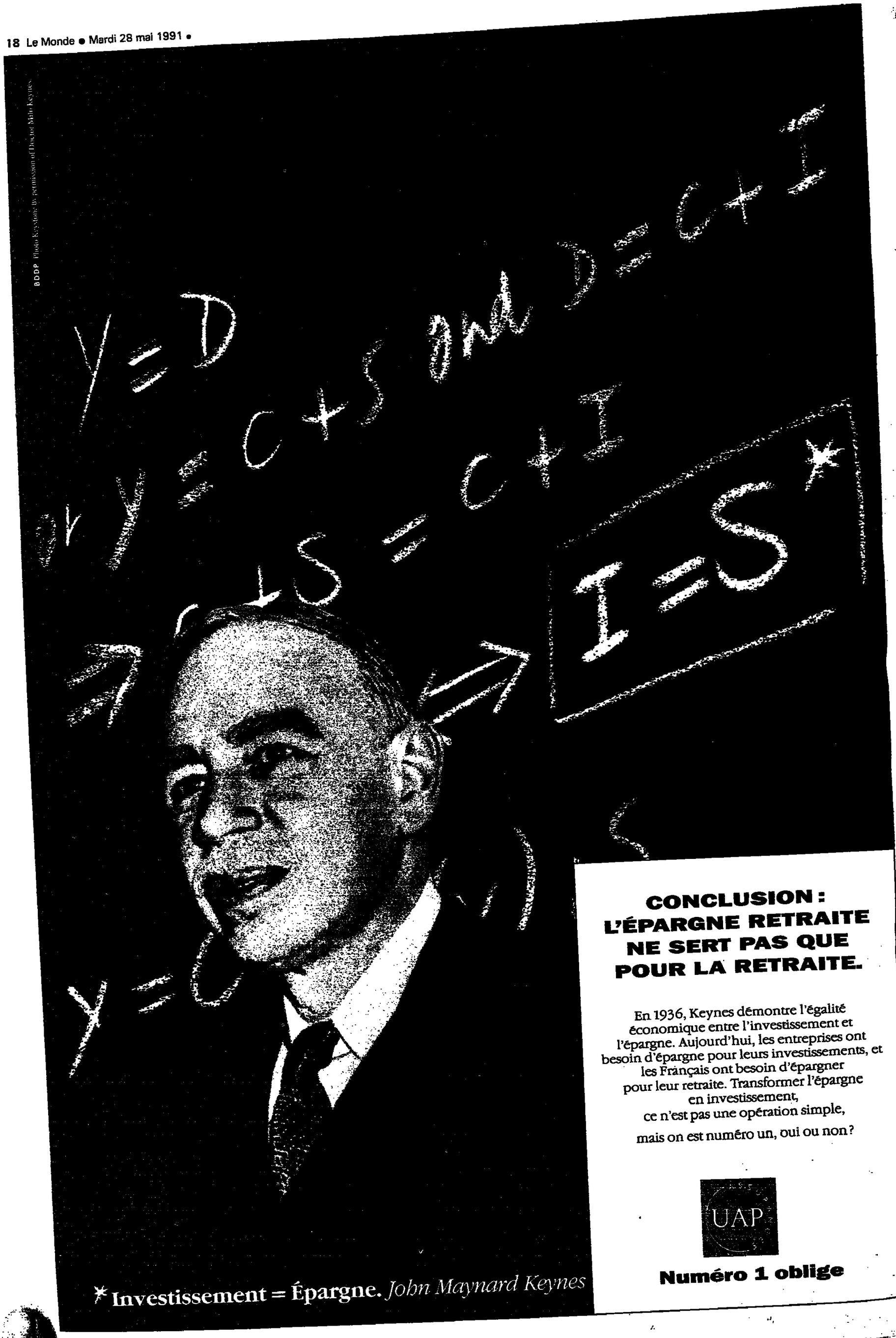
هكذا من الاصل

LE DESTIN EXCEPTIONNEL DE
FRANÇOIS MITTERRAND

LE POUVOIR DU TEMPS ■ LE TEMPS DU POUVOIR



EN COFFRET VIDEO PRESTIGE



هكذا من الاصل

هكذا من الاصل

21 à 24 Champs économiques
34 Pargest fait appel au marché
34 Sofco coté à Lyon et à Stuttgart
34-35 Marchés financiers
36 La télévision commerciale tisse son filet autour du consommateur

BILLET

La chance égyptienne

Les pays occidentaux n'ont pas fini de payer la guerre du Golfe. Ils ont concrétisé, samedi 25 mai, l'engagement pris à New-York, quelques jours après le déclenchement des hostilités contre l'Irak, de réduire la dette extérieure publique de l'Egypte. C'est un véritable bouleversement financier que vient de vivre Le Caire en l'espace de quelques mois. Avant l'invasion du Koweït par l'Irak, les responsables égyptiens étaient à la tête d'un pays considéré comme l'un des plus endettés du monde en développement, honorant ses traites avec beaucoup de peine, et enlisé depuis trois ans dans des négociations avec le FMI.

En l'espace de quelques mois, les bonnes nouvelles se sont multipliées : les Etats-Unis, d'abord, ont annoncé en septembre qu'ils annulaient purement et simplement leurs 7 milliards de dollars de créances militaires. Comptant sur le soutien du Caire face à l'ennemi irakien, les pays du Golfe ont eux aussi déclaré l'effacement de leurs créances, soit 7 milliards de dollars de plus. En janvier, on apprenait que l'Egypte bénéficierait, au même titre que la Pologne, d'une réduction importante de sa dette publique, mesure qui avait été réservée jusque-là exclusivement aux pays les plus pauvres. En avril, les points d'achoppement avec les négociateurs de Washington ont soudainement disparu et l'Egypte s'est engagée sur un programme de restructuration de son économie. Le point d'orgue de cette évolution inespérée est venu le 25 mai, au bout de trois jours de discussions avec les représentants du Club de Paris. La dette extérieure égyptienne a finalement fondu de 50 milliards de dollars à 25 milliards environ.

Forte de sa remise de dette, l'Egypte retrouvera-t-elle prochainement le chemin de la croissance ? Personne n'oserait aujourd'hui l'affirmer, devant l'immensité des réformes à entreprendre, en matière de libéralisation des prix ou de restructuration de la fonction publique. Les responsables du Club de Paris expliquent qu'au-delà des motifs politiques, les réductions de dette accordées à la Pologne et à l'Egypte visent à redonner à ces deux pays un accès aux marchés financiers internationaux. Mais, comme l'ont prouvé récemment les exemples du Mexique ou du Chili, c'est la solidité des politiques économiques internes qui est le principal garant de la confiance des investisseurs.

FRANÇOISE LAZARE

A l'occasion d'une réunion d'industriels à Dresde

Les aides aux nouveaux Länder allemands ne doivent pas mettre en péril des emplois dans les autres Etats européens

déclare Sir Leon Brittan, vice-président de la Commission de Bruxelles

Organisée à Dresde les 24 et 25 mai sous l'égide de la Commission de Bruxelles et de l'UNICE (l'Union des confédérations européennes de l'industrie et du patronat), une conférence consacrée à «l'Allemagne réunifiée dans une Europe libre» a permis aux entreprises européennes intéressées de s'informer sur les possibilités d'investissement dans les cinq nouveaux Länder allemands. A l'occasion de cette manifestation, Sir Leon Brittan, vice-président de la Commission, a encouragé les investisseurs non allemands à participer plus activement à la reconstruction de l'ex-RDA. Il a cependant rappelé que les aides actuelles ne devraient pas remettre en cause des emplois dans d'autres pays de la Communauté.

DRESDE
correspondance

Pour Sir Leon Brittan, vice-président de la Commission européenne chargé de la concurrence, il ne faut pas que l'Allemagne orientale devienne une *«chasse gardée»* pour les investisseurs ouest-allemands. Pour l'instant, 5 % seulement des 1 600 entreprises d'Etat vendues par la Treuhandanstalt ont été acquises par des investisseurs non allemands. *«Une plus grande proportion d'investissements non allemands à l'Est est aussi un moyen de se garder contre la menace de monopole et d'abus potentiels, due à des positions dominantes, qui pourraient agir au détriment de l'Allemagne et de la Communauté toute entière»*, a estimé Sir Leon Brittan.

Selon le vice-président de la Commission, les conditions pour investir n'ont jamais été aussi propices : à tous les niveaux – communautaire, national ou régional, – les investisseurs potentiels disposent d'une gamme complète de prêts et les conseils techniques sont abondants afin de faciliter au maximum la reprivatisation des entreprises est-allemandes. Consciente des difficultés, la Commission a bien voulu fermer les yeux, jusqu'à présent, sur les aides exceptionnelles accordées par le gouvernement fédéral pour stimuler les investissements et créer de nouveaux emplois à l'Est, ainsi que sur le besoin de «désendetter» et de «nettoyer» le bilan des sociétés privatisables.

Mais, s'il s'est refusé à entrer dans les détails, Sir Leon Brittan a toutefois été très clair en ce qui concerne la poursuite de ces aides. Si une aide a *«pour effet de mettre en péril des emplois dans d'autres parties de la Communauté*, a-t-il expliqué, *la poursuite de cette aide doit inévitablement être mise en question». «Nous devons veiller à ce qu'une marge soit préservée en faveur des régions qui sont encore plus défavorisées que ne l'est l'ancienne Allemagne de l'Est»*, a aussi déclaré Sir Leon Brittan, faisant référence à la Grèce, au Portugal ou à l'Irlande.

Financer les autoroutes

Pour sa part, le ministre allemand des transports, M. Günther Krause, qui participe également à la conférence, s'est déclaré *«favorable»* et *«ouvert»* aux investissements étrangers pour financer la construction d'autoroutes de l'ex-RDA : *«Il serait stupide de penser que l'Etat fédéral puisse payer tout seul pour ces infrastructures»*, a-t-il répété à plusieurs reprises.

La formule souhaitée par le ministre est celle d'un *leasing* que les investisseurs privés consentiraient à l'Etat fédéral, ce qui aurait l'avantage d'éviter à ce dernier d'avoir à lourdement s'endetter pour construire des routes ou des voies de chemin de fer, tout en conservant la possibilité de racheter les concessions ultérieurement.

Un projet de loi a déjà été adopté, portant sur un total de 56 milliards de deutschemarks pour dix-sept projets devant permettre de désenclaver les cinq nouveaux Länder, aussi bien par la route, le chemin de fer que la navigation fluviale. Sur ces 56 milliards, 30 milliards seront des investissements privés, a précisé le ministre. Il a aussi indiqué qu'au moins quatre projets devraient commencer d'ici à la fin de l'année, quand le Parlement aura donné son feu vert. Il s'agit d'un projet ferroviaire – la ligne Hanovre-Stendal-Berlin – et de trois projets d'autoroutes, dont un, la voie Magdebourg-Halle, a déjà fait l'objet de propositions de financement de la part d'un consortium de banques et d'entreprises américaines.

En ce qui concerne la France, le nouveau premier ministre, Mme Edith Cresson, aurait déjà fait parvenir à M. Krause une liste détaillée de projets de construction d'autoroutes à l'Est, qui pourraient être financés par des entreprises de l'Hexagone. M. Krause a déclaré qu'il s'était empressé d'accepter l'invitation de Mme Cresson à se rendre à Paris pour discuter plus en détail de ces différents projets, ainsi que de la possibilité d'une coopération franco-allemande concernant le «train rapide» à la manière de ce qui existe déjà pour l'avion européen Airbus.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

De nouvelles mesures fiscales à l'étude

Le gouvernement cherche à colmater le déficit budgétaire

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, devrait présenter, mercredi 29 mai, en conseil des ministres, un projet de loi dit DDOF (diverses dispositions d'ordre financier), concernant notamment la TVA. Afin d'accroître les recettes fiscales, il va être proposé de reclasser certains produits ou prestations. Ainsi, selon notre confrère *les Echos*, l'horticulture, actuellement imposée au taux réduit de 5,5 %, passerait au taux normal de 18,6 % sauf pour les semences et plants utilisés en agriculture. Une telle mesure rapporterait presque 2 milliards de francs à l'Etat. Le tout est de savoir si elle sera votée. Car si la dix-huitième directive communautaire adoptée en juillet 1989 par Bruxelles prévoit effectivement une harmonisation des assiettes de TVA d'ici le début de 1993, la liste actuellement étudiée par Bruxelles ne comporte pas l'horticulture. La tendance serait même plutôt – à la demande notamment des Néerlandais – de faire bénéficier cette profession du taux réduit.

Autre mesure envisagée concernant la TVA : certaines professions actuellement exonérées entreraient dans le système de la taxe à la valeur ajoutée. Après les avocats, seraient concernés les auteurs, les traducteurs, les interprètes, les sportifs, les artistes... Ces professions seraient imposées au taux de 18,6 %. En sens inverse, le gouvernement accélérerait la suppression des rémanences de TVA qui empêchent encore certaines professions de déduire la taxe : les lubrifiants pour les entreprises.

Faisant feu de tout bois, l'Etat tente par ailleurs d'effectuer des prélèvements sur différentes trésoreries d'organismes publics et para publics. Il tente actuellement de récupérer une partie de l'énorme plus-value qu'a faite Esso en vendant son immeuble de La Défense pour aller s'installer à Rueil (*le Monde* du 26 septembre 1990). Le ministère de l'économie estime que l'EPAD (Établissement public d'aménagement de La Défense) a largement sa part dans la plus-value d'Esso, puisque c'est lui qui a réalisé les travaux d'infrastructure. Un accord était intervenu pour que l'Etat reçoive un milliard de francs. Mais ce milliard était jusqu'à présent convoité par le ministère de l'équipement, avec l'idée d'engager de nouvelles dépenses d'aménagement. La vision de Bercy est évidemment différente : il s'agit de faire des économies.

A. V.

Réunis en assemblée générale à Rome

Les patrons italiens dressent un tableau pessimiste de la situation de leur pays

Les chefs d'entreprise italiens sont inquiets. Réunis en assemblée annuelle le 23 mai à Rome, ils estiment souffrir de nombreux handicaps dans la perspective du grand marché européen de 1993. Ils ont dressé, à cette occasion, un tableau pessimiste de la conjoncture italienne, un «mal-être» à base d'inflation encore galopante, de dette trop lourde, de chômage, de stagnation économique, d'impôts en hausse, et d'institutions archaïques.

ROME
de notre correspondant

Graves déséquilibres financiers, stagnation économique, impôts en hausse, bureaucratie envahissante, valeurs en crise, chômage croissant, institutions politiques archaïques. C'est encore une fois un tableau bien pessimiste de l'Italie que M. Sergio Pininfarina, président de la Cofindustria – le CNPF italien – a présenté, jeudi 23 mai, à Rome, pour l'assemblée générale annuelle de son organisation.

Devant un prestigieux parterre comprenant une dizaine de ministres en exercice et un bon millier de chefs d'entreprise, au premier rang desquels les trois «grands», MM. Gianni Agnelli, Carlo De Benedetti et Silvio Berlusconi, le «patron des patrons» a fait l'inventaire de ce *«profond mal-être»* qui, selon lui, gagne peu à peu les fondements mêmes de la société italienne, jusqu'à *«mettre en discussion l'adhésion spontanée des gens aux valeurs profondes de culture et de solidarité qui forment un peuple et une nation»*. M. Pininfarina ne s'est guère étendu sur cette crise des valeurs que traverse actuellement le *Bel-Paese*.

Il s'est en revanche attardé, comme c'est son rôle, sur les problèmes économiques et financiers de la péninsule. *«C'est à nous de guérir nos maux!»*, s'est exclamé l'élu du Gotha de l'industrie, comme en écho aux avertissements lancés de toutes parts ces dernières semaines en direction de Rome.

De la CEE, qui s'irrite de la persistante inflation transalpine – double de la moyenne européenne, –, aux experts de Moody's, qui réévaluent en ce moment même la note de crédit de l'Italie ; du FMI, qui multiplie dans ses rapports les invitations à l'austérité financière, aux Nations unies, qui, dans un récent rapport, ont classé l'Italie au dix-huitième rang des pays où il fait bon vivre, huit places derrière la «cousine» de France ; des analystes de *Business International*, qui viennent de replacer la patrie de Dante au cinquième rang des puissances économiques mondiales, après lui avoir fait miroiter une quatrième place – devant la France – qui avait fait couler beaucoup d'encre d'imprimerie pendant quelques semaines, en passant par le très respecté *Financial Times*, qui éditorialisait récemment sur *«la sérieuse menace»* que ferait peser l'incommensurable dette transalpine sur l'Europe des Douze, l'Italie ne reçoit plus, de la communauté internationale des experts, que des critiques.

Critiques internationales

Le gouvernement, qui est régulièrement, et à juste titre, le principal accusé en la matière, s'en irrite souvent, mais beaucoup pensent que, finalement, il est peut-être enfin sur le point de prendre conscience de la gravité potentielle de ses problèmes financiers. D'ailleurs, rien ne semble plus inquiéter les Italiens eux-mêmes que l'idée d'entrer dans l'Europe unifiée *«en série B ou en deuxième division»*. Le sombre diagnostic et l'emphatique appel à prendre le taureau par les cornes, lancé jeudi du haut de la tribune patronale, sont à replacer dans ce contexte.

Par la voix de M. Pininfarina, le monde de l'industrie exige le ralentissement de l'inflation (6,5 % cette année), le rééquilibrage des finances publiques, la fin des monopoles d'Etat en matière de services, une réforme profonde de la bureaucratie, de l'assurance sociale et des retraites, deux systèmes quasiment en faillite, à cause, notamment, du monopole complet qu'exerce encore l'Etat en la matière. Les retraites complémentaires n'existent pas en Italie et il n'est pas sûr que le projet de réforme du système (qui doit être présenté par le gouvernement avant le 15 juin prochain) lève cette interdiction. Les patrons demandent aussi que soit engagée une véritable politique des revenus, qu'il soit procédé au blocage des salaires des fonctionnaires pendant deux ans, au démantèlement de l'échelle mobile et de tous les mécanismes inflationnistes qui établissent une corrélation directe entre prix et salaires, ces derniers augmentant régulièrement de plus d'un point au-dessus des indices d'inflation.

Négociation à trois

Une vaste négociation à trois, syndicats-patronat-gouvernement, s'ouvrira le 15 juin sur ce sujet. En attendant, la Cofindustria aurait souhaité que soit mis un terme à l'augmentation croissante des prélèvements fiscaux et des charges sociales – la pression fiscale, contributions indirectes comprises, est passée de 31 % en 1980 à 40 % en 1990. Mais, après M. Pininfarina, l'un des trois ministres en charge de l'économie et des finances est monté à la tribune pour expliquer qu'il faudrait encore subir *«une légère hausse temporaire»* sur ce chapitre. Le mini-budget adopté par le gouvernement le 11 mai, et actuellement débattu au Parlement, en faisait état. Equivalant à *«un coup d'épée dans l'eau»*, selon le «patron des patrons», ce correctif budgétaire a été jugé insuffisant, quoique allant dans la bonne direction, par la plupart des experts internationaux, notamment à Bruxelles.

La loi de finances triennale présentée au début de la semaine passée (*le Monde* du 23 mai) fut mieux accueillie, en ce sens que, si les faits suivaient pour une fois les promesses et les prévisions de la coalition gouvernementale, elle permettrait effectivement de renverser la tendance négative de l'endettement. On sait que la dette publique italienne totale, à 132 000 milliards de lires, dépasse désormais une année entière de produit national brut (101 %, selon l'OCDE contre 46,4 % en France). Parmi les Douze, il n'y a guère que la Belgique – 129 % de son PNB – et l'Irlande – 113 % – qui font pis. La baisse récente du taux de l'escompte à 11,5 % va certes permettre de diminuer d'autant la facture des intérêts à payer chaque année par l'Etat italien à ses créditeurs, dont la majorité sont d'ailleurs italiens.

Reste à engager l'essentiel aux yeux de tous et notamment des industriels : une réforme profonde des institutions et du système politique, dans un pays où, le pouvoir étant morcelé, les régions, les provinces et les élus eux-mêmes peuvent dépenser l'argent public, entretenir leurs clientèles et verser des prébendes sans avoir jamais ou presque à rendre compte à quiconque. Sauf, un jour, aux générations futures.

PATRICE CLAUDE

Numéro deux du groupe

M. Jean-Martin Foltz quitte le groupe Pechiney

Le départ de Pechiney de Mme Martine Aubry, nommée ministre du travail, et la redéfinition des tâches au sein de l'état-major du groupe qui en découle provoque ses premiers remous. Numéro deux dans l'organigramme du groupe industriel français, M. Jean Martin Foltz, quarante-trois ans, a décidé de quitter Pechiney. Entré en 1983 dans le groupe, dont l'activité principale était encore l'aluminium, cet ancien président de Jeumont Schneider Industrie (groupe Schneider) a exercé pendant trois ans un certain nombre de responsabilités fonctionnelles (recherche, plan, contrôle de gestion) et a dirigé le secteur des composants et systèmes.

Le rachat d'American National Can par Pechiney à la fin de l'année 1989 a cependant réduit l'étendue de ses pouvoirs, puisque ses moyens de supervision de l'activité emballage – priorité stratégique du groupe – ont été confiés à M. Jean-Pierre Ergas. Ce réaménagement des tâches renforce les pouvoirs de direction générale du président du groupe, M. Jean Gandois.

3èmes CYCLES
Admissions sur titre (Bac + 4)
3ème Cycle spécialisé : 4 filières - 7 mois à plein temps
Ingénierie d'Affaires Internationales
Management Avancé
Marketing et Communication Pharmaceutiques
Organisation des entreprises - Consulting
MBA Program : une formation au Management International en 16 mois
5 mois à Paris
5 mois à New York
10 semaines à Tokyo
10 semaines en Asie (Taipeh, Chine, Hong Kong, Singapour)
4 semaines en Europe Centrale (URSS, Hongrie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie)

ISG
UNE PRESENCE MONDIALE
INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION
Diplôme homologué par l'Etat
(J.O. du 15/06/1988)
Etablissement Libre d'Enseignement Supérieur
6/8, rue de Lota - 75116 Paris - Téléphone : (1) 45.53.60.00

ÉCONOMIE

L'Aérospatiale critique Washington

Suite de la première page

Des dons et prêts *« quasi subventionnels »*, dit M. David, puisque leur taux de 5 % est sans équivalent sur le marché.

M. Patrick Leahy, sénateur démocrate du Vermont, qui préside une commission sur ces cessions d'armes, assimile – pour les critiquer – de telles opérations à des *« rentes déguisées »* envers des pays qui violent les droits de l'homme mais qui s'allient la bonne grâce du Pentagone en reconnaissant aux forces armées américaines des *« facilités »* (bases permanentes, droits d'escale ou de survol).

Venant après des accusations de Washington, selon lesquelles l'Europe s'affranchit des règles de la concurrence en soutenant l'Airbus par des subventions étatiques illicites (*le Monde* du 22 mai), la publication par Aérospatiale des aides financières que les Etats-Unis allouent à leurs clients militaires peut être considérée comme une réponse du berger à la bergère.

Au comité des avions civils du GATT (accord sur le commerce et les droits de douane), Washington a demandé une consultation – procédure préalable à une plainte en bonne et due forme – sur les aides gouvernementales que quatre pays européens (France, Allemagne, Espagne et Grande-Bretagne) sont censés attribuer à la construction et à la commercialisation de l'Airbus. De source américaine, on évalue à quelque 27 milliards de dollars, depuis l'origine, l'aide que les Européens ont accordée aux industriels de l'Airbus – dont Aérospatiale – et que les Etats-Unis comparent à des subventions illégales visant à contrecarrer les efforts des sociétés privées Boeing ou McDonnell-Douglas pour vendre leurs avions de transport sans appui fédéral.

Des stocks d'armes à liquider

Aérospatiale réfute le terme même de subvention. *« Ce sont des avances remboursables*, explique M. Henri Martre, le PDG du groupe, qui les évalue, lui, à 10 milliards de dollars pour l'ensemble des partenaires européens. *Nous les remboursons. Nous vivons du fruit de notre travail. Nous ne vivons pas sur le dos du contribuable. »* Le groupe français, contre-attaque donc aujourd'hui. M. David souhaite ainsi que le contrôle de l'administration sur les ventes militaires soit à la fois plus souple et plus rapide, que la France puisse elle aussi faire des dons, que les responsables politiques *« s'impliquent »* davantage dans le soutien aux exportateurs, et il suggère même que soient supprimés certains embargos – y compris civils – comme pour Taïwan.

La contre-offensive du groupe Aérospatiale, qui a été en 1989 le huitième exportateur français, intervient à un moment où les Américains adoptent un double langage : ils lancent une campagne en faveur de la création d'un cartel des Etats qui tenterait – sous le couvert des Nations unies – de contrôler les transactions en matière d'armes pour les freiner dans certaines zones et, en même temps, ils encouragent la promotion de leurs propres ventes au Proche-Orient ou dans la région Asie-Pacifique notamment.

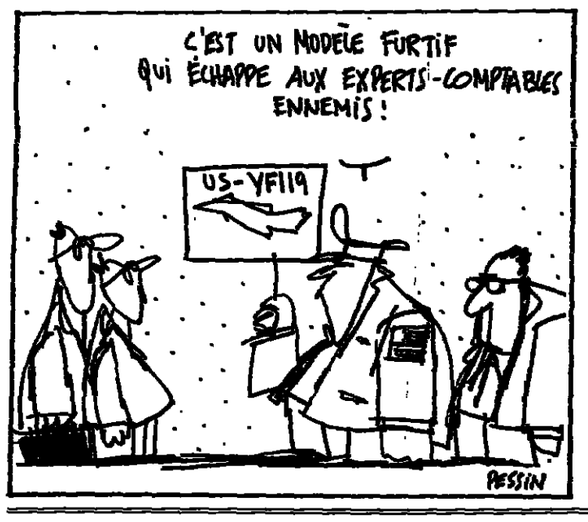
En témoignent des propos récents du secrétaire américain à la défense, qui séjourne ce lundi 27 mai à Paris. Confirmant au Congrès que les Etats-Unis allaient livrer pour 7 milliards de dollars d'armement (quelque 40 milliards de francs) à l'Arabie saoudite parce qu'elle veut doubler les effectifs de son armée, M. Dick Cheney a clairement expliqué que *« le fait que les Etats-Unis cherchent le moyen de réduire le flot des armements de destruction massive n'implique pas une interdiction totale des ventes d'armes »*.

Si l'on en croit le général de division Charles W. Brown, le directeur de l'Agence fédérale d'assistance à la sécurité et à la défense (DSAA), les Etats-Unis disposent aujourd'hui des plus vastes surplus d'armement jamais accumulés depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Le Pentagone se verra contraint, par mesure d'économie, de liquider ses stocks en arguant du fait que les Soviétiques vont brader les leurs dans l'espoir de réunir la trésorerie nécessaire à leurs échanges internationaux.

Il y a bientôt deux mois, l'administration Bush a formé le projet d'obtenir du Congrès que l'Export-Import Bank puisse aider à financer les exportations d'armes en garantissant des prêts – au-delà du milliard de dollars – automatiquement à des clients de l'OTAN, au Japon, à Israël ou à l'Australie et, après accord préalable présidentiel, à tous les autres. Créée il y a cinquante-six ans, l'Exim Bank n'était plus autorisée, depuis 1974, à intervenir dans les affaires militaires. Si le Congrès l'accepte, elle pourra agir de nouveau dans cette voie, à l'exception des pays qui auront bénéficié du FMF sur simple décision du Pentagone.

C'est cet ensemble de mécanismes que le groupe Aérospatiale dénonce. M. Martre évoque l'incapacité – à moins d'une entente entre Etats et industriels européens pour mieux se défendre – de lutter à égalité avec un rival américain qui joue du dollar, des taux d'intérêt, de la stratégie politico-commerciale définie à la Maison Blanche et d'astuces financières pour troubler la compétition.

JACQUES ISNARD



Les principaux bénéficiaires des dons américains

En millions de dollars	1990	1991	1992
DONS			
Israël	1 792	1 800	1 800
Egypte	1 294	1 300	1 300
Turquie	497	500	625
Philippines	140	200	200
Pakistan	229	91	113
Portugal	84	100	125
Maroc	43	43	43
PRÊTS			
Grèce	318	320	285
Portugal	0	0	22
Turquie	85	0	0
Pakistan	0	83	7

NB. – L'année budgétaire américaine part d'octobre de l'année en cours.

□ **Précision.** – La mortalité liée à la grossesse et à l'accouchement en Afrique est encore plus élevée que le taux que nous avions indiqué par erreur dans *le Monde* du 15 mai : elle peut dépasser un décès pour 100 naissances vivantes, et non un pour 1 000.

Le « front » chaud des transports

Suite de la première page

Cette floraison de conflits sociaux dans le secteur des transports ne porte la marque d'aucun chef d'orchestre clandestin. Pour la CGT, qui tente régulièrement et vainement de généraliser des problèmes locaux, il s'agirait même d'une heureuse conjoncture qu'elle n'a ni prévue ni organisée. Il n'est que de voir la diversité des motifs avancés dans les préavis.

Les pilotes d'Air Inter veulent la disparition d'un transporteur, la Société d'exploitation postale, pourtant propriété de la Poste, qu'ils accusent de voler de l'activité à leur compagnie. Les grévistes du groupe Air France exigeront la fin du blocage des salaires imposé par la direction en raison des déficits nés de la crise du Golfe. Même confusion dans le ferroviaire, où sur fond de défense des retraites les cheminots demandent une revalorisation des salaires à l'occasion de la réforme de la grille indiciaire – et non un supplément de liberté, comme le croit le premier ministre – et les agents de la RATP réclament plus de sécurité dans les bus et les métros et de meilleures conditions de travail, sans oublier une amélioration des salaires.

Si l'on excepte la défense de retraites avantageuses – qui ne sont pas menacées, contrairement à ce que veulent croire les organisation de cheminots, – la multiplication de ces grèves traduit surtout la conviction des salariés de ce secteur qu'ils sont en position d'obtenir satisfaction. Qui peut se passer de transports de masse dans la France d'aujourd'hui ? Ni les entreprises ni les particuliers. Ni dans la vie quotidienne, ni pour les loisirs. Il s'agit de l'un des rares secteurs de croissance de l'économie.

Cette position de force explique que les salariés des entreprises de transports soient convaincus que le gouvernement, l'entreprise ou l'usager peuvent et doivent payer. D'autre part, les syndicats ne disposent plus tellement de terrains de manœuvre commodes où les grèves-thromboses réussies avec peu de troupes et à peu de frais démontrent de façon éclatante leur puissance. Eux aussi en profitent donc.

Névroses

Il faut noter également que les entreprises de transports appartiennent le plus souvent à la catégorie des entreprises dites « à statut », c'est-à-dire proches des administrations par leurs rythmes et leur vocation de service public. Ni les personnels ni leurs représentants syndicaux n'ont une claire conscience des enjeux européens ou des nécessités économiques qu'impose une concurrence en voie de renforcement.

Face à cette dispersion, la tâche des directions n'est pas aisée. Chez Air Inter et UTA, où le redressement économique et financier est en bonne voie, on se fera bientôt le plaisir de mettre fin au blocage des salaires. En revanche, Air France demeurera au pain sec et à l'eau tant que les comptes ne seront pas sortis d'un rouge très vif. La division des intérêts des salariés de ce même groupe calmera-t-elle la combativité syndicale, sachant, par exemple, que toute augmentation salariale des pilotes d'une compagnie se répercute, en partie, sur les feuilles de paie des autres pilotes ?

A la SNCF, la situation est largement névrotique. Si la direction maintient son projet de réforme de la grille indiciaire, et les 2,5 milliards de francs d'augmentation de la masse salariale qui s'y trouvent attachés, les syndicats feront grève. Si la direction le retire, ceux-ci feront grève également, car ils demandent à la fois une grille qui améliore la situation des salariés et une augmentation salariale importante qui n'est pas le but d'une réforme de la grille. Quand à la direction de la RATP, elle est sommée de faire disparaître les graffitis et de mettre fin aux agressions des conducteurs de bus dans les banlieues. Cet objectif est-il à sa portée ?

L'agitation a donc de grandes chances de se prolonger dans les transports, puisque les solutions aux problèmes posés dépendent soit de l'abandon de la rationalité économique, soit du bon vouloir du gouvernement, lui-même coincé par sa propre rigueur budgétaire. Les usagers vont devoir prendre leur mal en patience. Surtout si les aiguilleurs du ciel se joignent au mouvement !

ALAIN FAUJAS

« Le Grand Jury RTL-le Monde »

M. Soisson va consulter les syndicats de la fonction publique

Invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* », dimanche 26 mai, M. Jean-Pierre Soisson, ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et de la modernisation de l'administration, entend reprendre dans ses nouvelles fonctions les méthodes de dialogue social qu'il avait souvent développées au ministère du travail. C'est ainsi qu'il *« compte entreprendre au cours des prochains jours »* une série de rencontres avec les différentes fédérations syndicales de fonctionnaires. Notant les désaccords, y compris entre les organisations, il estime *« qu'il faut débattre de telles divergences »* avant d'envisager d'éventuelles mesures salariales. Le dossier du pouvoir d'achat est en effet celui qui, chez les fonctionnaires, provoque le plus de grogne.

M. Soisson a aussi précisé qu'il poursuivrait la politique de modernisation de la fonction publique, menée par ses prédécesseurs, mais qu'il l'infléchirait dans le sens de *« l'action que j'ai menée depuis trois ans et qui tend à développer la modernisation négociée »*. Il ne s'agira pas d'une réforme, a-t-il encore ajouté, car, *« quand on veut réformer, l'histoire politique de ce pays m'apprend qu'on ne change rien »*.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GFF

Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire du Groupement Foncier Français, réunie le 23 mai 1991 sous la présidence de Monsieur Bertrand BALARESQUE, a approuvé les comptes de l'exercice 1990.

Le résultat net du G F F s'établit à 257,8 millions de francs, contre 87,4 millions en 1989 ; ce résultat comprend cependant pour 97,8 millions de francs une plus-value comptable liée à la filialisation de l'activité d'administration de biens. De ce fait, le bénéfice consolidé part du groupe, qui reflète le mieux la rentabilité réelle de l'exercice, s'élève à 164,9 millions de francs, contre 103,6 millions en 1989. Le résultat net consolidé par action s'établit à 45,85 F (contre 37,28 F en 1989) en dépit d'une augmentation de 37 % du nombre d'actions ouvrant droit à un plein dividende. Le dividende de l'exercice 1990 a été fixé à 11 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 5,50 F, contre 9,20 F et 4,60 F en 1989, le choix étant ouvert aux actionnaires de recevoir le paiement du dividende soit en actions soit en numéraire.

Au cours de son allocution, le Président a évoqué les perspectives d'avenir de la société en ces termes.

"Jamais les résultats du G F F n'ont été aussi brillants qu'en 1990 ; l'activité globale du groupe a culminé à 7,4 milliards de francs ; le bénéfice net, diminué des éléments exceptionnels propres à l'exercice, marque une forte progression ; les fonds propres comptables approchent le milliard de francs.

"Leur publication intervient pourtant à un moment où la morosité qui s'est installée sur les marchés immobiliers il y a près d'un an, et qui a été aggravée par les événements du Golfe, n'est pas encore dissipée. C'est pourquoi il n'est pas inutile de souligner que notre groupe bénéficie d'éléments porteurs d'avenir, qui ont été patiemment rassemblés au cours des récentes années, et qui doivent lui assurer la pérennité de résultats positifs dans les exercices à venir.

"Le premier de ces éléments est, à n'en pas douter, la diversité et la complémentarité des différents métiers du Groupe : construction, aménagement, rénovation, transaction, gérance, location, maintenance et entretien, crédit-bail, collecte d'épargne auprès des particuliers, expertise, conseil.

"Le second est l'élargissement de notre clientèle...

"Le troisième est la solidité financière du groupe : nos investissements ont porté prioritairement ces dernières années sur des développements internes ou externes provenant des activités rentables, moins sujettes que la construction proprement dite aux aléas de la conjoncture immobilière ; gérance, syndic, crédit-bail. Le G F F s'est également constitué, directement ou indirectement, par l'intermédiaire de ses filiales de crédit-bail notamment, un patrimoine immobilier non négligeable. Quant aux opérations de promotion, les parts qu'y a engagées le Groupe sont, au total, très inférieures au montant de ses fonds propres, ne faisant donc peser en contrepartie des bénéfices attendus que des risques mesurés sur les équilibres financiers à venir.

"Mon message est donc un message de confiance. Notre G F F s'est "musclé" à tous égards au cours des dernières années, il a élargi ses horizons et développé ses aptitudes à innover et à s'adapter. Il aborde la phase nouvelle qui s'ouvre à lui avec la volonté du succès et les moyens d'y parvenir."

A l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire, le Conseil d'Administration s'est réuni pour constater que le prix de souscription des actions, pour les actionnaires qui opteront pour le paiement du dividende en actions, s'établit à 273 francs. Les actionnaires ont du 9 juin au 1er juillet 1991 pour indiquer, auprès de l'établissement dépositaire de leurs titres G FF, leur choix pour le paiement du dividende en actions. Au delà de cette date, le dividende leur sera versé en numéraire.

Enfin ce même Conseil, à la suite du renouvellement du mandat de plusieurs administrateurs, a reconduit M. Bertrand BALARESQUE dans ses fonctions de Président-Directeur Général et M. Roland VAN MOERE dans celles de Directeur Général.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

4 ESPACES CONSEILS AU CŒUR DE PARIS
8e 3, RUE LA BOÉTIE
6e 112, BD ST-GERMAIN
6e 132, BD ST-GERMAIN
4e 18, BD DE SEBASTOPOL
7 690 F T.T.C.
4 980 F T.T.C.
13 780 F T.T.C.
EN CADEAU
et sur présentation de cette annonce est offerte pendant 15 jours une calculette *
DEMANDEZ NOTRE CATALOGUE GRATUIT
BUREAUTIQUE DURIEZ INFORMATIQUE

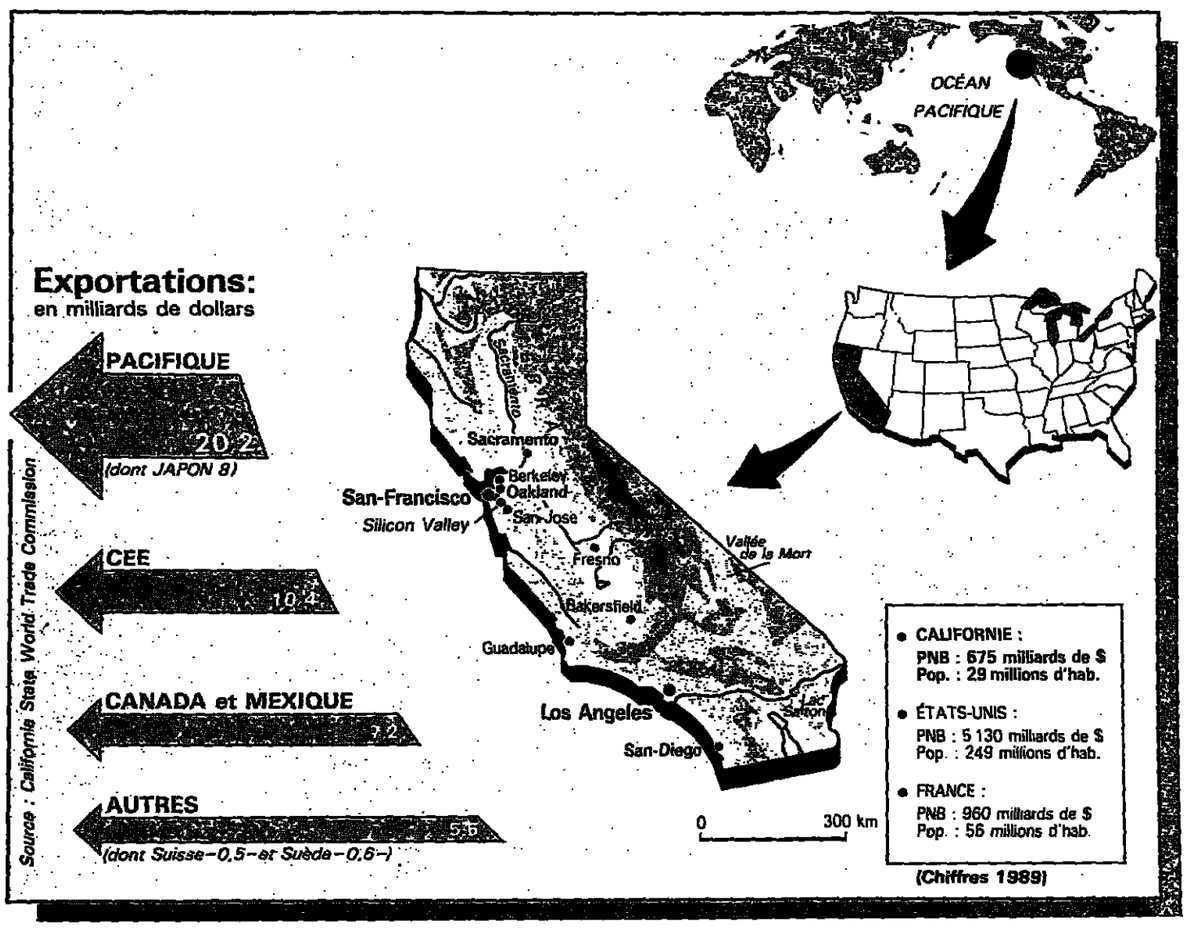
هكذا من الاصل

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

Les nouvelles cartes de la Californie

Actuellement en état d'urgence budgétaire, l'Etat le plus riche de l'Union joue l'Europe et le marché commun américain. Avec le Canada, le Mexique... et le Japon



SUR son éphéméride aux couleurs de la Californie la date du 15 juin est entourée de rouge. Ce jour-là, Pete Wilson, le gouverneur républicain de l'Etat le plus peuplé et le plus riche de l'Union, défendra son budget 1991-1992. Et des comptes catastrophiques : près de 13 milliards de dollars de déficit sur un total de 56 milliards, le double de ce qu'il escomptait en prenant ses fonctions au début de l'année et le plus important, en valeur absolue, de l'ensemble des Etats-Unis.

Son prédécesseur, également républicain, le gouverneur George Deukmejian, avait subi le tremblement de terre de San-Francisco en octobre 1989. Pete Wilson, lui, devra compter avec les effets des gelées de décembre dernier et d'une très grave sécheresse, avec aussi une crise fiscale sans précédent et une sortie de récession qui s'annonce plus tardive qu'au plan national – sans oublier un savant découpage électoral. Une rude tâche pour cet ancien marine de cinquante-sept ans que certains s'obstinent à placer aux côtés de George Bush pour les prochaines élections présidentielles.

« Il faudra beaucoup d'argent »

La Californie s'est placée, début avril, en « état d'urgence » budgétaire. *« Comment le premier Etat industriel de l'Union, le premier Etat agricole, celui qui a bâti sa réputation sur son esprit d'entreprise, sur les performances de sa technologie, a-t-il été conduit à se préoccuper essentiellement de prisons, du chômage, des sans-abri et de* welfare *», s'interroge à Sacramento, capitale de l'Etat, Clark Goecker, le président de la League of Californian Cities, un poste d'observation idéal pour suivre l'explosion des dépenses sociales et la diminution des recettes fiscales auxquelles sont confrontées toutes les municipalités.*

« Pendant des années, répond-il, *l'Etat californien a systématiquement baissé les impôts, quand il n'a pas bloqué les taxes immobilières et coupé dans les services publics. Tout cela a été masqué par la croissance, mais aujourd'hui qu'elle n'est plus là, la gravité de la situation saute au visage.*

« En termes de dépenses pour l'éducation, par exemple, la Californie arrive au trente-huitième rang seulement des cinquante Etats, au quarante-quatrième pour l'argent investi dans les transports en commun et les réseaux routiers. Nous subissons tous les jours les conséquences de ces choix. Il faudra de l'argent, beaucoup d'argent, pour essayer de résoudre les problèmes. »

Pourtant, *a priori*, la Californie est encore riche. Pendant dix-sept ans vingt dernières années, sa croissance a dépassé la moyenne nationale et, aujourd'hui, avec une population de près de 30 millions d'habitants, elle affiche un produit intérieur brut d'environ 700 milliards de dollars qui la maintient au septième rang des grandes puissances économiques occidentales loin devant le Canada.

Au cours des « années Reagan » – qui avait été gouverneur de Californie de 1967 à 1974, – le revenu moyen californien a été hissé de 13 200 dollars en 1982 à 20 000 dollars en 1989. Plus de 10 % des Américains les plus fortunés (contre 17 % à New-York, qui reste numéro un) continuent à élire domicile entre San-Francisco et Los Angeles. Enfin, l'activité manufacturière, qui fournit un emploi sur cinq et pèse 150 milliards de dollars, conserve des positions solides dans l'électronique, l'aéronautique et le pétrole, même si les trois quarts des emplois californiens sont désormais liés à la production de services, où la valeur ajoutée est plus importante.

Toutefois, la récession partie de la côte est, et la nécessaire adaptation de l'appareil de production, l'explosion de l'immigration hispanique et asiatique obligent à revoir images anciennes et idées reçues. Les trois quarts du budget californien – une proportion que connaissent la quasi-totalité des villes « à problèmes » – sont destinés par la force des choses aux urgences sociales : un système scolaire souvent délabré, des soins médicaux que la *middle class* a beaucoup de mal à s'offrir, l'aide sociale pour les plus démunis qui en font la demande. Sans compter les 7 % – le poste qui connaît l'augmentation la plus rapide – affectés à des prisons surpeuplées (à 180 % de leur capacité d'occupation) où 100 000 détenus, pour la plupart issus des « minorités », s'entassent.

Les 411 000 km² du troisième Etat américain par la superficie (après l'Alaska et le Texas) n'ont certes rien d'une vaste friche industrielle ni d'un coupe-gorge à grande échelle, dont le secteur le plus dangereux serait la gigantesque Los Angeles et ses 15 millions d'habitants, une « cité du futur » qui accepte de perdre 100 000 heures par an dans les embouteillages et qui étire ses interminables *freeways* jusqu'à la frontière mexicaine. Incontestablement, les plages de Malibu et de Santa-Barbara, les parcs d'attraction du sud de l'Etat attirent encore des millions de touristes et les studios de Hollywood restent la place forte de la production cinématographique.

Cependant, l'avenir de certains secteurs d'activité suscite des interrogations. La croissance s'est fortement ralentie et le chômage a dépassé 7 % de la population en février dernier, pour se maintenir depuis au-dessus de la moyenne nationale.

« Tout le monde n'en a pas profité »

Une des raisons de la situation actuelle provient des énormes allégements fiscaux opérés au cours des années 80. *« Cela a certainement stimulé l'économie, mais tout le monde n'en a pas profité »*, affirme à son tour Don Perry, le conjoncturiste de l'Office of Economic Research de Sacramento.

« La réduction des dépenses militaires opérée par le Pentagone et la remise en cause de grands projets ont affecté sensiblement l'économie californienne, surtout dans le Sud. L'électronique industrielle a été touchée, mais pas autant que l'aéronautique, par le ralentissement général de l'activité. Quant à l'agriculture, les pluies de mars dernier ont été insuffisantes et nous sommes très préoccupés par cette industrie très importante pour la région. »

La Californie n'escompte aucune faveur gouvernementale en dépit du succès de la guerre du Golfe. Alors que le débat sur un budget militaire de 291 milliards de dollars pour l'année 1992 et sur les coupes pour les cinq prochaines années vient de s'ouvrir, les sociétés McDonnell Douglas, Lockheed, Northrop continuent à licencier des milliers de salariés, dont 20 000 pour le seul bassin de Los Angeles. Un coup dur pour le secteur de la défense qui procurait bon an mal an plus de 50 milliards de recettes au sud de la Californie, mais dont la part dans le PNB de l'Etat a été ramenée de 40 % en 1950 à 8 % aujourd'hui.

L'autre symbole de savoir-faire et de matière grise, l'électronique-informatique, est à son tour sur la défensive. La Silicon Valley affiche de mauvais résultats et craint d'être peu à peu colonisée par ses concurrents japonais, érigés en partenaires obligés.

Enfin, pénalisée par d'importantes catastrophes naturelles, l'agriculture californienne, la première du pays depuis plus de quarante ans, qui contribue chaque année pour plus de 16 milliards de dollars au PNB de l'Etat, est frappée. En 1990 la sécheresse lui a coûté 1 milliard de dollars qui s'ajoutait aux 450 millions perdus en 1989, et il en ira sans doute de même cette année au vu de la couleur jaunie, voire grisâtre, de la vallée de San-Joaquin, connue pour la qualité de ses fruits et légumes.

Une fois n'est pas coutume, ce n'est pas la Californie qui va tirer l'économie nationale de l'ornière. A en croire la dernière enquête de conjoncture de la Réserve fédérale début mai, les dépenses de consommation continuent à stagner dans la région et la fin de la guerre du Golfe n'a pas fait redémarrer le secteur immobilier. *« L'ouest des Etats-Unis continue à être caractérisé par une faiblesse de son économie »* et, alors que la situation s'améliore dans d'autres Etats, *« aucun signe évident de reprise n'apparaît »* en Californie, constatent les économistes de la Banque centrale.

Contrainte de compter sur ses propres ressources humaines et financières, la côte californienne a décidé de parer au plus pressé. D'abord en accélérant la mise au point d'un « plan composants » – une première sous une administration républicaine qui a accepté d'apporter un concours étatique à une ébauche de politique industrielle sectorielle, – qui devrait permettre de comprendre comment les Etats-Unis ont perdu leur *« leader-chips »* (*chips* : puces) avant de reconquérir un véritable leadership.

Ensuite, en participant à un groupe de réflexion sur l'industrie aéronautique et aérospatiale créé un mois à peine après l'attribution d'énormes contrats qui s'est faite aux dépens des traditionnels fournisseurs du Pentagone installés dans la grande agglomération de Los Angeles. Enfin, trente ans après la naissance de Fairchild, qui allait faire le succès de la Silicon Valley, en favorisant le développement du nouveau pôle de l'Orange County avec, à une heure de voiture (hors embouteillages) du « centre-ville », près de 3 000 entreprises de haute technologie.

L'avenir de cette région aux dimensions d'une grande puissance industrielle, dotée des atouts indiscutables d'une économie très diversifiée, repose aussi sur sa capacité à maintenir son ouverture sur l'extérieur. Traditionnellement, la Californie est le premier exportateur de l'Union pour les produits agricoles, agroalimentaires et manufacturés. Son client privilégié reste le bassin Pacifique, qui absorbe environ 50 % de ses exportations (20 % pour le seul Japon), mais l'Europe semble marquer des points, représentant plus du quart des sorties de marchandises.

« Nous avons redécouvert l'Europe »

« La Pacific-mania s'est calmée depuis quatre ou cinq ans en Californie, indique Gregory Mignano, directeur exécutif de la California State World Trade Commission. *Nous avons redécouvert l'Europe et d'autres marchés que l'Asie, ce qui nous permet, par exemple, de vendre ailleurs quand un pays est en récession. »* La prochaine étape est déjà tracée. Ce sera une montée en puissance à destination du Canada et du Mexique qui, après les pays asiatiques et la Communauté européenne, sont les deux principaux partenaires de la Californie avec, chacun, plus de 8 % des exportations.

L'accord de libre-échange qui fonctionne depuis près de deux ans entre les Etats-Unis et le Canada n'a pas suscité de réactions particulières dans la mesure où il n'a fait souvent qu'officialiser des pratiques courantes. En revanche, l'accord que négocient directement les présidents américain et mexicain comporte encore quantité d'incertitudes. Mais qu'à cela ne tienne. Chacun espère qu'on pourra bientôt commercer et s'installer chez ce voisin qui, jusqu'en 1848, était ici chez lui.

Certaines PME ont déjà franchi le pas, telle Countess York of California Inc., une petite société proche de Los Angeles, qui a ouvert un atelier de couture de l'autre côté de la frontière. D'autres suivront, attirées par ce marché de 6 000 milliards de dollars que représente la future entité Etats-Unis/Canada/Mexique, contre 3 800 milliards pour les douze principaux pays du Pacific Rim. Contre ou avec...

de Sacramento
SERGE MARTI

– Lire la suite du dossier en pages 22 et 23.

– Le prochain « Monde affaires » daté vendredi 31 mai comprendra une série de reportages sur des entreprises californiennes.

eslsca

3e CYCLE SPÉCIALISÉ
"INGÉNIERIE FINANCIÈRE"

Formation professionnelle de haut niveau
aux montages d'opérations de haut de bilan
et de financements spéciaux.
Évaluation d'entreprise, Fusions-acquisitions, LMBO, OPA...
De la politique financière aux opérations spécifiques.

Pédagogie et corps professoral :
Spécialistes experts et entreprises partenaires.
Renseignements et Inscriptions : Philippe GINSBERG

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE
DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES
Fondée en 1949 - reconnue par l'Etat
1, rue Bougainville - 75007 PARIS Tél. : (1) 45 51 32 59

Les nouvelles cartes de la Californie

Un golfe nippon

Les établissements japonais détiennent plus du quart des actifs bancaires et accordent plus du tiers des prêts industriels

UNE vingtaine de cadres japonais goûtent la joie de leur vie, récompense d'années d'efforts professionnels. Agrippés à leurs clubs de golf aux chromes étincelants, ils foulent le parcours de Pebble-Beach, le terrain le plus prestigieux du monde et la dernière conquête d'un milliardaire nippon, Minoru Isutani. En septembre dernier, pour plus de 800 millions de dollars selon les estimations, ce haut lieu du golf a changé de mains, symbolisant l'empreinte japonaise croissante *qui comble un vide tout en provoquant des tollés.*

Un rôle prépondérant

Depuis dix ans, la banque, l'immobilier et la technologie constituent le domaine privilégié des investisseurs japonais. *« Le secteur financier a bénéficié de la croissance des échanges entre les deux régions »*, explique Gary Zimmermann, un économiste de la Federal Reserve Bank de San-Francisco. Les établissements sous influence nippone (filiales ou succursales) gèrent en 1990 plus de 26 % des actifs détenus par les banques californiennes contre 14 % en 1986. Suite à leurs progrès, par acquisitions successives, et à leur rôle de locomotives des entreprises commerciales japonaises, ces établissements accordent plus de 34 % des prêts industriels de l'Etat.

Selon Gary Zimmermann, *« l'existence de relations privilégiées entre les multinationales japonaises et les banques, antérieurement à leur implantation californienne, contribue à des résultats hors pair »*. La rentabilité des implantations de souche nippone dépasse de 4 points celle des autres banques de l'Etat. Parmi les dix premières, on compte désormais six ressortissants du pays du Soleil-Levant qui, avec 123 milliards de dollars d'actifs en 1990 contre 50 milliards en 1986, jouent un rôle prépondérant dans les circuits financiers. *« Le septième Etat du monde soumet sa destinée aux argentiers étrangers »*, confie un économiste de l'université de Berkeley qui préfère rester anonyme.

Dans l'immobilier, la manne japonaise fait merveille au sud de la Californie. Pour Century City, à Los Angeles, un ensemble similaire à la Défense, les investissements cumulés dépassent 6 milliards de dollars selon la mairie. Les portefeuilles d'acquisitions ont été rééquilibrés en faveur des ensembles hôteliers ou de loisirs et des zones résidentielles. Les hôtels comptent en 1990 pour 40 % du total des sommes engagées ; et, parmi les 13 milliards d'achats immobiliers japonais aux Etats-Unis, près de la moitié s'effectuent dans six métropoles californiennes, selon le cabinet Kenneth Leventhal.

Toutefois, depuis 1986, la grande nouveauté tient aux prises de participation et aux engagements effectués dans le domaine des technologies de pointe. Tandis que les entreprises japonaises détiennent désormais six des dix premières places dans le domaine des semi-conducteurs, elles achètent en abondance le savoir-faire de jeunes entreprises californiennes, explique Masato Ishii, un consultant qui sert d'intermédiaire aux financiers nippons. Depuis 1984, les entreprises japonaises de l'industrie lourde qui se sentaient condamnées à terme se diversifient sans compter sous la poussée du MITI.

Ainsi Kawasaki Steel et Nippon Steel, les leaders de l'acier, ont-ils misé sur les ordinateurs. Kubota, un fabricant de tracteurs, a procédé à une douzaine d'investissements dans la Silicon Valley (dans les circuits intégrés comme dans les biopesticides) pour un montant avoisinant 200 millions de dollars. Pour sa part, Cannon a injecté 100 millions de dollars, avec pour contrepartie 16 % de Next, l'entreprise de Steve Jobs, le fondateur d'Apple. *« Une somme extravagante »*, explique ce dernier ; *ils étaient les seuls à accepter de prendre un tel risque. »*

La finalité stratégique

En fait, l'attraction de la Californie répond à un souci de localisation avant tout autre chose, comme pour Masato Ishii, qui a installé sa société à Redwood-City, dans la Silicon Valley. L'implantation historique d'une forte colonie nippone dès le début du siècle a facilité les opérations. De surcroît, depuis l'accord du Plaza en 1985, le cours du yen a crû de 50 % par rapport au dollar, allégeant sensiblement la facture des investisseurs.

Sur les 70 milliards de dollars investis aux Etats-Unis par le Japon l'an dernier, plus du tiers a abouti en Californie, alors que la variété des domaines d'action ne cesse de surprendre : entreprises vinicoles, textile, cinéma et, depuis six mois, une mine de charbon. Désormais, les entreprises japonaises emploient près de cent mille personnes en Californie, contre soixante-huit mille cinq cents en 1987, avec un triplement des investissements au cours de cette période.

Les entrepreneurs américains ne tardent pas à reconnaître les qualités de leurs bailleurs de fonds. *« Ils travaillent avec nous sur le long terme et nous soutiennent sans impératifs de rentabilité trimestrielle*, confie Steve Jobs. *L'équation demeure équilibrée, car nous bénéficions simultanément d'un outil de pénétration du marché japonais. »*

Alors que les sommes engagées par les agents du capital-risque américains ont baissé de 20 % depuis 1988, le pays du Soleil-Levant *« assume un rôle de complémentarité et comble un vide »*, dit Bernard Lacroute, de Kleiner Perkins. *Seuls les Japonais acceptent de s'aventurer dans des zones à haut risque, avec une rentabilité sur quinze ans »*. Pour Masato Ishii, les Japonais *« s'inscrivent dans le cadre d'une finalité stratégique et non pas financière. Voilà toute la différence entre un investissement japonais et un placement américain »*.

L'argent japonais trouve preneur, comme en témoignent les bureaux d'accueil installés par les villes californiennes à Tokyo. Pas moins d'une vingtaine au dernier décompte. Ainsi que le souligne cet investisseur qui gère les placements de Mitsubishi, *« on vient nous chercher, et si nous achetons c'est qu'il y a des vendeurs »*.

Toutefois, cela provoque des réactions. Le rachat du golf de Pebble-Beach a soulevé une vague de protestations anti-japonaises touchant parfois au racisme, et des chercheurs de l'université de Berkeley, dont le professeur Borrus, ont popularisé l'idée d'un contrôle plus strict des deniers placés par le Japon. Ils préconisent l'achat obligatoire de plus de 80 % des composants et des matières premières aux Etats-Unis et recommandent que les entreprises nippones dont le chiffre d'affaires dépasse 1 milliard de dollars installent, préalablement à tout investissement, des centres de recherche et de formation en Californie.

Les Japonais n'ont pas tardé à réagir. Immédiatement, les institutions bancaires ont eu à faire face à des problèmes de liquidités, et dans l'immobilier les investisseurs nippons ont commencé, au début de 1991, à céder quelques propriétés non stratégiques. Même dans la technologie les Japonais ont calmé le jeu, se limitant à des prises de participation minoritaires. De plus, un scandale juridique à la suite d'un différend entre Kubota et une des firmes dans laquelle il a investi a accentué la prudence des bailleurs de fonds de Tokyo.

« Nous avons appris au fil des ans que tout investissement n'est pas bon à faire », assure Masato Ishii. Mais les entreprises nippones ne vont pas cesser pour autant d'alimenter les différents secteurs de l'économie californienne. Aux grandes multinationales se sont jointes des firmes de taille moyenne qui prennent position sur des sommes inférieures : le montant moyen des engagements immobiliers et technologiques a baissé de 20 % en un an, alors que le nombre de transactions est en stagnation.

Les chefs d'entreprise de la Silicon Valley ou les propriétaires de parcours de golf continuent de se tourner vers l'Orient afin de financer leurs exploits de demain. Ainsi, en mars dernier, American Airlines a ouvert une ligne qui va de San-José – la ville champignon de la haute technologie – à Tokyo. Signe des temps : celle-ci affiche complet. La Californie deviendra-t-elle un golfe nippon ?

de San-Francisco
ALEX SERGE VIEUX

En tache d'huile

Matsushita a finalement lâché prise sur le parc national de Yosemite que la firme avait acquis en décembre dernier, en même temps que l'imposant groupe de production hollywoodien MCA, pour ne pas froisser les susceptibilités américaines. Toutefois l'industrie de la communication et des loisirs reste le secteur où les firmes nippones ont le plus investi aux Etats-Unis ces dernières années.

Depuis 1985, les investissements japonais ont totalisé plus de 12 milliards de dollars dans cette seule activité, l'électronique et l'informatique venant au second rang, d'après les récentes informations fournies par le magazine *Business Tokyo*. Un chiffre à mettre en parallèle avec les investissements réalisés dans le même temps hors industrie, dans l'immobilier, à savoir 53 milliards de dollars.

D'année en année, le Japon accroît sa part des investissements directs étrangers aux Etats-Unis, où il figure désormais au deuxième rang, avec un taux de pénétration de 18 %, derrière la Grande-Bretagne (28 %). La Californie constitue l'Etat américain où – après Hawaï, mais avec des montants bien moindres – la présence japonaise est la plus forte, plus de soixante opérations d'investissement y ayant été effectuées au cours de la seule année 1990.

Vers le haut de gamme

La carte des implantations nippones aux Etats-Unis confirme l'intérêt porté à cet Etat, qui possède à présent 235 usines japonaises contre 100 dans l'Ohio et 86 dans l'Illinois. Au total, les implantations situées dans l'ouest et le centre des Etats-Unis constituent près des deux tiers de la présence des firmes nippones. *« Los Angeles et sa région sont pour les Japonais ce que New-York fut pendant un siècle pour les Européens »*, rappelle, de son côté, une étude consacrée à ce sujet par le poste français d'expansion économique de Los Angeles.

Ainsi les sièges sociaux des filiales américaines des huit constructeurs automobiles nippons se sont implantés dans le bassin Los Angeles-San-Diego. De même la première voiture japonaise conçue hors du Japon, la « Mazda Miata », a été créée à San-Diego et dans l'Orange County, le comté proche de Los Angeles où se sont installées quantité de firmes de haute technologie.

En depit de la lutte que se livrent les autres Etats pour, à coups de subventions à l'investissement, attirer des firmes japonaises, la Californie et l'Ohio semblent encore jouir d'une certaine faveur auprès de Tokyo, qui a parfaitement rodé son approche du marché américain. Celle-ci s'opère d'abord par des produits plutôt bas de gamme, mais bénéficiant d'un effet prix extrêmement performant (de l'ordre de 15 % à 20 %). Une fois les parts de marché acquises, on note toujours, dans la décennie qui suit, une évolution vers le haut de gamme, bien appuyée par une bonne maîtrise de la technologie.

Cette stratégie « en tache d'huile » a commencé au début des années 60 sur des produits tels que les montres et la photographie, et elle s'est confirmée ensuite pour l'électronique grand public et l'automobile. Ainsi est apparu récemment le phénomène « deuxième réseau » sur le marché américain, où les voitures de luxe japonaises (Lexus, Infiniti, Acura) et l'électronique professionnelle ont rapidement marqué des points.

Parallèlement, l'offensive est confortée par la présence d'au moins trois sociétés japonaises sur le même créneau. C'est « l'effet étagère », tandis que le courant d'exportation à destination des Etats-Unis joue sur l'*« atomisation du centre de décision »* de façon à se concentrer sur le consommateur. On mise sur le design, la réputation de qualité ou sur un « plus » technique, autant d'éléments que la concurrence aura beaucoup de mal à contrecarrer.

Enfin, le Japon a su parfaitement traduire sur le sol américain sa notion de keiretsu, à savoir le lien étroit qui unit clients et fournisseurs, en accolant à chaque « transplant » (les usines de production nippones installées aux Etats-Unis) les sous-traitants japonais qui travaillaient déjà avec elles sur le sol natal. Résultat : à l'heure actuelle, plus de 40 %, des exportations japonaises sont destinées au marché américain et 70 % d'entre elles concernent l'automobile, les composants électroniques et l'audio-vidéo.

Dans ces domaines, les fabricants américains ont le plus grand mal à lutter. Quand ils n'ont pas déjà pratiquement abandonné la partie en préférant passer des accords d'association avec les concurrents nippons pour essayer de limiter les dégâts.

S. M.

Eurostaf
Europe Stratégie Analyse Financière

vient de faire paraître une étude sur :

L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE DES PRODUITS SURGELÉS EN FRANCE : VERS UN PARTENARIAT AVEC LA CHAINE DU FROID

Si les produits alimentaires surgelés ont réussi leur percée dans les années 1970, les dix dernières années ont vu leur banalisation et leur entrée dans l'alimentation quotidienne. Leur gamme s'enrichit sans cesse de préparations à forte valeur ajoutée : aujourd'hui repas individuels et familiaux complets, prêts à réchauffer, demain base des menus de la restauration commerciale.

Le développement de divers types de "plate-formes" de distribution, véritables "interfaces" entre producteurs et consommateurs, a changé les règles du jeu. Apparemment tous les intervenants (producteurs, distributeurs, prestataires) trouvent leur compte dans une chaîne du froid constituée de circuits diversifiés.

Les principaux intervenants de l'ensemble de la filière ont été étudiés et une analyse financière plus approfondie portant sur plus de 40 entreprises a permis de dégager les principales caractéristiques par secteur de marchés et par famille de produits.

Pour recevoir la présentation détaillée de cette étude, contacter : EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 23, boulevard des Italiens, 75002 Paris. Tél. : 49 24 90 50.

PCS
PREPARATION COMMERCIALE SUPERIEURE

Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques créé en 1976

- Classes prépa ESC et classes pilotes HEC
- Corps professoral réputé
- Suivi personnalisé et groupes homogènes
- Admission sur dossier pour bacheliers B, C, D.

Classes "pilotes" HEC

Conditions d'admission
- Voie générale bac C plus mention et/ou admissibles aux concours
- Voie économique Bac B et D plus mention et/ou admissibles aux concours
- Dépôt des dossiers à partir de janvier

GROUPE ESLSCA - PCS
48, rue de la Fédération 75015 Paris
tél. (1) 45 66 59 98
enseignement supérieur privé

orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle
Adresse
Code postal Ville
Niveau d'études 90-91 Age
désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

- ☐ Classes Préparatoires
- ☐ Grandes Ecoles Scientifiques
- ☐ Grandes Ecoles de Commerce, Gestion
- ☐ Préparer un MBA
- ☐ 3e Cycles de Gestion
- ☐ Ecoles à Vocation Internationale
- ☐ Vente, Commerce, Distribution, Gestion
- ☐ Architecture
- ☐ Architecture d'intérieur
- ☐ Arts Graphiques
- ☐ Arts et Techniques du Spectacle
- ☐ Assistante de Direction/Bureautique
- ☐ Assurances
- ☐ Biologie, Biochimie
- ☐ Communication et Culture
- ☐ Communication dans l'Entreprise
- ☐ Communication, Publicité
- ☐ Comptabilité
- ☐ Cours par Correspondance BTS
- ☐ Cours par Correspondance Sciences Po
- ☐ Danse
- ☐ Design, Design Industriel
- ☐ Electronique
- ☐ Expertise Comptable
- ☐ Formation en Alternance
- ☐ Formation Continue
- ☐ Gestion Financière
- ☐ Gestion du Personnel
- ☐ Hôtellerie, Restauration
- ☐ Informatique
- ☐ Ingénieur Aéronautique/Automobile
- ☐ Ingénieur Chimiste
- ☐ Journalisme
- ☐ Logistique Production
- ☐ Paramédical
- ☐ Prothésiste Dentaire
- ☐ Recherche Scientifique
- ☐ Relations Internationales
- ☐ Réussir le Baccalauréat
- ☐ Sciences Politiques
- ☐ Sténotypie/Communication
- ☐ Tourisme, Accueil

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille 75008 Paris (réponse par courrier uniquement) ou composez sur minitel 3615 code ORIENTATIO

M91-13

GROUPE ISC
INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE

3e CYCLE SPÉCIALISÉ
GESTION ET ADMINISTRATION D'ENTREPRISE
ISC PARIS

une année intensive d'enseignement de haut niveau pour devenir un professionnel recherché de la gestion quotidienne des entreprises.

■ **FORMATION :**
du 1er Octobre 1991 au 28 Juin 1992.

■ **ADMISSION :**
Bac + 4 (Maîtrise d'Université ou équivalent, Diplôme grande école de commerce ou d'ingénieur, Médecins, Pharmaciens) ou 6 ans d'expérience professionnelle.

■ **SÉLECTION :**
sur dossier et entretien avec un jury

INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE
Établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'État
22 Boulevard du Fort de Vaux - 75017 PARIS
TÉL. (1) 40 53 99 99 Yvette CARIOU

anglais, allemand, espagnol, italien, russe...
Emplois d'avenir : LANGUES ETRANGERES exigées !
Avec Langues & Affaires, étudiez à votre rythme, décrochez un diplôme "pro" ou un BTS + langues.
Cours tous niveaux en formation personnalisée à distance.
Programmes langue générale, langue des Affaires.
INSCRIPTIONS TOUTE L'ANNEE - FORMATION CONTINUE
Documentation et Tests gratuits :
LANGUES & AFFAIRES - Sce 5179, 35, rue Collange
92303 Paris-Levallois. Tél (1) 42-70-81-88 +

هكذا من الأصل

CHAMPS ECONOMIQUES

Les nouvelles cartes de la Californie

Spanglish, première langue

En dix ans, la population a augmenté de plus d'un quart au seul bénéfice des minorités hispanique et asiatique

C'EST presque par hasard, en butant sur un nez de pharaon en carton-pâte dépassant de terre, que l'idée est venue de creuser les dunes de Guadalupe. Pour y découvrir, au début de l'année, des statues, des temples, des pyramides parfaitement conservés... qui avaient servi en 1923 lors du tournage par Cecil B. DeMille des *Dix commandements*. A l'époque, la population de Guadalupe était essentiellement composée – excepté quelques Indiens Chumash – d'Italiens, de Portugais, d'Allemands et d'autres Européens qui avaient bâti leur ranch là, rappelle Meynard Silva, l'un des administrateurs de la ville.

Aujourd'hui, à une heure de voiture de Santa-Barbara, toute pimpante, où se retrouvent les célébrités hollywoodiennes, Guadalupe et ses 10 % de chômeurs ont un maire philippin. Et plus de 85 % des habitants sont hispaniques, mexicains pour la plupart, mais aussi venus, plus récemment, d'Amérique centrale. Le « solde » comprend des Philippins, des Vietnamiens, des Japonais et quelques « Blancs » égarés au milieu du gigantesque festival – catholique – qui, chaque année, rassemble des dizaines de milliers de fidèles venus d'alentour pour célébrer les fêtes de Pâques.

L'explosion démographique de Guadalupe et son « hispanisation » croissante, doublée d'une présence chaque jour accrue de population asiatique, sont l'exemple extrême d'un vaste mouvement ethnique et social qui, en moins d'une génération, a profondément transformé la physionomie de la Californie et qui, de l'avis de tous, ira en s'accentuant. En dix ans, la population des Etats-Unis a augmenté de 10 % pour atteindre environ 249 millions d'habitants (si l'on fait abstraction de centaines de milliers d'immigrants illégaux qui ont refusé de se laisser recenser) à la fin de 1990. Dans le même temps, la population californienne est passée de 23,6 à 29,7 millions d'habitants, soit une augmentation de 25,8 % pour l'Etat le plus peuplé des Etats-Unis.

Les six millions de personnes supplémentaires sont composées pour près des deux tiers d'Hispaniques et d'Asiatiques. Désormais, les immigrés mexicains, guatémaltèques, salvadoriens, panaméens, nicaraguayens, en progression de 67 % d'un recensement à l'autre, représentent 26 % de la population totale et sont devenus le premier groupe « minoritaire » devant la population asiatique et pacifique (9,6 %) qui, pour la première fois, grâce à une augmentation de 100 % en dix ans, supplante les Noirs (7,4 %). Un changement majeur.

Une région « non blanche »

Les « non-Blancs » (dans la classification officielle américaine, les Hispaniques ne sont pas considérés comme tels) représentaient déjà 43 % du total de la population l'année dernière. Il est clair que, bien avant la fin du siècle, les « minoritaires » ne le seront plus et que la Californie ne sera plus blanche. Une évolution qui, d'ailleurs, gagnera l'ensemble du pays vingt ou trente ans plus tard, selon les projections démographiques actuelles.

Il est d'ailleurs à peine besoin de se retrancher derrière les chiffres pour constater la réalité. Il suffit de s'égarer dans Watts, un quartier noir de Los Angeles encore dans les mémoires après les graves émeutes raciales d'août 1964 : on y parle autant sinon plus le *spanglish*, ce sabir hispano-anglais (un cabriolet est décidément *« mucho expensive »*) que le *blackenglish* pratiqué par le reste de la population locale.

La montée en puissance des *Latinos* n'est pas spécifique au sud de la Californie. Dans le nord de l'Etat, aussi, leur présence s'accentue, notamment dans les comtés de Monteray et de San-Benito, au sud de San-Francisco, où ils représentent à présent près de la moitié de la population.

Les Asiatiques ne sont pas en reste, à en juger par les enseignes « Little Saigon » qui illuminent le quartier de Westminster, dans la banlieue de Los Angeles, où vivent près de 200 000 Vietnamiens, et les nombreux magasins de San-Francisco, où ils constituent le tiers de la population. Dès à présent, la population « blanche » rejoint la catégorie des autres minoritaires (les Noirs, pour l'essentiel) dans ce qui était « la ville européenne de la côte ouest ».

Le mouvement va se poursuivre en raison de la volonté affichée par les autorités américaines d'ouvrir les portes de l'immigration à des fins de réunification des familles. Cette décision est vitale car, à la différence des précédentes vagues d'immigration, qui disposaient déjà de solides bases familiales sur place, les nouveaux arrivants ne savent pas très bien où aller, ce qui explique leur grande dispersion en Californie et dans le reste des Etats-Unis.

La population asiatique constitue toujours une « minorité modèle » pour les sociologues... et pour les économistes, qui constatent que le revenu moyen d'une famille asiatique (35 900 dollars par an) dépasse maintenant celui des Blancs (35 000 dollars), loin devant les Hispaniques (23 400 dollars), lesquels ont définitivement supplanté les Noirs (20 200 dollars). Mais il y a aussi ces adolescents-gangsters d'origine vietnamienne, qui, équipés d'un arsenal paramilitaire, s'efforcent de concurrencer les quelque 800 gangs (et 90 000 « adhérents », dont beaucoup opèrent en fauteuil roulant, à la suite de règlements de comptes) qui sévissent dans l'agglomération.

Cette poussée de violence inconnue jusqu'à présent a conduit, à l'autre bout de l'Etat, à San-Francisco, à la constitution d'une association internationale de lutte contre le crime asiatique (inspiré également par le trafic de drogue), en prise directe sur la police municipale. De plus en plus difficile à contrôler, l'immigration, longtemps moteur de la prospérité, est devenue aujourd'hui très souvent un facteur de déséquilibre social.

Les mouvements English Only ou US English se multiplient parmi la bonne société blanche. Sur le campus de Berkeley, on évoque officiellement maintenant le séparatisme, voire le « tribalisme » qui déchire la communauté estudiantine. La crainte de voir la Californie suivre l'exemple de l'Arizona qui, il y a un peu plus d'un an, a admis l'espagnol comme langue officielle de cet Etat, avive les passions.

Des immigrants illégaux

Dans les écoles où les deux tiers des nouveaux élèves seront hispaniques ou asiatiques à la rentrée prochaine, on s'efforce, difficilement, de conjuguer l'apprentissage de l'anglais – devenu seconde langue – avec la culture d'origine de ces futurs étudiants. Ceux-ci, conscients de pouvoir vivre et travailler parfaitement à l'aise dans leur propre communauté, semblent souvent bien imperméables à l'allégeance au drapeau et aux valeurs fondamentales qui ont façonné l'histoire de l'Amérique.

Parallèlement, le mythe attire encore, et le flot des immigrants illégaux est quasi impossible à endiguer. Au cours des six derniers mois, la police des frontières de San-Diego a réussi à en refouler près de 250 000. Le double a réussi à passer en fraude, échappant au sort de ces malheureux *Chicanos* qui, ne pouvant attendre les bienfaits du futur accord de libre-échange entre Washington et Mexico, trouvent chaque jour la mort en tentant de traverser l'autoroute qui mène à San-Diego et de là à Los Angeles et ses quatre-vingts quartiers.

« L'accroissement de la population est une donnée permanente de ce pays. Ce peut être une grande chance si nous savons la gérer, estime Lance Barnett, l'économiste en chef du département du commerce de l'Etat de Californie. *Nous aurons une société multiculturelle et c'est formidable dans un processus de mondialisation et de globalisation des économies. Les Latinos nous ouvrent la voie de l'Amérique du Sud, les Asiatiques celle du Vietnam, de Taïwan et de la Chine. C'est un atout incontestable pour cette région qui a toujours été ouverte sur l'extérieur. »*

En attendant que soient démontrées les vertus anciennes du *melting pot* que les nouvelles vagues d'immigration ont sérieusement mis à mal ou, au contraire, que se concrétise la balkanisation déjà perceptible de la société californienne – et américaine – le débat entre minorités, bientôt majoritaires, a quitté la rue pour s'engager sur la scène politique. Pour l'instant, la communauté asiatique semble se satisfaire de sa prospérité économique. Toutefois les Hispaniques, forts de leur nombre (huit millions en Californie), revendiquent de plus en plus une participation aux affaires publiques. Alors que les minorités confondues représentent 43 % de la population, elles ne figurent qu'à hauteur de 14 % au Congrès de Sacramento, le Parlement de l'Etat de Californie, à savoir quatre Noirs, deux Hispaniques et autant d'Asiatiques.

En 1992, à l'issue des élections, l'Etat de Californie, qui envoie déjà le plus important contingent de parlementaires à la Chambre des représentants, avec quarante-sept *congressmen, en comptera sept de plus, en conséquence mathématique* de l'explosion de sa population. D'ores et déjà, plusieurs politiciens noirs et hispaniques espèrent gravir bientôt le Capitol Hill. A Washington, bien sûr.

de Guadalupe
SERGE MARTI

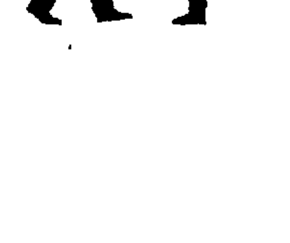
INSAM
INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES ET DU MANAGEMENT

4 ans de formation internationale au management
Études à Paris, État-Unis, Europe
Admission 1re année : bac + concours,
2e année : bac + 2 (DUT, DEUG, BTS).

GROUPE eslsca
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
FONDÉ EN 1949 - RECONNU PAR L'ÉTAT

7 H 25. NOUVEAU VOL PARIS/BARCELONE.

Premier parti. Premier sur place. Premier rentré.



Iberia, le premier en Espagne. Le premier pour l'Espagne.

Depuis octobre 90, vous appréciez le premier vol Paris/Madrid de la journée. A partir du 1er juin 91, vous pourrez également utiliser le premier vol Paris/Barcelone de la journée, départ 7 H 25 Orly-Sud, arrivée 9 H 00 à Barcelone. Grâce à cette nouvelle fréquence quotidienne, Iberia vous offre désormais la possibilité d'arriver très tôt à Barcelone et donc de mieux gérer votre temps de travail ou de loisirs. Avec Iberia, vous avez ainsi l'avantage de voyager plus rapidement mais aussi et surtout de voyager encore mieux : flotte aérienne moderne, confortable, qualité du service... Sans compter qu'avec le nouveau vol Paris/Barcelone de 7 H 25, vous pouvez, si vous le souhaitez, effectuer un rapide aller-retour dans la journée. Avec Iberia, le premier parti est aussi le premier sur place et bien entendu le premier rentré.

IBERIA
LIGNES AÉRIENNES D'ESPAGNE
LA CHALEUR EN PLUS

CHAMPS ECONOMIQUES

PAUL FABRA

CHRONIQUE

« Quelle Europe ? » Un livre d'Alain Prate

EN ce qui concerne les fameuses échéances européennes qui ont servi de prétexte à François Mitterrand pour justifier la nécessité d'un nouveau gouvernement, deux sentiments diffus et contradictoires semblent bien coexister dans l'esprit de beaucoup de gens : la crainte que suscite le futur marché sans frontières et un certain scepticisme quant au contenu réel de l'entreprise. L'idée notamment qu'une union monétaire complète puisse exister dans un avenir prévisible entre les pays – ou même certains pays seulement – de la Communauté est mal comprise : peut-être est-elle du reste incompréhensible ! Par conséquent, on n'y croit qu'à moitié.

Rien de mieux venu, dans ces conditions, qu'un livre capable sinon de tout expliquer, du moins d'éclairer la réalité européenne. Celui que publie Alain Prate sous le titre *Quelle Europe ?* y aide à plus d'un titre. Son défaut le plus notable est qu'il faut le lire attentivement, mais, comme on ne s'en aperçoit pas tout de suite, l'effet de découragement n'existe pas. A cela s'ajoute une autre circonstance atténuante : c'est surtout à cause de ses qualités qu'une grande attention est nécessaire.

Comme dans l'histoire des nations (et des hommes) vue par Alexis de Tocqueville, tout est dit dès les premières années d'existence de la Communauté. Voilà sans doute la raison essentielle expliquant pourquoi Alain Prate entraîne si facilement ses lecteurs dans la première partie – consacrée à l'historique – de son livre. Bien que beaucoup de choses aient été accomplies depuis le temps où, jeune inspecteur des finances, l'auteur participait aux travaux qui devaient aboutir au traité de Rome (signé en mars 1957), les « données fondamentales » de la construction européenne n'ont pas changé depuis lors.

Le génie des fondateurs de la Communauté, ce fut d'avoir imaginé un mécanisme institutionnel adéquat et qui, à l'usage, s'est révélé très efficace. C'est grâce sans aucun doute à son existence que la Communauté doit d'avoir conservé sa cohésion, bien que le nombre de ses membres soit passé de six à l'origine à douze aujourd'hui. Alain Prate, qui épouse la thèse officielle française selon laquelle un nouvel élargissement serait une cause d'affaiblissement, ne tire pas de cette permanence institutionnelle la conclusion qui semble s'imposer : à condition qu'elle soit respectée, l'accession de nouveaux pays n'a aucune raison, *a priori*, d'être plus dommageable au fonctionnement de la Communauté que la doublement déjà opéré des membres d'origine.

Ce bien le plus précieux de la Communauté, Alain Prate le qualifie de *« méthode communautaire »*. Cette dernière tient, pour l'essentiel, dans le partage des tâches entre les deux institutions-clés. La Commission européenne est chargée de faire des propositions répondant à l'intérêt général au conseil des ministres (un ministre par pays membre), auquel appartient la décision. La collégialité de la Commission est une garantie supplémentaire que, dès le point de départ, tous les intérêts nationaux auront été pris en considération. Tout cela est très connu. Sous la plume d'Alain Prate, ce rappel prend une double signification.

L'auteur, ancien membre du cabinet du général de Gaulle, rend aux institutions communautaires l'hommage peut-être le plus grand qu'on puisse leur faire : *« Trente ans de débats et de négociations ont abouti à un système institutionnel sans doute lourd et complexe, mais qui a permis de régler les relations économiques et financières en tenant compte des intérêts de tous les pays membres quels que soient leurs dimensions et leur poids économique, sans qu'aucun d'entre eux ait jamais eu le sentiment d'être dominé par les autres. »* Cette méthode si féconde n'en est pas pour autant le résultat d'une longue maturation. Alain Prate relève que le rapport Spaak (du nom du ministre des affaires étrangères de la Belgique) datant de 1956 avait déjà inventé ladite méthode communautaire.

La filiation remonte encore plus loin. L'idée d'un organe indépendant était née avec la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier), qui avait à sa tête une Haute Autorité indépendante des gouvernements. L'originalité du rapport Spaak était d'avoir tenu compte du rejet, par l'Assemblée nationale française, de la Communauté européenne de défense, jugée à Paris, par une majorité de députés, trop supranationale. En conséquence, c'est le conseil des ministres qui fut investi du pouvoir de décision. Près de quarante ans plus tard, l'équilibre institutionnel de la Communauté prend toute sa valeur avec la réunification allemande. Ce n'est pas d'aujourd'hui que la participation de chacun des pays membres au sein de ces institutions n'a qu'un rapport très lointain avec le nombre des habitants de chaque nation.

Du succès communautaire, Alain Prate tire logiquement la conclusion qu'il convient d'être prudent dans les changements institutionnels. Pour *« les partisans inconditionnels de l'intégration européenne »*, tout renforcement des organes centraux est considéré comme *« un bien en soi »*. L'expérience n'a-t-elle pas, pourtant, montré que, à vouloir forcer les choses, on aboutit à l'échec. Parmi les tentatives avortées, l'auteur cite le plan Werner de 1971, modèle de l'actuel projet d'union économique et monétaire. On aimerait qu'il développe ses raisons. Mais, comme dans d'autres passages cruciaux, l'auteur s'interdit d'aller plus loin, là où on attendrait une analyse poussée.

ETANT donnés la personnalité de l'auteur, son attachement au souvenir du général de Gaulle (aux « batailles économiques » duquel il a consacré un livre publié en 1978 chez Plon), son expérience aussi de fonctionnaire de la Commission (auprès ou au sein de laquelle il ne cessa d'occuper des fonctions importantes pendant les années 60), étant données aussi ses fonctions actuelles (vice-président de la Banque européenne d'investissement), la tentation est grande pour le lecteur de considérer son livre comme une sorte de test des progrès de l'esprit européen. Toujours d'une discrétion exemplaire – mais peut-être excessive – sur le chapitre de ses souvenirs personnels, Alain Prate en cite un qui permet de comprendre comment la cohabitation communautaire a pu influencer l'évolution des idées économiques en France : rappelant qu'à l'aube des années 60 il eut souvent l'occasion de travailler, à Bruxelles, auprès du secrétaire d'Etat allemand Mueller-Armack, il écrit que celui-ci *« était le type même de l'universitaire allemand dont les discours sur les mérites de la concurrence et de l'économie de marché étaient à l'époque totalement incompris en France, voire tournés en dérision »*. Et d'ajouter : *« Malgré l'estime que je portais à cet orateur infatigable, il me fallut du temps pour comprendre la valeur de son attachement aux vertus de la concurrence, qui ne furent que très lentement reconnues en France. »*

Alain Prate consacre à ce qu'il appelle *« l'impératif de l'union monétaire »* trois importants chapitres. Il fait sien le plus fort des arguments de la thèse française officielle : par elle-même, l'unification monétaire est un puissant instrument d'intégration économique. Par la force des choses, les pays qui renoncent à la manipulation des taux de change s'obligent à une discipline budgétaire et fiscale. Inutile, dans ces conditions, de prévoir de lourdes procédures communautaires destinées à imposer une harmonisation rigoureuse des politiques dans ce domaine. Or, le budget et les impôts seront les principaux apanages restant aux souverainetés nationales respectives. Tout ce qui allège dans ce domaine la tâche de la Communauté facilite donc l'unification en évitant les conflits d'attributions. Sur ce chapitre, comme sur d'autres, Alain Prate a le mérite de soulever de graves questions, pour les abandonner aussitôt. Quand on croit qu'il va entreprendre « l'éloge de la subsidiarité », il clôt aussitôt le débat en faisant cette remarque pertinente : ce concept (...) *« peut difficilement devenir une norme juridique »*. Or, c'est sur un concept incertain que repose toute la construction en cours.

Alain Prate n'oublie pas un autre aspect aujourd'hui passé sous silence de l'unification monétaire. Celle-ci pourrait permettre à l'Europe de secouer la tutelle du dollar et de faire entendre sa voix pour réformer le système monétaire international. Tout un développement est consacré à ce propos au débat ouvert en 1965 par le général de Gaulle sur le thème de l'indépendance monétaire de l'Europe et de la nécessité, pour l'assurer, d'en revenir à *« l'impartialité »* de l'étalon-or. Dans son entreprise, le général échoua complètement. Il ne parvint pas vraiment à rallier *« nos partenaires »* à sa proposition d'ensemble ; il s'aliéna les Anglo-Saxons.

A relater ces événements vieux d'un quart de siècle, Alain Prate semble être regagné par les querelles d'antan. Il s'en tient à une version étroitement française des événements, à la fois quant à la définition de leur enjeu et quant à l'attitude des autres pays de la Communauté. Il ne semble prendre aucun recul par rapport à ses notes de l'époque, qu'il reproduit dans son ouvrage

POURTANT, la suite des événements a prouvé que le souci d'indépendance monétaire n'était pas seulement français, mais, de cette suite, il n'est fait nulle mention dans son récit. Il passe en particulier sous silence la décision capitale prise par les autorités allemandes au mois de mai 1971. Ce mois-là, la Bundesbank cessa de soutenir le dollar. C'est, dans les circonstances de l'époque, la forme la plus radicale qu'un Etat peut donner à son refus de placer sa politique monétaire interne sous l'influence prépondérante du dollar. L'Allemagne proposa d'associer la France et les autres pays de la Communauté à sa décision. Un refus poli lui fut opposé. Ce que proposait l'Allemagne en 1971, c'était l'institution qu'on connaît aujourd'hui sous le nom de système monétaire européen.

La création progressive d'une union monétaire européenne passe par un effort de compréhension mutuelle, dont Alain Prate fait preuve dans presque toutes les autres parties de son livre. Encore aujourd'hui, l'un des principes directeurs de la Bundesbank est qu'en soutenant le dollar elle compromet la stabilité du deutschemark. Techniquement, cette idée est largement justifiée et rejoint les thèses développées par le général de Gaulle en 1965 sous l'influence de Jacques Rueff. Aussi longtemps que les points de vue respectifs ne seront pas pris entièrement en considération, le sort d'une entreprise aussi importante que l'unification monétaire restera menacé par les arrière-pensées des uns ou des autres. C'est ce danger que la méthode communautaire, si bien décrite par ailleurs par Alain Prate, n'a cessé d'exorciser depuis plus de trente ans.

➤ **Alain Prate, *Quelle Europe ?* Préface de Raymond Barre et Jacques Delors. Julliard (Paris), 438 p., 180 F.**

LECTURES — BERNARD MARIS

Les mains de l'économiste

Le meilleur moyen d'avoir les mains propres étant de ne pas en avoir, les économistes, qui ont la prétention de montrer le chemin du doigt, sont renvoyés à la neutralité de leur science. Keynes la qualifia de science morale. La question de la culture et de l'éthique préoccupe plutôt, aujourd'hui, les praticiens de l'économie. Mieux valent les preuves d'amour *que les déclarations d'amour*, et l'on se méfiera des déclarations d'éthique. Et si « éthique des affaires » était une expression dénuée de sens ?

Vous chantiez culture...

Critique de l'efficacité
de Jacques Le Mouël (1)

Le titre était presque parfait. Il frappait la science au cœur. Avec l'efficacité, l'optimum et l'efficience, le principe d'économicité, apparaissaient en point de mire. Le calcul économique est-il neutre, traduisait-on avec gourmandise ?

Dommage, la question n'est qu'effleurée, à travers celle de la neutralité de la technique, les références à Adorno et l'école de Francfort, et l'évocation du technocrate dont l'économiste, *« chercheur d'efficacité »*, est à l'occasion l'une des figures. Le propos est plus modeste, né de l'interrogation d'un conseiller en management qui se souvient de ses origines d'apprenti philosophe. Entre deux psychothérapies d'entreprise, il réfléchit.

Le résultat est une cinglante volée de bois vert sur le dos des nouveaux entrepreneurs. Ceux qui sous prétexte de *« culture »*, d'*« intelligence »*, d'*« excellence »*, de *« motivation »*, de *« projet »* ou encore de *« qualité »* d'entreprise ne font qu'étaler une indigence crasse. Les artisans d'une langue de vernis et de contreplaqué, sur le point de supplanter l'anglais comme langue des affaires, et qui fait des envieux jusque dans les comités centraux. Entre autres petits métiers du leurre, les fabricants d'amalgames et de paradoxes, c'est-à-dire les consultants (on appréciera l'autocritique).

La loghorrée entrepreneuriale a rendu fous de prétention certains dirigeants qui voient dans la Firme le dernier socle des valeurs, après les démissions de l'Etat, de l'Ecole et de la Famille. *« L'entreprise a acquis droit de cité dans l'univers de la conscience morale. Elle peut devenir la référence d'une nouvelle morale de vie »*, dit l'un deux. On sourirait, on frémit. On songe aux incantations à la légitime défense, *« parce que l'Etat n'est plus capable... »*.

Le grand mérite de Jacques Le Mouël est de remettre l'entreprise à sa place. Arrêtons de faire, dit-il, comme si elle était une valeur en soi, ou un modèle pour la société. Culture, revalorisation des entreprises ? Allons donc ! Fi d'impostures : revalorisation du profit, tel est l'enjeu.

Il faut aller plus loin. Démocratie et citoyenneté d'entreprise, très en vogue après 1981, sont aussi des supercheries. Rendons la démocratie à la nation et aux citoyens, et laissons la production et le travail à chaque entreprise en particulier, qui non seulement ne sait pas si elle a une âme, ignore ses propres finalités, mais ne se pose jamais la question de la finalité du travail.

Dernière-née de la mégalomanie entrepreneuriale : l'éthique. Arrivent des Etats-Unis des chaires d'éthique des affaires, des *succes stories* de chevaliers blancs et des croisades de moines-soldats du business. Pour noyer le poisson, vive l'éthique après la culture ! Littérature pour analphabètes, dit Le Mouël, qui commence à polluer les manuels des écoles de gestion françaises. Est-il seulement possible d'accoler « éthique » et « affaires » ?

Après le déshabillage, le spectacle de la nudité de la reine-entreprise est agréablement cruel. Les faiblesses du livre sont dans la façon trop cavalière d'éclairer les issues de secours après avoir mis le feu. *« Voici venu le temps des questions après celui des solutions »*, dit en guise de pirouette finale Jacques Le Mouël. On lui pardonnera. Son livre respire.

Au fait : quand est-ce qu'on embauche ?

Le singe qui montre la lanterne

Vers une éthique de l'économie
sous la direction
de Jacques Etienne et Pierre Watté (2)

Malgré la présentation et les orientations fort intéressantes de Pierre Watté, son effort pour ramener inlassablement à la question de l'éthique, ce livre, qui collecte trois séries de travaux assez peu homogènes et déjà anciens *(Significations sociales des contraintes économiques, Armes et finances* et *Droits de l'homme et économie : de Léon XIII à Jean-Paul II)*, n'offre pas un contenu en rapport avec les promesses du titre.

La réflexion sera à trouver au hasard des pages. Elle est néanmoins forte et prenante dans plusieurs articles, dont celui de Louis Duquesne (« La justice économique »), et surtout celui de Jacques Delcourt (« Les économistes face à la justice »). Au-delà de la fausse apesanteur de l'économie, le professeur Delcourt montre comment celle-ci est pétrie jusque dans ses catégories les plus anodines, dans la comptabilité par exemple, de considérations morales et culturelles, de sorte que l'efficacité n'existe jamais séparément d'une éthique ni d'une pratique de la justice. L'économiste « pur » devrait craindre de jouer le rôle du singe qui montre la lanterne ; l'économiste « vrai » reconnaît les implications morales des actes économiques.

De la justification. Les économies de la grandeur
de Luc Boltanski et Laurent Thévenot (3)

Ouvrage curieux, titre mystérieux, contenu ambitieux. La théorie proposée est-elle une théorie de la légitimité sociale, ou une théorie de l'acceptation des *« grands »* et de la *« grandeur »* ? La grandeur prend les formes de la création (saint Augustin), de l'autorité du sang (Bossuet), du crédit d'opinion (Hobbes), du contrat (Rousseau), de l'argent (Adam Smith), enfin de l'efficacité (Saint-Simon).

Autant d'éclairages stroboscopiques du couple individu-collectivité. Le lecteur est relativement à l'aise lorsqu'on l'entraîne sur le terrain de l'érudition, beaucoup moins sur celui de la découverte, ou du « test » de la théorie. L'impression d'inachevé – mais, après tout il s'agit d'un essai, avec les risques associés au terme – est aggravée par des redites. On retiendra une citation de Sénèque fort belle : *« Les richesses m'appartiennent et toi tu leur appartiens. »*

Le socialiste actif et l'intègre écorché

Penser pour l'action
de Pierre Uri (4)

Né sous le signe de l'agrégation (ascendant Normale-Sup), Pierre Uri fut lecteur de Keynes, élève de François Perroux, ami de Kaldor, adjoint de Jean Monnet, conseiller de Mauroy et professeur de Giscard. Un homme de compagnie, mais aussi de pensée, qui passa de la philosophie à l'économie, et devint un agitateur d'idées de politique économique.

Il fut, on le reconnaît enfin, le père du Marché commun. On n'a pas oublié « l'effet Uri » (la remontée de la Bourse) en 1981. Mais sait-on qu'en 1966, il y a vingt-cinq ans, il lançait déjà une forte mise en garde sur la question du financement des campagnes politiques ?

Son témoignage est précieux par quelques révélations, plus par des idées, maintenant du patrimoine public. Voudrait-on une preuve, tangible, de la compatibilité de l'éthique et de l'économie ? *Penser pour l'action* en est une.

L'éthique des affaires. Halte à la dérive !
d'Octave Gélinier (5)

La légitimité de l'entreprise à poser le problème de l'éthique tient à sa force : elle est la structure la plus dynamique de l'époque moderne. La recherche d'une éthique est payante, car fondée sur le long terme (c'est d'ailleurs un thème constant des auteurs sur l'éthique) et la confiance. Octave Gélinier en donne les clés à travers des entretiens simulés avec des personnages plaisants comme le *« chrétien performant »* ou *« l'intègre écorché »*, et des exemples tout à fait réels d'entreprises.

Malheureusement, dit-il, il n'y a pas de modèle étranger à imiter : l'éthique protestante n'est plus l'esprit du capitalisme, et les décalogues d'entreprises à l'américaine font rougir de pudeur, quand ce n'est pas sourire, les cadres français. Chaque entreprise doit avoir sa morale de l'argent, sa transparence, ses sanctions. C'est un livre de réflexion plus qu'un cri d'alarme malgré le sous-titre, car la France reste l'un des pays du monde où l'éthique des affaires est la moins malsaine.

(1) Seuil, 185 p., 99 F.
(2) Editions Claco, Bruxelles, 245 p., 120 F.
(3) Gallimard, 485 p., 165 F.
(4) Odile Jacob, 318 p., 160 F.
(5) Seuil, 222 p., 130 F.

Le coin de l'érudit

La bibliothèque de sciences économiques s'enrichit de deux ouvrages.

L'Encyclopédie économique (Xavier Greffe, Jacques Mairesse, Jean-Louis Reiffer) (1) est la première en langue française depuis celle de François Perroux (1960). *« Si les progrès de la science économique sont considérables, les champs de ses incertitudes, voire de son ignorance ou de son incompétence paraissent encore plus vastes »*, disent préventivement les éditeurs. Mais la solidité des fondations (quinze chapitres consacrés à la méthode) est imposante. La coupure micro-macro est très heureusement évitée.

Prix, reproduction, rareté, de Christian Bidard (2), ouvrage didactique, d'un niveau mathématique raisonnable, synthèse impressionnante de la ricardologie (de Ricardo à Von Neuman en passant par Morishima et un détour par Bohm-Bawerk), est aussi un adieu à Marx et Sraffa, à la valeur-travail et à l'invariant. L'auteur les quitte *« avec nostalgie mais détermination »*. Cheminant vers la valeur-rareté, la logique glacée de son propos résonne encore comme un dernier hommage à l'énigmatique Piero Sraffa.

(1) Economica (2 tomes), 2 200 p., 450 F.
(2) Dunod, 368 p., 185 F.

صكنا من الاصل

PEUGEOT S.A.

AVIS DE RÉUNION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES

Les actionnaires de la société Peugeot S.A. seront réunis en assemblée générale ordinaire et extraordinaire, au siège social, 75, avenue de la Grande-Armée, Paris-16e, le 26 juin 1991 à dix heures.

Les documents préparatoires dont les actionnaires peuvent demander l'envoi seront adressés sur simple demande au service des titres de la société, 75, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris.

Les actionnaires qui ne seraient pas en mesure d'assister à cette assemblée et qui n'auraient pu se procurer un formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration auprès d'un intermédiaire habilité pourront également demander à la société de leur envoyer ce formulaire.

PSA

845 000 LECTEURS CADRES, le Monde est le premier titre d'information des cadres. (IPSOS 90)

ACTIONNAIRES DE SUEZ, le 20 juin, c'est votre assemblée générale.

L'assemblée générale mixte des actionnaires de Suez aura lieu le 20 juin à 14 h 30 à la Maison de la Chimie, 28 bis, rue Saint Dominique, 75007 Paris.*

Pour participer à cette assemblée, il vous suffit de faire immobiliser vos titres le 14 juin au plus tard.

Votre banque ou votre intermédiaire financier vous fournira sur demande les documents d'information, le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ou le formulaire de demande de carte d'admission.

Si vous ne pouvez assister à cette assemblée, renvoyez au plus vite le formulaire de vote par correspondance ou par procuration à votre intermédiaire financier.

GROUPE SUEZ

**Au cas probable où l'assemblée convoquée le 11 juin n'aurait pu se tenir, faute de réunir le quorum.*

Pour toute information,
Suez Actionnaires, Direction de la Communication,
1 rue d'Astorg, 75008 PARIS, Tél. 40.06.64.00 Minitel 3615 SUEZ

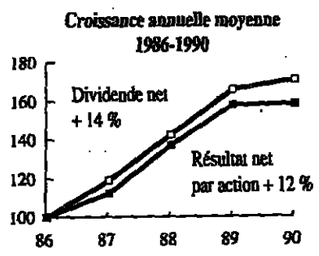
Lafarge Coppée

Assemblée générale du 23 mai 1991

Réunie sous la présidence de Bertrand Collomb, l'assemblée générale a approuvé toutes les résolutions. Le dividende sera payable soit en numéraire soit en actions à compter du 1er juillet 1991. Les actionnaires ont jusqu'au 23 août pour se déterminer.

En numéraire :

Dividende = 9 F
Avoir fiscal = 4,50 F
Revenu global = 13,50 F



En actions :

1 action = 329 F

L'assemblée générale a nommé deux nouveaux administrateurs, Michel Pébereau, Président-directeur général du Crédit Commercial de France, et Pierre Suard, Président-directeur général d'Alcatel Alsthom.

Lafarge Coppée sur Minitel : 36 16 LAFARGE

leader mondial des matériaux de construction

634 000 LECTEURS CADRES SUPÉRIEURS, le Monde est la première source d'information des cadres supérieurs. (IPSOS 90)

NOTRE METIER L'AGRO-INDUSTRIE

Transformer pour valoriser, telle est la vocation de Béghin-Say dans l'agro-industrie: les produits de la terre sont notre ressource, la valorisation technologique notre savoir-faire.

Béghin-Say, pôle agro-industriel de Ferruzzi, travaille, transforme et purifie des produits d'origine agricole. Nous vendons des produits finis qui entrent aussi bien dans l'alimentation humaine et animale que dans les secteurs non alimentaires.

Le groupe dispose de 96 sites industriels dans le monde, dont 43 en Europe.

Avec un chiffre d'affaires consolidé de 37,7 milliards de francs, en 1990, Béghin-Say occupe des positions de leader dans ses cinq secteurs d'activités :

Sucre	N° 1 en France avec une production annuelle de 1 250 000 tonnes. 8 300 000 tonnes de betteraves travaillées.
Amidon	N° 1 en Europe avec 2 500 000 tonnes de maïs et de blé travaillées. 360 000 hectares cultivés.
Trituration et raffinage	Co-leader en Europe. N° 3 en Amérique du Nord. 7 600 000 tonnes de graines oléagineuses triturées en Europe. 1 140 000 tonnes d'huiles raffinées.
Huile grand public	N° 1 en France. N° 1 en Espagne. N° 1 en Italie. 250 000 000 de litres d'huile de graines vendus. 85 000 000 de litres d'huile d'olive vendus.
Aliments pour animaux	N° 1 en Europe. N° 2 en Amérique du Nord. Avec une production de 1 762 000 tonnes.

NOTRE AMBITION LA GRANDE EUROPE

Fort de sa rentabilité financière et de sa santé industrielle, Béghin-Say entend poursuivre sa stratégie ambitieuse et volontariste : conquérir de nouvelles parts de marchés, en innovant quotidiennement, en se battant avec force dans ses métiers de l'agro-industrie.
C'est pourquoi l'avenir de la grande Europe se prépare aujourd'hui.

Béghin-Say accroît ses fonds propres. Investissez dans Béghin-Say.

Emission d'un emprunt convertible en actions de F 1.995.000.000
(soit 2.850.000 obligations de F 700)

Priorité de souscription pour les actionnaires : du 27 mai au 10 juin 1991 à raison d'UNE obligation pour CINQ actions.

Souscription du public : à partir du 27 mai.

LES OBLIGATIONS

Prix d'émission : F 700.

Durée : 7 ans, 6 mois, 11 jours.

Intérêt annuel : 7,25 %, soit F 50,75 par obligation, payable le 1er janvier de chaque année.

Taux de rendement actuariel brut : 8,27 % au 20 juin 1991.

Amortissement normal : en totalité le 1er janvier 1999 au prix de F 770, soit 110 % de leur montant nominal.

Amortissement anticipé : possible par rachat en Bourse et par remboursement au gré de l'émetteur.

Cotation : à la Bourse de Paris.

Chaque obligation sera convertible à tout moment à raison d'UNE action pour UNE obligation.

Augmentation de capital par émission de 2.191.651 actions nouvelles et de 74.176 certificats d'investissement nouveaux,

Souscription : du 3 au 24 juin 1991.

LES ACTIONS

Prix d'émission : F 470.

Droit préférentiel de souscription : UNE action nouvelle pour CINQ actions anciennes.

Jouissance : 1er janvier 1991.

Cotation : aux Bourses de Paris, Genève, Bâle et Zurich.

LES CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT (C.I.)

Prix d'émission : F 400.

Droit préférentiel de souscription : UN certificat d'investissement nouveau pour CINQ certificats d'investissement anciens.

Il sera attribué pour les titulaires d'anciens certificats de droit de vote d'UN certificat de droit de vote nouveau pour CINQ certificats de droit de vote anciens.

Jouissance : 1er janvier 1991.

Cotation : à la Bourse de Paris.

La note d'information visée par la COB en date du 22 mai 1991 sous le n° 91-192 est disponible chez Béghin-Say, 54, avenue Hoche, 75008 Paris. Balo du 27 mai 1991.

Béghin-Say

Ferruzzi

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Dirigeants

Postes à + de 400 KF

DIRECTEUR DIVERSIFICATION INDUSTRIELLE

PMI loisirs/nautisme-Ouest - Notre groupe, *constitué d'un ensemble de PMI*, réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 400 millions de francs. Nous recherchons un directeur pour deux de nos PMI, implantées toutes deux dans l'ouest, et réalisant aujourd'hui un chiffre d'affaires global de 80 millions de francs dans le secteur du nautisme. Responsable de la marge des deux entreprises, il sera chargé d'assurer la diversification d'activité des deux unités, dotées d'un outil de production moderne et performant. *Pour cela il devra identifier des marchés nouveaux*, mettre en place l'organisation industrielle et commerciale qui en découle : l'objectif est un doublement du chiffre d'affaires sur une période de 3-4 ans. Ce poste, basé dans l'une des deux unités à Nantes, s'adresse à un ingénieur (Centrale, ENSAM, INSA Lyon...) âgé d'au moins 35 ans, parlant anglais et pouvant justifier d'une expérience industrielle significative (mécanique générale, transformation des plastiques, production, *industrialisation de produits...) incluant une* réussite dans des opérations de diversification. La rémunération saura attirer un candidat de valeur. Ecrire à G. MASSON en précisant la *référence A/S8683M* - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cédex - Tél. 40.88.79.39.**

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

Directeur Financier

BIOXYTECH

Nous sommes une entreprise de recherche et *développement en biotechnologie créée en* 1989. *Notre financement* (50 MF) issu du capital-risque européen en fait la plus grande start-up de biotechnologie jamais réalisée en Europe. Son but est de fournir au corps médical des tests de diagnostic originaux. Notre futur directeur financier, *directement rattaché au Président du* Conseil d'Administration, aura en charge l'ensemble des tâches comptables, financières, budgétaires et fiscales. Il devra aider la direction générale en proposant des solutions techniques aux problèmes de financement. *Son service* (3 personnes) gère la paye et les déclarations sociales. A la demande de la direction générale, il exécutera des missions ponctuelles : élaboration de contrats, préparation des assemblées... Ce poste, basé à **Bonneuil sur Marne (94)**, s'adresse à une personne d'environ 30/35 ans, de formation ESC + DECS, ayant eu des responsabilités opérationnelles de contrôle de gestion, comptabilité et gestion de trésorerie dans une PME. La pratique de l'anglais est indispensable.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser votre candidature sous la *référence* 1279.91 M à notre conseil, 61 boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

CB Chantal Baudron. s.a.

Membre de Syntec

DIRECTEUR FINANCIER & ADMINISTRATIF

- Vous êtes HEC, ESSEC, ESCP... (+ DECF).
- Vous avez la trentaine ambitieuse.
- Vous êtes satisfait d'une *expérience de 3 à 5 ans minimum dans un important cabinet d'Audit.*
- Vous hésitez : entrer dans l'entreprise ? Devenir Consultant Associé ?

Nous sommes un groupe de communication indépendant, en phase de croissance et, pour maîtriser cette expansion, nous créons le poste de Directeur Financier et Administratif.
En relation directe avec le PDG, vous avez la responsabilité de la coordination des ressources et des besoins financiers tant de la société holding que de ses 3 filiales, dont les Directeurs Généraux sont actionnaires.

- Vous vous sentez une "âme" de patron et d'organisateur ?
  → Vous animerez une équipe de 4 personnes (*comptabilité, trésorerie, fiscalité, contrôle de gestion, gestion du personnel*).
- *Vous possédez le savoir faire d'un "normatif de bon sens"* ?
  → Vous aurez à élaborer et à mettre en place des procédures visant à l'amélioration des outils d'aide à la décision, à la définition ou à l'optimisation des moyens de financement,
- Vous avez "l'esprit" Audit ?
  → *Vous agirez en "prestataire de services" tant pour conseiller, informer, assister, que pour tenir des positions et* défendre des intérêts.

Nous vous offrons un environnement jeune et plein d'ambitions réalistes, ouvert au "champ des possibles", ayant pour objectif la pérennité : si vous êtes un coureur de fond, qui veut durer pour gagner, adressez votre dossier de candidature (*lettre manuscrite, C.V., photo*) à Mme FAUCON - SOFAC 6, Rue de Laborde, 75008 Paris, sous la référence N 185.

Directeurs de filiales

ILE DE FRANCE - REGION NORD

Nous sommes une société d'équipements industriels spécialisée dans le domaine de **la tuyauterie. Dans le cadre de notre développement en Ile de France et dans le Nord, nous recherchons DEUX VERITABLES PATRONS DE PME capables de diriger nos *filiales (50 à 100 MF, 100 à 150 personnes)*..**
Après avoir acquis la maîtrise de nos technologies, vous prendrez rapidement en charge l'encadrement commercial et technique de votre équipe, ainsi que les aspects *financiers et sociaux de votre entreprise.*
Ingénieurs de type Arts et Métiers, à 35 ans *minimum*, vous possédez une expérience complète de la gestion opérationnelle de projets (industriels ou BTP).
Hommes de terrain, rigoureux et volontaires, vous savez animer et motiver vos collaborateurs.

CONTACTEZ NOUS RAPIDEMENT :

- ***par téléphone* (1) 42 61 82 81 de 8 h 30 à 18 h 30 (le samedi de 10 h à 13 h).**
- **par minitel 3616 code CVCOM**

ou faites-nous part de votre motivation en adressant **votre C.V. + lettre sous référence 25806 à OP6A 2, rue Marengo - 75001 Paris, qui transmettra.**

CONTACT-TELEPHONE 16 (1) 42 61 82 81

Important groupe cimentier

Directeur d'usine

Après 10 ans dans une industrie de process en continu, vous avez couvert la fabrication, l'entretien, le process et, surtout, la conduite intelligente des hommes.

Vous vous sentez à présent prêt à prendre vous-même en main une unité de taille moyenne et souhaitez, en outre, rester *pour l'instant en France.*

Après au moins 3 ans de réussite dans ce poste, la dimension de notre groupe et son développement vous garantissent *d'autres opportunités, tant* en France qu'à l'international.

Nous aurions plaisir à vous rencontrer et vous demandons *de communiquer votre dossier* à notre conseil qui vous assure une complète confidentialité.

Ecrire sous réf. M/197 à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris.

Linden

Directeur d'usine

PROVINCE FF 450-550.000 ±

Recherché pour l'une des *principales usines d'un groupe* industriel multinational.

Véritable Manager, cet Ingénieur est à la fois un leader et un chef d'établissement doté d'un sens aigu de l'organisation et de la motivation des hommes et des équipes.

Nous invitons les personnalités intéressées à consulter les spécifications détaillées et confidentielles sur **Minitel** sans dévoiler leur identité avant de nous adresser leur dossier de candidature : **3615** code **ICA** (*taper* **5** *et* **envoi** pour la rubrique Ingénieurs et Cadres). Après consultation adresser tout courrier à I.C.A. 3, rue d'Hauteville - 75010 Paris - sous réf. correspondante.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Ingénieur d'affaires

400.000 ±

Recherché pour société fabriquant des produits industriels à forte valeur ajoutée.

Minimum 30 ans, Ingénieur Grande Ecole et expérience concrète de la vente de produits industriels à l'exportation.

Nous invitons les personnalités intéressées à consulter les spécifications détaillées et confidentielles sur **Minitel** sans dévoiler leur identité avant de nous adresser leur dossier de candidature (**3615** code **ICA** taper **5** et **envoi** pour Ingénieurs et Cadres).

Après consultation adressez tout courrier à I.C.A. 3, rue d'Hauteville - 75010 Paris - sous réf. correspondante.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

36 15 LM

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde des Juristes

L'activité de notre Groupe Bancaire (Paris 8e) en matière *de crédits d'équipement et de fonds de commerce nous* conduit à rechercher

DEUX REDACTEURS CONTENTIEUX

Dans le cadre du suivi de garanties variées, ils seront entièrement responsables du traitement et de la prévention des litiges des dossiers qui leur seront confiés.

Le recouvrement s'adresse à des personnalités fortes qui en assument les contraintes avec rigueur, rapidité et tact. *La nécessaire concertation en équipe va de pair avec* l'autonomie de chacun.

Les postes s'adressent à des jeunes diplômés en Droit Privé exclusivement, licence minimum, ou à des candidats *clercs dans une étude d'huissier ou collaborateurs de* cabinet d'avocat ayant un à deux ans d'expérience.

Merci d'adresser votre dossier s/réf. 74.4 M (à préciser sur l'enveloppe) à l'Agence **AFFLUENTS** - 43, rue du Chemin-Vert 75011 PARIS - qui transmettra.

Société de Conseil et Formation recherche pour son siège PARIS IXe, Juriste-Fiscaliste.

Juriste Fiscaliste

Vous possédez une formation DESS Droit des Affaires et une *première expérience en* Cabinet : Sociétés, rédaction d'actes, Fiscalité d'Entreprise...

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous référence 7591 à AXIAL, 27 rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

JURISTE BANCAIRE

Pour la Direction des Affaires Juridiques et Fiscales de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.

Votre mission : Au sein d'une équipe de 8 spécialistes, vous gérerez un ensemble très diversifié de dossiers contentieux touchant les aspects bancaires et juridiques les plus délicats. Vous rechercherez et préconiserez la solution la plus adaptée aux intérêts du groupe. Vous entretiendrez des contacts avec les agences, les différentes directions, les conseils de la banque et les autres établissements bancaires.

Votre profil :
- Rigueur intellectuelle, esprit de synthèse, sûreté de jugement, autorité naturelle constituent les principales qualités requises.
- Une formation supérieure type Maîtrise en Droit Privé.
- Une expérience d'environ 3 ans des procédures judiciaires, y compris internationales, acquise dans un cabinet d'avocat ou dans le service contentieux d'une grande entreprise.
- La maîtrise de la langue anglaise constituera un atout.

Merci d'adresser CV et prétentions sous réf. JB à Anne MONFORT
Société Générale - Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.

Organisation et Publicité

CONJUGUONS NOS TALENTS.

Juriste droit des sociétés

(3 ans d'expérience minimum)

Au sein d'une petite équipe, vous participez à la préparation, au montage, à la réalisation et au suivi des opérations juridiques des filiales du groupe et à leurs projets de développement ; vous rédigez tous actes correspondants :
• constitution d'entités juridiques • délibération des conseils d'administration, assemblées générales...
• opérations sur le capital, acquisitions et prises de participation.
Au-delà de solides compétences techniques acquises en entreprise ou au sein d'un cabinet, incluant une excellente maîtrise de la rédaction, vos qualités relationnelles affirmées vous permettent d'être un interlocuteur apprécié à tous les niveaux de l'entreprise. Une expérience des opérations de fusions/acquisitions serait un atout supplémentaire pour ce poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous réf. 19270, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

MEDIA-SYSTEM

Filiale du C.C.F., le Groupe LOCAMIC spécialisé dans le crédit-bail, la location financière, la L.O.A. et le crédit recherche pour son établissement du Mans

RESPONSABLE SERVICE CONTENTIEUX

Titulaire d'une licence ou maîtrise en Droit, vous avez impérativement acquis au sein du Service Contentieux d'un établissement financier une expérience professionnelle de 4 ou 5 ans qui vous a permis d'affirmer vos capacités d'encadrement.

REDACTEUR CONTENTIEUX HF

Titulaire d'une licence ou maîtrise de Droit, vous possédez impérativement une expérience professionnelle de 2/3 ans dans un établissement financier ou chez un auxiliaire de justice.

Vous pratiquez la micro-informatique et le traitement de texte.

Vous assurerez la gestion d'un portefeuille de dossiers contentieux d'entreprises et de particuliers au sein d'une équipe de trois personnes que vous encadrerez.

LOCAMIC

Merci d'adresser votre C.V. et prétentions à LOCAMIC - 3, avenue Hoche BP 220.08 - 75361 PARIS CEDEX 08.

MEDIAPA

Responsable juridique

ESYS

Filiale du groupe Elf Aquitaine, nous sommes l'un des leaders français en matière de gestion d'équipements de génie thermique et climatique. Nous recherchons le responsable du service juridique.

Assisté d'une petite équipe, il aura à traiter de sujets couvrant des aspects très variés du droit : droit commercial et droit des contrats (y compris marchés publics), en relation avec les opérationnels ; droit des sociétés, en liaison avec la Direction générale, dans le cadre d'opérations de fusions/acquisitions ; gestion des assurances de l'entreprise.

Il développera le rôle préventif de sa fonction grâce à des contacts fréquents avec ses différents interlocuteurs, au siège et dans les régions.

A 35 ans environ, titulaire d'un DESS ou d'un DEA de droit, vous êtes un excellent praticien généraliste du droit des affaires et vous souhaitez évoluer en prenant la responsabilité d'un service juridique.

Notre conseil, Nicole Marichez, étudiera confidentiellement votre candidature, adressée sous réf. M195, à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris.

Linden

MEDIA-SYSTEM

"Le droit au GAN, une assurance de réussite..."

Nous renforçons notre Secrétariat général en créant un poste nouveau pour un

Juriste d'entreprise

Au sein d'une petite équipe, vous assurez une double mission dans les domaines juridiques et judiciaires :
• consultations internes sur des sujets extrêmement variés,
• suivi des procédures dont le Groupe fait l'objet ou qu'il a engagées.
Dans le cadre de ces missions, vous serez amené à rédiger des contrats, participer à des expertises notamment comptables et plus généralement suivre les dossiers dont vous avez la charge avec les avocats mandatés.
Au-delà des solides compétences techniques que vous avez acquises en qualité d'avocat stagiaire et incluant une excellente maîtrise de la rédaction, vos qualités relationnelles affirmées vous permettant d'être un interlocuteur apprécié à tous les niveaux de la hiérarchie.

Pour poser votre candidature, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. LM/ED/60, à notre Division gestion et recrutement des cadres, 2 rue Pillet-Will, 75448 Paris Cedex 09.

gan ASSURANCES L'ÉNERGIE DE TOUS LES PROJETS

MEDIA-SYSTEM

JURISTE D'AFFAIRES SENIOR

Groupe de dimension internationale, Lafarge Coppée, leader mondial des matériaux de construction, développe un CA de 33 milliards de francs, avec 33 000 personnes et 500 unités réparties en France et dans une trentaine de pays.

L'une de nos importantes filiales recherche dans le cadre du développement de la division LAFARGE BETONS GRANULATS (3,8 milliards de CA, 3 000 personnes) un professionnel du droit des affaires.

Directement rattaché au Directeur administratif et financier de la Division, vous aurez la responsabilité de l'ensemble des opérations juridiques sur un important secteur géographique (40 sociétés, 1 milliard de CA).

Assisté d'une petite équipe, vous assurerez la protection des intérêts des différentes sociétés de votre secteur et garantirez la légalité de leurs opérations juridiques. Vos compétences s'exprimeront dans des missions diversifiées telles que :
• créations, acquisitions, liquidations et restructurations de sociétés • consultations juridiques, contrats et contentieux • formation des Responsables opérationnels et fonctionnels.

Diplômé en droit des affaires et fiscalité (DESS ou équivalent), votre expérience d'au moins cinq ans en entreprise industrielle ou en cabinet vous permet de vous affirmer comme un solide professionnel.

Vos qualités personnelles et votre réussite à ce poste vous ouvriront de réelles perspectives d'évolution au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous la référence M/232/L, à notre conseil MILO RH, 3 avenue des Ternes, 75017 Paris.

Lafarge Coppée

leader mondial des matériaux de construction

MEDIA-SYSTEM

Grand Groupe diversifié recherche pour l'une de ses branches (produits de grande consommation) en fort développement

JEUNE JURISTE GENERALISTE

- Débutant de formation DESS, DEA ou DJCE de Droit
- Anglais courant.

Il secondera le Responsable Juridique pour toutes les questions relevant du :
- Droit des Marques
- Droit du Marketing
- Rédaction de contrat
- Droit Social
- Droit des Sociétés
- Contentieux

Poste très varié, relationnel et évolutif.
Basé à Paris La Défense.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. sous réf. JJG 05 à SEVEL - BP 88 - 56703 HENNEBONT Cédex qui transmettra

Radio france

recherche pour sa Direction du Personnel et des Relations Humaines

UN SPECIALISTE EN DROIT SOCIAL

Chargé de l'animation, de la coordination et de l'encadrement d'un secteur regroupant :

- les activités d'études et de réglementation en droit social (négociation d'accords collectifs, élaboration de textes d'application, conseil et assistance à l'encadrement).

- la gestion des affaires sociales (logement, médecine du travail, assistance social).

Le candidat âgé d'au moins 40 ans, titulaire d'un diplôme d'études supérieures en droit du travail, justifie d'une expérience réussie de plus de 10 ans dans un poste de contenu similaire.

Qualités requises : rigueur, disponibilité, expérience de l'animation d'une équipe, goût du dialogue social.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, curriculum vitæ, photo et prétentions) à : Direction du Personnel et des Relations Humaines **Radio France** 116 avenue du Président Kennedy 75786 Paris cedex 16

CCPEG

Jeune juriste

Droit des Affaires

HERMÈS INTERNATIONAL

Notre Maison diffuse l'élégance et le goût français grâce à ses mille collaborateurs. Aujourd'hui, le Directeur Juridique de notre Holding recherche son collaborateur pour l'assister en matière de droit des sociétés pour diverses opérations (fusions, acquisitions, augmentations de capital...), dans l'analyse et la rédaction de contrats, notamment en matière de distribution, et pour assurer le secrétariat des sociétés, des filiales françaises du Groupe. Doté d'une formation supérieure, vous êtes devenu professionnel, après 2 à 3 ans d'expérience en Cabinet ou en Entreprise. Maîtrise de la langue anglaise et de la micro-informatique, autonomie, méthode, talent rédactionnel et aisance relationnelle sont autant d'atouts déterminants pour votre réussite.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Paul-Emile TAILLANDIER CONSEIL - 10, rue du Colisée 75008 PARIS sous la référence 3029BIS.

PAUL-EMILE TAILLANDIER ETHIQUE ET RECRUTEMENTS

PARIS - BORDEAUX - TOULOUSE - ORLEANS

ROICE

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde de la Gestion

CONTROLEURS DE GESTION

Notre Direction " Dommages de Particuliers " (automobile, habitation, commerces et services) CA 5 Mds, effectif 1 200 personnes, recherche deux Contrôleurs de Gestion expérimentés.

• CONTROLEUR DE GESTION " MOYENS "

Vous aurez en charge l'animation du processus budgétaire de la Direction visant à la détermination de ses objectifs. Vous assurerez le suivi périodique, l'analyse et l'étude des réalisations ainsi que l'évolution du système d'information du contrôle de gestion, et ceci pour tout ce qui concerne les moyens et les frais de la Direction.

• CONTROLEUR DE GESTION " ACTIVITÉ "

Vous serez chargé de l'élaboration et l'analyse des comptes d'exploitation prévisionnels, de la production du compte d'exploitation mensuel, du suivi des écarts sur les objectifs commerciaux et techniques.

De formation supérieure, vous avez une expérience de 2 à 3 ans du Contrôle de Gestion. Postes basés à Paris.

Merci d'adresser votre candidature à Christine Labbe sous référence M14P - AGF - Département Ressources Humaines - 33, rue La Fayette 75009 PARIS.

Aux AGF, en étudiant chaque jour les courbes des grandes évolutions de ce monde, nous anticipons pour offrir des produits sans cesse plus compétitifs, plus adaptés et pour faire progresser le métier de l'Assurance.

Nous sommes 25000 personnes. Nous réalisons un C.A. de 40 milliards en France et dans plus de 40 pays.

Ensemble, nous allons donner de l'avenir à votre avenir.

PARCE QUE DEMAIN SE DÉCIDE AUJOURD'HUI.

AGF

Organisation et Publicité

RESPONSABLE D'AGENCE

Première société d'affacturage néerlandaise, nous avons développé notre expertise dans la gestion des comptes clients et la couverture de risques. Principalement implantés en Hollande et en Allemagne, nous renforçons notre présence en Europe et recherchons pour notre agence récemment créée à Paris, un jeune Responsable d'Agence.

A 30 ans environ, de formation supérieure Bac + 4 (Dauphine, Maîtrise, DESS Gestion ou Commerce) ou diplôme néerlandais équivalent (HBO/Universitaire), vous maîtrisez la langue anglaise. Bien sûr, vous justifiez d'une expérience de quelques années, acquise par exemple au sein d'une société financière.

La connaissance des méthodes d'affacturage n'est pas indispensable pour réussir dans la mission que nous vous proposons. En effet, vous serez chargé de gérer et développer l'activité commerciale de notre agence. Vous superviserez la gestion des contrats de nos clients (essentiellement sociétés allemandes ou néerlandaises exportatrices). Force de proposition, vous mettrez à profit votre goût de l'innovation pour élaborer des produits adaptés au marché français.

Homme de terrain, votre dynamisme, votre motivation et votre implication seront vos atouts pour évoluer au sein de notre groupe.

Bien sûr, nous vous offrons tous les moyens pour réussir : l'appui d'un grand groupe, une expertise reconnue, une formation à notre activité et nos techniques de quelques mois aux Pays Bas.

Merci d'adresser votre candidature (français ou anglais ou allemand), sous référence RA/LM. à **MEDIAPA** 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX FRANCE, qui transmettra.

J E U N E S   D I P L O M E S

Samedi 1er Juin : Un Rendez-Vous Capital Près De L'Arc De Triomphe.

PORTES OUVERTES A LA COMPAGNIE BANCAIRE de 10 h à 18 h - 5, av. Kléber Paris 16e - Métro Kléber.

Spécialement pour vous, nous ouvrons le samedi 1er juin.

Nous vous invitons à rencontrer des professionnels des sociétés de notre Groupe : CARDIF - CETELEM - CORTAL - GEP - SIS - UCB - UFB LOCABAIL...

Ils vous expliqueront ce que pourront être votre premier poste et... les suivants.

Libre à vous d'aller ensuite flâner près de l'Arc de Triomphe...

A bientôt !

Si vous ne pouvez pas vous libérer ce jour-là, contactez-nous en adressant votre candidature sous réf. 241 à Frédéric Quivy - Compagnie Bancaire - Service Recrutement - 5, avenue Kléber - 75116 Paris.

COMPAGNIE BANCAIRE

1er GROUPE EUROPEEN SPECIALISE DANS LES SERVICES FINANCIERS

SODECIF

Notre société (effectif 12 personnes), filiale du Crédit Agricole d'Ile de France, est spécialisée dans le crédit à la consommation. Notre croissance actuelle nous amène à recruter un

JEUNE RESPONSABLE ADMINISTRATIF COMPTABLE ET FINANCIER CONFIRME

Avec l'aide de l'outil informatique, vos responsabilités couvriront :

- le suivi comptable, fiscal et obligations légales et la mise en place des procédures,
- la trésorerie et le contrôle des flux financiers et le refinancement.

De formation supérieure comptable et financière, vous avez une expérience de 2 à 3 ans de gestion comptable dans une PME ou en Cabinet d'expertise. Venez poursuivre votre carrière au sein de notre groupe financier.

Lieu de travail : Paris - Gare de Lyon.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions) sous réf. SRC/LM05 au Service de Recrutement Crédit Agricole - 26, Quai de la Rapée 75012 PARIS.

NC communication

GROUPE AUSSEDAT REY

Leader européen du papier pour reprographie, leader français pour les papiers impression / écriture et les panneaux stratifiés décoratifs, nous sommes un grand Groupe papetier français (4.400 personnes, 6 milliards de F de CA, 10 usines), filiale du Groupe américain INTERNATIONAL PAPER.

Nous recherchons pour notre **DIRECTION ACHAT GROUPE (VELIZY - 78)** qui anime 15 Services Achats décentralisés (4 milliards de F d'achat) un

RESPONSABLE ACHAT A LA DIRECTION ACHAT GROUPE

LE POSTE : vous assisterez le Directeur des Achats et les Services Achat du Groupe dans les domaines suivants :

- mise au point et développement d'accords - cadre nationaux pour produits consommables, entretien et prestations de services,
- animation et coordination des achats à caractère technique : équipement (300 MF), maintenance (200 MF), énergie (200 MF), transport (300 MF),
- participation à l'animation et au développement de la fonction Achat dans le Groupe.

SON TITULAIRE : Diplômé (bac + 3 minimum), de formation scientifique de préférence, vous êtes un *PROFESSIONNEL CONFIRME* capable d'apporter votre expertise acquise *durant 5 ans minimum* d'achats à caractère technique. Votre réussite dans ce poste implique les qualités suivantes : excellente aptitude relationnelle interne et externe ; savoir faire faire autant que faire ; autonomie et aptitude au travail en équipe ; esprit commercial ; aimer concevoir, développer, réaliser ; s'exprimer en anglais ; expérience de la micro-informatique souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV, photo et prétentions) sous référence RA1 à : AUSSEDAT REY, Direction du Personnel, 1, rue du Petit Clamart, BP 5 78141 VELIZY - VILLACOUBLAY. Discrétion assurée.

CONSENSUS

CNIM

Constructions industrielles de la Méditerranée La Seyne sur Mer-Var

Contrôleur de gestion

En ligne directe avec le Responsable du Département Administratif et Financier, vous réalisez les analyses budgétaires relatives aux affaires (objectifs, prix de revient, facturation) et aux frais de fonctionnement.

Garant du respect des procédures et de la qualité des informations de gestion, vous assurez le reporting pour la Direction Générale et proposez les actions correctives nécessaires.

A 30 ans environ, de formation HEC, ESSEC, Sup de Co..., votre expérience de gestionnaire est complétée par une bonne connaissance des systèmes informatiques (gros systèmes et micro). Une formation d'ingénieur ou des compétences acquises dans un environnement technique seraient très appréciées. Vous êtes disponible rapidement.

Votre personnalité et vos compétences vous permettent d'envisager une évolution au sein du Groupe, y compris dans des postes opérationnels.

MEDIA-SYSTEM

Nous sommes filiale d'un grand groupe industriel (19.000 personnes - 13 Milliards de CA), présent dans le secteur de la construction et de l'environnement.
Notre siège, implanté dans le parc de **CERGY SAINT CHRISTOPHE**, coordonne l'activité de 1 100 personnes en France.
Notre croissance rapide (30%) nécessite une organisation rigoureuse, ce qui nous amène à créer le poste d'

ORGANISATEUR

Rattaché au Responsable du Contrôle de Gestion et en contact direct avec les utilisateurs, vous interviendrez, notamment pour :

- définir et suivre les principes applicables en comptabilité analytique
- mettre en place des procédures de gestion compatibles avec celles de la comptabilité générale
- permettre l'intégration des nouvelles entités
- participer à la conception des systèmes d'information en relation avec le reporting et l'analytique.

Vous possédez une formation supérieure Ecole de Commerce ou de Gestion et une expérience de 3 ans minimum de l'audit ou de l'organisation en milieu industriel et de l'informatique sur mini ou gros systèmes.

Votre sens du dialogue et votre rigueur vous permettront de réussir pleinement cette mission.

Bordeaux - Bruxelles - Caen Dusseldorf - Genève - Grenoble Lausanne - Lille - Lyon Marseille - Metz - Montpellier Nantes - Nice - Orléans - Paris Rennes - Rouen - Strasbourg Stuttgart - Toulouse

Adressez lettre manuscrite, CV, photo s/réf. 91.05/BT à Isabelle SALVIA - CREFORM 7, rue Louis David - 75116 PARIS

CREFORM

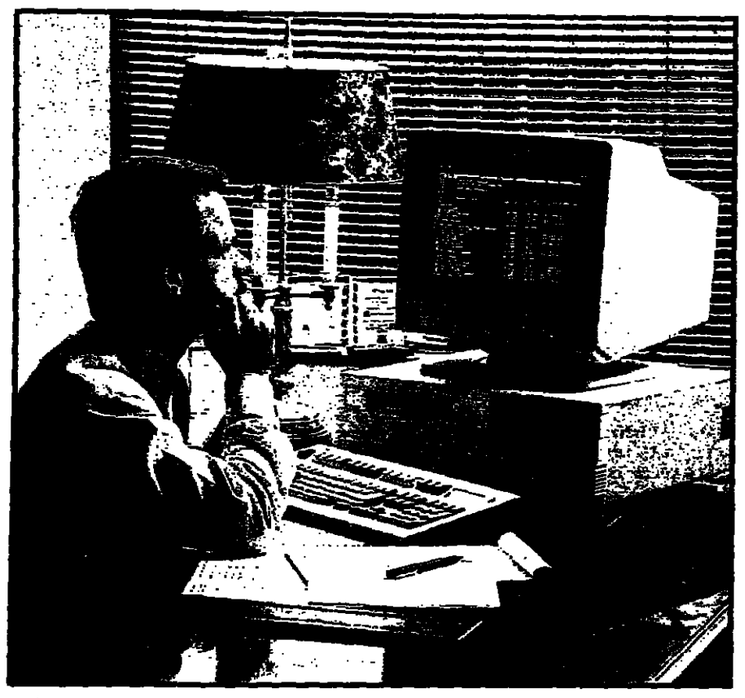
ORC

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde de la Gestion

Conseil en Gestion Financière et Comptable

Connectez-vous sur un réseau mondial



PRICE WATERHOUSE : UNE GRANDE FIGURE MONDIALE DU CONSEIL, 2500 CONSULTANTS PLURIDISCIPLINAIRES EN EUROPE. UNE CLIENTELE DE QUALITE DANS TOUS LES DOMAINES DE L'ECONOMIE.

Le quotidien n'existe pas dans le conseil. Chaque mission exige une approche différente. Porte sur des domaines variés : études de rentabilité, planification financière, amélioration des systèmes d'information financière, études de productivité...
La nature des missions que nous vous proposons doit révéler l'ambition légitime à laquelle vous prétendez : apporter votre savoir-faire dans des contextes variés où chaque client - et chacun de ses problèmes - ont leur propre spécificité.

Vous maîtrisez parfaitement sur le plan technique, quelques uns des progiciels comptables et financiers (SAP, McCORMACK & DODGE, MSA, etc...) utilisés par des groupes internationaux. Vous avez déjà assuré la mise en oeuvre et maîtrisez les différents aspects d'un projet d'implantation.

Diplômés de l'une de nos meilleures Ecoles de Commerce ou de Gestion
HEC, ESSEC, Sup de Co, IEP, Dauphine... DECF
vous disposez également de 5 à 10 ans d'expérience opérationnelle en entreprise ou dans un cabinet de conseil.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature s/réf. M950/05 à Carole LEPRETTE - PRICE WATERHOUSE MANAGEMENT CONSULTANTS - 11 Rue de Laborde - 75008 PARIS

DESSEIN

Price Waterhouse Management Consultants

PARIS AMSTERDAM ATHENES BERLIN BRUXELLES BUDAPEST CIRCLE COPENHAGUE DUBLIN DUSSELDORF HELSINKI HAMBURG FRANKFURT LONDRES LUXEMBOURG LYON MADRID MARSEILLE MUNICH NANTES OSLO PRAGUE RENNES STOCKHOLM STRASBOURG

Siège Européen d'un puissant groupe américain cherche pour une de ses divisions son

European Manufacturing Controller

Nord de Paris **380 KF+**

Conseiller auprès de la direction opérationnelle pour les sites industriels en Europe, vous conduirez les réflexions financières (investissements, méthodes de calcul, analyses de risque,...) et serez l'interlocuteur privilégié des Plant Controllers. Vous coordonnerez, dans le cadre d'une nouvelle organisation, le développement et la mise en place d'outils de gestion et participerez activement à l'amélioration de la productivité.

Agé de plus de 32 ans, de formation supérieure, vous avez une solide expérience de contrôle de gestion en milieu industriel.
La bonne maîtrise de l'outil informatique est nécessaire. L'anglais est indispensable.

Contacter **Gilles de Mentque**, au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + n° tél + rém. actuelle à **Michael Page Finance**, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf.GM6304MO.

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

AMET

gestionnaires de patrimoine

HAUT NIVEAU

Grande banque d'affaires de dimension internationale, dans le cadre du développement de l'activité de nos implantations dans les grandes métropoles françaises, notamment Toulouse, Marseille, Strasbourg, Nancy et Lille..., nous recherchons des professionnels de la gestion patrimoniale.

A 28/32 ans environ, diplômé d'une grande école (ou équivalent), aujourd'hui vous souhaitez valoriser votre expérience et vous donner de larges perspectives d'évolution.

Après une période d'intégration, nous vous confierons une clientèle privée haut de gamme que vous gérerez et développerez.

Analyse des besoins, diagnostic financier et force de proposition vous permettront de conseiller vos clients en leur ouvrant des champs d'investissement dans tous les domaines de l'activité économique.

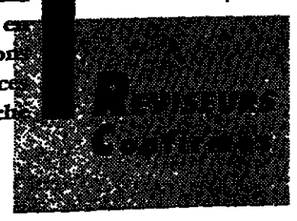
Pour réussir dans votre mission, vous bénéficierez des atouts logistiques et du professionnalisme d'un groupe renommé pour son image de haute technicité.

Vous souhaitez en savoir plus ? Contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES au (1) 49 09 09 49 du lundi au vendredi de 9 h à 17 h (précisez la réf. A438) ou adressez votre dossier de candidature complet sous réf. A 438/LM à ALLO-CARRIERES 50/54 rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

(1) 49.09.09.49
ALLO CARRIERES

MEDIAPA

filiale d'un établissement financier de 1er plan spécialisée en prestation de service recherche



La richesse de compétences et la souplesse d'intervention caractérisent notre équipe pluridisciplinaire.
Vous possédez une formation supérieure en gestion ou comptabilité (minimum BAC + 4) et disposez d'une expérience d'au moins cinq années acquise en cabinet d'expertise qui vous a permis de développer votre sens de la rigueur mais aussi vos qualités relationnelles.

Vous souhaitez intégrer une structure à taille humaine qui offre une large autonomie d'action ainsi qu'une ouverture vers de fréquents contacts externes auprès de nos clients.
Vous viendrez renforcer notre équipe comptable et financière et encadrerez une équipe de collaborateurs comptables qui traitent des dossiers de mandats de gestion.
Vous seconderez la responsable du département en matière de notes de procédures comptables, de préparation de budget, de bilans et de suivi de clientèle.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 319 à MEDIAPA - 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

Pariez sur votre capital succès, devenez

LE CREDIT AGRICOLE DE LOIRE-ATLANTIQUE CONFIRME SA DYNAMIQUE DE SUCCES : 930 COLLABORATEURS 73 AGENCES

CHARGE DE CLIENTELE ENTREPRISES

BAC + 4 (ESC, maîtrise...)

LOIRE-ATLANTIQUE

Habile négociateur, doté d'un réel esprit d'initiative, vous deviendrez l'interlocuteur privilégié et écouté de vos clients et vous saurez développer de façon significative votre portefeuille.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous justifiez d'une 1ère expérience bancaire ou financière; l'activité commerciale vous intéresse, vous l'avez prouvé sur le terrain.

Intégrez l'équipe spécialisée dans le conseil aux PME de la caisse régionale de NANTES.

Nous vous confierons la gestion de l'ensemble du champ financier des entreprises : investissements, trésorerie, international, suivi des risques...

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à la :
CAISSE REGIONALE DU CREDIT AGRICOLE DE LOIRE-ATLANTIQUE
Département des Ressources Humaines - La Garde - Route de Paris - 44076 NANTES CEDEX 03

Graphisme et Dessin

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde de la Gestion

Cabinet International,
membre de l'un des tout premiers réseaux mondiaux d'Audit et de Conseil

Auditeurs seniors

Vous possédez une formation supérieure et une expérience de 3 à 4 ans en cabinet d'audit ou commissariat aux comptes. Vous valoriserez vos compétences dans le cadre de missions variées auprès d'une clientèle nationale et internationale.

Apporter en permanence un service conforme aux exigences de nos clients : c'est l'objectif que vous partagerez avec des hommes et des femmes riches en potentiel, prêts s'investir au plus haut niveau.

Exercez votre goût de la performance, votre sens des responsabilités, affirmez votre esprit d'initiative... Pour réussir, vous bénéficierez d'un plan de formation, d'un réel soutien dans la préparation des examens professionnels. Vous progresserez dans un environnement propice à la diversité des carrières en France et à l'étranger.

Rejoignez nos équipes à Paris, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille ou Strasbourg.

Adressez votre dossier de candidature sous référence M/50/I, à notre Conseil 8, av. Delcassé 75008 Paris.

C&L — Coopers & Lybrand Consultants

RECRUTEMENT

CURUCHUM

Grande banque française recherche

RESPONSABLE DU SERVICE ETUDES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

- Vous assurez le suivi de l'analyse des données économiques et financières nécessaires aussi bien aux orientations stratégiques de la banque qu'à l'activité opérationnelle de notre salle des marchés.
- Vous êtes chargé de la rédaction d'une lettre hebdomadaire d'information économique et financière destinée à la clientèle.
- Vous animez les réunions périodiques avec les opérateurs, les responsables de clientèle entreprise et institutionnelle.
- Vous participez à l'élaboration des prévisions budgétaires et à la gestion financière de la banque.

Utilisateur averti de l'outil informatique et des bases de données, vous avez 3 à 5 ans d'expérience, de préférence dans le milieu bancaire, une bonne aisance orale et une excellente expression à l'écrit.

Merci d'envoyer CV, photo et prét. sous réf. : 323 à MEDIAPA 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.

Contrôleur de Gestion

SNECMA

AU CARREFOUR
DES HAUTES
TRAJECTOIRES
L'un des 4 grands motoristes mondiaux, la Snecma conçoit et réalise des moteurs d'avions civils et militaires.

Au sein de la Direction "Plans, Economie, Finance", vous serez responsable pour une ou plusieurs sociétés du Groupe :
- du reporting et du contrôle de la réalisation des budgets et objectifs annuels,
- de la préparation des orientations à moyen terme dans le cadre de l'élaboration des plans soumis à la Direction Générale du Groupe.

Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce ou équivalent et possédez une expérience industrielle confirmée. Une connaissance approfondie des outils comptables et financiers est nécessaire ainsi qu'une pratique courante de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions), sous référence FG/AD, à la Direction de l'Encadrement - Groupe SNECMA 2, Bd du Général Martial Valin 75724 PARIS Cedex 15.

Groupe SNECMA

---

softmac

Un esprit d'entrepreneur pour financer des PME en expansion.

Société financière, implantée à Clermont-Ferrand, nous investissons dans le capital d'entreprises régionales en expansion ou en création.

En relation avec le Directeur Général, vous assurerez le développement, le suivi et la valorisation de notre portefeuille de participations et animerez notre équipe opérationnelle.

Vous serez également l'ambassadeur de notre société auprès de nos partenaires régionaux et nationaux.

A 35 ans environ, de formation Sup de Co dominante Gestion, plus DECS ou équivalent, vous possédez une expérience réussie dans le domaine de la finance, de l'audit ou du contrôle de gestion.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) s/réf. S/DGA à PROFIL - Anne Coutagne 132, cours Charlemagne 69002 LYON.

PROFIL Consultants — Groupe archipel

HCAD

JEUNE TRESORIER DEVISES

Au sein du Front Office de notre Direction Centrale des Marchés, vous réalisez, aux conditions optimales, différents types d'interventions sur les marches interbancaires, des changes, des instruments de gestion (swaps, options...), nécessaires au financement des prêts et à la gestion de la trésorerie du Crédit National.

De formation superieure (HEC, ESSEC, ESCP... ou Ecole d'Ingénieurs), vous êtes débutant ou vous apportez une première expérience de la trésorerie bancaire ou d'entreprise ainsi qu'une excellente maîtrise de l'anglais et de la micro-informatique. Vous souhaitez rejoindre une équipe jeune et performante.

Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser une lettre de candidature manuscrite avec CV, photo et votre rémunération actuelle au Crédit National, Département des Ressources Humaines, 45 rue Saint Dominique 75700 Paris.

Crédit National

DESSIN

Important organisme d'assurance maladie implanté dans toute la France recherche des cadres dans la perspectives d'occuper à terme la fonction de Responsable Régional.

Responsable régional

A 28-30 ans, de formation supérieure Bac + 3 + 4 (gestion, sciences économiques, Droit, ...), vous avez nécessairement acquis une première expérience dans un régime d'assurance obligatoire maladie ou d'assurance complémentaire maladie.

Après une période de formation auprès d'un Responsable Régional, nous vous confierons la **responsabilité totale** (gestion et promotion) d'un Centre Régional.

Véritable manager de votre équipe, vous serez l'interlocuteur des autorités de tutelle.

Autonomie, force de caractère et sens des initiatives seront vos meilleurs atouts pour réussir cette mission stratégique et nouer des liens avec les représentants et les organismes professionnels.

Affectation possible sur toute la France.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) en indiquant les régions choisies, sous la réf.4347 M à JONCTION - 32, av. Charles de Gaulle - 92200 Neuilly sur Seine, qui transmettra.

CONTROLEUR DE GESTION INTERNATIONAL

Au sein de la direction financière de la division internationale, vous assisterez nos filiales dans leur gestion et leur développement.
Par vos propositions, vous participerez à l'amélioration de notre système d'informations et contribuerez à la croissance de notre groupe à l'étranger.

De formation supérieure, type ESC complétée d'un DECS, vous avez une expérience de 5 ans en contrôle de gestion.
La pratique de l'espagnol, en plus de l'anglais, est indispensable.
Au delà de vos compétences techniques, rigueur, qualités relationnelles, et esprit d'initiative seront déterminants.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence - 38 CILM à notre conseil : Alcane, 26 rue du Quatre Septembre 75002 Paris.

Nous sommes un des tout premiers groupes français de l'édition et le développement de nos activités à l'international nous conduit à créer un nouveau poste au sein de la société holding.

Poste basé à Paris.

ALCANE

NC communication

Bourdais

AUDITEUR INTERNE

BOURDAIS - Conseil en Immobilier d'Entreprise
CA : 330 M.F. - 400 Collaborateurs
15 implantations en France

Pour poursuivre notre développement, nous souhaitons recruter un jeune Auditeur Interne. Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez réalisé une expérience de 3 ans environ dans une structure d'audit de société ou dans un cabinet. Vous interviendrez pour le compte de la Direction Générale dans les diverses entités du groupe. Votre capacité d'analyse et vos qualités relationnelles seront des atouts nécessaires à votre réussite dans ce poste.
Pour un premier contact, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence AI/M à BOURDAIS - Roselyne TAISNE 160, Bd Haussmann - 75008 PARIS.
Discrétion assurée.

CHEZ BOURDAIS, LE N 1 C'EST VOUS

Jonction

SOCIÉTÉ DE PRODUITS DE LOISIRS

Leader sur le marché européen, 400 personnes, 4 milliards de Francs. Pour faire face à un rapide développement, la Direction des approvisionnements, basée au siège Europe à Paris 17e crée le poste de

ANALYSTE DE MARCHE

Rattaché à la Direction, et au sein d'une petite équipe très motivée, il aura pour tâche d'être l'interface entre les besoins exprimés par les commerciaux et les achats auprès des fournisseurs : il analysera les chiffres et les transcrira en termes d'approvisionnement. Il participera à la gestion des achats sur l'ensemble Européen.

Ce poste essentiel concerne un diplômé de l'Enseignement Supérieur de formation comptable ou commerciale (BAC + 4), débutant ou première expérience en entreprise, au service comptabilité ou contrôle de gestion. Il sera très à l'aise avec les chiffres, et aura la pratique quotidienne de l'informatique. Anglais courant indispensable.

Discrétion absolue. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscr., CV dét., photo et rémunér.) sous réf. 9383 à notre Conseil.

SC sélection conseil — 16 RUE MEDERIC, 75017 PARIS

BERNARD MONTAGNE ANDRE AMIC ET ASSOCIES
MEMBRE DE DELOITTE ROSS TOHMATSU

recherche pour ses bureaux PARIS ET LYON des auditeurs financiers confirmés

- CHEFS DE MISSION -

Les candidats retenus auront, après une expérience d'au moins 4 à 5 ans dans un Cabinet d'audit externe, acquis une bonne maîtrise des techniques d'audit et de consolidation.

La connaissance d'une langue étrangère européenne sera également appréciée.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et photo sous référence CMJC/IAL91 à Bernard MONTAGNE André AMIC et Associés 79, rue de Miromesnil - 75008 PARIS

BM3A

ORGANISME DE SÉCURITÉ SITUÉ A NANTES RECHERCHE LE RESPONSABLE DE SON SERVICE D'ANALYSE DE GESTION

Fonction :
Comptabilité analytique.
Contrôle de gestion, analyse budgétaire et financière.
Analyse des dépenses de santé.

Profil souhaité :
Niveau licence ou maîtrise sciences économiques, ou équivalent, diplômé d'école supérieure de gestion.
Une première expérience en entreprise et une connaissance de la micro-informatique seraient très appréciées.

Qualités requises :
Autonome et ayant le sens de l'initiative, il anime une équipe de 4 personnes et possède de solides qualités relationnelles et d'organisation.
Rattaché au Directeur financier, il met en œuvre la politique de la Direction générale dans son secteur d'activité. A ce titre, les candidats devront apporter la preuve de leur capacité à évoluer vers des postes de responsabilité accrue.

Adresser dossier complet (lettre, CV, photo et prétentions) à :
M. P. PERENNES, CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE
9, rue Gaëtan-Rondeau – 44045 NANTES CEDEX 02.

هكذا من الاصل

هكذا من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

INSPECTEURS - EXPERTS IMMOBILIERS

Bien implantés en France, nous sommes l'un des tout premiers intervenants sur le marché des prêts immobiliers et du financement des collectivités locales. Avec près de 3 500 collaborateurs en France et un encours de 290 milliards de francs, notre signature est reconnue et appréciée dans l'opinion publique et les milieux d'affaires. Premiers par tradition, nous développons une stratégie de diversification de nos activités avec la contribution d'une équipe d'Experts au professionnalisme reconnu.

Si vous cherchez une offre bien placée, suivez notre regard

Jeune diplômé d'une grande école (Agro, écoles de commerce ou de gestion, IEP...) ou de l'université (Bac + 5 en droit immobilier, économie, finance), vous avez éventuellement complété vos études par une formation liée à l'immobilier. Vous êtes mobile et possédez un réel goût des contacts. Vous valoriserez toutes vos compétences au sein de notre corps d'EXPERTS EN ESTIMATIONS IMMOBILIERES, dans une profession située à la rencontre de l'immobilier et de la finance.

Basé à Paris ou dans une métropole de province, vous serez formé à notre métier et serez chargé de l'évaluation des biens immobiliers et de l'analyse des risques dans les opérations immobilières de crédit, de promotion et d'investissement.

Pour participer à notre recrutement, nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous réf. IEIM, au Crédit Foncier de France, Direction du Personnel, 19 rue des Capucines, BP 65 - 75050 Paris Cedex 01.

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

En premier, le Crédit Foncier.

MEDIA-SYSTEM

ORGANISATEUR

Cette entreprise du secteur Assurance-Prévoyance est l'une des toutes premières en France. Elle est organisée à travers une cinquantaine d'agences, réparties selon sept régions. Aujourd'hui, elle renforce ses structures et crée le poste d'Organisateur.

Sous l'impulsion du Comité de Direction, le titulaire sera chargé, après un audit de l'existant et notamment des procédures de liquidation des prestations (2,5 millions de dossiers par an), de proposer les procédures de circulation de l'information au sein de l'entreprise. Il en surveillera la bonne application et en contrôlera le suivi et le respect au sein des agences.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat âgé d'environ 28/35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur et ayant acquis une expérience minimum de trois ans en Organisation ou en Audit interne. Ses qualités de pédagogie, de formation et d'écoute lui permettront de mener sa mission avec succès.

Le poste est basé en Région Parisienne et nécessite des déplacements sur toute la France.

Les conditions offertes et les perspectives d'évolution sont de nature à retenir l'attention de candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 66/4193 A à :

EGOR GESTION ET FINANCE
8, rue de Berri - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.89.26.84

EGOR

PARIS AIX-EN-PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

LA DIRECTION ADMINISTRATIVE DES MARCHES DE PARIBAS

ORGANISATEUR
DES SYSTEMES DE SYNTHESE

Dans le cadre d'un programme ambitieux de développement des systèmes d'information, PARIBAS réorganise en profondeur les circuits de production des informations de synthèse (résultats de gestion, résultats comptables, positions, données statistiques).

Vous participez activement au sein d'une équipe pluridisciplinaire à la conception de ce projet. Vous assurez la définition des procédures et le suivi de la production des informations de synthèse.

Pour mener à bien cette mission qui valorisera dans un premier temps votre volonté d'enrichir vos connaissances puis rapidement votre talent d'animateur, vous bénéficiez d'une solide formation Grande Ecole de Commerce ou Universitaire, complétée éventuellement par un DECS, et d'une expérience de 3 à 4 ans dans un cabinet d'audit.

Des perspectives d'évolution intéressantes vous seront proposées à court et moyen terme.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo en précisant la référence OSS, à PARIBAS - Direction des Relations Humaines - 3, rue d'Antin - BP 141 75078 PARIS CEDEX 02.

Pour répondre à la croissance de sa structure internationale rassemblant ses activités de marchés, CAPITAL MARKETS GROUP crée un poste au sein de sa cellule "Synthèse et Développement".

PARIBAS

MEDIAPA

INTER SPORT

Devenez Directeur du Développement

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

CNPC EST MEMBRE DU RESEAU EUROPEEN ENEX

CNPC

filiale d'un établissement financier de 1er plan spécialisée e prestation de servic recherch

La richesse de compétences et la souplesse d'intervention caractérisent notre équipe pluridisciplinaire.
Vous possédez une formation supérieure en gestion ou comptabilité (minimum BAC + 4) et disposez d'une expérience d'au moins cinq années acquise en cabinet d'expertise qui vous a permis de développer votre sens de la rigueur mais aussi vos qualités relationnelles.
Vous souhaitez intégrer une structure à taille humaine qui offre une large autonomie d'action ainsi qu'une ouverture vers de fréquents contacts externes auprès de nos clients.
Vous viendrez renforcer notre équipe comptable et financière et encadrerez une équipe de collaborateurs comptables qui traitent des dossiers de mandats de gestion.
Vous seconderez la responsable du département en matière de notes de procédures comptables, de préparation de budget, de bilans et de suivi de clientèle.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 319 à MEDIAPA - 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

Les projets qui vont loin méritent qu'on les suive de près

Division électricité et nucléaire

6000 personnes,
5 milliards de CA,
une activité d'entreprise résolument tournée vers l'exportation.
Pour les secteurs de l'Energie, du Transport, de l'Industrie, du Bâtiment tertiaire et du Nucléaire, elle étudie et réalise des projets nationaux et internationaux.

Contrôleur de gestion

Acteur dans l'équipe de Direction de votre unité ou projet et rattaché au Directeur du contrôle de gestion, vous assurez en liaison avec les Opérationnels, le suivi des budgets, les reprévisions des dépenses et l'analyse des écarts.

Votre professionnalisme et vos capacités à intégrer une équipe vous permettent de faire parler les chiffres et de préconiser les mesures permettant l'amélioration de la rentabilité.
Par ailleurs, vous serez conduit à mener des audits sur des filiales ou grands projets tant en France qu'à l'étranger.

De formation ESC, école de gestion ou Ingénieur, vous avez acquis une expérience de 5 ans minimum du contrôle de gestion en entreprise générale. Vous avez une réelle maîtrise de l'anglais.
Votre capacité à anticiper et à mobiliser les compétences et les forces de l'entreprise est un atout pour nous rejoindre et évoluer au sein du groupe.
Poste basé à Cergy-Pontoise (accès direct par le RER Ligne A).

Merci de nous adresser CV et prétentions, sous la référence 28/05, à Spie Batignolles, Frédéric Guinier, Pôle Edison, Parc St-Christophe, 95861 Cergy-Pontoise Cedex.

Spie Batignolles

un esprit d'entreprises GROUPE SCHNEIDER

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde de la Gestion

Notre groupe est en expansion constante, nos activités sont diversifiées : biotechnologie, pharmacie, cosmétologie..

Nous recherchons pour la branche parfums et cosmétiques un

DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER

Rattaché à notre *Direction Générale* auprès de laquelle vous aurez un rôle de conseil, vous prendrez l'entière responsabilité des domaines comptables et financiers d'un secteur de *350 MF de CA consolidé* :

- l'établissement du plan de financement et des investissements,
- les relations avec les banques.
- la supervision des comptabilités générales et analytiques.
- les études financières et les déclarations fiscales.

Pour cette mission variée, vous possédez, à 30-35 ans environ, outre une formation supérieure (DECS, HEC ou équivalent), une solide expérience de la fonction qui vous a permis de révéler votre efficacité, votre rigueur et vos aptitudes relationnelles.

Si vous souhaitez aujourd'hui valoriser votre savoir-faire et élargir vos compétences, adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, à notre Conseil Colette BOUSSANGE Résidence Normandie - 815, avenue du Général Leclerc 92100 BOULOGNE - Tél. : 46.09.09.60.

MEDIAPA

GEMPLUS CARD INTERNATIONAL

Leader dans le développement et la fabrication de cartes à puces multi-applications (filiales en G.B., Singapour, USA, Allemagne), 350 MF de CA, nous recherchons notre

ASSISTANT DU DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Après une formation BAC + 4 ou 5 en gestion-finance, vous êtes confirmé par 2 à 5 ans d'expérience de préférence en cabinet d'audit.
Vous maîtrisez la micro-informatique et pratiquez couramment l'anglais.

Vous assisterez le Directeur Administratif et Financier dans la définition et la mise en place des procédures et systèmes de gestion financière et comptable pour la société mère et les filiales existantes ou à créer à l'étranger.

De larges perspectives d'évolution au sein de la société.

Merci d'adresser votre candidature (CV et lettre manuscrite) sous Réf.91-12 à Aline CALVO
GEMPLUS CARD INTERNATIONAL
BP 100 - 13881 GEMENOS Cédex.

GEMPLUS

Union Nationale des Fédérations d'Organismes HLM

Au sein du service *CONTROLE DE GESTION de notre organisme*, nous offrons à un jeune diplômé débutant ou avec une première expérience, le poste très formateur d'

Assistant de gestion

Vous interviendrez de manière très opérationnelle auprès de nos centres de profit (services et filiales) dans l'analyse et le suivi de contrats, le contrôle des informations comptables, le suivi budgétaire, la réalisation de tableaux de bord...
De formation supérieure en gestion et/ou comptabilité, vous avez de la rigueur, le sens des chiffres, le goût du travail en équipe et un bon relationnel. Vous pratiquez bien-sûr la micro-informatique. Poste basé à Paris 8ème.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) s/réf. M/290/A, à notre Conseil 8, av. Delcassé 75008 Paris.

C&L — Coopers & Lybrand Consultants — RECRUTEMENT

CURRICULUM

Filiale française d'un des tout premiers **laboratoires pharmaceutiques** - C.A. 3 Milliards.

Contrôleur de gestion

Chargé(e) de la logistique du système et de la synthèse des informations

Sous la responsabilité du Directeur du Contrôle de Gestion, vous êtes le moteur de l'élaboration du P&L Account, l'interface de notre siège social aux USA et le pivot centralisateur des informations.

Assisté de 2 collaborateurs, vous effectuez le contrôle, l'analyse et la synthèse des données et bien sûr, vous assurez l'adaptation et la mise en place des programmes de traitement de l'information.

Vos outils : la micro-informatique (LOTUS, DBase) et le reporting anglo-saxon.
Votre atout : un anglais courant.

ESC, maîtrise de gestion... vous justifiez d'une expérience minimum de 3 ans en contrôle de gestion que vous souhaitez valoriser à ce poste exigeant mais évolutif qui vous passionnera.

Poste basé à Paris Ouest.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. M/492/A, à notre Conseil 8, avenue Delcassé 75008 Paris.

C&L — Coopers & Lybrand Consultants — RECRUTEMENT

CURRICULUM

"CONTROLLER"

Créer et développer votre fonction

Notre Société (CA 90 MF - 50 personnes) filiale d'un important groupe britannique, conçoit, fabrique et installe des produits du *second œuvre du bâtiment*. Notre croissance interne et externe nous amène à créer le poste de "CONTROLLER".
En liaison directe avec le Directeur Général, vous mettrez en place une gestion administrative et financière et animerez une équipe de 4 personnes. *Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur* avec une spécialisation comptable et financière.
Vous connaissez les normes comptables anglo-saxonnes, vous maîtrisez la micro informatique et parlez anglais couramment. Vous avez une *expérience de 3 à 5 ans* de contrôle de gestion en contexte international.
Vous souhaitez un rôle opérationnel qui nécessite aptitude à organiser et convaincre.
Poste à pourvoir en proche banlieue Est.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 2491/M ou transmettez-le à *CV CADRE* en composant le 3615 JCM sur votre minitel.

JCM CONSEIL 12, rue du Ponthieu - 75008 Paris

Paris - Lyon - Toulouse - Barcelone

KERGUELEN — Membre de Syntec

SOCIÉTÉ DE COMMUNICATION

Contrôleur de gestion

Sous la responsabilité du Directeur Financier, vous prendrez en charge l'élaboration des budgets et des plans, le reporting, le suivi de gestion et le contrôle des différentes activités, et assurerez le respect des procédures.
Vous préparerez les données chiffrées des dossiers d'investissement et les analyses de rentabilité des nouveaux projets en fonction des montages financiers envisagés au fur et à mesure des négociations avec nos partenaires. *Vous développerez de nouveaux outils de mesure des performances de notre société sur le marché.*
Vous avez 2 à 4 ans d'expérience en Contrôle de gestion et/ou en Cabinet d'audit et une bonne connaissance de la micro-informatique.
Vous avez de la rigueur, le goût de l'analyse et des chiffres, et des qualités relationnelles indispensables dans ce secteur d'activité et pour une intégration harmonieuse dans notre petite équipe.

Écrire lettre et CV à HACHETTE PREMIÈRE & Cie
10, rue de Marignan – 75008 Paris

Leader européen *dans le service industriel*, 5.000 personnes, 70 Centres et Unités de production en Europe, le Groupe ELIS recherche, *pour le siège de Puteaux son*

CONSEILLER DE GESTION, RESPONSABLE DU CONTROLE BUDGÉTAIRE

Agé de 28 ans environ, diplômé d'une Ecole de Commerce, *vous avez une première expérience réussie dans le contrôle* budgétaire ou le contrôle de gestion. Vous aurez la responsabilité de l'élaboration et de la synthèse de l'ensemble des budgets du Groupe. Vous effectuerez des études stratégiques ponctuelles pour la Direction Générale et participerez à la conception et à la mise en œuvre du système d'information de gestion, dans le cadre d'un ambitieux projet de refonte informatique.
Ce poste exige une bonne connaissance de la micro, de bonnes qualités relationnelles et offre des possibilités d'évolution vers l'opérationnel.
Rémunération attractive en fonction de l'expérience.
Adresser lettre et CV sous réf. DB/NH/07 à la Direction des Ressources Humaines - ELIS - 31, rue Voltaire - BP 62 - 92803 PUTEAUX.

elis — *le propre en action*

Organisation et Publicité

Importante banque de dépôts recherche pour sa salle de marchés à Paris

OPÉRATEUR CLIENTÈLE

Diplômé de HEC, ESSEC, ESCP... vous avez, au sein d'une **grande banque**, *au moins 2 ans d'expérience de négociation* des produits de marchés avec les grandes entreprises.
Vous assurerez le trading d'instruments monétaires avec la clientèle et la gestion de risque de taux de ce portefeuille.

SPÉCIALISTE OPTIONS

Diplômé d'une grande école d'ingénieur (X, Centrale, Mines...) vous êtes un jeune professionnel sur les marchés optionnels.
Vous participerez à la négociation *et à l'élaboration des* produits optionnels au sein de notre équipe.

De réelles évolutions de carrière *sont possibles au sein* de notre groupe.
Merci d'adresser sous référence 329 lettre manuscrite, CV, photo à MEDIA PA - 50/54, rue de Silly 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX qui transmettra.

MEDIAPA

---

propositions diverses

INTÉRIMAIRES MANPOWER : PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES

Vous avez travaillé chez Manpower au moins 4 mois entre le 1er janvier 1990 et le 31 décembre 1990

Vous êtes parmi les 36119 ayants droit à une participation aux bénéfices

Venez vite chercher votre titre de participation à votre agence pour encaissement rapide.

MANPOWER — TRAVAIL TEMPORAIRE

RESPONSABLE COMPTABILITE ANALYTIQUE

Au sein du Département Contrôle de gestion d'une importante Banque de Dépôts, vous serez chargé de mettre au point et d'améliorer les méthodes et les procédures de comptabilité analytique, de suivre les résultats et de coordonner l'établissement des prix de revient.

De formation supérieure en comptabilité vous pouvez justifier d'une expérience d'au moins trois ans dans une fonction similaire. De réelles possibilités d'évolution au sein de notre banque et de ses filiales vous seront offertes.

Poste basé à Paris 8ème.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. 330 à MEDIAPA 50/54, rue de Silly 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX qui transmettra.

Important organisme d'assurance maladie implanté dans toute la France recherche :

Audit

Au sein de la Direction Organisation et Méthodes, vous mènerez des missions d'audit et de contrôle dans les différents centres régionaux.

De formation ESCAE *ou équivalent*, vous avez entre 28 et 35 ans. Vous avez une expérience en entreprise ou en cabinet et maîtrisez les techniques de l'audit.

Votre curiosité alliée à votre *sens relationnel* vous permettront d'être l'interlocuteur efficace des différents responsables régionaux.

Connaissances micro appréciées (EXCEL,...).
Poste basé à Paris. Nombreuses missions en Province.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous la réf. 4348 M à JONCTION - 32, avenue Charles de Gaulle - 92200 Neuilly sur Seine, qui transmettra.

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

هكذا من الأصل

هكذا من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Cadres

DEMANDES D'EMPLOIS

ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - PARIS
recherche pour la rentrée 1991
DES ENSEIGNANTS VACATAIRES EN
Droit civil
Droit du travail
Droit communautaire
Mathématiques
Comptabilité
Gestion financière
Marketing général.

Diplôme 3e cycle exigé, expérience pédagogique indispensable, autre expérience professionnelle appréciée.
Adresser lettre manuscrite + C.V. *avec la réf.* LM20 sur l'enveloppe à PROMO J
15, rue de Paris,
92100 BOULOGNE

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS
recherche
COLLABORATEURS H/F
Bon niveau de culture générale pour poste à caractère commercial (pas de porte-à-porte).
– Formation assurée
– Rémunération très *motivante comportant* un minimum garanti.
– Evolution de carrière *rapide pour candidat de valeur.*
Tél. 47-54-04-71.

PRESSING
Av. de Wagram,
recherche
personne qualifiée
tous postes. 1re main,
bon salaire.
Tél. 47-63-50-69
40-37-59-76 le soir.

MicroAge
Leader mondial dans l'intégration de services en micro-informatique et réseaux hétérogènes, recherche des
TECHNICIENS DE SUPPORT
BTS ou expérience confirmée dans l'un ou plusieurs des secteurs suivants :
OS/2, NOVELL, UNIX
et réseaux bureautiques, tableurs, base de données.
Appelez Véronique PETIT au :
(1) 40-86-01-07,
de 9 h à 13 h,
du lundi au vendredi.

PHOTON SCIENCE INSTRUMENTS
Leader dans le domaine électro-optique, recrute
UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
Adjoint au directeur dial.
Il aura la responsabilité de la promotion et de la vente des produits du département
SYSTÈMES OPTO-ÉLECTRONIQUES
– MÉTROLOGIE FIBRES.
Ce poste s'adresse à un ingénieur spécialisé parfaitement bilingue anglais. Stage de formation chez nos principaux fournisseurs aux
ETATS-UNIS,
en ALLEMAGNE et
en ANGLETERRE.
Carrière évolutive pour un(e) candidat(e) de valeur.
Envoyer C.V. à : P.S.I. ZAE de l'Autodrome, 1, av. Louis-Delage, LINAS
91310 MONTLHÉRY

SOCIÉTÉ LEADER DANS LE DOMAINE DU CONSEIL ET DU MARKETING IMMOBILIER
recherche
UN(E) CHEF DE PRODUIT
Rapidement autonome, vous aurez la responsabilité d'une *des parutions du* département « Informations Professionnelles ». De formation *supérieure (Sup de Co,* Sciences Eco), vous avez une bonne connaissance des *outils marketing et micro-*informatiques. Une personnalité affirmée, un esprit ouvert et créatif *sont* indispensables. Merci d'adresser lettre + photo + C.V. à :
GRECAM
12, rue Hamelin,
75116 PARIS

ETBST d'Enseignement Catholique
25 minutes Paris
recherche sept. 91
PROF. DE PHYSIQUE ESPAGNOL ET SC. ECO.
Expérience souhaitée.
Adresser lettre, C.V., photo sous n° 8 317
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy,
75007 Paris.

Presse hebdomadaire spécialisée
recherche
pour travail de desk
DÉBUTANT (H./F.)
intéressé par une carrière de journaliste.
Anglais indispensable.
Ecrire sous n° 8 319
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy,
75007 PARIS.

Enseignement supérieur privé recherche pour ses classes préparatoires HEC - Sciences-Po
PROFESSEURS INTERROGATEURS
Ttes disciplines. Exp. exigée.
Tél. (1) 43-54-32-55.

IMPORTANT GROUPE FINANCIER
recherche
pour son Directeur général adjoint en charge de l'exploitation bancaire
UN ADJOINT
responsable du développement des activités de crédit bail mobilier et de location financière.
Un minimum de 3 ans d'expérience dans ce domaine est requis ainsi qu'un diplôme d'une école commerciale d'envergure nationale.
Envoyer C.V. à :
FBUM
Direction des Relations sociales
8, rue Vivienne,
75002 Paris.

RECHERCHONS EMPLOYÉE DE BUREAU
STANDARDISTE
Anglais exigé.
Envoyer C.V. et prét.
INK FRANCE
107, av. Parmentier,
75011 PARIS.

VISUALISATION ET *ANALYSE DE DONNÉES*
Ecole des Mines de Paris
CIT - 06560 Valbonne
recherche
Ingénieur Grande Ecole
Titulaire d'un D.E.A.
pour DOCTORAT
(durée 2 ans minimum)
Sciences cognitives, Statistiques, Imagerie, *Contrôle de processus* industriels.
Envoyer C.V., S.V.P., merci.

CABINET CONSEIL
recrute
1 CONSULTANT (H/F)
– 30 ans env., *niveau* 3e cycle, connaissance du *secteur social et des* administrations.
– Expérience de conseil souhaitée.
– Anglais indispensable.
Disponible pour le 15/06/91.
– Poste basé à Dijon, avec déplacements.
Env. C.V. + photo + prét. au Monde Publicité
sous réf. n° 8 311
5, rue de Monttessuy,
75007 Paris.

SYNDICAT *D'AMÉNAGEMENT* DU DIOIS
(Drôme)
recrute
RESPONSABLE ÉCONOMIQUE
Missions :
– assistance technique auprès des entreprises (création, reprise, développement, suivi secteurs sensibles) ;
– mise en place de produits d'accueil d'entreprises (centre de services, ateliers, relais...).
Profil :
– bonne connaissance du milieu économique ;
– Bac + 4 + IAE ou équivalent et/ou exp. en entreprise ;
– réseau relationnel ;
– sens de la communication.
Statut :
– contrat 3 ans dans un premier temps.
Adresser candidature, C.V. à :
Syndicat d'Aménagement du Diois
Av. Sadi-Carnot,
26150 DIE
Avant le 10 juin 1991.

Importante association nationale pour l'Aide à Domicile recrute
CADRE DE DIMENSION NATIONALE
chargé d'aider les dirigeants bénévoles et salariés (pour les régions NORD - PICARDIE - ILE-DE-FRANCE - NORMANDIE) dans leurs activités d'animations, de réflexion, de recherche et de développement.
BAC + 4
Compétences en gestion et organisation.
Qualités relationnelles.
Très grande mobilité.
Poste à pourvoir rapidement.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à
Madame le Présidente,
UNIAADMR
184 A, rue du Fg-St-Denis,
75010 PARIS.

EN VUE DE RENFORCER SA RÉDACTION
ELEKTOR
Magazine mensuel d'électronique de loisirs recherche
UN(E) RÉDACTEUR (TRICE) TECHNIQUE
Profil exigé :
– Connaiss. approfondies en électronique et en micro-*informatique,*
– pratique du néerlandais et/ou de l'allemand,
– *très bonne connaiss.* du français avec aisance rédactionnelle.
Disponible rapidement.
Lieu de travail :
Nieppe (Nord) et/ou Maastricht (Pays-Bas).
Ecr. avec C.V. détaillé, photo et prétentions au Directeur de la Publication
ELEKTOR
B.P. 69 - 59850 NIEPPE

CABINET CONSEIL en BREVETS D'INVENTION
recherche
pour Strasbourg
INGÉNIEUR
*Spécialisé en électro-*mécanique ou électronique.
Formation CEIPI appréciée.
Maîtrise de l'anglais indispensable
et allemand souhaité.
Ce poste est évolutif.
Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. *n° 8 316*
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy,
75007 PARIS.

ECOLES DE GESTION ET DE COMMERCE INTERNATIONAL
(Ets supérieurs - CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE)
recherchent
PROFESSEURS ET INTERVENANTS
dans les domaines suivants :
– marketing fond. et int.
– techniques de vente,
– économie et fiscalité,
– communication, socio.
– gestion,
– comptabilité,
– mathématiques,
– statistiques,
– droit des affs et int.
– langues : angl./all./espagnol, japonais,
– informatique de gestion.
Env. lettre + C.V. au SERVICE DU PERSONNEL
1, rue du Port de Valvins,
77210 AVON-Fontainebleau.

ERES TRANSPORTS INGETRANS
recrute pour son agence en région parisienne, un
CHARGÉ D'ÉTUDES TRANSPORTS AMÉNAGEMENT
De formation économiste, aménagement, urbanisme.
3 années d'expérience en bureau d'études souhaitées.
Poste à pourvoir immédiatement.
Les candidatures sont à adresser à :
ERES TRANSPORTS INGETRANS
8, cours Général-Giraud,
69001 LYON.

Sté parisienne spécialisée dans la sécurité informatique
recherche un
JEUNE RESPONSABLE DES VENTES
Pour la création de son agence de Lyon.
Profil : dynamisme, sens commercial, autonomie.
Mission : développement des ventes dans la région Sud-Est.
Responsable de l'agence.
Adresser C.V., lettre, photo, prétentions à :
TTK, 22 bis, rue de Silly
92100 BOULOGNE.

Organisme de recherche
PARIS 16e
recherche
COMPTABLES
(BTS minimum)
2 à 3 ans d'expér. exigée.
Adr. lettre + CV s/réf. 76479 Bleu
17, rue Label,
94307 Vincennes cedex qui transmettra.

ÉCOLE D'INGÉNIEURS
recherche son
DIRECTEUR DES ÉTUDES
Dans l'équipe de Direction de cette Grande Ecole (industries alimentaires), le Directeur des Etudes assure l'animation et la coordination de l'équipe enseignante (emploi du temps, réunions...) et le suivi de la scolarité des étudiants (recrutement, accueil, dossiers, emploi du temps, examens, débouchés).
Alignement sur statut d'enseignant du Supérieur, suivant *niveau d'études du* candidat.
Env. *CV à Monsieur* le Directeur de l'ENSIA,
1, av. des Olympiades,
91305 MASSY.
69-83-50-80.

DIRECTEUR FINANCIER
41 ans, 18 ans d'expérience *au sein de Groupes internationaux* français ou anglo-saxons, très orienté contrôle *et système de gestion,* missions récentes de réorganisation de filiales, possédant bonne pratique de l'anglais et des systèmes d'information automatisés, recherche nouveaux challenges. Postes basés en R.P. Rémunération annuelle +/– 420 000 F.
Ecrire au Monde Publicité
sous le n° 7 135 M
5, rue de Monttessuy,
75007 PARIS.

J.F. 27 ans, BTS secrétariat bureautique, 3 ans expér. cherche poste motivant, aimerait investir son dynamisme et son professionnalisme dans poste à responsabilités motivant. Maîtrise TTX (World 4, Textor).
Disponible rapidement.
Ouverte à toutes propositions sérieuses.
Tél. : 47-36-56-33.

RELECTRICE
à édition presse, DEA Lettres, ch. poste ou piges.
Tél. : 43-31-28-80.

Secrétaire de rédacteur F., angl., P.A.O., ch. poste fixe.
Libre de suite.
Tél. 40-09-95-72.

J.F. 27 ans, DESS LEA-Commerce Int., angl., all., exp. communicat. informatique, ch. poste communication.
Tél. : 42-67-77-37.

Avocat allemand trilingue (fr., all., angl.), 39 ans. Talents multiples, en bonne condition physique et intellect., accepte toutes prop. passionnantes.
Préférence : Province/Côte d'Azur.
Rolf FOX
Kurze Strasse 4,
D-3012 LANGENHAGEN 1

F. dynamique, 32 ans, bilingue, Ph. D. en littérature, docteur en sémiologie. Etude propositions *en conseil de communicat.,* d'écriture et d'image.
Tél. 42-33-37-97.

J.F. BAC + 5, 1re exp. en communication, anglais, italien, all., ch. poste au sein d'un service communication en entreprise ou agence.
Tél. 42-40-99-52 (rép.)

Ancien AVOCAT, 41 ans + 10 ans d'exp. de SECRÉTAIRE GÉNÉRAL PME-PMI. Compétences : Contrôle de Gestion, Administration, *Services Généraux,* Comptabilité, Finances, Ressources *Humaines et Communication* (+ exp. audit) rech. poste SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ou D.A.F.
Etudie ttes propositions (rémunération, consultat. etc.)
Ecrire sous n° 8 320
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy,
75007 PARIS.

Monsieur 38 ans, cultivé, ne sachant rien faire, poserait éphémèrement regard de Persan sur ttes entreprises de très grande envergure.
Ecrire sous n° 8 321
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy,
75007 PARIS.

Femme quarantaine COMPTABLE II (connaissance micro-*informatique), recherche* poste à contrat durée déterminée juin/juillet sur Paris et/ou proche banl. ouest.
Ecrire sous n° 6064
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy,
75006 Paris, qui transmettra.

CONSULTANT FREE-LANCE CEGOS
En management/gestion d'entreprise et gérant PME, recherche contrats animation ou conseil en sous-traitance ou directe pour diversification donneur d'ordre.
(*Evaluation moyenne des stagières :* premier quintile supérieur)
Écrire au *Monde Publicité,*
sous n° 8314,
5, rue de Monttessuy – 75007 Paris.

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGÉNIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- *JOURNALISTES (presse écrite et parlée)*

CADRE COMMERCIAL – bilingue allemand, français + connaissances anglais – Formation école de commerce – 43 ans.
OFFRE : son expérience ventes, négociations tous niveaux en milieu indust. franco-germanique – Habitué au rôle d'interface usine/clients – disponible *pour déplacements.*
SOUHAITE : poste base Paris – R.P. (Section BCO/MH 1979.)
JEUNE DIPLOMÉE 23 ans – Ecole de commerce BAC + 4 – Expérience marketing import-export – Parlant anglais, espagnol, italien.
RECHERCHE : 1re poste commercial au sein d'une entreprise leader dans son domaine – de préférence secteur des services. Localisation souhaitée Paris. (Section BCO/JV 1980.)
CADRE DE DIRECTION – 42 ans – Formation études supérieures en informatique et logistique – 15 ans expérience dans la grande industrie – organisation, informatisation, encadrement de services – grande disponibilité.
RECHERCHE : poste hautes responsabilités tous secteurs – Paris. (Section BCO/JV 1981.)
HEC COMMERCIAL haut niveau – Plusieurs années directeur exploitation – Ventes établissement financier important (crédit bail) + banques spécialisées (moyen - long terme) – Habitué animation réseau intégré (agences + exploitants) – Réseaux Sté mère (grande banque) – apporteurs – courtiers fournisseurs.
RECHERCHE : poste similaire, développement activité existante, recentrage sur points forts. Souhaite déplacements France entière. (Section BCO/HP 1982.)
VENTES (*traitement des commandes, gestion des stocks, relations clients et* agents commerciaux) – ayant expérience dans fonction achats – Bonnes connaissances en allemand et anglais – méthodique, rigoureux, sachant concilier intérêt Sté et satisfaction clients.
PROPOSE : sa collaboration pour responsabilités similaires – Paris – R.P. (Section BCO/JV 1983.)
CADRE INGÉNIEUR – direction générale – 48 ans – manager, gestionnaire, négociateur, créatif, création division Brésil – anglais, portugais – Exp. management PME-PMI secteur chaudronnerie/mecasene.
RECHERCHE : *direction centre de profits dans ce secteur, mais étudie propo*sitions dans autres secteurs. (Section BCO/HP 1984.)

INGÉNIEUR ENSEEIHT – 41 ans – électronicien polyvalent – responsable technique et produit – 15 ans expérience d'automatisme numérique et analogique.
ÉTUDIE : toutes propositions (Section BCO/CR 1973).
DOCTEUR EN PSYCHOLOGIE, *psychothérapeute – formation analytique,* psychothérapie individuelle et de groupe – 11 ans expérience en milieu hospitalier + enseignant, formateur de personnel sociaux et de la santé.
RECHERCHE : poste de psychothérapeute et/ou de formateur (Section BCO/BD 1974).
DIRECTEUR COMMUNICATION dipl. marketing – BAC + 4 – anglais, espagnol – 50 ans – Cadre supérieur – 25 ans activités internationales grands groupes haute technologie et institution – *spécialiste communication* globale. Homme de challenge – très introduit presse économique et fin., milieux ind. et polit. – travaille en bi. avec dirigeants. Réf. haut niveau.
SOUHAITE : intégrer organisation pour faire de la communication un centre de profits (Section BCO/AB 1975).
VOUS AVEZ BESOIN D'UNE ASSISTANTE en communication pour vos relations publiques ? – organisation salons, relations avec les médias...
JE VOUS PROPOSE mes *qualités et compétences* (Section BCO/MM 1976).
H. 56 ans – Formation technique + longue expérience commerciale – bon négociateur achat, vente mat. premières industries mécaniques et BTP – meneur d'hommes – sait conduire équipe sur terrain – excellente présentation.
RECHERCHE : poste tech. comm. achat vente, gestion parc matériel, Sce magasin, missions, recrutement, formation (Section BCO/JV 1977).
ESCAE « QUADRA » au meilleur *niveau.*
VOUS APPORTE avec une bonne maîtrise des organisations et systèmes d'information son expérience de négociateur, gestionnaire et excellent animateur.
RECHERCHE : collaboration fiable et durable dans un poste de direction générale et/ou commerciale (Section BCO/JV 1978).

ANPE
ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

3e arrdt
Mr ARTS-ET-MÉTIERS
Calme, baigné de soleil, en duplex, gd living dble 1 chambre + sal. de bains.
46-22-03-80
43-59-68-04, p. 22

4e arrdt
ILE SAINT-LOUIS
Charme, caractère, imm. XVIIe, env. 150 m², 3e ét. as asc., gde hauteur s/plaf., ent. *grand living + 3 chambres* + bureau, 2 s.d.b., cuis. à aménager, 2 dressing + cave, *travaux à prévoir.*
Prix : 7 000 000 F.
46-22-03-80 ou
43-59-68-04, p. 22

5e arrdt
RARE
Près Maubert, neuf jamais habité. Anc. imm. XVIIe réhabilité.
Appt haut de gamme, env. 115 m², living 50 m² + 2 chbres, s.d.bs, s. d'eau.
46-22-03-80
43-59-68-04, p. 22

9e arrdt
RUE PÉTRELLE
IMM. RÉNOVATION TOTALE
Livraison octobre 1991.
– 2 P., 44 m², 4-5 P., 108 m²
– DUPLEX 170 m² + terrasses.
Frais de notaire réduits.
ARIA 48-88-95-44

11e arrdt
NATION
Splendide studio 40 m²
TERRASSE plein sud.
1 150 000 F. 43-73-60-51.

93 Seine-Saint-Denis
BAGNOLET. Limite Les Lilas, 5' *métro, dans petite* copropriété calme : sympathique 3 pièces tt cft, *entrée, séjour, 2 chbres,* cuis. équipée, cave, chauffage collectif.
Prix : 800 000 F + 700 F charges mensuelles.
Tél. à partir de 20 h 30 *en semaine ou le week-end* toute la journée au 48-67-05-56.

95- Val-d'Oise
Sannois 95 prox. ttes commodités. 5' RER. APPT 4 P. DUPLEX 80 m² + 14 m² terrasse. 2 wc, s.d.bs, fitx rangements. Frais notaire réduits.
280 000 F.
Tél. : 34-14-54-14 dom.
Tél. : 34-51-93-11 bur.

appartements achats

Rech. URGENT 100 à 120 m² Paris préf. 6e, 5e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e, 9e. PAIE CPT 48-73-48-07.

CABINET KESSLER
78, Champs-Élysées, 8e
Recherche de toute urgence
BEAUX APPTS DE STANDING
petites et grandes surfaces
ÉVALUATION GRATUITE
sur demande
46-22-03-80
43-59-68-04 *poste* 22

locations non meublées demandes

Paris
EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, 75008 PARIS recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS, HOTEL PARTIC. PARIS et VILLAS PARIS-OUEST.
Tél. : (1) 45-62-30-00.

locations meublées demandes

Paris
RÉSIDENCE CITY
URGENT rech. pour dirigeants *étrangers d'importants groupes* anglo-saxons LUXUEUX APPARTEMENTS MEUBLÉS DURÉE 1 A 2 ANS LOYERS GARANTIS
TÉL. : (1) 45-27-12-19

Etudiant sérieux en stage recherche chambre meublée pour juin et juillet.
Tél. : (16) 23-62-49-73 après 19 heures.

propriétés

A SAISIR
A 5' abbaye Solesmes (72) Grande écurie 18e s. à restaurer, env. 200 m² au sol. Poss. eau + élect., et autre gd bât. en côté. Le tout sur prop. d'un seul tenant d'env. 6 ha. Px 175 000 F.
Tél. (16) 97-43-20-83

5 KM ST-JEAN-D'ANGELY
A vendre
Maison ancienne rénovée. Séj., cuis. améric. (40 m²). Esc. chêne, palier, 2 chbres de 12 m², s.bs aménag., wc sv. lavabo. Jardinet + jardin 700 m² et garage 47 m² non attenants (face maison).
Prix 400 000 F.
(16) 46-32-40-04

pavillons

93 MONTFERMEIL
Vends pavillon 3/4 pièces, entrée, salle de bains, w.-c., cuisine aménagée, séjour, cheminée, 2 chambres, grenier aménagé, garage, 2 caves, sur 292 m² de terrain. Toiture, chauffage neufs, prix bas. 942 000 F.
Tél. (16-1) 43.51.02.05.

A 1 heure gare Austerlitz, pour moins de 1 MF votre pav. F5 neuf, constr. trad., gd standing, 120 m² + garage, sur 450 m². Prox. gare et comm. 670 000 F
Tél. : (16) 23-70-08-49.

02 AISNE
40 min. Eurodisney vend PAVILLON 6 p., entr., s. de bains, wc, cuisine, 3 ch., séjour, chem., mezz., bureau, salle de jeux, garage s/terr. pays 640 m². Prox. gare et comm. 670 000 F
Tél. : (16) 23-70-08-49.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE
16e CHAMPS-ÉLYSÉES
av AVENUE VICTOR-HUGO
Bux, secrét., tél, télex, fax.
Domicil. : 170 à 290 F/M.
CIDES 47-23-84-21.

A PARTIR DE 50 F HT/mois
Votre ADRESSE COMMERCIALE
PARIS 1er, 8e, 9e, 12e, 15e, 17e.
LOCATION DE BUREAUX.
INTERDOM 43-40-31-45.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de sociétés.
Démarches et tous services.
Permanences téléphoniques.
43-55-17-50

Hôtel partic. NICE.
Usage profes. clef sur 3 niv. de 100 m². Rez-de-jardin 100 m² + 1/2 s/sol 100 m² et 1er ét. 100 m². Jard. Park. 7 voit. + garage. Loyer ms 20 000 F. Sans reprise. Réfection peinures nécessaire.
93-24-04-64 matin.
ou écrire : WALD,
Domaine de l'Aurore
2020 route de Provence
06140 Tourrette/Loup.

fonds de commerce

Ventes

A vendre, très beau restaurant dans une vieille ferme rénovée, à prox. d'Annecy, *bonne réputation, salle de* 60 couverts, terrasse, jardin, appt F4. Tél. 50-68-09-54 *ou 43-87-92-97 le soir.*

Le Monde
CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi
VOS
RENDEZ-VOUS
IMMOBILIER
LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
LES BELLES PROPRIÉTÉS
L'AGENDA IMMOBILIER
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE
Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 806 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 275 000, soit 58 %, habitent l'Ile-de-France. (Source : CESP 1989)
Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

L'AGENDA

Vacances
Tourisme
Loisirs

GRAU-DU-ROI (30)
Part. loue STUDIO plein-pied, tt cmft pour couple 2 enfts. 100 m plage. Proche ts comm. Petit jdin. Cois très agréable. Juillet 5 000 F.
Tél. (16) 75-56-55-38

Louo Bretagne maison caract., gd séj., s.d.b., 2 chbres, juin, sept. 900 F/sem.
Tél. 98-79-10-16 H.R.

deux-roues

A VENDRE
HARLEY DAVIDSON
SPORTSER HUGGLER 1988
Tél. : 46-47-86-46.

A vendre HONDA 600 Transalp, modèle 88, 16 000 km, 23 000 F.
Tél. : 30-82-50-12
Heures bureau
30-44-35-98
(répondeur).

automobiles

ventes

de 5 à 7 CV
Vende GOLF GL aut. 82 modèle 83 - 113 000 km avec alarme. Tél. M. AVEL 46-55-00-25 dom. Bur. 45-56-91-71 poste 4256.

A VENDRE URGENT
FIAT UNO 70 SX i.e. 3 p
sept. 90. Mod. 91, 1er m. 11 500 km, 7 cv. Garant. 4 ms. Blanche. Vitres teintées dl. Tatouées. Alarme. 4 HP.
Tél. 40-50-14-31 (rép.)

de 8 à 11 CV
A vendre
CHRYSLER LE BARON
cabriolet. Année 90.
Import USA
Prix : 140 000 F.
Prix : 42-07-12-10.

plus de 16 CV
A vendre URGENT
PORSCHE CARRERA 2
Cabriolet, année mod. 90
14 000 km, gris métal.
Options : pont autobloquant, cuir souple, climatiseur, alarme.
Prix : 415 000 F.
Tél. : 48-24-05-81
ou 42-42-04-52
demand. M. BASSANT.

URGENT
JAGUAR V12
SOVEREIGN H.E. 5,3 l.
Mod. 85, 126 000 km.
Bleu métal., cuir beige. B.A. neuve. Climatisation. Autoradio K7 autoreverse. 6 H-P.
Prix : 125 000 F
TÉL. 40-76-09-07
de 9 h à 19 h lundi à vend.

URGENT, cause double emploi, vend BMW 320 i. 42 000 F, automatique, gris métal, excellent état, 1986, 82 000 km, autoradio, alarme, fermeture des portes à distance, vitres électriques, entretien effectué chez BMW, factures à l'appui.
Tél. : 69-85-59-59.

MARCHÉS FINANCIERS

Cinquième groupe hôtelier français

Pargest fait appel au marché pour accélérer son développement

Le groupe Pargest, cinquième groupe hôtelier français, vient de *mettre sur le marché hors cote* 10 % de sa filiale Sigest (3 hôtels en région parisienne) : la proportion doit passer prochainement à 15 % en attendant une entrée sur le second marché pour *accélérer son développement*. Détenu en majorité (52 %) par son créateur M. Robert Azoulay, Pargest (130 établissements) réalise un chiffre d'affaires cumulé de 555 millions de francs et un bénéfice net de 5 *millions*.

La majeure partie (375 *millions* de francs) du chiffre d'affaires de Pargest provient de la chaîne Balladins (petits hôtels une étoile, avec restaurant). Créée en 1985, celle-ci compte aujourd'hui 91 établissements. *Pargest a aussi remis en selle la chaîne Relais bleus* (deux étoiles), dont elle a repris le fonds de commerce et la marque en 1989, après le dépôt de bilan provoqué par un développement incontrôlé. Après avoir *reconstitué les comptes et s'être séparé de* quelques établissements, Pargest a remis la chaîne (42 hôtels et 2 400 chambres) en équilibre en 1990, et entend maintenant en reprendre le *développement. Avec les Relais* bleus, la société va aussi développer une chaîne de brasseries (O'Savoury) et a mis en chantier deux résidences locatives avec services pour personnes âgées dépendantes.

G. H.

Réalisant une nouvelle « cotation croisée »

Sofco est introduit en Bourse simultanément à Lyon et à Stuttgart

LYON

de notre bureau régional

Sofco, holding diversifié dont les activités vont du négoce automobile à l'exploitation de résidences pour personnes âgées, a été introduit, mercredi 22 mai, simultanément sur le second marché lyonnais et à la Bourse allemande de Stuttgart. Il s'agit de la deuxième introduction de ce type réalisée cette année après celle, en mars, de COMI, société de construction électronique bordelaise (*le Monde* du 8 mars).

L'épargne allemande a marqué une plus grande faveur au holding lyonnais : pour le premier jour de cotation sur la place lyonnaise, la demande a porté sur 6,6 millions de titres et a pu être satisfaite dans la proportion de 1,51 % seulement. Introduite à l'occasion d'une offre publique de vente au prix *minimum* de 120 francs, on était déjà parvenue, jeudi 23 mai à Stuttgart, à un cours de 43,8 deutschemarks (environ 148 francs).

L'attrait des opérateurs allemands pour les valeurs françaises ne semble pas se démentir. Girodet (soieries), qui inaugura la formule des « cotations croisées » entre la Bourse de Lyon et celle de Stuttgart, en est la preuve, si l'on en juge par le volume quotidien des transactions, les deux tiers du capital flottant étant placés outre-Rhin.

G. B.

□ **P et T : la structure gouvernementale inquiète M. Fourré (PS)**. – M. Jean-Pierre Fourré, député (PS) de Seine-et-Marne et président de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications s'interroge, dans un communiqué, sur la configuration du nouveau gouvernement. *« Le rattachement des P et T au ministère de l'économie, des finances et du budget a de quoi surprendre »*, estime-t-il. *« La réforme qu'avait mise en œuvre M. Paul Quilès (précédent ministre de ce secteur) avait en effet pour but de doter la Poste et France Télécom de l'autonomie nécessaire au bon accomplissement de leurs missions. Ce choix avait fait l'objet d'un très large consensus au Parlement »*

□ ***Cinquième cas de « vache folle »*** **en Suisse**. – Un cinquième cas de « vache folle » (encéphalopathie spongiforme bovine) a été détecté récemment en Suisse dans le canton de Berne et les autorités vétérinaires fédérales craignent que le nombre d'animaux atteints par cette maladie n'augmente au cours des années prochaines. La vache, qui a dû être abattue, est la troisième victime dans le canton de Berne de cette épizootie qui a d'abord touché en Europe le cheptel britannique,à partir de 1988, entraînant l'abattage de plus de 14 000 vaches. Les deux autres cas avaient été décelés dans les cantons suisses de Saint-Gall et du Valais. – (*AFP.*)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Monécic
La Sicav court terme

Sicav court terme régulière

Comptes de l'exercice 1990-1991 clos le 29.03.1991 approuvés par le Conseil d'Administration du 06.05.1991 présidé par M. Pierre LATROBE.

Actif net au 29.03.1991 : F 358.722.412

Performance entre le 28.12.1990 et le 02.05.1991 : + 3,92 %

Taux actuariel du 30.03.90 au 28.03.1991 : + 8,52 %

Valeur liquidative au 02.05.1991 : F 5.685,35

Dividende proposé : 448,15 F + 5,91 F d'avoir fiscal qui sera mis en paiement le 2 juillet 1991.

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.

GROUPE CIC

Béghin-Say

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 22 mai 1991 sous la présidence de Monsieur Jean-Marc Vernes et a approuvé les comptes de l'exercice 1990 se soldant par un bénéfice net de 656 942 000 francs (dont un résultat exceptionnel positif de 30 220 000 francs) contre 806 436 000 francs (dont un résultat exceptionnel positif de 223 275 000 francs) en 1989.

Les comptes consolidés de l'exercice 1990 ont également été approuvés : le résultat courant avant impôt s'élève à 1 484 774 000 francs (1 245 929 000 en 1989) et le résultat net-part BEGHIN-SAY à 1 080 785 000 francs (1 138 312 000 en 1989).

Le dividende pour l'exercice 1990 a été fixé à 27 50 francs par action et certificat d'investissement, en augmentation de 10 % par rapport à l'exercice précédent, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 13,75 francs. Le dividende sera mis en paiement le 12 juillet 1991.

L'assemblée générale ordinaire a nommé Monsieur Guiseppe GAROFANO en tant qu'administrateur et renouvelé les mandats de Messieurs Gianfranco CERONI et Jean-Marc VERNES.

A l'issue de cette assemblée, un conseil d'administration s'est tenu afin de nommer le président du conseil d'administration et de fixer les modalités définitives relatives à l'émission d'obligations convertibles et à l'augmentation de capital en numéraire, pour un montant total d'environ 3 milliards de francs.

Monsieur Jean-Marc VERNES a été reconduit, à l'unanimité du conseil, sur proposition de Monsieur Paul GARDINI, dans ses fonctions de Président-Directeur général.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 28 décembre 1990

	17-5-91	24-5-91
Valeurs franç. à rev. variable	118,5	117,5
Valeurs industrielles	122,1	121,1
Valeurs étrangères	112,5	114,7
Pétroles-Energie	123,9	124,2
Chimie	121,4	123
Métallurgie, mécanique	127,1	124,4
Electricité, électronique	113,5	110,7
Bâtiment et matériaux	128,3	126,1
Ind. de consom. non alim.	120,2	119,5
Agroalimentaire	121,6	121,7
Distribution	115,6	116,1
Transports, loisirs, services	120,8	120,1
Assurances	114,8	114,2
Crédit bancaire	119	118,8
Sicomi	104,5	104,1
Immobilier et foncier	101,8	102
Investissement et portefeuille	113,6	111,6
Base 100 : 28 décembre 1990		
Valeurs franç. à revenu fixe	106,8	106,4
Emprunts d'État	106,7	106,1
Emprunts garantis et assimilés	105,6	106
Sociétés	106,1	104,6
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à rev. variable	4 023	3 983,1
Valeurs étrangères	4 194	4 276
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à rev. variable	580,6	575,5
Valeurs étrangères	569,2	571,2
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. fr. à rev. fixe	118,8	118,3
Emprunt d'État	98,9	98,3
Emprunts garantis et assimilés	117,8	117,2
Sociétés	117,3	116,8

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	487,5	486,3
Produits de base	413,1	416,4
Construction	504,7	495,3
Biens d'équipement	298	294,3
Biens de consom. durables	427,9	422,5
Biens de consom. non durables	608,2	612,1
Biens de consom. alim.	768,3	767
Services	508,6	503,6
Sociétés financières	500,2	499,6
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	465,4	464,1
Valeurs industrielles	477,8	476,3

BOURSES EUROPÉENNES

Lancement d'Eurolist au premier semestre 1992

La Fédération des Bourses de la Communauté européenne, réunie à Athènes les 23 et 24 mai sous la présidence du baron B.F. Van Ittersum, président de la Bourse d'Amsterdam, a prévu de lancer au premier semestre 1992 la cote européenne. Appelé Eurolist, ce projet, étudié depuis deux ans, prévoit la constitution d'une liste de valeurs de la Communauté, qui seront cotées simultanément sur chacune des douze places de la CEE.

Ce compartiment devrait comporter dans un premier temps 150 titres et ensuite 300. La fédération a aussi approuvé un projet d'indice européen appelé Euroindex général, comprenant la totalité des valeurs composant Eurolist, tandis que l'indice Euroindex 100 serait utilisé pour les marchés dérivés. En revanche, les travaux avancent difficilement pour Euroquote, une société détenue conjointement par les Bourses membres de la fédération, qui a en charge l'interconnexion électronique entre les différentes places pour diffuser les informations.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	16 mai 1991
Total actif	642 387
dont	
Or	161 543
Disponibilités à vue à l'étranger	109 808
Ecus	55 712
Avances au Fonds de stabilisation des changes	15 045
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	65 540
Concours au Trésor public	41 330
Titres d'Etat (bons et obligations)	27 729
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	828
Effets privés	102 662
Effets en cours de recouvrement	45 550
Total passif	642 387
dont	
Billets en circulation	253 835
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	59 031
Compte courant du Trésor public	20 019
Reprises de liquidités	10 974
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes – Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	7 827
Ecus à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	58 059
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	182 056

TAUX DES OPÉRATIONS

– Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9 %
– Taux des pensions de 5 à 10 jours	10 %
– Taux des avances sur titres	12 %

TOKYO, 27 mai ⬇

Repli

La Bourse de Tokyo a terminé la journée de lundi 27 mai en baisse, pénalisée par des ventes liées à l'indice, à l'issue d'une séance maussade. L'indice Nikkei a cédé 103,26 points à 25 425,88, soit un repli de 0,4 %.

Le marché, privé d'indications particulières, a été découragé par les mauvais résultats de Nisshin Steel Co, qui ont conduit à des dégagements sur le titre et sur les autres valeurs à forte capitalisation.

VALEURS	Cours du 24 mai	Cours du 27 mai
Akai	1 140	1 110
Bridgestone	1 070	1 060
Canon	1 490	1 480
Fuji Bank	2 790	2 760
Honda Motors	1 310	1 310
Matsushita Electric	1 850	1 840
Mitsubishi Heavy	758	765
Sony Corp.	6 080	6 080
Toyota Motors	1 800	1 800

FAITS ET RÉSULTATS

□ ***Le plan de restructuration de*** **Polly Peck approuvé par les créanciers.** – Les créanciers de Polly Peck International (*PPI*), le conglomérat britannique des fruits et de l'électronique placé sous administration judiciaire il y a sept mois, ont approuvé vendredi 24 mai à la quasi-unanimité le plan de sauvetage présenté par les administrateurs, a *annoncé le cabinet* d'audit Coopers and Lybrand Deloitte. Les administrateurs proposent de *ne pas démembrer le* conglomérat bâti par l'homme d'affaires chypriote turc Asil Nadir, *aujourd'hui inculpé* de vol et de fausse comptabilité : selon eux, une liquidation précipitée de *PPI ne permettrait* de recouvrir qu'un cinquième des 1,15 milliard de livres (11,5 milliards de francs) *dus* aux créanciers. *En* revanche, une remise sur pied méthodique permettrait de sauver au moins la moitié de cette somme à moyen terme.

□ ***KLM a perdu 1,9 milliard de*** **francs.** – Selon les résultats provisoires publiés mercredi 22 mai, la compagnie aérienne néerlandaise KLM a perdu 630 millions de florins (près de 1,9 milliard de *francs) au cours du dernier exercice*, achevé le 31 mars, après un bénéfice de 340 millions de florins l'année *précédente*. Aux 353 millions de florins de pertes d'exploitation, il faut ajouter 277 millions de pertes exceptionnelles (dues notamment à une provision pour restructuration de 300 millions), contre un bénéfice exceptionnel de 184 *millions en 1989-1990*. La compagnie a prévu de supprimer 3 100 emplois d'ici à 1992 et n'espère pas retrouver des bénéfices avant 1993-1994.

□ **Montenay en Roumanie.** – Le groupe Montenay, *filiale de la* Générale des eaux, *vient de signer* un accord avec la municipalité de Bucarest pour créer deux sociétés *à 50/50*, l'une (Montenay Bucarest Energie) pour gérer et remettre en état le réseau de chaleur de la ville (540 000 logements), le deuxième au *monde* après celui de Moscou, l'autre (Société d'hygiène et de services de Bucarest) pour la dératisation et *la* désinsectisation de la ville. Montenay sera chargé des études préalables et des commandes des matériels nécessaires : *l'entreprise pourra rapatrier 10 %* des bénéfices, mais, pour l'instant, elle en attend surtout un développement en Roumanie.

□ **La SCETA *prend* la *totalité* du capital de Bourgey-Montreuil.** – Le groupe SCETA, filiale de la SNCF *regroupant ses participations dans* les transports routiers, qui détient déjà 56 % de la société Bourgey-*Montreuil*, a *racheté* les 24 % détenus par le groupe de transports maritimes Delmas-Vieljeux *depuis* 1987 et va reprendre les 20 % de Salvepar (Société générale). Bourgey-Montreuil, avec 1 500 véhicules et 3 000 salariés, a réalisé en 1990 un chiffre d'affaires d'environ 2 milliards de francs. La SCETA rachète aussi à Delmas-Vieljeux ses 28 % dans STSI (Société de transports spéciaux industriels) qu'elle contrôle déjà.

□ **Tempé SA *prend* 73 % de la CCA.** – La société G. Tempé et fils de Rixheim, spécialisée dans la boucherie-charcuterie et les plats cuisinés, a pris une participation majoritaire dans la Centrale de charcuterie alsacienne (CCA). Selon l'accord signé il y a une quinzaine de jours, Tempé SA prendra 73 % du capital de la CCA pour un montant *« qui reste encore confidentiel »*, a indiqué M. René Tempé, PDG de la société. La CCA, qui emploie 650 salariés, avait connu des difficultés en 1990, avec 12 millions de pertes pour un chiffre d'affaires de 216 millions. Tempé SA, avec 400 employés, a pour sa part réalisé un chiffre d'affaires de 192 millions de francs l'an dernier.

□ **Générale de chauffe : + 20 % de bénéfices en 1990.** – Le chiffre d'affaires du groupe Générale de chauffe, filiale de la Générale des eaux, a progressé de 14,5 % en 1990, atteignant 8,02 milliards de francs (dont 1,4 milliard à l'étranger), *et le bénéfice net de 20 %*, à 188 millions de francs. La Générale de chauffe, spécialisée dans le chauffage urbain, se développe notamment dans le traitement des déchets urbains, les téléservices et le froid alimentaire. Dans ce dernier secteur, sa filiale MC International, qui devrait dépasser les 800 millions de francs de chiffre d'affaires en 1991, vient de prendre une participation majoritaire dans la société Schatten, considérée comme le leader du froid industriel et commercial en Belgique.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	3620	3630
Arnault Associés	290	293
B.A.C.	150	....
Bque Vernes	872	....
Boiron (Ly)	375	372
Boisset (Lyon)	206	....
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	1120	1060
Calberson	410	420
Cardif	849	850
C.E.G.E.P.	169	162 20 o
C.F.P.I.	280	....
C.N.I.M.	920	....
Codetour	260	....
Conforama	884	....
Creeks	226 50	226 50
Dauphin	390	400
Delmas	970	975
Demachy Worms Cie	400	....
Desquenne et Giral	281	285
Devanlay	1120	1120
Deville	390	....
Dolisos	138	....
Editions Belfond	221	225
Europ. Propulsion	325	321
Finacor	128	....
Frankoparis	121 40	....
GFF (group.fon.f.)	263	263
Grand Livre	420	419
Gravograph	218	....
Groupe Origny	751	760
Guintoli	951	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
I.C.C.	235	...
IDIA	337 50	338
Idianova	140	140
Immob. Hôtelière	820	829
I.P.B.M.	100	100
Loca investis.	281 10	...
Locamic	87 50	....
Matra Comm.	121 20	....
Molex	144	...
Presbourg	85	85
Publ.Filipacchi	357 80	360 20
Razel	677	680
Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	301	....
St-H. Matignon	180	180
Select Invest (Ly)	100	....
Serbo	442	....
S.M.T. Goupil	130	115 o
Sopra	265	267 70
TF1	292 50	292 50
Thermador H. (Ly)	281 50	...
Unilog	219	....
Viel et Cie	99	....
Y. St-Laurent Groupe	770	760

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 24 mai 1991

Nombre de contrats : 99 235

COURS	ÉCHÉANCES		
	Juin 91	Sept. 91	Déc. 91
Dernier	105,84	105,90	105,86
Précédent	105,82	105,80	105,82

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Juin 91	Sept. 91	Juin 91	Sept. 91
107	0,03	0,65	1,06	1,62

CAC 40 A TERME

Volume : 12 225 (MATIF)

COURS	Mai	Juin	Juillet
Dernier	1 811	1 806	1 802
Précédent	1 825	1 821	1 814 50

CHANGES

Dollar : 5,78 ⬇

Le dollar s'inscrivait en légère baisse lundi 27 mai dans un marché qui devait demeurer calme tout au long de la journée, en raison de la fermeture de la place new-yorkaise. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,78 F contre 5,8030 F vendredi à la cotation officielle. Le mark restait ferme à Paris, à 3,3990 F contre 3,3971 F vendredi au fixing.

FRANCFORT	24 mai	27 mai
Dollar (en DM)	1,7085	1,6980
TOKYO	24 mai	27 mai
Dollar (en yens)	137,95	138,18

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (27 mai)	9 3/8 - 7/8 %
New-York (24 mai)	5 5/8 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

	23 mai	24 mai
Valeurs françaises	117,90	117,90
Valeurs étrangères	114,40	115,20
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	483,54	485,30
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 813,71	1 804,80

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	23 mai	24 mai
Industrielles	2 900,04	2 913,91

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	23 mai	24 mai
100 valeurs	2 482,88	2 471,10
30 valeurs	1 945,40	1 932,50
Mines d'or	164,40	165,90
Fonds d'Etat	84,37	82,24

FRANCFORT

	23 mai	24 mai
Dax	1 652,71	1 671,87

TOKYO

	24 mai	27 mai
Nikkei Dow Jones	25 529,14	25 425,88
Indice général	1 944,67	1 933,57

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. +	ou dép. –	Rep. +	ou dép. –	Rep. +	ou dép. –
$ E.-U.	5,7950	5,7980	+ 165	+ 175	+ 320	+ 340	+ 860	+ 920
$ can.	5,0387	5,0435	+ 8	+ 21	+ 15	+ 41	+ 33	+ 97
Yen (100)	4,2023	4,2075	+ 48	+ 58	+ 99	+ 117	+ 311	+ 360
DM	3,3958	3,3996	+ 7	+ 23	+ 8	+ 30	+ 2	+ 56
Florin	3,0151	3,0174	+ 1	+ 9	+ 5	+ 21	+ 5	+ 48
FB (100)	16,5150	16,5280	+ 60	+ 110	+ 90	+ 190	+ 70	+ 380
FS	3,9924	3,9972	+ 32	+ 45	+ 69	+ 91	+ 189	+ 246
L (1 000)	4,5666	4,5708	– 82	– 56	– 164	– 127	– 497	– 417
£	10,0730	10,0840	– 180	– 160	– 360	– 310	– 900	– 770

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U	5 3/4	5 7/8	5 13/16	5 15/16	5 7/8	6	6 1/16	6 3/16
Yen	7 7/8	8	7 7/8	8	7 7/8	7 15/16	7 5/8	7 13/16
DM	8 3/8	8 1/2	8 11/16	8 13/16	8 3/4	8 7/8	8 7/8	9
Florin	8 3/4	9 1/4	8 7/8	9	8 15/16	9 1/16	9	9 1/8
FB (100)	8 3/4	9 1/8	8 3/4	9	8 13/16	9 1/16	8 7/8	9 1/8
FS	8	8 1/4	8	8 1/8	8 1/16	8 3/16	8 1/16	8 3/16
L (1 000)	11	12	11	11 1/2	11	11 1/2	11 1/8	11 5/8
£	11 5/8	11 7/8	11 9/16	11 3/4	11 7/16	11 5/8	11	11 3/16
Franc	9 7/8	10	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Cours de vendredi 24 mai.

Le Monde-RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Lundi 27 mai
Yves Regougneau
PDG de William Saurin

Mardi 28 mai
Agnès de Fleurieu,
délégué général du comité central des armateurs de France.
« Le Monde Initiatives » est consacré aux métiers de la mer.

هكذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 27 MAI

Cours relevés à 10 h 13

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
4085	C.N.E 3%	4160	4110	4110	-1 20
885	B.N.P. T.P.	885	....	....	....
915	Cr.Lyon. T.P.	916	914	914	-0 22
1300	Renault T.P.	1281	1295	1295	+1 09
1571	Rhone Poul. T.P.	1588	....	....	....
1120	Saint Gobain T.P.	1140	1120	1120	-1 75
950	Thomson T.P.	955	970	970	+1 57
775	ACCOR	751	749	742	-1 20
715	Air Liquide	707	706	706	-0 14
575	Alcatel-Alsthom	567	567	567	....
1710	Als.Superm.	1720	....	....	....
390	A L S P I	396	395	395	-0 25
2190	Arjom. Prioux	2020	2120	2120	+4 95
536	AGF Sté Centrale	534	535	535	+0 19
1180	Apx. Entrepr.	1170	1170	1170	....
220	Avenir H. Média	214	214	214	....
1040	Axa (ex Cie Midi)	1050	1040	1041	-0 86
235	Axa Midi Ass.	266	266	264 30	-0 64
198	Bafip	199 10	192 20	192 20	-3 47
130	Bail-Equipem.	127 60	129 90	129 90	+1 80
905	Bail Investiss.	910	....	....	....
540	Bancaire	557	550	550	-1 26
770	Bazar H.-V.	815	800	800	-1 84
625	Beghin-Say	632	622	622	-1 58
1140	Berger (M.)	1120	....	....	....
345	Bertrand Faure	348	344	344	-1 15
735	Bic	720	720	743	+3 19
970	B.I.P.	960	....	....	....
320	BIS	326 10	328	328	+0 58
265	B N P (Ci)	261	260	260	-0 38
845	Bollore Tech.	855	840	840	-1 75
2540	Bongrain	2590	2530	2530	-2 32
824	Bon-Marché	824	....	....	....
575	Bouygues	584	577	577	-1 20
121	BP France	121 90	121 50	121 50	-0 33
885	B S N	885	882	885	....
1050	Canal Plus	1070	1062	1062	-0 75
360	Cap Gem.S.	359 80	359	358	-1 06
1950	Carrefour	1881	1895	1896	+0 80
137	Casino	137 20	135 10	135 10	-1 53
95	Casino ADP	95 50	95 05	95 05	-0 47
1270	Castorama D.I.	1283	1283	1283	-0 77
....	C.C.F.	152	152	151 50	-0 33
65	CCMC Ly.	67 60	....	....	....
330	C.D.M.E.	338	338	338	....
320	C.E.G.I.D.	312	317	317	+1 60
230	Centrest (Ny)	252	248	248	-1 59
440	C.E.P. Comm.	448	445	458	+2 23
124	Cerus	123 30	123	123	-0 24
710	Cetelem	695	710	710	+2 16
355	CF Int.	353	355	355	+0 57
325	CGI Info	326 90	325	325	-0 58
1080	C G I P	1078	1079	1078	+0 09
585	CSP	580	....	....	....
705	Chargeurs S.A.	715	718	715	....
515	C I C A (M)	520	....	....	....
....	Ciments franç.	382	380	371	-2 88
435	Club Mediter.	443	445	443 10	+0 02
143	CMB Packa.	142 10	144 70	144 70	+1 83
106	Codetel	106	107	107	+0 94
590	Colas	600	600	600	....

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
200	Cpt. Entrep.	214 50	213	210	-2 10
1190	Compt.Mod.	1199	1180	1180	-1 94
140	Concept S.A.	138	....	....	....
290	CPR (Paris Réé.)	285 30	285	285	-0 11
1180	Créd. Foncier	1207	1200	1196	-0 91
610	Cr Lyon (CI)	601	595	595	-1 00
1240	Credit Nat.	1242	1245	1237	-0 40
240	CSEE	239 10	246 50	246 50	+3 09
1980	Damart	1920	1920	1920	....
490	Dassault Aviation	490	488	488	-0 41
220	Dassault Electr.	222	222	222	....
1540	De Dietrich	1540	1532	1532	-0 52
205	Dév.R.d.C.(Li)	201 10	212	212	+5 42
285	Dév.R.Sud-Est	295 80	....	....	....
380	D M C	380 50	380	380	-0 13
3790	Docks France	3760	3760	3760	....
2650	Eaux (Gle)	2620	2602	2602	-0 69
745	E.B.F.	745	743	743	-0 27
355	Ecco	360 10	360	360	-0 03
360	Elf Aquitaine	358 20	358	358	-0 06
245	Erap-Elf (Certif.)	250	250	250	....
355	Essilor	347	347	347	....
187	Essil.Int.(CP)	188	188 90	188 90	+0 48
645	Esso	630	630	630	....
1620	Eurafrance	1647	1647	1647	....
860	Eurocom	837	832	832	-0 60
123	Eurodisneyland	123 90	124 60	124 60	+0 56
4010	Euromarché	4160	4209	4209	+1 18
1060	Europe 1	1002	1011	1011	+0 90
48	Eurotunnel	48 40	48 40	48	-0 83
1390	Exor	1400	1400	1400	....
1330	Facom	1275	1278	1280	+0 39
138	Finextel	136 50	137	137	+0 37
285	Fives Lille	279	280	280	+0 36
2100	Fromager. Bel	2240	....	....	....
1710	Gal.Lafayette	1798	....	....	....
1990	G.A.N.	1998	1995	1998	....
445	Gascogne (B)	455	452	452	-0 66
1360	Gaz et Eaux	1375	1380	1380	+0 36
700	Geophysique	704	....	....	....
520	Gerland Ly.	528	528	528	....
630	Groupe Cité	843	....	....	....
465	GTM-Entrep.	450	446	446	-0 89
1250	Guyenne-Gas.	1220	1210	1210	-0 82
200	Hachette	191	190	191	....
505	Havas	484	483	483	-0 21
575	Hénin (La)	574	566	566	-1 39
1280	Hutchinson	1285	1300	1300	+1 17
310	Imétal	308	307	307	-0 32
194	Immob. Phénix	192	193	193	+0 52
72	Ingénico	74 50	78 80	78 80	+5 77
4550	Inst. Mérieux	4470	4450	4450	-0 45
480	Interbail	480	482	482	+0 42
1060	Intertechnique	1085	1085	1085	....
760	J. Lefebvre	760	....	....	....
890	Klepierre	665	670	670	+0 75
785	Labinal	777	....	....	....
360	Lafarge	365 10	355	355	-0 03

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
360	Lebon	350 50	352 20	352 20	+0 49
3720	Legrand	3620	3645	3650	+0 83
1920	Legrand (DP)	1931	....	....	....
555	Legris Industries	564	....	....	....
....	Locafrance	....	....	....	....
800	Locindus	808	803	803	-0 74
3950	L.V.M.H.	4019	3990	4014	-0 12
605	Lyon.Eaux/Dumez	594	591	591	-0 51
158	Majorette Ly.	155 10	155 10	155 10	....
315	Mar. Wendel	315	315	315	....
245	Matra	243 70	243	243	-0 29
515	Merlin-Gerin	504	505	505	+0 20
97	Metaleurop	98 50	98 80	100	+1 52
100	Métrologie In.	101	100 10	100 10	-0 89
95	Michelin	94 40	93 60	93 60	-0 85
90	Mid. Bk Sa*	90	90	90	....
215	Min. Salsig (Me)	202	210	210	+3 96
111	MMB	112 50	112 50	112 50	....
130	Moulinex	140	139	139	-0 71
1320	Navig. Mixte	1328	1320	1320	-0 60
124	Nord-Est	130	127	127	-2 31
310	Nordon (Ny)	315	....	....	....
780	Nouv Galeries	780	....	....	....
785	Occid. (Gle)	757	691	691	-8 72
1760	Omn. f. Paris	1750	1730	1730	-1 14
280	Olipar	262	257	257	-1 91
580	Oréal	589	589	583	-1 02
475	Paribas	466 50	463 50	463	-0 75
1270	Pechelbronn	1290	1270	1270	-1 55
174	Pechiney Int.	171	169	169	-1 17
355	Pechiney (CP)	355 20	350	350	-1 46
525	Penhoet	534	....	....	....
1140	Pernod Ricard	1164	1156	1156	-0 69
585	Peugeot	567	568	566	-0 18
335	Pinault	323 80	324	323 90	+0 09
415	Plastic-Omn.	406 90	405	401	-1 45
....	Poliet	440 10	440	440	-0 02
435	Primagaz	438	428	428	-2 28
840	Printemps	637	649	649	+1 88
2060	Promodes	2080	2055	2055	-1 20
575	Radiotechn.	598	594	594	-0 34
3600	Redoute (La)	3660	....	....	....
255	Rémy et Associés	252 90	258	258	+2 02
335	R. Poulenc CIP	325 10	325	326	-0 03
340	Rober Franc	336	....	....	....
69	Rochette(La)	69 50	69	69	-0 72
2020	Roussel Uclaf	2022	2055	2055	+1 63
3280	R. Impér.Ly.*	3340	3245	3245	-2 84
210	Sade (Ny)	208	211	211	+0 96
1700	Sagem	1700	1700	1700	....
445	Saint Gobain	438 50	432	433	-1 25
1440	Saint Louis	1425	1431	1431	+0 42
1440	Salomon Ly.	1382	1380	1312	-5 07
375	Salvepar (Ny)	385	380	380	-1 30
835	Sanofi	828	826	826	-0 24
2050	S A T	2150	....	....	....
255	Saut. Chât.	260 10	....	....	....
1470	Saupiquet (Ny)	1492	1488	1488	-0 27

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
745	Schneider	746	746	746	....
19 50	SCOA	20 10	20 20	20 20	+0 50
1590	S.E.B.	1626	1610	1610	-0 98
465	Sefimeg	453	451 10	457 90	+1 08
435	Sextant A.	425	435	435	+2 35
1080	S F I M	1090	1125	1125	+3 21
245	S.G.E.	245	242 50	242 60	-1 02
535	Simco	534	521	521	-2 43
710	Sk. Rossignol	685	680	680	-0 73
1020	Sligos	1000	982	972	-2 80
430	Société Géné.	428 90	426 10	426 10	-0 65
108	Sodecco (B)	110	....	....	....
180	Sodero (Ns)	186	182 50	180	+3 75
720	Sodexho	717	....	....	....
75	Sogenal (Ny)	77	....	....	....
400	Sogerap	400	....	....	....
1690	Som-Allib.	1568	1580	1580	+0 77
1490	Source Perrier	1477	1471	1471	-0 41
685	Sovac	690	689	690	....
435	SPEP	438	440	440	+0 46
560	Spie-Batignol	560	560	560	....
875	Stralor	870	870	870	....
340	Suez	340	340	339 60	-0 15
785	Synthelabo	788	788	788	....
161	Thomson CSF	157 60	155	154 10	-2 18
795	Total	785	785	785	....
133	- (certif.)	132 80	132 10	132 10	-0 53
245	Trallfest Fin.	260	259	259	-0 38
575	U.A.P.	554	550	550	-0 72
295	U F B Locab.	295 20	295	295	-0 07
885	U I C	883	879	879	-0 45
570	U I F	570	570	570	....
760	U I S	756	763	763	+0 93
700	Unibail	690	696	696	+0 87
153	U.C.B.	149	150	150	+0 67
450	Valéo	450 10	450	450	-0 02
295	Vallourec	295	296	296	....
385	Via Banque	366	375	375	+2 46
1330	Zodiac	1320	1320	1320	....
1340	Elf Gabon	1325	1324	1320	-0 38
133	Amax	131 20	131 10	131 10	-0 08
136	Amer. Express	134 10	138 50	138 50	+3 28
210	A.T.T.	205	....	....	....
191	Anglo Amer.C.	190	187 80	187 80	-1 16
370	Amgold	379	....	....	....
305	Banco Santander	307	306	306	-0 33
885	B.A.S.F.	870	870	870	....
975	Bayer	980	980	980	....
61	Buffelsfont.	62	64 80	64 80	+4 52
109	Chase Manh.	104 70	105 20	105 20	+0 48
143	De Beers	141 10	....	....	....
2290	Deutsche Bank	2305	2270	2270	+0 04
1330	Dresdner Bank	1338	1300	1300	-0 54
85	Driefontein	85 50	84 55	84 55	-1 45
255	Du Pont-Nem.	255	252 10	252 10	-1 14
245	Eastman Kodak	239 20	239 20	239 20	....
14 50	East Rand	15 20	15 40	15 50	+1 97
47	Echo Bay	46 50	46 60	46 60	+0 22

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
230	Electrolux	242 50	250	250	+3 09
173	Ericsson	179	178 90	178 90	+1 25
345	Exxon Corp.	344 30	....	....	....
194	Ford Motor	192 60	....	....	....
44	Freegold	44 10	43 80	43 80	-0 68
20	Gencor	20 05	19 90	20	-0 25
420	Gén. Elect.	420	422 70	422 70	+0 64
220	Gén. Motors	231 20	233	233	+0 78
380	Gén. Belgique	383	....	....	....
77	Gd. Métropol.	77 60	....	....	....
96	Guinness	95 50	95	95	-0 52
21	Hanson PLC	21 60	21 60	21 50	....
28	Harmony Gold	28 10	29 05	28 50	+1 42
290	Hewlett Packard	295	....	....	....
49	Hitachi	48	48 55	48 50	+1 04
900	Hoechst	915	900	900	-1 64
82	Homestak.	81 60	....	....	....
124	Imp. Chemical	125	125	125	....
620	I.B.M.	615	614	614	-0 16
345	I.T.T.	337 50	340 10	340 10	+0 77
174	Ito Yokado	174 70	175	175	+0 17
88	Matsushita	69 90	69 50	69 50	-0 57
21	Mensell	21 40	21 15	21 15	-1 17
200	Mc Donald's	197 90	195 80	195 80	-1 01
710	Merck	697	700	700	+0 43
520	Minnesota M.	512	507	507	-0 98
390	Mobil corp.	383 60	379	379	-1 17
305	Morgan J.P.	306	299	299	-2 29
34630	Nestlé	34600	34800	34800	+0 58
174	Norsk Hydro	176 30	175	175	-0 74
102	OFSI	102 90	104 20	104 20	+1 26
2030	Pétrofina	1975	1930	1930	+1 28
390	Philip Morris	394	394	394	....
95	Philips	94 30	95	95	+0 74
73	Placer Dome	73 30	74 45	74 45	+1 57
310	Quilmès	305 50	....	....	....
20	Randfontein	20 25	20 25	20 25	....
485	Rhone Poul. Rorer	475 90	....	....	....
475	Royal Dutch	469	470 50	472	+0 64
52	R T Z	51 60	53	53	+2 91
1 86	Saat.& Saatchi	1 93	1 95	1 95	+1 04
46	St Helena	46	46	46	....
365	Schlumberger	352	352 80	352	....
51	Shell transp.	50 20	....	....	....
2110	Siemens	2133	2133	2133	....
830	Siemens Nixdorf	836	889	889	+6 47
255	Sony	257 20	257	257	-0 08
101	Sumitomo Bank	101 40	....	....	....
225	T.D.K.	223 90	....	....	....
56	Telefonica	55 10	55 30	55 30	+0 36
33	Toshiba	32 15	....	....	....
480	Unilever	475	480	480	+1 05
280	Unit. Techn.	255	....	....	....
365	Vaal Reefs	362	362	362	....
300	Volvo	302	303	303	+0 33
196	West. Deep	196 20	....	....	....
330	Xerox Corp.	321 70	....	....	....
114	Yamanouchi	111	110 90	110 90	-0 09
1 71	Zambia Cop.	1 75	1 73	1 73	-1 14

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8%77	....	0 09
Emp.Etat 9,8%78	....	8 58
10,80% 79/94	....	7 84
Emp.Etat 13,4%83	109 70	5 76
Emp.Etat 12,2% 84	....	7 72
Emp.Etat 11% 85	110 21	2 86
10,26% mars 86	....	2 13
OAT 10% 5/2000	....	....
OAT 9,9% 12/1997	104 60	4 47
OAT 9,8% 1/1996	....	3 14
ORT 10,30% 1985	....	....
PTT 11,2% 85	....	5 05
CFF 10,30% 86	....	3 22
CFF 10,25% nov 90	....	2 04
CNA 10 % 1979	100 55	2 39
CNB Bques 5000F	....	4 09
CNB Paribas 5000F	....	4 09
CNB Suez 5000F	....	4 09
CNE 11,5% 85	102 60	10 15
CNI 1/82 5000F	....	4 09
CNT 9 % 86	....	1 10
CRH 10,90% déc.85	106 50	3 97
CHARB FCE 3% 100	....	....
CNCA	961	....
Ceps	....	....
Alcatel 6 % janv. 89	....	....
Ly. Eaux cv 6,5%	....	....
Thoms. cv 9,2% 86	....	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (sta fin.)	1021	1021
Applications Hydr.	1435	....
Arbel	584	580
Bains C.Monaco	1291	1281
B.Hypoth.Europ.	360 20	....
B.N.P. Intercont.	302	....
Beghin-Say (C I)	519	....
Bénédictine	3600	....
Bidermann Internat.	613	....
Blanzy Ouest	3179	....
B T P	72 50	72 20
Cambodge	950	....
Carbone Lorraine	657	650
Case Poclain	13 50	13 10
C.E.G.F (Frigor.)	455 50	....
Centenaire Blanzy	510	495
Cerabati	94	95
Champex Ny	126	....
CIC (CIP)	187 80	187 10
C.I.M.	920	....
C.I.T.R.A.M. (B)	2425	2145 o
Cofimeg	258	....
Cogifi	370 30	370 20
Comiphos	566	543 o
Cie Industrielle	4460	4411
Cpt Lyon Alemand	400 10	....
Concorde	843	845
Constr.Mét.Prov.	40	43 30d
Crédit Gén.Ind.	320	....
Cr Universel (Cie)	711	710
Créditel	126 10	127 80
Darblay	682	....
Degremont	1810	1785
Delalande	1530	1550
Delmas Vieljeux	3850	....
Didot Bottin	1085	1070
Eaux Bassin Vichy	2765	....
Eaux Vittel	895	1000
Ecia	290	288
Electro-Finan.	774	....
Electro-Banque	338	....
Ent.Mag. Paris	3800	....
Esco (ex Etams)	1920	1900
Finalens	255	....
F.I.P.P.	149	....
F.N.A.C.	1503	1502
Foncière (Cie)	690	684
Fonc.Lyonnaise	720	....
Foncina	624	....
Fougerolle	851	851
France I.A.R.D.	698	700
France SA (La)	1520	....
From. Paul-Renard	2500	....
Gaumont	690	....
Genefim	312	312
Gévelot	550	....
G.F.C.	390	390
G.F.I.I.	281	285
Gds Moulins Paris	1200	....
Groupe Victoire	1080	....
G.T.I (Transport)	460	470
Immobail	385	....
Immobanque	770	....
Im.Marseillaise	5350	....
Imm. Plaine-Monceau	330	335
Immofice	458	460
Invest.(Sté Cie.)	3075	3123
Lambert Frères	458	358 50o
Lille Bonnières	1420	....
Loca-Expansion	299	280 o
Locafinancière	468	....
Locatel	197 40	....
Louis Vuitton	860	....
Louvre	3385	3375
Lucia	1650	....
Machines Bull	43	42 05
Mag.Uniprix	208	205 90
Magnans	750	....
Métal Déployé	575	....
Mors	131	130
Navigation (Nle)	213 40	....
Optorg	308	301
Oréal (Cl)	279	....
Origny-Desvroise	1139	....
Palais Nouveauté	1112	....
Paluel Marmont	595	598
Parfinance	169 90	175
Paribas (CIP)	650	648
Paris France	276	....
Paris Orléans	279 20	280
Partfinance Invest.	322	320
Pathé Cinéma	764	....
Piper Heidsieck	1700	....
Porcher	841	....
Promodès (CI)	1140	....
Publicis	780	775
Rochefortaise	113	113
Rosario	295	....
Rougier	441 60	....
S.A.C.E.R.	460	460
S.A.F.A.A.	256	....
S.A.F.I.C Alcan	209	....
SAFT	1220	....
Saga	325 50	....
Saint Dominique (F.)	124	123
Salins du Midi	700	686
Savoisienne M.	180	....
S.C.A.C.	795	....
Senelle Maubeuge	380	379
S.Escl.Part. (M)	152 50	....
Silic	672	672
Slavin	305	....
S.I.P.H.	328	....
S.M.C.I.	323	....
Sofal	545	548
Soffo	461	....
Sofical	1325	1320
Sofilam (ex Scoma)	78 70	78 70
Sofragi	1510	1520
Sophia-Bail	425	433 80
Sopagri	173	164
Soudure Autogène	780	778
Sovabail	378	380
Stemi	710	....
Suez (CIP)	344	....
Taittinger	3540	3625
Testut-Aequitas	660	....
Tour Eiffel	250	250
Ufiner	1100	1100
U.T.A.	2275	....
Vicat	398	....
Vinipréx	2490	2407
Virax	145	....
Maroc Sté Brasserie	314	266 70o

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	700	....
Akzo Nv Sico	337	....
Alcan Aluminium	112	....
American Barrick	112	....
American Brands	231	....
Arbed	668	....
Asturienne Mines	156	....
Banco Popular Espa.	600	....
B.Reglements Int.	24000	....
Can.Pacifique	87 60	....
Chrysler Corp.	70 50	....
C I R	11 60	....
Commerzbank	865	....
De Beers (port.)	137	....
Dow Chemical	303	....
Fiat	24	....
GBL (Brux Lamb.)	685	....
Gevaert	960	....
Glaxo Holdings Ltd	111	....
Goodyear Tire	135	....
Grace and Co (WR)	172	....
GTE Corp.	174	....
Honeywell Inc.	350	....
Johannesburg	78	....
Kubota	31 60	....
Latonia	310	310
Midland Bank	22 10	....
Noranda Mines	86	....
Olivetti priv.	10 30	....
Pakhoed hold.	590	....
Pfizer Inc.	336	....
Procter Gamble	489 90	....
Ricoh	31	....
Robeco	294 80	....
Rodamco NV	166	....
Rolinco	292	....
Saipem	6 80	....
Sema Group	28 50	....
SKF Aktiebolaget	82	....
Tenneco Inc.	236 20	....
Thorn Electrical	70	....
Toray Ind.	25 50	....
Vieille Montagne	3000	....
Wagons Lits	1010	....
West Rand Cons.	10 05	....

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	258	....
Buitoni	820	....
Calciphos	136 20	....
C G H Cogedor	54	....
C. Occid. Forestière	180	....
Chambourcy (M)	978	....
Cochery Bourdin	360	....
Coparex	574	....
Drouot Assurances	436	....
Elf Antargaz	1400	....
Europ. Accum.	66	....
Europ Sodres Ind.	34	20 80o
Gachot S.A.	62	....
Groupe Expansion	62	....
Guy Degrenne	501	....
Hambo Rigles Zm.	210	....
Hoogovens	297	....
IN2	300	....
Jaeger	126 20	....
Lecteurs du Monde	287	....
Nicolas	775	....
Paramelle RD	1508	....
Particip. Percier	351	....
Quadrant	240	....
Rorento N.V.	197 60	....
St-Gobain-Emballage	3305	....
Sarma Mécra	212 10	....
S.E.P.R.	1535	....
S.P.R. acc. B	360	....
Télémécanique Elect.	3766	....
Ufimez	380	....
Waterman	1500	....

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 27/5	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 803	....	....	....
Ecu	6 975	....	....	....
Allemagne (100 dm)	339 710	....	....	....
Belgique (100 F)	16 515	....	....	....
Pays-Bas (100 fl)	301 500	....	....	....
Italie (1000 lires)	4 568	....	....	....
Danemark (100 krd)	88 560	....	....	....
Gde-Bretagne (1 L)	10 082	....	....	....
Grèce (100 drachmes)	3 103	3 103	....	....
Suisse (100 f)	399 100	....	....	....
Suède (100 krs)	94 770	....	....	....
Norvège (100 k)	87 150	....	....	....
Autriche (100 sch)	48 290	....	....	....
Espagne (100 pes)	5 477	....	....	....
Portugal (100 esc)	3 893	....	....	....
Canada (1 $ can)	5 048	....	....	....
Japon (100 yens)	4 177	4 196	....	....

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 27/5
Or fin (kilo en barre)	66000	.....
Or fin (en lingot)	66450	.....
Napoléon (20f)	379	.....
Pièce Fr (10 f)	407	.....
Pièce Suisse (20 f)	381	.....
Pièce Latine (20 f)	379	.....
Souverain	485	.....
Pièce 20 dollars	2105	.....
Pièce 10 dollars	1060	.....
Pièce 5 dollars	575	.....
Pièce 50 pesos	2450	.....
Pièce 10 florins	397	.....

SICAV (sélection) 24/5

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1049 17	1023 58
Actilion	221 82	215 88
Agepargne	781 27	747 63
Améri-gan	7279 19	6999 22
Amplitude	629 53	611 19
Arbitrages Court.T.	6559 05	6546 95
Associc	1103 90	1103 90
Atout Futur	370 09	361 06
Aurecic	1258 25	1221 60
Avenir Alizes	1675 93	1643 07
Avenir CIC	109 40	106 21
Axa Capital	156 88	149 94
Axa Court Terme	7199 12	7199 12
Axa Europe	131 45	125 79
Axa Investissements	122 82	117 53
Axa NPI	114 77	109 83
Axa Première	109 03	108 70
Axa Valeurs PER	122 46	117 18
Capimonétaire	5764 61	5758 85
Capioblig.	5933 68	5845 99
Capiralic	1199 22	1181 50
Cardan Pierre	30 57	29 82
Comic	1220 28	1190 52
Compavalor	3196 86	3192 07◆
Convertimmo	383 54	368 79
Crediator	494 55	470 44◆
Credit Mutuel Capital	1184 46	1161 24
Diese	1217 14	1187 45
Drouot France	834 06	798 14
Drouot Investiss.	1007 68	964 29
Drouot Sécurité	250 26	239 48
Drouot Sélection	151 78	145 24
Ecocic	1052 42	1036 87◆
Ecupar	128 63	123 09
Ecureuil Capitalisation	2356 35	2333 02
Ecureuil Géovaleurs	2169 63	2106 44
Ecureuil Investissements	407 56	395 69
Ecureuil Monepremière	60924 33	60924 33
Ecureuil Mondiale	35933 36	35933 36
Ecureuil Trésorerie	2224 07	2224 07
Ecureuil Trimestr.	2003 41	1983 57
Elicash	538183 58	538183 58◆
Energie	284 53	271 63
Epargic	3273 86	3273 86
Eparcourt-Sicav	4270 23	4259 58
Epargne Associat.	24776 92	24739 81
Epargne Capital	9808 66	9711 74
Epargne Court Terme	616 20	616 20
Epargne Croissance	1749 35	1702 53
Epargne Industrie	92 86	90 47
Epargne J	63572 83	63572 83
Epargne Long Terme	193 95	188 78
Epargne Monde	1310 42	1276 35
Epargne Obligat.	191 01	186 90
Epargne Première	13348 45	13250 07
Epargne Quatre	1100 70	1071 24
Epargne-Unie	1299 30	1267 61
Epargne Valeurs	446 78	434 82
Epsilon	1230 60	1218 42◆
Eufi Cash capi.	7687 22	7687 22◆
Eufinvest capi.	672 23	652 65◆
Eurocic Leaders	1065 86	1034 82
Eurodyn	1202 66	1173 33
Euro Gan	6781 41	6520 59
Fonsicav	13069 68	13069 68◆
France-gan	9476 56	9112 08
France Garantie	260 22	259 70
France Index Sicav	106 44	103 32◆
France Investis.	343 31	334 94◆
France Obligations	460 34	455 78
Francic	450 11	437
Francic Pierre	111 45	108 20
Francic-Régions	1202 56	1167 53
Fructi-Associations	32 41	32 41
Fructi-Capi	38 89	38 32
Fructi Court	129549 45	129549 45
Fructidor	236 84	232 45
Fructi-Epargne	31 63	30 85
Fructifrance	848 13	828 42
Fructimmo	29 44	28 72
Fructi-Premium	11527 70	11357 34
Fructivar	4963 15	4950 77
Futuroblig	1315 50	1283 41
Gestilion	13517 96	13450 73
Gest.Associations	166 69	163 02
Horizon	1206 48	1171 34
HLM Monétaire	12657 39	12657 39◆
Inoscap	109486 71	106278 36
Interoblig	13188 27	12681 03
Intersélection Fce	525 08	509 79
Japacic	172 46	167 44◆
Jeunepargne	266 52	262 58
Laffitte Amérique	233 41	223 89
Laffitte Europe	253 15	242 83
Laffitte Expan.	250 19	239 99
Laffitte France	306 22	293 74
Laffitte Immobil.	231 41	221 98
Laffitte Japon	431 13	413 55
Laffitte Oblig.	137 92	132 30
Laffitte Rendement	194 16	188 24
Laffitte Tokyo	379 17	363 71
Latitude	2059	2055 92◆
Lazard C.T.	11493 68	11493 68
Lazard L.T.	8498 58	8297 85
Lion Association	11192 51	11192 51◆
Lion Institution	26949 96	26882 76
Lionplus	891 89	874 40
Lion Trésor	2097 45	2076 68
Lion 20 000	24076 40	24076 40
Livret Bourse Inv.	530 29	514 84◆
Livret Portefeuil.	702 56	682 10
Méditerranée	189 85	181 67
Mensuel CIC	10102	10000 98
Monecic	5729 97	5729 97
Moneden	61705 50	61705 50
Mone.J	66466 24	66466 24◆
Monévalor	74691 16	74691 16
Mutualité dépôts	12433 35	12408 53
Mutuelle Unie Sél.	151 85	145 31
Natio Court Terme	258402 00	258402
Natio-Epargne	16246 23	16085 38
Natio-Ep. Ret.	128 65	123 26
Natio Eparg.Trésor	7202 84	7188 48
Natio-Immo.	1211 74	1179 31
Natio-Inter	1330 41	1294 80
Natio-Monétaire	23204 05	23204 05
Natio Obligations	527 52	513 40
Natio-Patrimoine	1422 22	1384 16
Natio-Placements	64066 66	64066 66
Natio-Revenu	1023 87	1013 73
Natio Sécurité	11932 40	11932 40
Natio-Valeurs	830 24	808 02
Nippon-Gan	6306 13	6053 59
Nord Sud Dévelop.	1420 69	1417 85
Obli-Associations	139 72	138 34
Oblicic-Mondial	2484 82	2448 20
Oblicic-Régions	1098 65	1082 41
Oblig. très cté.	165 28	162 64
Oblilion	1258 62	1246 16
Oblisécurité Sicav	11726 41	11726 41◆
Optimat	33158 52	32182 74
Oraction	972 90	949 17
Orvalor	6386 36	6156 53
Paribas Capitalisation	1385 19	1345 01
Paribas Epargne	19020 30	18982 34
Paribas Opportunités	129 81	124 33
Paribas Patrimoine	575 08	561 84
Paribas Revenus	94 31	83 38
Patrimoine Retraite	205 74	201 71
Pervalor	630 47	612 11
Placement A	1341 39	1315 09◆
Placement J	6595 62	6572 48◆
Placement M	60665 37	60544 26◆
Placement Nord	1001 32	981 69◆
Plainter	1130 52	1102 95
Pléiade	126 95	123 55
Poste Gestion	59766 95	59766 95
Première Oblig.	10592 48	10581 89
Prévoy. Ecureuil	109 30	108 22◆
Priv'Associations	28654 32	28654 32
Proficlus	1083 99	1057 55
Quartz	132 30	129 07
Réalvalor	925 66	898 70
Rentacic	160 13	157 76
Revenus Trimestr.	5305 76	5253 23
Revenu-Vert	1145 77	1128 84
St Honoré Bio-Alim.	939 25	895 70◆
St Honoré Bons du Tr.	10257 45	10208 42◆
St Honoré Global	229 43	219 03◆
St Honoré Invest	752 44	718 32◆
St Honoré Mat Plac.	195 41	186 55◆
St Honoré Pacifique	613 27	585 46◆
St Honoré PME	519 97	495 39◆
St Honoré Réel	13644 32	13589 96◆
St Honoré Services	505 42	485 58◆
Sécuricic	1597 71	1597 71
Sécuri-Gan	12612 55	12561 32
Sécuritaux	1273 29	1273 29
Slosedan	708 33	695 89
Sicav Associations	1692 17	1689 84
SFI-CNP Assur.	669 90	650 39◆
S.G. Fr. opportunités	1025 27	1005 17
Sicav 5.000	412 19	401 16
S.I. Est	1440 98	1378 93
Sivafrance	664 82	646 83
Sivam	420 43	409 18
Sivarente	223 34	218 96
Sivinter	456 15	443 94
S.N.I.	1194 45	1159 66
Sogépargne	327 47	315 83
Sogevar	1074 12	1025 41
Soginter	1348 57	1287 42
Soleil Investissements	564 35	542 64
Solstice	2155 52	2150 14
Stratégie Action	816 73	785 32◆
Stratégie Rendement	1294 80	1254 04
Technocic	1098 02	1055 33
Techno-Gan	5838 52	5613 96
Thésora	602 82	596 85
Transplus	140 33	134 29
Trésor Plus	1184 75	1173 02
Trésor Réel	13098 39	13098 39
Trésoricic	117815 23	117815 23
Trilion	5205 61	5154 07
U.A.P.Investiss.	445 45	429 35
U.A.P. Act. F.	563 48	543 12
U.A.P. Act. Sél.	618 46	596 11
U.A.P. Audif.	592 11	570 71
U.A.P. Altaïl	200 32	193 08
U.A.P Alto	157 41	151 72
UAP Moyen Terme	127 29	122 69
UAP Prem. Catég.	10602 62	10219 39
Uni-Associations	122 69	122 69◆
Uni-Foncier	1304 96	1273 13
Unifrance	565 13	551 35
Uni-Garantie	1331 32	1307 78
Uni Régions	1418 28	1383 69
Unirente	2632 73	2598 52
Univar	217 67	217 67◆
Univers Actions	1287 68	1256 27
Univers-Obligation	1783 37	1739 97
Valorg	1891 63	1889 74
Valrex	48659 45	48635 13
Vauban	28394 47	28368 08◆

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

*c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ◆ : prix précédent - ■ : marché continu*

COMMUNICATION

Une carte électronique pour jouer avec les médias

La télévision commerciale tisse son filet autour du consommateur

Avec une carte opto-électronique, le groupe de M. Jean-Luc Lagardère veut resserrer les liens entre médias et consommation. En jouant avec émissions et publicités, le téléspectateur devient la cible d'une nouvelle stratégie de marketing.

C'est une petite carte plate, qui *ressemble à une calculatrice*. Elle s'appelle Télécash, et c'est déjà presque un programme. Cet outil marketing sophistiqué doit transformer le téléspectateur passif en *consommateur actif, pour le* plus grand bien de la télévision commerciale. Si les projets menés par MMB-Développement (la société d'Arnaud Lagardère spécialisée *dans les médias électroniques) et* sa filiale Sectel se concrétisent, un million de Français pourraient, dès 1992, pianoter sur cette carte, constituant le premier *club de fidélisation multimédia*, multi-annonceurs et multiservices.

Versatile, Télécash permet plusieurs formes de jeu. Placée devant l'écran au début d'un jeu télévisé, elle enregistre, grâce à *ses composants opto-électroniques*, les informations nécessaires contenues dans les images diffusées. Assis dans son fauteuil, le téléspectateur peut dès lors répondre aux questions posées, en même temps que les candidats filmés en studio, en appuyant sur la bonne touche.

Outre l'attrait de la confronta*tion, il accumule* des points en fonction de ces réponses. Lecteur de journal, il peut aussi gagner des points en « rentrant » dans sa carte des séries de huit chiffres *imprimées dans ses pages favo*rites. Promeneur, le voilà tête en l'air pour dénicher d'autres séries de chiffres apposées sur des affiches. Et s'il circule en voiture, *il n'omet pas de se brancher sur* telle station de radio, qui débite à intervalles réguliers de nouvelles séries.

Le système peut même se *transformer en jeu de piste*, quand les quatre premiers chiffres sont livrés quelque part, et les quatre derniers ailleurs... y compris dans des barils de lessive ou des emballages de biscuit. Bref, carte en poche, M. Tout-le-monde est invité à se transformer en consommateur attentif des médias et de la publicité.

Et en consommateur tout court, puisque les points gagnés *lui ouvrent une série* d'offres promotionnelles. Au Canada, l'expérience a été menée dans la région québécoise de Chicoutimi (80 000 foyers), en partenariat notamment avec des distributeurs et des banques locales. Ainsi, la chaîne de supermarchés Steinberg a-t-elle vu sa part de marché augmenter, les clients venant échanger leurs points contre des coupons-rabais sur des machines installées dans ses magasins. Cette opération de stimulation directe de la demande primaire va être étendue au Québec entier. Avec l'appui de la Banque du *Canada, dont les distributeurs de* billets délivreront aussi... des points, imprimés sur les tickets de retrait.

Un million de clients en 1992

L'expérience canadienne est née de l'alliance entre le groupe Adventure (société fondée par deux ingénieurs français, qui détient la technologie de Télécash) et le puissant groupe de médias québécois Vidéotron (Télé-Métropole et réseaux câblés).

La démarche engagée en France se veut plus large et plus sophistiquée, misant davantage sur la fidélisation que sur la promotion directe. Son promoteur Sectel est une filiale à 66 % de MMB-Développement et à 34 % de Télécash-Vidéotron.

En novembre dernier, la région d'Orléans a servi de cobaye. Le groupe Hachette (donc Lagardère) a été largement mobilisé, avec des publicités et décrochages locaux de la Cinq, l'appui de l'afficheur Giraudy, des magazines *Télé 7 Jours, Elle, Parents, Paris-Match*.

Mais d'autres partenaires ont été associés : *la République du Centre*, la radio locale Vibration ou le réseau câblé Citévision, côté médias, le Crédit agricole ou Total (qui a vu ses ventes d'essence grimper), côté entreprises.

En tout, un million de joueurs ont pu bénéficier de services exclusifs sur catalogue, de réductions, de séances de cinéma gratuites, d'entrées dans des boîtes de nuit, etc. Malgré le frein constitué par le prix demandé pour l'adhésion au «club» (245 francs), les conclusions sont suffisamment positives pour que Sectel travaille au lancement national en 1992.

L'objectif est de constituer un parc d'un million de cartes au moins. Le moteur du dispositif sera une chaîne généraliste, la Cinq selon toute vraisemblance, même si rien n'est encore décidé. *Mais derrière les jeux télévisés* pour amorcer le mouvement, Sectel s'efforce de rassembler de nombreux partenaires : autres médias, annonceurs, spécialistes de la vente par correspondance, industriels des produits grand public, etc. Au programme du « club », des boutiques, un catalogue, des réductions dans les magasins, du télé-achat, etc.

Conçue en France, développée au Canada et fabriquée en Asie, la petite carte qui «voit» la télévision compte ainsi renforcer les liens entre petit écran et consommation. Une symbiose qui est *dans la logique de la télévision* commerciale : en Italie, Silvio Berlusconi n'est-il pas aussi propriétaire des grands magasins Standa ?

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Le Grand Prix d'Epinal récompense le dessinateur Loup

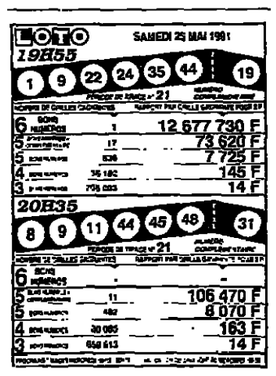
ÉPINAL

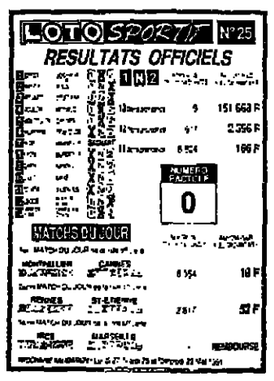
de notre correspondante

Récompensé par un chèque de 30 000 francs et par un voyage au Maroc, le journaliste-dessinateur Loup, qui a reçu le Grand Prix d'Epinal décerné pendant la cinquième Biennale des images de la caricature, organisée du 21 mai au 4 juin dans la capitale vosgienne, ne se rendra pas au pays d'Hassan II. *«Je suis interdit de séjour au Maroc depuis une dizaine d'années»*, a précisé l'ancien dessinateur de « Droit de réponse » (émission de Michel Polac), actuellement collaborateur à *l'Evènement du jeudi* et à *Libération*, qui a aussi donné sa conception de la profession de dessinateur de presse : *« Nous sommes tous des demi-journalistes, des alibis de la démocratie, une sorte de fous du roi »*...

Les autres prix de la Biennale des images de la caricature ont été décernés à Jiho, dessinateur à *la Dépêche du Midi* (Prix jeunes talents), au Libanais Habib Haddad (prix spécial de la caricature arabe), au bihebdomadaire de Dieppe *les Informations dieppoises* (prix Média régional). Enfin, en accordant à *la Grosse Bertha* le prix du média national qui a le plus aidé le dessin et la caricature, le jury ne s'est pas montré rancunier. En effet, dans sa dernière livraison, l'hebdomadaire satirique s'en prenait violemment, sous le crayon de Cabu, au festival d'Epinal ainsi qu'au député maire de la Cité des images, M. Philippe Séguin.

CLAUDINE CUNAT





JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 26 mai 1991 :

DES DÉCRETS

– N° 91-501 du 24 mai 1991 relatif à l'utilisation du répertoire *national d'identification des per*sonnes physiques par le ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

– Du 23 mai 1991 portant *nomination du président du* conseil d'administration de la Compagnie financière de CIC et de l'Union européenne.

EN BREF

□ **Ethique et biologie.** – La Fondation L'Arche de la fraternité organise une série de journées de débats sur ce thème. 1er juin : «Maîtriser la vie humaine : entre l'espoir et la dérive»; 15 juin : «Le corps en morceaux».

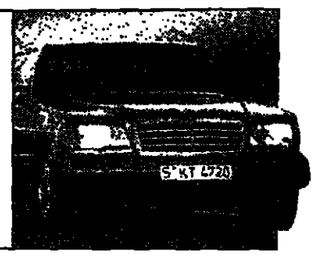
▶ **Renseignements et inscriptions : *Arche de la Fraternité*, 49-07-26-26 ou 49-07-28-63, ou Ligue des droits de l'homme, 47-07-56-35.**

□ ***Religion et liberté.*** – Religion et liberté selon le judaïsme, le christianisme et l'islam, tel sera le thème de la rencontre que proposent le centre culturel les Fontaines et l'Association des écrivains croyants d'expression *française du 31 mai (20 h 30) au* 2 juin (17 heures).

▶ **Renseignements et inscriptions : les Fontaines-sessions, BP 219, 60631 Chantilly Cedex. Tél. : (16) 44-57-24-60.**

□ **Résultats en hausse pour la CLT.** – Le chiffre d'affaires de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) a progressé de 50 % l'an dernier, atteignant 38,2 milliards de francs luxembourgeois (6,2 milliards de francs). Le bénéfice *consolidé a fait un bond plus* important encore, atteignant 889 millions de francs luxembourgeois (145,2 millions de francs), en hausse de 180 %. Ces bons résul*tats sont essentiellement dus à* l'envolée des recettes publicitaires de la chaîne allemande RTL Plus.

Nouvelle Mercedes classe S
HALL D'EXPOSITION
GAUTHIER SA
93 av EMILE ZOLA
75015 PARIS
45.79.13.04



Le Monde
ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que *le Monde* vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonné.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voie normale)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	165 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	26
2 mois	330 F	550 F	52
3 mois	460 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU . (1) 49-60-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine
Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE
du au
● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM PRÉNOM
N° RUE
CODE POSTAL VILLE
PAYS
● VOTRE RÈGLEMENT : □ CHÈQUE JOINT □ CARTE BLEUE
● N° CB
Expire à fin
Signature obligatoire
● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)
111 MON 04

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

CARNET DU Monde

Décès

– Ses enfants,
Petits-enfants,
Et arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Natividad ALBERRO,
née Aramburu-Olano,

survenu le 24 mai 1991, dans sa quatre-vingt-*onzième année*, à Neuilly (Hauts-de-Seine).

Les obsèques auront lieu le jeudi 30 mai, dans l'intimité familiale.

Famille Alberro,
8, rue Massenet,
75016 Paris.

– *Le Seigneur a rappelé à Lui*

Mme Maurice BOUREL,
née Hélène Fattorini,

le 24 mai *1991, dans sa quatre-vingt*-dix-huitième année.

De la part de
François et Bernadette Bourel,
Geneviève Bourel,
Michel Bourel,
prêtre,
Elisabeth Bourel,
ses enfants,
Dominique et Fanny Bourel,
Bernard †et Lise-Marie Bourel,
Claire et Patrick Sauval,
Bruno Bourel,
Chantal et Stephen Delaby,
ses petits-enfants,
Benjamin, Sébastien, Julien et Rarine, Cécile, Côme et Calixte, Garence et Maxime,
ses arrière-petits-enfants.

La liturgie des morts sera célébrée le mardi 28 mai, à 14 heures, en l'église Saint-Lambert de Vaugirard, 2, rue Gerber, Paris-15e.

145, *avenue de Suffren*,
75015 Paris.
20, rue Rousselet,
75007 Paris.
127, rue de Créqui,
69006 Paris.
11, place Adolphe-Chérioux,
75015 Paris.

– *On apprend le décès survenu* à Paris, le 12 mai 1991, de

M. Ferdinand PAQUIN,
architecte honoraire,
croix de guerre 1939-1945.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

De la part de
M. et Mme Frédéric Bloch,
ses sœur et beau-frère.

13, rue des Princes,
92100 Boulogne-Billancourt.

– Mme Simone Gillon,
son épouse,
Annette Frejaville,
Yves Gillon,
Claudine et Jacques Mercier,
Martine et Tschang-Yeul Kim,
ses enfants,
Ses douze petits-enfants,
Les familles Gillon, Merlet, Frejaville, Daurelon, Dumas et Guetin,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Jean-Jacques *GILLON*,
officier de la Légion d'honneur,
ancien médecin inspecteur général du travail et de la main-d'œuvre,
médaillé de la ville
de Lagny-sur-Marne,

survenu le 20 mai 1991, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Ses obsèques religieuses ont eu lieu le jeudi 23 mai, en l'église Saint-Martin de Thorigny-sur-Marne.

5, rue du Moustier,
77400 Thorigny-sur-Marne.

Proche d'Alexis Carrel à la Fondation française pour l'étude des problèmes humains, de 1942 à 1944, il en concrétisa les principes pluridisciplinaires en *qualité de médecin inspecteur* général du travail et de la main-d'œuvre, poste qu'il occupa de 1952 à 1968. Il contribua ainsi, au ministère du travail, à l'établissement du cadre législa*tif de la médecine préventive* et de la médecine du travail en France. Son action concerna en particulier l'élaboration des textes relatifs à la silicose, aux affections dues aux radiations ionisantes, à la réadaptation professionnelle des travailleurs accidentés et handicapés. Dès cette époque, il se préoccupa en outre du mode d'insertion des personnes immigrées. L'autorité de ses compétences et l'efficacité de son action lui valurent d'être nommé officier de la Légion d'honneur *et de représenter le gouvernement* auprès du Bureau international du travail, à Genève, en vue d'harmoniser les législations européennes. Il publia divers articles liés à son expérience *professionnelle et fut longtemps un des* principaux rédacteurs du journal *le Concours médical*.

– Mme Herbert Hertz,
son épouse,
M. et Mme Jacques-François Hertz,
M. Jean-Michel Hertz,
M. et Mme Dan Gutkin
et leurs enfants,
Mme Martine Hertz,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Herbert HERTZ,

survenu le 19 mai 1991 dans sa soixante-dix-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière du Montparnasse dans le caveau de famille.

30, rue Pierre-Nicole,
75005 Paris.

– Anne Jeramec-Farabet,
Tristan et Florence Farabet,
ont la douleur de faire part du décès de leur père et grand-père,

Pierre JERAMEC,

survenu le 25 mai 1991, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Il rejoint ainsi sa chère femme

Yvonne,

décédée il y a quatre mois.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Grosrouvre (Yvelines), le 28 mai, à 14 h 45.

6, *rue Lazare-Hoche*,
92100 Boulogne-Billancourt.

– Le Centre d'orientation sociale a le regret de faire part du décès, le 23 mai 1991, de

M. Gérard JOUVE,
président de l'association.

– *Janet, Brian et Jonathan*,
saluent la mémoire de

Harry RÉE,

décédé le 17 mai 1991, dans sa soixante-dix-septième année, à son domicile dans le Yorkshire, après une *vie pleine, parfaitement achevée.*

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Remerciements

– Emile Valley,
Et toute la famille,
remercient toutes les personnes qui *leur ont manifesté leur sympathie* à l'occasion du décès de

Mme Renée VALLEY.

Anniversaires

– Au vingtième anniversaire du décès de son père, le docteur Monique de la Gontrie, rappelle le souvenir de

Pierre DE LA GONTRIE,
avocat,
bâtonnier de l'ordre,
président du conseil général
de la Savoie,
président des présidents
des conseils généraux de France,
créateur et maire de Courchevel,
sénateur de la Savoie 1948-1968.

14400 Condé-sur-Seulles.

– Yves MAUVAIS

aurait *fêté* aujourd'hui ses quarante-trois ans.

– Il y a six ans.

Maïe MORVAN,
née Maria Dupont Douarinou,

épouse de
Yves Morvan
(Jean Marin),

était rappelée à Dieu.

Ceux qui l'ont connue, estimée, aimée, ont pour elle, en ces jours anniversaires, une pensée fidèle et fervente.

6, rue Eginhard,
75004 Paris.

Avis de messe

– Une messe de requiem et une cérémonie à la mémoire de

Graham GREENE, OM CH,

décédé à Vevey (Suisse), le 3 avril 1991, seront célébrées le jeudi 6 juin, à 11 heures, en la cathédrale de Westminster, *Ambrosden Avenue, Londres SW1.*

Messes anniversaires

– Il y aura vingt ans le 28 mai,

Jacques LUUYT

a quitté ce monde.

Priez pour *lui* et pour son père.

Henri LUUYT,

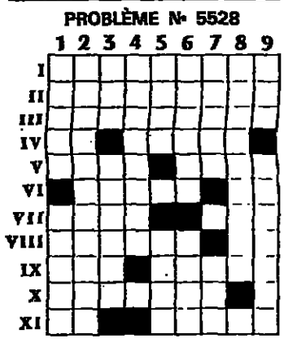
décédé le 21 avril 1991.

Soutenances de thèses

– *Université Paris-Sorbonne*. « L'historicisme absolu de Benedetto Croce ou l'idéalisme immanent », *par* Eric Tandundu Abib. Bisikisi (jury : Mme J. Chanteur, MM. Alain Renaut et *J.-F. Marquet*), *jeudi 27 juin 1991*, à 14 h 30, à la Sorbonne, 46, rue Saint-Jacques, Paris-5e, amphithéâtre Michelet, escalier A, 1er étage. Renseignements : 43-20-57-63, ou écrire au soutenant, 124, *avenue du Maine*, 75014 Paris.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5528



HORIZONTALEMENT

I. Qui ne nous lâche pas. – II. Est non avenue, mais pourrait l'être. – III. Qui pourra avoir une portée, bien qu'il n'y ait pas de rapports. – IV. Pronom. Entras *dans le jeu*. – V. *Un projet chimé*rique. En Thiérache. – VI. Qui *n'ont pas beaucoup d'épaisseur*. Deux cantons dans l'eau. – VII. «Poussière» venue de l'étranger. Mauvaise habitude. – VIII. Donner des couleurs. Peut être un cri de surprise. – IX. Sur une côte bretonne. Qui a besoin de repos. – X. Sent la rose de loin. – XI. Préposition. Qui a fait l'objet d'une inscription.

VERTICALEMENT

1. Nous donne les boules s'il est cultivé. Rendit des compagnons vraiment cochons. – 2. Endroits *où l'on parle souvent bas*. – 3. Cri de chasseurs. Ordre à un juge. – 4. Il en reste trois quand on enlève l'eau. – 5. Verre de café. Une île. – 6. Eus une attitude très prévenante. On y dénoue facilement des liens. – 7. Une bonne chose. Démonstratif. – 8. Quand il est général, n'est évidemment pas conseiller. – 9. Ville des Pays-Bas. Retour d'affection.

Solution du problème n° 5527

Horizontalement

I. Plagistes. Gaine. – II. Lunettes. Dalle. – III. Ecaler. Part. Et. – IV. Ur. Emigration. – V. Rêve. *Gouet. Ion*. – VI. Finalistes. – VII. Uropode. Leurrer. – VIII. Samare. Carpe. Nu. – IX. Embrasée. Imite. – X. Pis. Sternal. – XI. Gorille. Béates. – XII. An. Our. Oeta. As. – XIII. Mecs. Pieu. Egala. – XIV. Baladin. Loué. Lu. – XV. Auer. Nèpe. Mer.

Verticalement

1. Pleureuse. Gamba. – 2. Lucre. Ramponeau. – 3. Ana. Vrombir. Clé. – 4. Gelée. Parsi. Sar. – 5. Item. Fora ; Lô. – 6. Strigidés. Lupin. – 7. Té. Gone. Esérine. – 8. Es. Rua. Cet. – 9. Paella. Eboulé. – 10. Dattier. Réé. – 11. Gari. Supinateur. – 12. Alto. Trématage. – 13. Il. Nier. Ile. – 14. Née. Osent. Salle. – 15. Ton. Ruée. Saur.

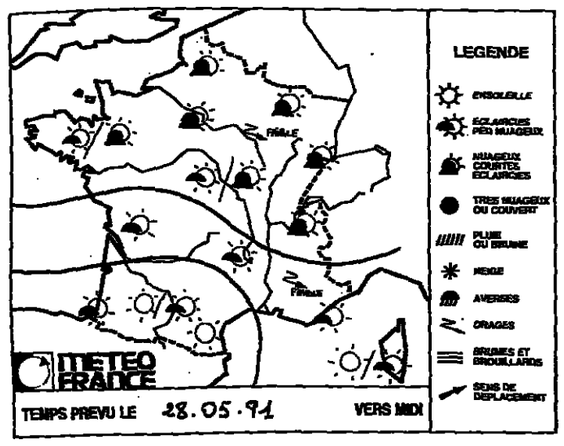
GUY BROUTY

هكذا من الأصل

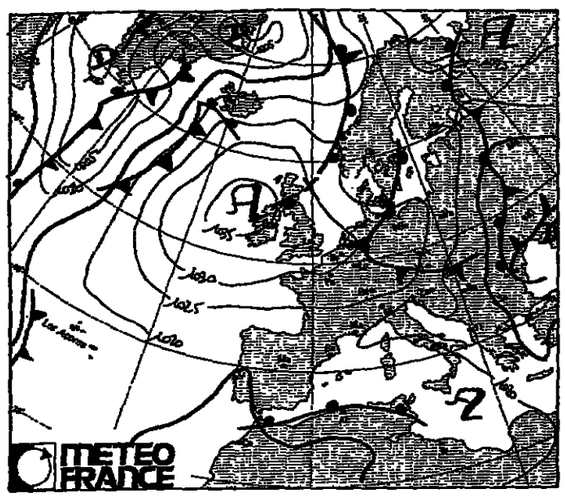
هكذا من الاصل

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mardi 28 mai 1991
Plus de nuages par le nord-est et l'est, avec tendance orageuse



SITUATION LE 27 MAI 1991 A 0 HEURE TU



C'est un temps plutôt lourd et orageux qui dominera durant cette période. Les passages nuageux n'exclueront pas de bons moments ensoleillés, mais l'après-midi des orages éclateront ici ou là.

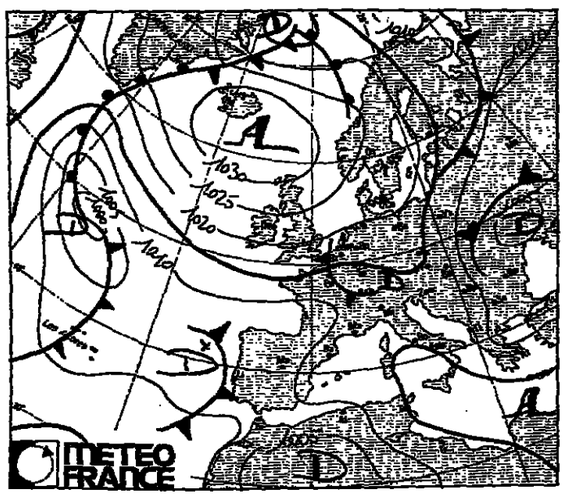
Mercredi 29 mai : nuageux, quelques orages. – Le matin le temps sera brumeux avec des bancs de nuages qui laisseront de bonnes périodes ensoleillées. Dans le courant de la journée le temps deviendra lourd et des orages isolés éclateront l'après-midi.

Pour éviter les orages il faudra aller tout à fait au nord et près des côtes de la Manche. Sur ces régions le temps restera brumeux avec des passages nuageux mais aussi des éclaircies, et le vent d'est ou nord-est sera modéré. Les orages devraient également épargner la côte méditerranéenne et la Corse mais là le soleil devrait dominer.

Les températures seront de 9 degrés à 12 degrés le matin, de 12 degrés à 14 degrés près de la Méditerranée.

L'après-midi il fera de 21 degrés à 23 degrés sur la moitié nord mais seulement 16 degrés à 18 degrés en bordure de la Manche. Sur la moitié sud les températures seront de l'ordre de 25 degrés avec quelques pointes à 26 degrés ou 27 degrés sur le Sud-Ouest.

PRÉVISIONS POUR LE 29 MAI 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 27-5-91
Valeurs extrêmes relevées entre le 26-5-1991 à 18 heures TU et le 27-5-1991 à 6 heures TU

FRANCE				ÉTRANGER							
AJACCIO	20	8	D	TOULOUSE	26	9	D	LUXEMBOURG	14	8	D
BIARRITZ	22	11	D	TOURS	21	9	D	MADRID	30	11	D
BORDEAUX	27	14	D	POINTE-A-PITRE	31	25	D	MARRAKECH	30	12	C
BOURGES	22	10	D					MEXICO	–	–	–
BREST	20	10	D	ALGER	23	13	N	MILAN	26	7	D
CAEN	17	13	D	AMSTERDAM	14	9	C	MONTRÉAL	20	13	P
CHERBOURG	17	11	N	ATHÈNES	23	12	D	MOSCOU	26	18	C
CLERMONT-FER.	22	8	D	BANGKOK	37	24	C	NAIROBI	–	–	–
DIJON	22	7	D	BARCELONE	19	11	D	NEW-DELHI	38	27	D
GRENOBLE	25	11	D	BELGRADE	17	7	C	NEW-YORK	27	20	C
LILLE	16	9	C	BERLIN	16	7	P	OSLO	15	5	N
LIMOGES	22	10	D	BRUXELLES	15	7	C	PALMA-DE-MAJ.	25	8	D
LYON	23	10	D	COPENHAGUE	16	9	C	PÉKIN	25	15	N
MARSEILLE	25	11	D	DAKAR	24	19	D	RIO-DE-JANEIRO	30	20	D
NANCY	17	6	D	DJERBA	23	16	C	ROME	20	10	D
NANTES	23	12	D	GENÈVE	21	11	N	SINGAPOUR	–	–	–
NICE	19	13	D	HONGKONG	33	28	N	STOCKHOLM	13	6	D
PARIS-MONTS	20	10	D	ISTANBUL	16	11	O	SYDNEY	–	–	–
PAU	26	10	D	JÉRUSALEM	21	12	C	TOKYO	27	14	C
PERPIGNAN	26	13	D	LE CAIRE	28	16	D	TUNIS	21	12	D
RENNES	21	12	D	LISBONNE	33	18	D	VARSOVIE	13	3	D
ST-ETIENNE	22	7	D	LONDRES	17	9	C	VENISE	19	12	D
STRASBOURG	15	5	D	LOS ANGELES	19	13	C	VIENNE	14	6	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES PIERRE GEORGES

Le prisonnier de cœur

FRANÇOIS n'a, volontairement, plus de nom de famille et dit : *« Je suis un pourri. »* Ce père a balancé son fils, drogué et vendeur de drogue, aux gendarmes. Il l'a dénoncé pour le sauver, en sachant que pour cela, pour *« avoir commis cette saloperie »*, lui-même se condamnait au remords et au chagrin.

Et cela lui fut, peut-être, une délivrance que de raconter cet ultime moyen de sauver son gamin de vingt-trois ans drogué jusqu'à l'os. Le malheur se pèse parfois : *« Mon fils était à 40 kilos et il lui fallait son gramme d'héro par jour. »* Le malheur se chiffre : *« Sa compagne et lui avaient besoin de 72 000 F par mois pour se droguer. »* Le malheur se comptabilise : *« Deux de ses amis sont morts en six mois. Mon rôle n'est pas qu'il meure. »*

Alors, ne trouvant pour le sauver d'autre chemin que celui d'être maudit par ce fils en danger, François l'a fait emprisonner comme l'on ligoterait la mort. Et ce père torturé – *« Parfois je roule en bagnole, j'arrête, je pleure »* – a illustré son espoir : *« Il a dit qu'il m'écraserait la gueule comme une merde quand il sortira. C'est bon signe. Avant il ne me parlait même plus. »* C'est pour parler à son prisonnier de cœur, par « 20 h 10, Jean-Pierre Elkabbach » et la 5 interposés, que le père a accepté de dire sa nécessaire honte devant les caméras.

Ce fils de vingt-trois ans aurait pu être Serge Simon. Sauf que Serge Simon, étudiant en médecine et pilier gauche du CA Bègles-Bordeaux, pète de bonne santé physique et morale. Samedi soir, avec son club de rugby, ce jeune homme jouera, bonheur suprême, la finale du championnat. Les apparences sont parfois trompeuses. Il y a peu, contre Béziers, Bègles s'était imposé. Pour qui la découvrit, à la télévision, la première ligne béglaise semblait tout droit échappée des troupes de choc du syphidesque général Schwarzkopf. Bonjour le *look* des trois graces, ce trio bien dégagé autour des oreilles, menton carré et œil chéri-bibiesque.

A la ville, à la télé plutôt, Serge Simon, venu avec l'autorisation de ses coéquipiers, s'est montré tout à fait digne de la mission. Il a conseillé à Elkabbach de ne pas jouer les montreurs d'ours, les sportifs se refusant à être classés dans une animalerie. Il a cité Michel Serres, Kundera, a parlé musique, théâtre. Et pour finir, il a cité Depardieu : *« Il n'y a pas de place à prendre. Il n'y a qu'une route à suivre. »* Serge Simon venait de s'offrir un magistral contre-pied.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 27 mai

TF 1

20.50 Variétés : Stars 90. Avec Guy Bedos, Jean Roucas, Patrick Timsit, Mme Li Shu Xiam, Bernadette Soury, Anne, Jean-Jacques Goldman, Vanessa Paradis, les Vagabonds, Heat Wave, Robert Charlebois, Julie Masse.
22.40 Magazine : Le Droit de savoir. Voici comment on blanchit l'argent sale ; Le mystère du chalutier coupé.
23.40 Magazine : Va y avoir du sport.
0.30 Au trot.
0.35 Journal, Météo et Bourse.
1.00 TF1 Nuit. 7 sur 7 (rediff.).

A 2

20.45 Magazine : L'Heure de vérité. Invité : Philippe de Villiers. Le député PR de la Vendée, ancien secrétaire d'Etat à la culture du gouvernement de Jacques Chirac, répondra aux questions de François-Henri de Virieu, Alain Duhamel, notre collaborateur Jean-Marie Colombani, Albert du Roy et Jean-Marie Gautier (*Presse Ocean*) ; Philippe Meyer dressera le « portrait à l'acide » de l'invité.
22.05 Sport : Morceaux choisis. Résumé des Internationaux de France de Roland-Garros 1991, par Christian Quidet, Lionel Chamoulaud, Patrick Chêne et Patrick Montel ; Les plus beaux échanges de la journée et l'analyse technique, par Jean-Paul Loth et Ion Tiriac ; Les coulisses.
22.50 Documentaire : Chasseurs de miel. De Diane Summers, Alain Majani et Eric Valli.
23.15 Journal et Météo.
23.35 Série : Le Saint (rediff.).

FR 3

20.45 Cinéma : L'Année de tous les dangers. ■■ Film américain de Peter Weir (1983). Avec Mel Gibson, Sigourney Weaver, Billy Kerr.
22.40 Journal et Météo.
23.00 Magazine : Océaniques.
▶ Regards croisés sur la Grande-Bretagne, d'Elisa Mantin et Jean Baronnet ; à 23.40, L'Autre Graham Greene.
0.50 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : La Mouche 2. ■ Film américain de Chris Walas (1989). Avec Eric Stoltz, Daphné Zuniga, Lee Richardson.
22.10 Flash d'informations.
22.15 Cinéma : En cas de malheur. ■■■ Film français de Claude Autant-Lara (1958). Avec Jean Gabin, Brigitte Bardot, Edwige Feuillère.
0.15 Cinéma : La Captive du désert. ■ Film français de Raymond Depardon (1990). Avec Sandrine Bonnaire, Dobi Koré, Isai Koré.
1.50 Le Cirque Archaos.

LA 5

20.50 Feuilleton : Mystères à Twin Peaks.
22.25 Cinéma : Vincent, François, Paul et les autres. ■■ Film français de Claude Sautet (1974). Avec Yves Montand, Michel Piccoli, Serge Reggiani.
0.25 Journal de la nuit.
0.35 Demain se décide aujourd'hui.
0.40 Le Club du Télé-achat.
1.00 Rediffusions.

M 6

20.35 Cinéma : Le Bourreau des cœurs. □ Film français de Christian Gion (1983). Avec Aldo Maccione, Anna-Maria Rizzolli, Jean Parédès.
22.25 Météo des plages.
22.30 Série : Equalizer.
23.20 Série : Destination danger.
0.10 Six minutes d'informations.
0.15 Magazine : Dazibao.
0.20 Magazine : Jazz 6.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

20.00 Documentaire : Les Heures chaudes de Montparnasse. De Jean-Marie Drot.
21.00 Cinéma : Peaux de vaches. ■■ Film français de Patricia Mazuy (1989).
22.25 Court métrage : Du côté de la côte. D'Agnès Varda.
23.00 Cinéma : Tanguera. ■ Film allemand de Heinz Peter Schwerfel (1988).

FRANCE-CULTURE

20.30 Le grand débat. Droit ou devoir d'ingérence ? (2e partie).
21.30 Dramatique. Les Vatoussis, pièce pour deux ambassadeurs, d'après Adolf Muschg.
22.40 La radio dans les yeux. Spécial Jean Vilar.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (*en direct du Collège de musique de Malmoe*) : Œuvres de Pedersoen, Nielsen, Melin, Brahms, Lancino, Stenhammar, Johansson, Schubert, Lidholm, par le Petit Chœur de Malmoe, dir. Dan-Olaf Stenlund, et le Trio des Lyres (Anna Lindal, violon, Sylvie Altenburger, alto, Chrichan Larson, violoncelle).
23.07 Poussières d'étoiles.

Mardi 28 mai

TF 1

14.30 Feuilleton : Côte Ouest (rediff.).
15.25 Feuilleton : Orages d'été, avis de tempête.
16.20 Club Dorothée.
17.30 Série : Chips (rediff.).
18.25 Jeu : Une famille en or.
18.55 Feuilleton : Santa Barbara.
19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
19.55 Divertissement : Le Bébête Show.
20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.
20.50 Cinéma : Nuit d'ivresse. ■ Film français de Bernard Nauer (1986). Avec Thierry Lhermitte, Josiane Balasko, France Roche.
22.25 Magazine : Ciel, mon mardi ! Présenté par Christophe Dechavanne.
0.15 Au trot.
0.20 Journal, Météo et Bourse.

A 2

14.15 Sport : Tennis. Internationaux de France de Roland-Garros 1991.
19.15 Magazine : Le Tour des courts.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Cinéma : Pour la peau d'un flic. ■ Film français d'Alain Delon (1981). Avec Alain Delon, Anne Parillaud, Michel Auclair.
22.35 Sport : Morceaux choisis. Résumé des Internationaux de France de Roland-Garros 1991.
23.25 Cinéma : De sable et de sang. ■ Film français de Jeanne Labrune (1987). Avec Sami Frey, André Dussolier, Clémentine Célarié.
1.05 Journal et Météo.
1.25 Musique : Jazz à Antibes.

FR 3

19.00 Le 19-20 de l'information.
20.05 Divertissement : La Classe.
20.45 Cinéma : Vos gueules les mouettes ! □ Film français de Robert Dhéry (1986).
22.15 Journal et Météo.
22.40 Télévision régionale.
23.35 Variétés : Eurotop. Emission présentée par Nicolas Dubos et Nathalie You. Invité : Art Mengo.
0.30 Magazine : Espace francophone. De Dominique Gallet.
0.55 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

15.30 Magazine : Mon Zénith à moi (rediff.).
16.20 Cinéma : La Captive du désert. ■ Film français de Raymond Depardon (1990).
18.05 Canaille peluche.

En clair jusqu'à 20.30

18.30 Ça cartoon.
18.50 Top 50.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Cinéma : Tequila Sunrise. ■ Film américain de Robert Towne (1988).
22.20 Flash d'informations.
22.25 Cinéma : Sexe, mensonges et vidéo. ■■ Film américain de Steven Soderbergh (1989, v.o.).
0.05 Cinéma : Une Parisienne. ■ Film français de Michel Boisrond (1957).
1.25 Cinéma : Le Retour du docteur Mabuse. ■ Film germano-italo-français de Harald Reinl (1961)

LA 5

15.30 Série : Soko, brigade des stups.
16.15 Youpi ! L'école est finie.
17.45 Jeu : La Ligne de chance.
18.10 Série : Mission casse-cou.
19.05 Série : Kojak.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Journal des courses.
20.50 Cinéma : Black mic-mac. ■ Film français de Thomas Gilou (1986). Avec Jacques Villeret, Isaach de Bankolé, Félicité Wouassi.
22.30 Magazine : Ciné Cinq.
22.40 Téléfilm : Felicitie. D'Alex Damiano, avec Valentine Demy, Gabriel Gori.
0.25 Journal de la nuit.
0.35 Demain se décide aujourd'hui.
0.40 Le Club du Télé-achat.
1.00 Rediffusions.

M 6

15.40 Variétés : Bleu, blanc, clip.
16.40 Série : Drôles de dames.
17.30 Jeu : Hit hit hit hourra !
17.35 Jeu : Zygomusic.
18.05 Série : Espion modèle.
19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby Show.
20.35 Téléfilm : Le Retour de l'incroyable Hulk. De Nicholas Corea, avec Bill Bixby, Lou Ferrigno.
22.15 Météo des plages.
22.20 Téléfilm : Le Droit de mourir. De George Schaefer, avec Bette Davis, James Stewart.
0.10 Six minutes d'informations.
0.15 Magazine : Dazibao.
0.20 Musique : Boulevard rock and hard.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

16.00 Documentaire : La Grande Ecole des musiciens. De Miroslav Sebestik.
16.50 Documentaire : Eskimos.
18.35 Cinéma d'animation : Images.
19.00 Documentaire : De Gaulle ou l'Eternel Défi (2). Orages atlantiques.
19.55 Chronique : Le Dessous des cartes (et à 0.05).
20.00 Documentaire : Live. La Lettre jamais écrite, de Dominique Dubosc.
21.00 Opéra : Xerxès. Opéra en trois actes de Haendel, par l'English National Opera, dir. Charles Mackerras.
0.10 Danse : Dance of Darkness. De Edin Velez.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine.
21.30 Jean Vilar. La véritable histoire de la naissance du TNP. 2. Le TNP, un service public.
22.40 Les nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 27 avril à l'Opéra de Vichy) : Aux heures de la nouvelle lune, de Roslavets ; Concerto pour piano et orchestre n° 2 en sol mineur op. 16, de Prokofiev ; Le sacre du printemps, de Stravinsky, par l'Orchestre du Conservatoire national supérieur de musique de Lyon, dir. Kent Nagano ; sol. : Jean-François Heisser, piano.
23.07 Poussières d'étoiles.

Le Monde

Au-dessus de la Thaïlande

L'explosion du Boeing de Lauda-Air a fait deux cent vingt-trois victimes

BANGKOK

de notre correspondant

Le Boeing-767 de la compagnie autrichienne Lauda-Air s'est écrasé dans la nuit du dimanche 26 au lundi 27 mai à 220 kilomètres de Bangkok avec 223 personnes à bord, dont dix membres d'équipage. L'appareil, en provenance de Hongkong et qui se rendait à Vienne, s'est écrasé vers 23 h 30, peu après son décollage de Bangkok. Des paysans ont rapporté qu'il s'était désintégré en l'air alors qu'il survolait le district de Danchang, dans la province de Suphanburi. D'autres ont dit avoir entendu un bruit d'explosion et vu des flammes peu avant que l'avion ne s'écrase sur une colline.

Le Boeing transportait un certain nombre de Chinois de Hongkong, qui se trouvaient parmi les 125 passagers montés à bord dans la colonie britannique. Trente-huit Thaïlandais et trente-quatre Autrichiens figuraient aussi parmi les passagers embarqués à l'escale de Bangkok.

Les recherches entreprises dans une zone d'accès difficile ont permis, lundi, de retrouver 160 corps, pour la plupart calcinés et difficiles à identifier. Les débris de l'appareil sont éparpillés sur plusieurs kilomètres, et l'espoir de retrouver des survivants est pratiquement inexistant.

L'avion a brutalement disparu des radars de contrôle après une vingtaine de minutes de vol. A l'aéroport de Bangkok, des responsables ont déclaré que l'escale de moins de deux heures s'était effectuée en respectant les procédures habituelles de sécurité. De son côté, à Vienne, un porte-parole de Lauda-Air, compagnie autrichienne fondée par l'ancien champion Nikki Lauda, a dit que la compagnie n'avait reçu *« aucune menace »*. Pour sa part, M. Lauda a affirmé, également de Vienne, que l'appareil n'était âgé que de dix-huit mois et n'avait jamais connu le moindre problème.

Le chef de l'armée de terre thaïlandaise, le général Suchinda Kraprayoon, a déclaré, quant à lui, que rien ne laissait envisager, pour l'instant, un attentat. Il a ajouté qu'aucune revendication n'avait été formulée. Il s'exprimait avant qu'on apprenne que l'auteur anonyme d'un coup de téléphone, reçu à Vienne, avait affirmé qu'une bombe avait été placée par erreur à bord d'un appareil de Lauda-Air, et qu'en fait c'était la compagnie américaine United Airlines qui était visée. Il faudra attendre que la boîte noire de l'appareil soit retrouvée pour en apprendre davantage sur les causes de la catastrophe.

JEAN-CLAUDE POMONTI

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats
URSS : « Triste complot contre la Géorgie », par Othar Zourabichvili ; Yougoslavie : « Pour la réconciliation », par Komnen Becirovic 2

L'Inde après l'assassinat de Rajiv Gandhi
Guerre de succession au parti du Congrès-I 8

Au « Grand Jury RTL-le Monde »
M. Jean-Pierre Soisson affirme que « l'ouverture continue » 9

Un colloque des élus socialistes
Les DOM ont peur de l'Europe. 9

« L'heure de vérité »
M. Philippe de Villiers, ou la croisade contre les « affaires »..... 10

Sida
Les principales firmes pharmaceutiques mondiales vont coopérer..... 12

Football
L'OM et la méthode Tapie..... 13

« Faust » à Bercy
Gounod gothique et spectaculaire pour un opéra de masse 14

Polanski et ses jurés
Le président du jury du 44e Festival de Cannes justifie un palmarès contesté..... 15

SECTION B

L'aide à l'Allemagne orientale
L'assistance aux nouveaux Länder ne doit pas pénaliser d'autres pays, estime Sir Leon Brittan. 19

Les patrons italiens pessimistes
Les chefs d'entreprise soulignent les handicaps de l'économie transalpine..... 19

CHAMPS ÉCONOMIQUES

• Les nouvelles cartes de la Californie • Un golf nippon • La croissance des minorités hispanique et asiatique • La chronique de Paul Fabra • « Lectures », par Bernard Mario..... 21 à 24

Une carte électronique pour jouer avec la télévision
La groupe de M. Lagardère veut resserrer les liens entre médias et consommation..... 36

Services

Abonnements..... 2
Annonces classées.. 26 à 33
Carnet..... 36
Loto et Loto sportif 36
Marchés financiers 34-35
Météorologie 37
Mots croisés..... 36
Radio-Télévision 37
Spectacles..... 16

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 26-27 mai 1991 a été tiré à 508 067 exemplaires.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 27 mai

Poursuite du recul

Pour la quatrième séance consécutive, la baisse s'est installée, lundi matin, rue Vivienne. En repli de 0,35 %, dès le début des échanges, les valeurs françaises ont continué d'accentuer leurs pertes au fil des transactions. Aux alentours de 11 heures, l'indice CAC 40 s'inscrivait en repli de 0,5 %. Dans ces conditions, on relevait parmi les baisses celles de Générale occidentale, BHV, Bafip. Du côté des hausses, on notait celles de Sodero, Ingenico, Arjomari-Prioux.

Livres anciens sur les

PROVINCES DE FRANCE

2 catalogues par an

Librairie GUÉNÉGAUD
10, rue de l'Odéon
75006 Paris
Tél. : 43-26-07-91

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

SCIENCES
Le Monde et MÉDECINE

Lors d'une rencontre officielle à Damas après une longue brouille

Rapprochement entre la Syrie et l'OLP

Conséquence de la guerre du Golfe et de la relance du processus de paix au Proche-Orient, la Syrie et l'OLP, brouillées depuis 1983, sont en train d'amorcer un rapprochement politique pour renforcer leurs positions lors d'une éventuelle conférence régionale. Attendue et annoncée depuis des mois, une délégation de la centrale palestinienne est arrivée samedi 25 mai dans la capitale syrienne, et les entretiens se poursuivaient lundi.

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Les représentants de l'OLP étaient invités officiellement par le gouvernement de Damas, un détail qui a son importance puisque la Syrie, qui n'a jamais reconnu la proclamation de l'Etat de Palestine, s'était toujours refusée à un tel geste, se contentant d'affirmer que les Palestiniens étaient toujours les bienvenus. A noter toutefois que des conversations ont eu lieu quasi régulièrement lors des réunions inter-arabes, et le président Assad et M. Arafat se sont rencontrés lors du sommet de Casablanca en 1989.

Conduite par M. Farouk Kaddoumi (membre du Fath de M. Arafat), chef du département politique de l'OLP (c'est-à-dire ministre des affaires étrangères), la délégation envoyée à Damas comprend des membres du comité exécutif représentant les principales formations de l'organisation.

Etudier les moyens d'une réconciliation

Bien qu'opposées pendant la guerre du Golfe, la Syrie ayant envoyé des troupes en Arabie saoudite alors que l'OLP soutenait l'Irak, les deux parties se retrouvent aujourd'hui devant la convergence de leurs intérêts au regard du processus de paix engagé par les Etats-Unis.

La Syrie, qui reste la principale puissance face à Israël, cherche aujourd'hui à renforcer sa main dans une éventuelle négociation où elle craint d'être isolée, en présence d'une Egypte pro-américaine qui a déjà fait la paix avec Israël, d'une Jordanie qui a besoin d'une initiative de paix pour retrouver une place contestée du fait de ses positions pro-irakiennes, et de pays du Golfe de plus en plus enclins à céder aux sollicitations de Washington.

De son côté, l'OLP, très affaiblie internationalement pour avoir soutenu l'Irak et boudée par les monarchies pétrolières du Golfe qui ont cessé leur aide, a besoin de l'appui de la Syrie, qui partage avec elle le souci de récupérer les territoires occupés par Israël.

Avant même la première tournée du secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, Damas avait fait un geste vis-à-vis des Palestiniens en libérant la quasi-totalité des prisonniers qu'elle détenait (la plupart appartenant au Fath) et annonçait, à la veille de la quatrième navette du secrétaire d'Etat américain, que la représentation palestinienne à une conférence de paix devait être issue soit de l'OLP, soit d'habitants de Cisjordanie et de Gaza élus sous supervision internationale.

Lors des entretiens qu'il a eus récemment avec plusieurs chefs de la diplomatie occidentale, le président Hafez El Assad leur a fait valoir que, quoi qu'il en soit, l'OLP demeurait seule représentante des Palestiniens et qu'il était inutile de lui chercher un substitut. Dans le même mouvement, le Front de salut national palestinien (FSNP), coalition d'organisations palestiniennes pro-syriennes basée à Damas, demandait l'ouverture d'un dialogue avec l'OLP en vue de la réunification totale du mouvement palestinien. M. Khaled El Fahoum, président du FSNP, a d'ailleurs rendu visite, dès dimanche, à M. Kaddoumi pour étudier les moyens d'une réconciliation qui mettrait fin à une dissidence largement suscitée en 1983 par la Syrie. Autre souci pour l'OLP qui a, là aussi, besoin de Damas : le sort des Palestiniens du Liban, oubliés des accords de Taëf, qui réclament aujourd'hui un nouvel accord pour remplacer celui du Caire, aboli unilatéralement par le Liban en 1987.

Au sujet du processus de paix, Syriens et Palestiniens souhaitent voir l'ONU participer à une conférence régionale et veulent que celle-ci se réunisse sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, sur le principe de l'échange des territoires occupés contre la paix.

A propos de la représentation palestinienne, la Syrie et l'OLP sont plutôt d'accord sur le choix ou bien d'une délégation arabe commune (regroupant l'Egypte, la Syrie, la Jordanie, le Liban et l'OLP) ou bien d'une délégation palestinienne indépendante qui, selon l'OLP, devrait comporter à la fois des Palestiniens de l'intérieur et de l'extérieur.

Après deux entretiens, dimanche, avec M. Farouk Charah, ministre syrien des affaires étrangères, M. Kaddoumi a qualifié ces conversations de *« fructueuses »*, soulignant que *« les points de vues étaient concordants et les positions communes »*.

Ces retrouvailles syro-palestiniennes à Damas n'effaceront sans doute pas tout un lourd contentieux, tant la méfiance reste grande, mais, des deux côtés, on paraît vouloir se contenter d'une coordination politique, aujourd'hui indispensable.

FRANÇOISE CHIPAUX

□ **Deux Palestiniens tués par l'armée israélienne en Cisjordanie.** – Un Palestinien a été tué d'une balle dans la tête par une patrouille israélienne, dimanche 26 mai, dans un village du nord de la Cisjordanie. La victime, soupçonnée d'être membre de l'OLP, venait d'attaquer un autre habitant du village. D'autre part, toujours en Cisjordanie, un soldat israélien a tué un Palestinien qui lançait des pierres sur un autocar militaire. – *(AFP.)*

OLD ENGLAND
PARIS
SEMAINES DU COSTUME À VOS MESURES
Réalisé dans des laines fines ou en coton
doublé ou non doublé

costume	laine fine	4 650 F
	coton	3 250 F
veste	laine fine	3 250 F
	coton	2 250 F

du mardi 21 mai au samedi 1er juin
12, bd des capucines - 75009 Paris 47.42.81.99

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

Régime-santé

JE suis en compote, là, aujourd'hui, les enfants, réduite en bouillie par une bande de nutritionnistes qui ont colloqué sous mon nez, en Italie, pendant le week-end. Ils ont pas arrêté de s'envoyer des acides aminés, du veau aux hormones, de la salmonelle, des vitamines A, B, C et D, du plomb, du sucre et du sel au travers de la gueule. Non, parce qu'il faut savoir que, dans ce domaine, la médecine relève de la haute couture. Elle rallonge ou elle raccourcit nos menus pareil que des ourlets, au gré d'une mode qui change tous les six mois, histoire de nous obliger à renouveler le contenu de nos placards : J'ai plus rien à me mettre... sous la dent !

Bon, alors, que je vous explique les règles du bien-manger cette saison. D'ailleurs, vous les trouverez dans Newsweek de la semaine dernière. Avant, fallait tout griller : maintenant, faut tout bouillir. Le steak-salade, le blanc de poulet rôti, les œufs et le filet de merlan, fini, terminé. Les laitages et les fromages maigres, out. Rien de plus lourd que le light. Pain, pâtes et patates à gogo. Sans crème, sans sauce, sans beurre, sans rien.

L'ennemi, c'est le gras. Donc la viande, parce que c'est traître, ça en contient sans que ça se voit. Le poisson, c'est bon, c'est plein de calcium. Sauf que, le calcium, moins on en consomme, moins on en a besoin. Résultat, le poisson, c'est mauvais, c'est plein de calcium.

Question huiles, on sature, on supprime. Rapport au cholestérol. Question fibres, on enfourne, on se goinfre. Rapport au cancer. Qui est héréditaire. Et qu'on trimbale dans son bagage génétique. Le seul moyen de pas se faire choper en passant le portique de contrôle, c'est de le planquer dans des cageots de fruits et légumes.

Pour survivre, simple : bouffez comme une vache. En ruminant vos doutes sur l'efficacité de cet énième régime-santé, n'oubliez surtout pas de fermer la bouche et de vous boucher le nez. Sinon, vous risqueriez d'avaler devinez quoi... de l'air ! Pollué lui aussi, plein de saloperies. Là vous mettez carrément vos jours en danger. Si vous ne voulez pas mourir, cessez de respirer.

A Drouot

L'art à la baisse

Sous le marteau de Me Guy Loudmer, la vente d'art impressionniste et moderne organisée à Drouot le samedi 25 mai a totalisé 36,7 millions de francs. Malgré des prix de réserve corrigés à la baisse, 50 % des œuvres n'ont pas trouvé preneur. Sur les vingt-cinq lots vendus, les principales enchères étaient largement en dessous de leur estimation.

Estimée entre 7 et 10 millions de francs, *la Vierge à l'enfant* de Foujita est partie pour 4,7 millions, tandis que l'autre pièce majeure de la vente, une sculpture de Jean Arp (estimations identiques), n'a atteint que 4 millions de francs. Le Signac, estimé entre 4 et 6 millions, a quitté la salle pour 3 millions. Les Japonais n'ont fait aucune acquisition. Les acheteurs étaient en majorité des marchands européens. Enfin, on note deux préemptions : le très beau portrait de Balthus (estimé entre 3 et 4 millions de francs), adjugé 1,6 million de francs au Musée national d'art moderne, et une *Promenade à Honfleur* de Valloton (estimée entre 400 000 et 600 000 F), qui revient, sans faire de vagues, au musée de la ville.

L. B.

Le mensuel
PASSAGES
Antoinette Fouque
LES FEMMES DANS LA RÉPUBLIQUE DES FILS
VENTE EN KIOSQUE 30 F

MODE : AH, SI VOUS POUVIEZ DÉPENSER 150 F !
► En échange de 150 F, vous pourriez vous offrir par exemple ces métrages : 2 fois 2,50 m de tissus ravissants à 30 F le mètre, donc 2 robes d'été...
► Et tout est à l'avenant : excitant, nouveau, libre, élégant.
► Oubliez enfin la contrainte des prix, la prétention des boutiques, etc. !
Et venez rencontrer
"La Mode-Liberté"
depuis 30 F le mètre
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Nul n'est censé ignorer la dernière édition des codes
DALLOZ
CODE DU TRAVAIL
Dalloz - Les indispensables

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS
Juin 1991
8 F
1980-1990
MUTATIONS ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES DANS LE MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكذا من الأصل